



HAL
open science

Charbon et communautés minières au Japon

Bernard Thomann

► **To cite this version:**

Bernard Thomann. Charbon et communautés minières au Japon. Cipango - Cahiers d'études japonaises, 23, 2020, Cipango, 10.4000/cipango.3401 . hal-04108725

HAL Id: hal-04108725

<https://cnrs.hal.science/hal-04108725>

Submitted on 28 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

23 | 2020

Charbon et communautés minières au Japon



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cipango/3401>
DOI : 10.4000/cipango.3401
ISSN : 2260-7706

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020
ISBN : 9782858313426
ISSN : 1164-5857

Référence électronique

Cipango, 23 | 2020, « Charbon et communautés minières au Japon » [En ligne], mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 30 juin 2021. URL : <https://journals.openedition.org/cipango/3401> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cipango.3401>



Cipango est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Cipango

Cahiers d'études japonaises

N° 23

Institut national des langues et civilisations orientales
Centre d'études japonaises

Directeur du Centre d'études japonaises (CEJ), Inalco

Michael LUCKEN

Comité scientifique international

Giorgio AMITRANO (Univ. de Naples), Olivier ANSART (Univ. de Sydney), Lionel BABICZ (Univ. de Sydney), Bernard BERNIER (Univ. de Montréal), Augustin BERQUE (EHESS), Steve DODD (SOAS), Bernard FAURE (Univ. de Columbia), Harald FUESS (Univ. Heidelberg), Carol GLUCK (Univ. de Columbia), Annick HORIUCHI (Univ. Paris Diderot), KOMINE Kazuaki (Univ. Rikkyô), Hermann OOMS (UCLA), Jean-Noël ROBERT (Collège de France), Alain ROCHER (EPHE), Cécile SAKAI (Univ. Paris Diderot), Arthur STOCKWIN (Univ. of Oxford), TAN.O Yasunori (Univ. Waseda), Dimitri VANOVERBEKE (Univ. de Louvain)

Secrétariat de rédaction

Isabelle KONUMA, Laurent NESPOULOUS

Équipe de rédaction

Anne BAYARD-SAKAI, Pascal GRIOLET, Emmanuel LOZERAND, Michael LUCKEN, Pierre SOUYRI, Sumie TERADA, Bernard THOMANN, Michel VIEILLARD-BARON

Comité de lecture

Yannick BARDY, Anne BOUCHY, Claire BRISSET, Jean-Michel BUTEL, Adrien CARBONNET, Christian GALAN, Noémi GODEFROY, Laurence LABRUNE, Hélène LE BAIL, Estelle LEGGERI-BAUER, François MACÉ, Christophe MARQUET, Anne-Lise MITHOUT, Nicolas MOLLARD, Arnaud NANTA, Cléa PATIN, Alexandre ROY, SAITO Takako, Rémi SCOCCIMARRO, Eric SEIZELET, Daniel STRUVE, Makiko UEDA-ANDRO

Aide éditoriale

Guillaume MULLER, Clara WARTELE

Édition : Cedric RAOUL

Maquette : Sandrine TABARD, modifiée par Marion CHAUDAT pour Studio Topica

Ce numéro a été réalisé avec le soutien de l'ANR Euraseemploi.

Ce numéro a été réalisé avec Métopes, méthodes et outils pour l'édition structurée XML-TEI développés par le pôle Document numérique de la MRSH de Caen.

CC-BY-NC-ND 4.0 sauf mentions particulières pour les illustrations

2020, Presses de l'Inalco 2, rue de Lille – 75343 Paris Cedex 07 – France

ISSN : 1164-5857

ISBN : 978-2-85831-342-6

Cipango

Cahiers d'études japonaises

Charbon et communautés minières au Japon

Numéro préparé par
Bernard Thomann

inalco
PRESSES

Numéro 23 – Année 2016

Sommaire

Éditorial	
Bernard THOMANN	7
Rationalisation, modernisation de l'organisation du travail et transformation de la vie des mineurs de charbon dans le Japon du xx ^e siècle	
Bernard THOMANN	15
Les parias des houillères du Chikuhō : assimilation ou surdiscrimination ?	
Kaiko MIYAZAKI	63
Les mineurs coréens dans la littérature de langue japonaise : entre silence contraint et risque de banalisation	
Mayumi SHIMOSAKAI	125
Le soutien aux travailleurs déplacés dans le déclin de l'industrie houillère japonaise : un soutien officiel et associatif	
Naoko SHIMAZAKI	175
La Commission d'enquête sur la pollution minière d'Ashio de 1897 et ses enjeux : du laissez-faire à la prise en main étatique d'une crise environnementale	
Cyrian PITTELOUD	207

Varia

La critique de la modernisation du Japon chez Maruyama Masao : assistance au <i>tennō</i> , ultranationalisme et fascisme dans les essais des années 1946-1949	
Brice FAUCONNIER.....	249

Le trousseau à Nagoya : réévaluer l'importance de la dot dans le Japon du XX ^e siècle	
Garance DUCROS	297

Notes de lecture

LUCKEN Michael, 2016, <i>Nakai Masakazu : naissance de la théorie critique au Japon</i>	
Coline PEPIER.....	343
GALAN Christian, OLIVIER Jean-Marc (dir.), 2016, <i>Histoire du & au Japon : de 1853 à nos jours</i>	
Pierre-François SOUYRI	347
MAUGER Léna, REMAEL Stéphane, 2014, <i>Les Évanouïs, enquête sur le phénomène des disparitions volontaires du Japon</i>	
Éric SEIZELET	353

Mémoires et thèses

<i>Identité et mondialité dans l'œuvre de Levy Hideo</i>	
Thomas PERROUY	359
<i>Les Prémices de la musique électronique au Japon : la musique pour bande, production, techniques et dynamiques</i>	
Jeremy CORRAL	361
<i>Récit autoritaire, thème de la pureté et place du lecteur dans Yūkoku (Patriotisme) et Honba (Chevaux échappés) de Mishima Yukio</i>	
Thomas GARCIN	363
<i>L'Évolution de la calligraphie japonaise à l'ère moderne (1880-1948) et la figure du « calligraphe non calligraphe » (hishoka no nōsho 非書家の能書)</i>	
Laili DOR	369

Éditorial

Editorial Note

Bernard THOMANN
CEJ, Inalco

À l'encontre de certains clichés entretenant l'idée d'un archipel sans ressources naturelles, le Japon a été le lieu d'importants gisements de cuivre, d'argent ou d'or. L'extraction de ces métaux a été modernisée après la Restauration de Meiji, jouant un grand rôle dans l'industrialisation du Japon. Ainsi, la mine d'Ashio 足尾, exploitée depuis le XVI^e siècle, devint l'une des plus importantes mines de cuivre au monde à la fin du XIX^e siècle. Si l'extraction du charbon ne revêtait pas une importance comparable à celle des métaux durant la période proto-industrielle, elle était du moins déjà pratiquée, et fournissait de la houille pour le chauffage domestique comme la production de sel, très répandue sur les rivages de la mer Intérieure. Modernisée par l'introduction de technologies occidentales, elle constitua à partir de l'ère Meiji un des principaux moteurs de la Révolution industrielle.

Les principaux gisements houillers se formèrent à Kyūshū, où ils alimentèrent le développement de l'industrie sidérurgique dans le Nord de l'île, puis à Hokkaidō, où le charbon était de meilleure qualité. Des bassins houillers furent également exploités dans les départements de Yamaguchi (Ube 宇部) ou de Fukushima (Jōban 常磐). L'extraction du charbon japonais, d'une importance considérable

dans le développement de l'industrie locale, était néanmoins dispendieuse. La chaleur ambiante rendait le travail très difficile ; les galeries étaient profondes, les veines souvent étroites et très inclinées, ce qui limitait le recours à la mécanisation de la production. L'industrie minière japonaise présentait en outre une structure caractéristique : d'un côté, des mines liées aux grands groupes industriels, qui furent mécanisées à grande échelle à partir des années 1930, et de l'autre, des petites mines, exploitant souvent les veines les plus proches de la surface, mais qui ne bénéficiaient que d'une technologie assez sommaire, et dont la productivité était très faible. Ainsi, à partir de la seconde moitié des années 1950, quand la houille Japonaise se révéla une source d'énergie de moins en moins compétitive face au charbon étranger ou au pétrole, ce sont ces petites mines qui fermèrent en premier, notamment dans le bassin du Chikuhō 筑豊. Les grandes mines de Kyūshū (en particulier celle de Miike 三池), qui bénéficiaient de conditions géologiques plus favorables, restèrent pour certaines en opération jusque dans les années 1990, à l'instar de certaines houillères de Hokkaidō. Aujourd'hui, seule la mine de Kushiro 釧路 demeure fonctionnelle, malgré des volumes extraits assez limités. Mais la fin de l'industrie houillère japonaise n'est pas encore écrite : avec la fermeture d'une partie des centrales nucléaires, un certain nombre de nouvelles centrales thermiques à charbon doivent entrer en service dans les prochaines années.

Au-delà des quantités de houille extraites, qui peuvent paraître relativement modestes comparées à d'autres vieilles nations industrielles, c'est sur le poids de l'industrie houillère dans l'histoire économique et sociale que l'on peut légitimement diriger son attention, tant celui-ci est remarquable. L'extraction du charbon est d'abord liée de manière intime à l'histoire du capitalisme japonais : nationalisées au début de l'ère Meiji, la plupart des grandes mines furent revendues à des investisseurs privés dès les années 1880, pour constituer les fondations sur lesquelles les grands conglomerats industriels, les *zaibatsu*, se formèrent et se développèrent. Avant la Seconde Guerre mondiale, l'un des hommes les plus influents du monde des affaires japonais fut incidemment un ancien ingénieur de la mine de Miike, Dan Takuma 團琢磨 (1858-1932), par ailleurs président du « Club industriel du Japon » (*Nihon kōgyō kurabu* 日本工業倶楽部). Certains personnages marquants, symboles du capitalisme naissant, construisirent leur fortune en investissant dans les mines. On peut à cet égard citer la dynastie

industrielle et politique Asō 麻生, ou Hirooka Asako 広岡浅子 (1849-1919), qui fut l'héroïne de la série à succès *Asa ga kita* あさが来た, diffusée par la NHK entre 2015 et 2016.

La mine fut aussi étroitement liée à l'histoire du mouvement social. Les conditions de travail dans l'industrie firent pour la première fois l'objet d'un large débat public en 1888, quand la situation des mineurs de la mine de Takashima 高島, au large de Nagasaki, fut décrite dans la revue *Nihonjin* 日本人 par Matsuoka Kōichi 松岡好一 (1865-1921). Après la Seconde Guerre mondiale, le mineur fut souvent considéré comme une entité à l'avant-garde du combat politique contre les gouvernements conservateurs de l'après-guerre. Pendant un an, entre 1959 et 1960, le mouvement des mineurs de Miike symbolisa ainsi la double résistance du mouvement ouvrier aux mesures de rationalisation impliquant de nombreux licenciements, mais aussi à l'emprise grandissante des employeurs sur le mouvement syndical. La défaite de l'ancien syndicat au profit du syndicat soutenu par la direction fut d'autant plus amèrement ressentie que la dégradation subséquente des conditions de travail devait conduire la mine de Miike à l'une des explosions les plus meurtrières de l'histoire mondiale de l'industrie houillère, avec 458 morts et 839 blessés, dont beaucoup conservèrent de graves séquelles.

La houillère devint une partie intégrante de la culture littéraire et artistique japonaise quand la situation d'extrême dénuement de certaines communautés minières des années 1950-1960 commença à inspirer de nombreux artistes et écrivains engagés : citons les clichés d'enfants du bassin de Chikuhō réalisés par Domon Ken 土門拳 (1909-1990), les photographies de Chō Gunje 趙根在 (1938-1997) capturant la misère des petites mines, les reportages d'Ueno Eishin 上野英信 (1923-1987) sur les mineurs au chômage, ou le mouvement littéraire des *Sākuru-mura* サークル村. Durant les deux premières décennies de l'après-guerre, le cinéma trouva également dans ces communautés un terreau social propice à la description de la condition humaine. Réalisé en 1959 par Imamura Shōhei 今村昌平 (1926-2006), *Nianchan* 二あんちゃん [Mon deuxième frère] raconte ainsi l'odyssée de deux enfants dans une localité minière du département de Saga touchée par la crise économique de la fin de la guerre de Corée. Quant à la lutte entre syndicats qui conduira à l'assassinat du personnage principal d'*Otosbiana* 落とし穴 [Le traquenard], réalisé en 1962 par

Teshigahara Hiroshi 勅使河原宏 (1927-2001), référence est implicitement faite au conflit entre l'ancien et le nouveau syndicat de la mine de Miike, sur fond de paysages désolés et de corons vidés de leurs habitants par la crise minière.

Depuis la fermeture de la quasi-totalité des mines de charbon, un mouvement de patrimonialisation a réhabilité un nombre considérable d'anciens sites d'extraction, dont la visite est souvent au centre d'une stratégie de développement du tourisme dans des zones économiquement sinistrées. Mais cette construction de la mémoire de la mine est source de conflits entre le Japon et ses voisins asiatiques : pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que la mobilisation générale militaire réduisait la main-d'œuvre en réserve, l'industrie minière japonaise procéda en effet au recrutement massif de mineurs coréens et chinois qu'elle fit émigrer de force pour augmenter son volume de production. Le cas de Hashima 端島, ou Gunkanjima 軍艦島, est sans doute le plus représentatif du phénomène. Les ouvrages de Hayashi Eidai 林えいだい (1933-2017) l'ont installé comme un lieu emblématique de l'exploitation des travailleurs forcés coréens, lieu qu'un film d'action coréen (*The Battleship*), prenant quelques libertés avec les faits historiques, est allé jusqu'à présenter comme le théâtre d'une grande révolte pendant la guerre. Aussi le gouvernement coréen a-t-il manifesté son désaccord lors du processus d'inscription du site de Hashima¹ au patrimoine industriel de l'Unesco, y voyant avant tout un lieu de travail forcé. Actuellement, pas moins de trois projets de recherches concernant le travail forcé en temps de guerre sont financés par le gouvernement japonais.

Ce dossier spécial, qui sera étalé sur deux numéros de la revue, ne peut rendre compte de toute l'importance du charbon et de la mine dans l'histoire économique, sociale, politique et culturelle du Japon. Il a néanmoins pour ambition de montrer à quel point le charbon peut représenter pour les études japonaises un sujet de recherche transversale important, et pouvant être abordé à partir d'une variété de disciplines.

Dans le premier article de ce numéro, Bernard Thomann révèle comment, entre la période de l'entre-deux-guerres et la fin de la période de haute croissance,

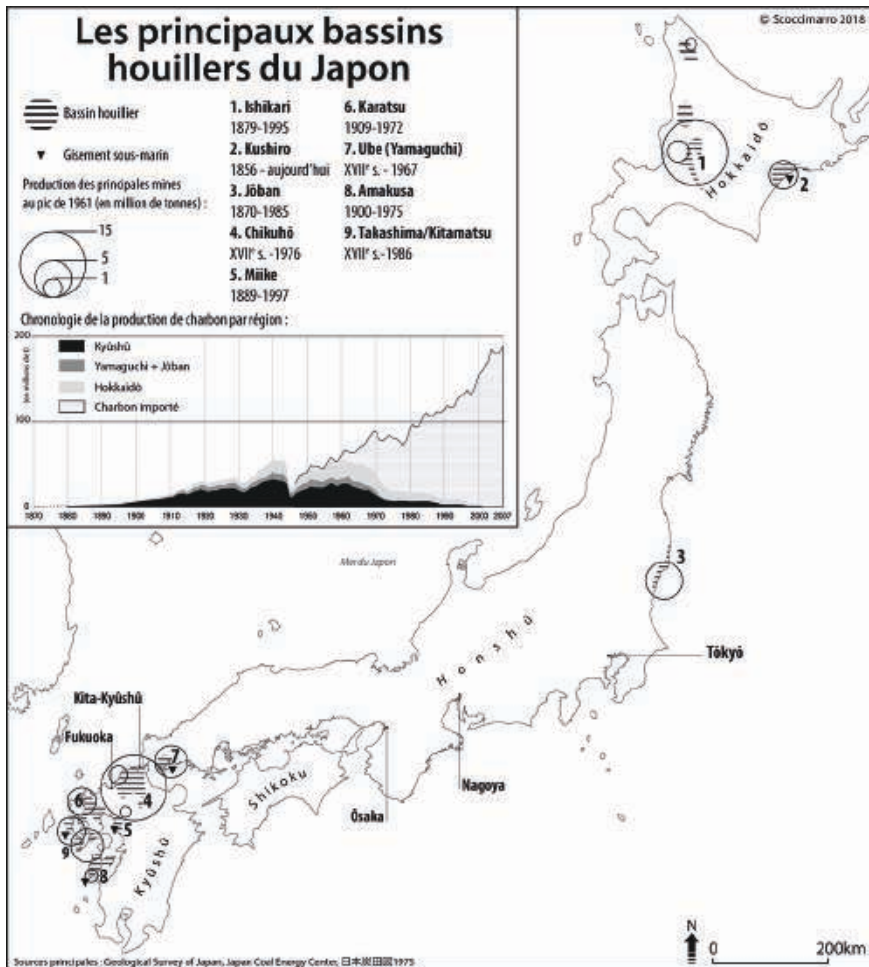
1. Avec d'autres sites miniers emblématiques, aux yeux du gouvernement japonais, de la Révolution industrielle.

le processus de modernisation de la gestion des ressources humaines des mines mobilisa les technologies de gouvernance de la population les plus avancées, transformant la vie quotidienne des mineurs au cours du siècle. Si assurer la reproduction de la main-d'œuvre était apparu comme une nécessité durant la phase de croissance de l'industrie minière, son déclin fut cependant accompagné de mesures de rationalisation qui firent courir aux travailleurs des houillères de nouveaux risques sanitaires et sociaux. Le processus de reconversion des mineurs après la fermeture des sites d'extraction fait l'objet de l'article de Naoko Shimazaki, illustrant à la fois le volontarisme dont firent preuve le gouvernement et les milieux associatifs, mais aussi ses limites devant l'ampleur de la tâche que représentait l'accompagnement social d'une telle restructuration industrielle. Les mines ont par ailleurs toujours attiré une pluralité de populations issues des marges de la société. Kaiko Miyazaki nous montre à cet égard comment les communautés *burakumin* du Chikuhō ont constitué une main-d'œuvre importante pour les houillères de ce bassin, et comment la mine fait aujourd'hui partie intégrante de la mémoire collective de cette population. Le travail des Coréens dans les houillères, des années 1920 jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, apparaît quant à lui de façon très paradoxale dans la littérature, ce que Mayumi Shimosakai mettra en évidence. Cette mémoire est évoquée avec beaucoup de difficulté par les écrivains *zainichi* coréens, comme s'il s'agissait d'une sorte de non-dit, d'un « sujet indicible ». Les mineurs coréens apparaissent en revanche comme une population lourdement discriminée chez les auteurs japonais engagés, qui n'hésitent pas à aborder beaucoup plus explicitement la question de leurs conditions de travail. L'extraction minière, loin de concerner les seuls travailleurs de cette industrie, touche également les populations vivant à proximité. Cyrian Pitteloud se penche ainsi sur la première grande affaire de pollution industrielle du Japon, montrant comment le gouvernement, après des années d'inaction, fut progressivement obligé de mettre sur pied une Commission d'enquête, de s'engager dans le conflit qui s'était ouvert entre les protestataires et le *zaibatsu* Furukawa, et de proposer des solutions à la pollution elle-même. Dans le prochain numéro de *Cipango*, Alexandre Roy traitera du charbon comme l'un des produits phares de l'intégration du Japon au flux du commerce international, un produit également à l'origine du développement du port de Moji, dans le Nord de l'île de Kyūshū. Enfin, Makiko Ueda se penchera sur la revue *Sākurumura*, qui nous rappelle que les

communautés minières furent considérées comme des emblèmes de la condition ouvrière par la littérature japonaise engagée sur la question sociale, et à quel point les textes produits à l'époque demeurent de précieux témoignages sur la réalité de la condition ouvrière dans les mines.

Ce numéro de *Cipango* comporte également deux articles varia. Dans la première de ces deux contributions, Brice Fauconnier analyse trois essais de Maruyama Masao, figure intellectuelle majeure de l'après-guerre, sur la nature du régime politique japonais des années 1930 jusqu'en 1945. L'auteur montre à quel point ces trois essais, publiés sous forme d'articles de revues entre 1946 et 1949, sont révélateurs de l'utilisation qui fut faite après la défaite du terme de « fascisme » par toute une génération de chercheurs, qu'ils soient libéraux, comme Maruyama, ou marxistes. Il analyse aussi comment des historiens ont mis en lumière les difficultés posées par l'utilisation de cette notion pour comprendre l'histoire politique du Japon des années de la guerre en Asie-Pacifique. Garance Ducros, quant à elle, réinterroge l'idée selon laquelle la pratique de la dot fut peu répandue dans les pratiques matrimoniales japonaises. Se reposant sur les résultats d'une importante étude de terrain et sur la littérature folklorique locale, l'auteure met en lumière le contenu et le sens de la pratique du trousseau dans la région de Nagoya. Elle montre comment cette pratique s'est transformée au cours de la période moderne, parallèlement à l'évolution de la société et du droit de la famille.

Cet éditorial ne rendrait pas justice au travail accompli pour la réalisation de ce numéro de *Cipango* sans de chaleureux remerciements à Simon Ebersolt pour la relecture des articles, à Noémi Godefroy pour son aide dans la relecture de l'anglais, et à Michael Lucken, directeur du Centre d'études japonaises, pour son soutien. Ce numéro spécial a enfin bénéficié du soutien financier de l'ANR Euraseemploi.



Rationalisation, modernisation de l'organisation du travail et transformation de la vie des mineurs de charbon dans le Japon du xx^e siècle

*Rationalization, Modernization of Labor
Organization and Transformation of the Life
of Coal Miners in 20th Century Japan*

Bernard THOMANN
CEJ, Inalco

L'image du mineur de charbon que renvoie l'œuvre du mineur et peintre Yamamoto Sakubē 山本作兵衛 (1892-1984), inscrit par l'Unesco au registre international « Mémoire du monde », alimente la représentation d'un monde très singulier, presque imperméable aux processus de modernisation et d'uniformisation des modes de vies ouvriers qu'ont connus les sociétés industrialisées au cours du xx^e siècle. Des livres témoignages tels que ceux d'Ueno Eishin 上野英信 (1923-1987), décrivant la situation difficile des mineurs du bassin houiller en crise de Chikuhō, ou des œuvres d'artistes comme Senta Umeji 千田梅二 (1920-1997), gravant sur le bois des scènes de leur vie et de leur travail, ont montré jusque dans la période d'après-guerre à quel point ces communautés étaient restées singulières. Mais à côté du monde des petites

mines, où les transformations furent plus lentes, les grandes entreprises houillères ont dans le même temps incarné à l'extrême un processus de modernisation de l'organisation du travail souvent qualifié de « rationalisation ».

Le terme de « rationalisation » (*gōrika* 合理化), appliqué à l'industrie, apparut massivement à la fin des années 1920, puis arbora un certain nombre de nuances tout au long du ^{xx}e siècle. Il s'agissait d'abord d'introduire des méthodes plus scientifiques d'encadrement, et d'accroître la mécanisation du processus de production pour adapter ce dernier aux mutations nées de la seconde phase de l'industrialisation, qui surgit au Japon au moment de la Première Guerre mondiale¹. Il tendit aussi à s'appliquer dès les années 1930 à la réforme de la vie quotidienne des travailleurs, puis à désigner, au tournant des années 1950, des mesures économiques impliquant à la fois de revenir sur un certain nombre d'acquis sociaux obtenus juste après la défaite, de restructurer l'activité industrielle – en procédant notamment à des licenciements – et de mécaniser encore davantage la production, avec pour corolaire une intensification du rythme de travail. La sociologie du travail marxiste voit alors la « rationalisation » comme la manifestation par excellence d'un capitalisme procédant à des mutations industrielles au détriment des conditions de travail². Malgré ce caractère polysémique et évolutif, la « rationalisation » peut globalement être appréhendée comme un processus historique de long terme qui transforma profondément l'organisation du travail et la vie des travailleurs au cours du ^{xx}e siècle. Parmi les premières industries à avoir connu un développement massif à partir de l'ère Meiji, les houillères incarnèrent à l'extrême ce processus. L'évolution des relations de travail en leur sein fit par conséquent l'objet d'une attention particulière.

Pour les historiens du travail japonais des deux premières décennies après la Seconde Guerre mondiale, les mines de charbon constituaient l'une des principales lignes de front où devaient être combattues les formes les plus archaïques et aliénantes de relations du travail. Ainsi, pour Ōyama Shikitarō 大山 敷太郎 (1902-1975), le système de contrôle indirect de la main-d'œuvre par des

1. Aimée MOUTET (1998) situe pour la France ce moment dans les années 1880.

2. SHAKAI SEISAKU GAKKAI NENPŌ HENSHŪ IINKAI, 1967.

intermédiaires dans la mine de Takashima³ (par ailleurs appliqué dans un certain nombre d'autres mines de charbon⁴) était avant tout la manifestation archaïque de pratiques prémodernes. Un des principaux historiens du travail de l'après-guerre, Sumiya Mikio 隅谷三喜男 (1916-2003), rapporte quant à lui plutôt cette gestion indirecte de la main-d'œuvre à une première étape du développement capitaliste. Les intermédiaires⁵ à cette gestion étaient rendus nécessaires aussi bien par la difficulté à trouver une main-d'œuvre suffisante que par le sous-développement des capacités organisationnelles des entreprises de cette époque⁶, quoique Sumiya y vit également le symbole d'un système d'organisation du travail oppressif, violent et antidémocratique. Plus récemment, Murakushi Nisaburō 村串仁三郎 (1935-)⁷ et Oginō Yoshihiro 荻野喜弘 (1944-)⁸, fondant leur recherche sur une analyse plus approfondie des sources, ont montré à quel point les mines de la première moitié du XX^e siècle, confrontées à une modernisation très rapide des technologies d'extraction et de l'organisation du travail, furent contraintes de transformer en profondeur le fonctionnement des relations de travail. L'historien du travail Hazama Hiroshi 間宏 (1929-2009) a schématisé ce processus de transformation achevé après la Seconde Guerre mondiale en isolant quatre stades successifs :

1. *Ukeoi hanba-sei* (請負飯場制) : recrutement par un intermédiaire, travail sous la supervision d'un intermédiaire, vie quotidienne sous la supervision d'un intermédiaire ;
2. *Chokkatsu hanba-sei* (直轄飯場制) : recrutement par un intermédiaire, travail sous supervision directe, vie quotidienne sous la supervision d'un intermédiaire ;

3. ŌYAMA, 1955a.

4. ŌYAMA, 1955b.

5. Des sous-traitants nommés *kogashira* 小頭, *nayagashira* 納屋頭, *hanbagashira* 飯場頭 ou *tōryō* 頭領, selon leur place dans la vie quotidienne des mineurs, ou sur le lieu de travail de ces derniers.

6. SUMIYA, 1968.

7. MURAKUSHI, 1989.

8. OGINO, 1993.

3. *Sewayaku-sei* (世話役制) : recrutement sous supervision directe, travail et vie quotidienne sous la supervision d'un intermédiaire ;
4. *Chokuyōsei* (直要請) : recrutement sous supervision directe, travail et vie quotidienne sous surveillance directe⁹.

Comme l'indiquent les phases mises en évidence par Hazama, ce processus toucha aussi bien l'organisation du travail que la vie quotidienne des mineurs et de leur famille. La transition du modèle industriel (reposant sur un travail intensif et peu coûteux) au nouveau modèle (porteur d'une transformation de type fordiste favorisant le développement d'une main d'œuvre mieux formée et plus directement contrôlée) fut le vecteur d'une normalisation des modes de vie ouvriers. Durant l'entre-deux-guerres, on vit ainsi progressivement disparaître des grandes mines un monde du travail exprimant la culture originale dépeinte par l'œuvre picturale de Yamamoto Sakubē.

Ce processus de modernisation technologique et sociale, qui s'étend dans les grandes entreprises minières entre le début des années 1920 et les années 1960, fut cependant loin d'être univoque pour le niveau de vie des communautés minières. Dès les années 1930, la « rationalisation » fut de plus en plus systématiquement décriée par les syndicats comme une « menace », notamment durant les décennies mouvementées que connurent les mines de charbon japonaises après la Seconde Guerre mondiale. Produit de la concurrence du charbon étranger et de la transition énergétique, ce principe « dirigé contre l'emploi » fut présenté par le monde syndical comme le principal responsable de l'intensification du travail à l'origine du nombre grandissant d'accidents du travail et de catastrophes qui endeuillaient alors la communauté des mineurs.

Pour analyser les différentes étapes de ce processus historique, nous aborderons aussi bien l'organisation de la production que les systèmes de salaire, l'hygiène, les formes de dialogue entre employeurs et mineurs, les conditions matérielles de vie, le logement. Nous fonderons notre analyse sur l'exemple de mines à travers tout l'archipel, ceci à partir d'études publiées, mais aussi de sources de première main,

9. HAZAMA, 1978.

essentiellement issues de la mine Mitsubishi de Hashima, au large de Nagasaki, et de la houillère de l'entreprise Meiji, à Hirayama, dans le bassin du Chikuhō.

Innovations technologiques et émergence d'un nouveau mineur après la Première Guerre mondiale

Depuis la période Edo, le travail de l'extraction du charbon était lié, en particulier dans la région de Chikuhō, à un statut social proche de celui du paria¹⁰. Le recours au travail forcé était fréquent et ancien, notamment dans la mine de Miike¹¹, et les mineurs de charbon caractérisés par un niveau très faible d'alphabétisation, plus que toute autre catégorie de travailleurs industriels. Ainsi, selon une enquête de 1924, 35,5 % des mineurs de sexe féminin n'avaient suivi aucune scolarité, contre seulement 6,5 % des ouvrières du textile, pourtant issues de milieux tout aussi ruraux¹². Outre leur statut social très bas, les travailleurs étaient soumis à un système particulièrement oppressif appelé *naya* 納屋, ou *hanba* 飯場 dans certains bassins. Un sous-traitant du nom de *nayagashira* 納屋頭, ou *hanbagashira* 飯場頭, surveillait en effet jour et nuit les travailleurs placés sous son autorité, qu'il logeait et nourrissait dans une sorte de baraque dortoir – le *naya* (ou *hanba*) prêtant son nom au système¹³. Ce sous-traitant était en général chargé de recruter la main-d'œuvre, souvent à ses propres frais. Une fois qu'il avait constitué un groupe de travailleurs, il leur assignait leurs tâches sur la veine, selon les commandes de l'entreprise. Ce pouvoir de placer les mineurs sur le site conférait une puissance considérable à ces intermédiaires, car la rémunération reposait précisément sur la quantité de charbon extraite. Il était encore accru par le rôle comptable des intermédiaires, qui calculaient et versaient le salaire des mineurs, leur vendaient le matériel dont ils avaient besoin pour travailler, et souvent, leur faisaient crédit. Ces intermédiaires étaient présents dans tous les aspects de leur vie quotidienne,

10. Voir l'article de Kaiko Miyazaki dans ce même numéro.

11. ŌHARA, 2016.

12. « Rōdō tōkei jitchi chōsa hōkoku » 労働統計実地調査報告 (Rapport sur les enquêtes statistiques sur le travail), 1924.

13. TANAKA, 1984.

laissant le mineur moyen dans un perpétuel état d'endettement à leur égard, financièrement comme socialement.

C'est essentiellement en raison de la transformation technologique de l'extraction et de l'évolution de la main-œuvre que ce mode d'organisation indirect du travail commença, après la Première Guerre mondiale, à être progressivement remis en question dans les grandes mines. Jusqu'au début des années 1920, l'abattage du minerai se faisait essentiellement au moyen de la méthode dite « par chambres et piliers ». Le principe consistait à enlever le minerai tout en laissant en place des piliers qui soutenaient la galerie ; la veine était ainsi creusée par un certain nombre d'équipes travaillant parallèlement, et de façon relativement autonome les unes des autres. L'espace dégagé autour des piliers, que l'on appelait la chambre, était assez confiné ; chaque équipe n'était donc composée que de quelques mineurs. L'organisation du travail reposait ainsi en amont sur le contrôle des *nayagashira*, et au niveau du lieu de travail même, sur la coordination entre un ou deux mineurs qualifiés abattant le charbon (les *sakiyama* 先山), et les ouvriers chargés du ramassage et du transport (les *atoyama* 後山). L'*atoyama* était souvent une femme, mais pas nécessairement l'épouse du *sakiyama*. Il ou elle avait surtout intérêt à travailler avec un mineur productif, puisque le salaire versé au binôme était proportionnel à la quantité de charbon transporté¹⁴.

Ce mode d'organisation du travail fut remis en cause dès l'ère Taishō avec l'introduction de la longue coupe : au lieu d'attaquer la veine par petites tranches, on creusait sur une longueur qui pouvait atteindre cent mètres. Cette nouvelle méthode vit le jour grâce à une mécanisation accrue, avec recours progressif aux haveuses et aux marteaux-piqueurs, ainsi qu'une utilisation plus importante de la dynamite. Une telle évolution technologique ne fut pas sans affaiblir le couple *sakiyama-atoyama*, d'autant que le travail des femmes fut interdit au fond de la mine par la révision de 1928 du « Règlement sur l'assistance aux mineurs en activité » (*Kōfu rōmu fujo kisoku* 鉱夫勞務扶助規則). Si cette interdiction, appliquée en 1933, avait été anticipée par bon nombre de grandes entreprises au cours de la décennie précédente, c'est en raison de l'augmentation de la productivité due à la mécanisation : celle-ci rendait de toute façon caduc le travail

14. SONE, 2007.

des femmes, qui ne pouvaient plus évacuer assez efficacement la quantité accrue de minerai à la seule force de leurs bras. Le transport du charbon après son abatage fut en effet d'avantage mécanisé avec l'introduction, parfois expérimentale, de systèmes de convoyeurs à chaîne, mais surtout à eau, qui exploitaient judicieusement la déclinaison des galeries et les infiltrations à travers leurs parois. Ce processus de modernisation technologique impliquait la formation d'une nouvelle génération de mineurs capables d'intégrer les nouvelles technologies d'extraction sans résistance.

L'embauche massive de Coréens au cours de l'entre-deux-guerres peut être associé à cet enjeu. Dans la mine Mitsubishi de Namazuta (bassin de Chikuhō), la proportion de mineurs venus de la péninsule atteignait 43,5 % en 1927, tandis que les femmes se faisaient de moins en moins nombreuses dans les puits de mine. Dans les années 1920, et jusqu'en 1928, ces travailleurs coréens représentèrent plus de la moitié des embauches¹⁵. Avec l'introduction du système de la longue coupe et la concentration de travailleurs ainsi occasionnée, leurs facultés de compréhension du japonais souvent réduites ne constituaient plus un facteur aussi handicapant qu'à l'époque de l'exploitation par chambres et piliers¹⁶. En effet, il était désormais possible de placer, dans chaque groupe de longue coupe, au moins un travailleur originaire de la péninsule qui soit capable de communiquer et de servir d'interprète aux autres. De plus, et dans le cadre d'un processus d'abatage de plus en plus mécanisé, leur expérience très limitée du travail d'extraction (ces personnes étant souvent d'origine paysanne) ne représentait plus un obstacle insurmontable à l'amélioration de la productivité. Il était certes nécessaire d'employer quelques travailleurs plus qualifiés, mais le travail des autres mineurs de fond fut tant et si bien simplifié par ce nouvel environnement technologique qu'il se limitait dorénavant au transport du charbon, c'est-à-dire au chargement à la pelle du convoyeur. Les mineurs coréens peu qualifiés freinaient donc beaucoup moins l'amélioration du rendement que lorsqu'ils étaient directement chargés de l'abattage. Cette politique d'embauche massive de Coréens, peu susceptibles

15. SAGAWA, 2015, p. 30.

16. *Ibid.*, p. 29.

de résister aux mutations technologiques¹⁷, fut en fait transitoire : la proportion de mineurs coréens diminua rapidement au cours de la décennie 1930. Déjà, à la fin de 1933, seuls 5,7 % des mineurs du bassin de Chikuhō étaient originaires de Corée¹⁸.

Si le pourcentage de mineurs coréens s'effondra dans les années 1930, ce fut aussi parce que les houillères d'importance voulurent plus largement en finir avec un type de mineurs peu éduqué, parfois âgé, très mobile d'une mine à l'autre, et dont le contrôle dépendait d'intermédiaires. Elles commencèrent à favoriser le recrutement de mineurs plus à même de s'intégrer à la culture d'entreprise. L'introduction de la longue coupe contribua d'ailleurs à remettre en cause l'autonomie de l'association intermédiaire-mineur vis-à-vis du propriétaire de la mine, mais aussi la relation du travailleur à la rémunération. Dans l'organisation du travail fondée sur le couple *sakiyama-atoyama*, le mineur à l'abatage était payé en fonction de sa production individuelle. Dorénavant, le salaire était calculé selon la production de l'ensemble du groupe de longue coupe. Les anciens mineurs expérimentés, qui n'étaient plus maîtres de leur rythme de travail, se voyaient donc dépossédés de leur capacité à « vendre » leur qualification individuelle, même par l'intermédiation des *nayagashira*.

Un nouveau mode de gestion de la main-d'œuvre

Dans ce nouvel environnement technologique, le département de gestion du personnel fut l'un des principaux instruments utilisés pour donner naissance à un mineur d'un nouveau genre, cette fois-ci directement contrôlé par l'entreprise. Chez Mitsubishi, les ressources humaines furent prises en charge dès 1919 par le « service de la gestion du travail » (*rōmu karari* 労務係), dans l'optique de remplir une mission bien plus formalisée que lorsqu'elles étaient gérées par le

17. La participation active des mineurs coréens aux côtés des Japonais lors de la grève d'Asō, en 1932, montre néanmoins que cette docilité supposée par les employeurs de l'époque doit être nuancée (SMITH, 1996).

18. OGINO, 1993, p. 308.

plus généraliste « service du contrôle » (*torishimari kakari* 取り締まり係)¹⁹. Jusque-là, les procédures de recrutement variaient beaucoup d'une région à l'autre. Dans le bassin de Chikuhō, où les mines étaient géographiquement concentrées, les recrutements se faisaient essentiellement par relations. Les mines plus isolées car situées sur une île, ou connues pour leur tradition d'emploi de mineurs non expérimentés (prisonniers, etc., comme cela a pu se faire dans la mine de Miike), avaient quant à elles davantage recours à des recruteurs professionnels, qui passaient un contrat avec l'entreprise et cherchaient la main-d'œuvre où elle se trouvait, y compris en Corée. Le processus de formalisation et de rationalisation du recrutement que mirent en place les nouveaux départements de gestion du personnel se soucia cependant d'éviter certains profils, dressant des listes noires de mineurs itinérants dont il fallait se méfier. Étaient particulièrement visés ceux qui présentaient des antécédents syndicaux, une prédisposition au jeu ou à la bagarre éventuellement étayée par un casier judiciaire, ou connus comme des « habitués des congés pour maladie ou accident du travail ». Des critères de recrutement plus normalisés furent en outre définis : à Mitsui Tagawa, le mineur devait ainsi être âgé de 16 à 50 ans. Un niveau d'études équivalent à un cursus primaire était le bienvenu, tandis qu'un diplôme de second cycle (collège) offrait aux recrues l'opportunité d'occuper une fonction d'encadrement. Le niveau de connaissances des mineurs ne devait être trop élevé, ni trop faible. Il fallait enfin éviter de recruter d'anciens commerçants ou fonctionnaires, avec proscription totale d'embauche de Coréens, de mendiants (*kojiki* 乞食), ou de personnes touchées par une forme de déchéance sociale²⁰.

Imposer un mode de gestion plus direct passait non seulement par une transformation des pratiques d'embauche, mais aussi par une révision de la gestion du logement et du ravitaillement des mineurs. Les pratiques de gestion indirecte enfermaient le mineur dans une relation de dépendance avec les *nayagashira* (ou *hanbagashira*, selon les bassins). Dans certaines mines, ces intermédiaires furent remplacés dès la fin de l'ère Meiji par des *sewayaku* 世話役 un peu plus directement employés par l'entreprise, mais bénéficiant encore d'une grande autonomie

19. ICHIHARA, 1997, p. 136.

20. *Ibid.*, p. 137.

dans l'administration des travailleurs placés sous leur autorité. Avec la volonté d'imposer une gestion plus directe apparut bientôt un nouveau personnage : le *kakariin* 係員 (superviseur), représentant de l'autorité nouvelle de la firme. Ce dernier s'assurait que le mineur était bien allé travailler, et n'hésitait pas à aller le chercher chez lui s'il ne se présentait pas à la « salle de pointage » (*kurikomijo* 繰込所). Les mineurs pouvaient aussi venir le voir dans des bureaux, souvent appelés *tsumejo* (詰所), pour des questions aussi bien liées à leur travail qu'à leur vie privée²¹. D'abord anciens mineurs, les superviseurs furent au cours des années 1930 de plus en plus souvent issus d'écoles techniques. Ils vivaient avec les mineurs dans les nouveaux logements gérés par la mine, qui remplacèrent graduellement les vieilles *nagaya*²² administrées par des propriétaires distincts de l'entreprise. Mitsui, par exemple, abandonna au tournant du siècle les logements en *nagaya* de son site de Tagawa, qui se réduisaient à des pièces individuelles de trois nattes, au profit de pièces un peu plus grandes (quatre nattes). Ce n'est qu'après la Première Guerre mondiale que furent introduits les premiers deux-pièces ; on ne désignait désormais plus ces logements sous le nom de *naya*, mais de *shataku* 社宅 (littéralement : « logement d'entreprise »). En 1924, Mitsui Tagawa passa finalement d'un système de numérotation des logements propre à l'entreprise (par rangées de *nagaya*), à un système d'adresse plus classique, par blocs (*chō* 町)²³.

Le lien entre les habitants des nouveaux types de logements et la direction de l'entreprise était aussi de plus en plus encadré par une ligne hiérarchique formalisée. Cette nouvelle gouvernance des lieux d'habitation des mineurs put relayer dans les années 1920 des campagnes pour la rationalisation des modes de vie, visant comme dans le reste du pays au développement d'un sens de l'épargne par la réduction de certaines dépenses inutiles. Des mutuelles d'entraide destinées à affaiblir certaines pratiques financières traditionnelles furent également encouragées par le biais des organes de consultation évoqués *supra*. Le recours aux *mujin* 無尽 ou aux *tanomoshikō* 頼母子講 fut par exemple interdit à la mine Mitsui Sunagawa, sous prétexte que ces sortes de tontines financières provoquaient

21. INOUE, 2010, p. 213.

22. Bâtiments allongés en bois, constitués d'une succession de logements individuels.

23. ICHIHARA, 1997, p. 134.

la fuite des mineurs endettés. Cette lutte contre les *mujin* pouvait ainsi être pleinement assimilée à l'effort pour stabiliser la main-d'œuvre²⁴.

Les syndicats dans les mines de l'entre-deux-guerres

Pour gagner un contrôle accru de la main-d'œuvre, les entreprises durent progressivement se passer des intermédiaires jusqu'ici indispensables à l'organisation du travail, mais également faire face à un nouveau type de contre-pouvoir : les syndicats. Si des mines avaient déjà été le théâtre d'émeutes dès le milieu de l'ère Meiji, c'est à partir de la Première Guerre mondiale que le mouvement ouvrier commença à s'affirmer dans les houillères japonaises. Les émeutes du riz de 1918 provoquèrent notamment des affrontements d'une rare violence avec les forces de l'ordre. À une époque où les politiques de stabilisation de la main-d'œuvre n'en étaient qu'à leurs balbutiements, les « mineurs itinérants » (*watari kōfu* 渡坑夫), migrant d'une mine à l'autre, jouèrent un grand rôle dans la diffusion des premières formes syndicales. Une enquête du ministère de l'Intérieur auprès de la police montre que, au 1^{er} janvier 1921, il existait dans les mines cinquante-six syndicats, regroupant 28 592 membres²⁵.

Les amicales traditionnelles, ou *tomoko* 友子, jouèrent également un rôle dans la formation des syndicats. Présentes dès le XVII^e siècle dans les mines d'or, de cuivre et d'argent, ces « amicales » avaient pour fonction d'assurer et de promouvoir le niveau de compétence de leurs membres tout en s'assurant qu'ils soient rémunérés à leur juste valeur. Si un accident ou une maladie empêchait un mineur de travailler, le *tomoko* lui délivrait en outre un certificat d'invalidité temporaire ou permanente, qui lui permettait de demander assistance auprès de ses frères dans les mines à travers le pays. Ces *tomoko* se diffusèrent dans les mines de charbon de Hokkaidō, à Jōban, et dans certaines mines du Kyūshū (quand celles-ci embauchèrent des travailleurs migrants des mines métallurgiques du Nord du Japon ou de Shikoku). Ayant traditionnellement joué un rôle central dans la solidarité entre mineurs, ces amicales accueillirent assez naturellement

24. *Ibid.*, p. 124.

25. YAMAZAKI, 1966, p. 37.

les premières initiatives syndicales. Lorsque les entreprises commencèrent à développer un contrôle plus direct sur la main-d'œuvre et une culture d'entreprise englobant mineurs et encadrement, les *tomoko* constituèrent naturellement une cible : souvent considérés comme des freins à la hausse de la productivité, ils symbolisaient de surcroît une certaine autonomie économique, sociale et culturelle des mineurs²⁶. Les diverses cérémonies qu'ils prenaient en charge, telles que les funérailles, étaient organisées sur le temps de travail de ces derniers. Ainsi, dans la mine Hokutan de Noborikawa, un premier article de règlement fut rédigé en 1930 pour limiter l'absence des mineurs à une demi-journée, puis un autre, en 1932, pour leur interdire d'assister à des funérailles pendant leur temps de travail²⁷.

Le principal moyen pour vider les *tomoko* de leur substance, réduire leurs rituels à un simple folklore, et contrer leur rôle dans le développement du syndicalisme, fut pour les compagnies minières de développer d'autres organes de consultation entre les mineurs et leur encadrement. Ce mouvement, stimulé par la diffusion de l'idéologie de coopération entre travail et capital par des organisations semi-gouvernementales comme la « Société pour la coopération » (*Kyōchōkai* 協調会), fut parallèle à ce que l'on a pu observer par ailleurs dans les usines manufacturières avec les « comités d'usine » (*kōjō iinkai* 工場委員会). Dans les mines, ces organisations adoptèrent diverses dénominations évoquant l'idée d'harmonie ou de coopération. On assista ainsi, pour ne prendre que l'exemple de Mitsubishi, à la création fin 1919 de la « Société de l'amour mutuel » (*Sōaikai* 相愛会), de la « Société de la coopération diligente » (*Kyōreikai* 協励会) à Yubari, de la « Société de l'harmonie amicale » (*Shinwakai* 親和会) à Bibai, de la « Société de la coopération harmonieuse » (*Kyōwakai* 協和会) à Ashibetsu, et d'une autre « Société de l'harmonie amicale » à Takashima, en 1922. Dans le bassin plus retardataire du Chikuhō, il fallut attendre 1925 pour que des « Sociétés de la coopération diligente » soient à leur tour créées. Au sein de ces organes, il était aussi bien question de conditions de travail que de vie : en 1931, les « sociétés solidaires » (*kyōai kumiai* 共愛組合) de la mine de Miike se penchèrent ainsi sur

26. MURAKUSHI, 1989.

27. ICHIHARA, 1997, p. 177.

766 points, pour la plupart liés aux infrastructures de production (273), de vie et de bien-être (159), mais aussi aux questions de consommation (78), de santé (35), suivies de très loin par les questions de bonus (27) et de salaire (16)²⁸.

Comme le laisse supposer la variété de sujets abordés par ces organes, la raison d'être des *kumiai* à l'égard des nouvelles relations entre direction et travailleurs miniers fut assez ambiguë. Au moment de la discussion de la proposition de loi sur les syndicats, au milieu des années 1920, nombre d'entreprises envisagèrent d'encourager la transformation de ces organes en véritables syndicats. En 1924, quand fut offerte aux syndicats de mille membres ou plus l'opportunité d'élire leur représentant aux « Congrès internationaux du travail » de l'Organisation internationale du travail, certains de ces organes – qui à l'instar de la *Shinwakai* de Bibai, ne comptaient que des salariés comme membres – purent d'ailleurs prendre part au vote. Après l'échec de la première proposition de loi sur les syndicats, en 1926, la mainmise des directions sur ces organisations se fit cependant de plus en plus forte. Ainsi, Mitsui adopta au début des années 1930 une politique de réunification de toutes les organisations qui avaient vu le jour. Trois ans plus tard, les quarante-neuf *kyōai kumiai* du site de Miike se virent fusionnées en un seul organe, dont le chef du personnel de la mine fut nommé directeur²⁹.

Le « bien-être industriel » dans les mines

Le développement progressif d'un contrôle plus direct du travail et du quotidien des mineurs constitua aussi bien une réponse à l'introduction de nouvelles technologies d'extraction qu'à la menace que représentaient les syndicats. Toutefois, les innovations technologiques – propres à ce que l'on désigna, dès la fin des années 1920, par le terme de « rationalisation » – ne se traduisaient pas seulement par une mécanisation accrue de l'extraction. Ce besoin de gestion directe manifesté par les entreprises s'inscrivait par ailleurs dans un processus de développement d'une gestion plus scientifique du travail, dont la dimension sanitaire, centrale, procédait d'innovations à la fois institutionnelles et médicales.

28. *Ibid.*, p. 111-112 & 129.

29. *Ibid.*

La standardisation des niveaux de condition physique exigés à l'embauche, par exemple, reflète le développement de la physiologie du travail depuis le début des années 1920. Dans la mine Mitsui de Tagawa, déjà citée *supra*, la force physique et l'acuité visuelle des futures recrues étaient soumises à des seuils minimaux ; quant à l'audition, le travailleur devait être capable d'entendre à plus d'un mètre de distance. Nulle taille minimale n'était requise, seulement une stature équilibrée : le tour de poitrine devait représenter plus de la moitié de la taille. La force de préhension, des épaules, des bras devaient être testée, et dépasser certaines normes. Les capacités mentales étaient aussi évaluées³⁰. Ces normes révèlent la volonté de ne sélectionner que les individus les moins susceptibles de tomber malade, et par extension, celle de limiter les coûts, puisque les entreprises étaient directement responsables de la gestion sanitaire de travailleurs à la fois indemnisables et mieux protégés par la loi. Telles évaluations préalables ne furent rendues possibles que par la généralisation de la présence des médecins du travail dans les mines.

Les communautés minières étaient en effet traditionnellement vulnérables à l'égard des accidents du travail et des maladies tant professionnelles que contagieuses (tuberculose). Le ministère de l'Agriculture et du Commerce avait mis en évidence cette vulnérabilité en 1913, avec une enquête sur les conditions de travail et d'hygiène dans les mines, réalisée de 1909 à 1911 par Ishihara Osamu³¹. Peu après, les mesures de protection prévues par la « Loi sur les mines » (*kōgyō-hō* 鉱業法) de 1905 furent renforcées, et les devoirs d'assistance des employeurs explicités en août 1916 dans les « Règles d'assistance aux mineurs en poste » (*kōfu rōyaku fujo kisoku* 鉱夫労役扶助規則) décrétées par le même ministère. Si l'indemnisation dépendait toujours du degré de faute du mineur, et si un certain nombre de maladies professionnelles, telles que le trachome ou la maladie de Weil, étaient concernées par l'assistance, la silicose ne fut quant à elle reconnue comme maladie professionnelle que le 3 juin 1930, par une directive du ministère de l'Intérieur. La « Loi sur l'assurance maladie » (*kenkō hoken-hō* 健康保険法), enfin promulguée en janvier 1928, soit six ans après son vote, retint par ailleurs une partie des prestations prévues par les « Règles d'assistance aux

30. *Ibid.*, p. 137.

31. SUMIYA, 1970, p. 171-204.

mineurs en poste », laissant une certaine liberté aux entreprises dans le calcul des indemnités³².

Malgré les limites des dispositifs de protection, il est certain que le développement de l'hygiène industrielle fut stimulé par la gestion plus directe de la main-d'œuvre développée par les grandes compagnies minières. À partir des années 1920, les publications sur les mines se multiplièrent. La première grande enquête gouvernementale consacrée à la silicose et à la maladie de Weil fut publiée en avril 1924 par le Bureau des affaires sociales du ministère de l'Intérieur³³. Un an plus tard, un jeune médecin, Komiya Yoshitaka, membre du « Groupe de recherches en médecine sociale » (*Shakai igaku kenkyūkai* 社会医学研究会), réalisa l'une des études les plus complètes sur la maladie incurable provoquée par l'inhalation des poussières. Cette étude, publiée sous forme de brochure par la « Confédération des mineurs du Japon » (*Zen Nihon kōfu sōrengōkai* 全日本鉱夫総連合会), démontrait que la silicose était une maladie professionnelle et non une forme de tuberculose contractée en dehors du travail. De 1925 à 1936, les vingt-six volumes de la série Yokote sur l'hygiène sociale (*Yokote shakai eisei sōsho* 横手社会衛生叢書), essentiellement destinée aux médecins d'entreprise, abordèrent systématiquement les questions de santé au travail, un numéro spécial étant d'ailleurs consacré à la mine.

Derrière les progrès de l'hygiène industrielle et des politiques sanitaires, il y avait un véritable projet de renforcement du biopouvoir des employeurs, visant d'une part à favoriser la reproduction de communautés minières, mais aussi à développer une véritable culture d'entreprise fondée sur le mot d'ordre du « bien-être industriel » (*sangyō fukuri* 産業福利) et relayée, dans les années d'entre-deux-guerres, par des organisations semi-gouvernementales telles que la « Société pour le bien-être industriel » (*Sangyō fukuri kyōkai* 産業福利協会). Cette coexistence entre un effort de normalisation sanitaire et une volonté de construire une culture d'entreprise rompant avec la culture plus ancienne des mineurs est bien visible dans les nouvelles conditions d'embauche imposées par Mitsui à

32. KŌZAN KONWAKAI, 1932, p. 597.

33. NAIMUSHŌ SHAKAIKYOKU, 1924.

Tagawa. En plus des seuils minimaux de condition physique susmentionnés, les tatouages des potentielles recrues devaient être à peu près complètement effacés³⁴.

Dans le cadre de cette politique de transformation économique, sociale et culturelle du mode de vie des communautés minières, nombre de nouveaux services sociaux virent le jour. Entre août 1931 et juillet 1932, le bureau des Affaires sociales du ministère de l'Intérieur réalisa une enquête portant sur les services sociaux de 117 mines de plus de trois cents travailleurs : 57,2 % d'entre elles proposaient des bibliothèques, 58,9 % un enseignement ménager et artistique, 22,2 % des allocations alimentaires. 59,8 % des lieux d'extraction disposaient en outre d'un système de retraite ou de prime de départ. Certaines pratiques semblaient en revanche encore peu répandues, et sans doute réservées aux plus grandes entreprises, comme les indemnités logement, présentes dans seulement 3,4 % des cas. Selon cette enquête, la moyenne des dépenses annuelles en œuvres sociales s'élevait à 30 145 yens par mine, soit 18,38 yens par travailleur, ou l'équivalent de 11,5 journées de travail³⁵.

Au moment de l'invasion de la Chine par le Japon, les grandes mines avaient déjà réussi à constituer des communautés très imprégnées d'une culture d'entreprise fort éloignée de ce qu'avait pu être le monde des mineurs de l'ère Meiji et du début de l'ère Taishō. Avec la guerre, ce processus de modernisation déjà bien entamé devait toutefois connaître une évolution paradoxale.

Les deux visages de la mobilisation générale dans les mines pendant la guerre Asie-Pacifique

Après l'invasion de la Chine en 1937, l'industrie de l'extraction du charbon joua un rôle central dans la politique de mobilisation générale pour l'effort de guerre. Le besoin d'une hausse immédiate et inconditionnelle de la production malgré la pénurie de main-d'œuvre entraîna la remise en cause de certains aspects du processus de normalisation des conditions de travail et de vie des mineurs. Dans le même temps, les mines restèrent néanmoins un terrain d'expérimentation

34. ICHIHARA, 1997, p. 137.

35. *Sangyō fukuri* 産業福利, mars 1935, p. 70.

privilegié pour les mêmes experts en sciences du travail qui avaient inspiré un certain nombre de politiques de rationalisation depuis l'entre-deux-guerres.

Pendant la guerre, l'industrie minière dut procéder à des recrutements massifs pour pouvoir augmenter la production alors que la mobilisation générale militaire réduisait la main-d'œuvre en réserve. L'historien Ichihara Hiroshi distingue dans la main-d'œuvre de cette période trois catégories : les mineurs à long terme issus de la période précédente ; les mineurs japonais migrant d'une mine à l'autre, dont on avait auparavant essayé de réduire la place ; les mineurs coréens, dont le nombre avait fortement diminué dans les années 1930, mais que des recruteurs professionnels allèrent à nouveau chercher dans la péninsule, et dont la mobilité fut contrôlée. Dans la mine de Sorachi de la compagnie Hokutan, par exemple, les travailleurs présents depuis six ans ou plus ne représentaient plus que 22,6 % en 1944, contre 36,6 % en 1938. Notons toutefois que les chiffres pouvaient assez largement varier d'une mine à l'autre³⁶.

Renonçant à leur politique d'élimination des intermédiaires, les mines eurent à nouveau recours à des sous-traitants pour s'approvisionner en travailleurs. Ceux-ci, appelés *kumifu* (組夫), étaient souvent issus de l'industrie de la construction. Pour ses besoins en recrutement direct de mineurs, la mine Mitsubishi de Bibai (Hokkaidō), ne pouvant plus se contenter des réseaux de travailleurs déjà présents, envoya dans tout le pays des recruteurs professionnels qui firent miroiter aux hommes rencontrés des conditions de travail très avantageuses. Selon le témoignage d'un homme recruté à Hakodate en 1939 :

Le loyer et les frais d'entrée aux bains étaient annoncés comme gratuits. Le charbon de chauffage ne valait que cinq *sen* la tonne ; le saké était à volonté les jours de congé. Au fond de la mine, on pouvait se reposer sur le *sakiyama* qui prenait tout en charge. La journée de travail s'étalait de sept à seize heures, et après, on était libres de faire ce qu'on voulait. Les frais de transport et de déménagement jusqu'à la mine étaient gratuits. Nous qui arrivions tout juste à acheter notre charbon de chauffage, ces arguments parvinrent à

36. ICHIHARA, 1997, p. 280.

nous convaincre. Nous fûmes ainsi quinze à être rassemblés dans un *ryōkan*. Seuls deux avaient une épouse. Ce soir-là, les deux ou trois recruteurs continuèrent à nous fournir des explications jusqu'à ce que nous finissions par nous enivrer ensemble. Cependant, une fois arrivés à la mine, l'histoire fut très différente. Les *tatami* des *nagaya* étaient dans un état pitoyable, le plancher défoncé. Mais ce qui était le plus pénible, c'étaient les longues heures de travail... Même quand l'équipe suivante arrivait, le travail continuait. Une personne qui aurait assisté fortuitement à ce spectacle aurait sans doute pensé à l'enfer. Moins d'un mois plus tard, la moitié avait fui ; un an et demi après, seules les deux personnes qui avaient avec elles une famille étaient encore là³⁷.

Sur l'ensemble des mines de Hokkaidō, l'instabilité de la main-d'œuvre prit très tôt des proportions considérables et sembla réduire à néant les efforts de stabilisation qui avaient été menés pendant la période précédente. Sur l'année 1938, pour 40 197 travailleurs présents à la fin de chaque mois, les arrivées avaient représenté 38 981 individus (96,97 %) et les départs 28 236 individus (70,24 %), soit un taux de mobilité de 167,21 %³⁸ ! Pour éviter ces défections, le gouvernement promulgua en 1941 un « décret de prévention de la mobilité » (*idō bōshi-rei* 移動防止令) et fit adopter une « Loi sur le carnet national du travailleur » (*kokumin rōdō techō-hō* 国民労働手帳法). Sur le site de Bibai, un « Conseil pour la prévention de la mobilité » (*idō bōshi iinkai* 移動防止委員会) et un « Centre de conseil au départ de l'entreprise » (*taishoku sōdanjo* 退職相談所) furent mis en place en complément des associations de voisinage *tonarigumi* et des bureaux de contrôle *tsumejo*. Des visites régulières furent par ailleurs organisées dans les familles, mais leur effet sur la mobilité se montra très limité³⁹.

37. Cité par MITSUBISHI BIBAI TANKŌ RŌDŌ KUMIAI, 1960, p. 93.

38. *Ibid.*, p. 94.

39. *Ibid.*, p. 95.

Les mineurs coréens et chinois, dont le nombre ne s'élevait en 1937 qu'à 6 000 individus, soit 3 % de l'ensemble des travailleurs des mines, étaient 133 000 en 1945, pour 34 % des effectifs miniers⁴⁰. Toutefois, ils n'avaient pas les mêmes opportunités de fuite. Teruoka Gitō, le directeur du Centre de recherche sur les sciences du travail, alors intégré au « Front patriotique industriel » (*Sangyō hōkokukai* 産業報国会), visita fin avril 1941 un certain nombre de mines de la région septentrionale du Japon pour évaluer, en collaboration avec des inspecteurs miniers, l'état de la mobilisation du travail. À cette occasion, il rencontra aux côtés d'un inspecteur plusieurs médecins, ainsi que des responsables des ressources humaines, ou de l'hygiène d'entreprise. Le comportement des travailleurs coréens fut notamment scruté lors de cette visite, et l'on constata chez eux un meilleur taux de présence que chez leurs homologues japonais (de l'ordre de 94 % à 95 %, contre environ 75 % pour les Japonais, dans la seule mine de Matsuo). Cette différence fut attribuée au fait que les Coréens n'étaient pas libres de leurs mouvements. On nota également que l'arrivée de Coréens avait provoqué le départ de mineurs japonais qualifiés, qui craignaient que travailler au même endroit ne conduise à un abaissement de leur statut⁴¹.

Pour surveiller et contraindre cette main-d'œuvre à la fois peu qualifiée et peu sensible aux discours patriotiques comme à la culture d'entreprise qui avait commencé à être développée dans l'entre-deux-guerres, les mines multiplièrent les postes de superviseurs de type *kakariin*. Dès le milieu des années 1930, ces derniers avaient d'ailleurs pris une importance accrue au sein de l'entreprise. Ainsi, dans la compagnie Hokutan, l'École industrielle de Yūbari (*Yūbari kōgyō gakkō* 夕張鉱業学校) fut rebaptisée en 1935 « Centre de formation des superviseurs à l'abatage » (*saitan kakariin yōseijo* 採炭係員養成所). L'entreprise recrutait souvent des frères de mineurs fidèles à la compagnie, qu'elle formait de façon accélérée pendant un an. C'est à partir de 1941, quand la plupart des amicales et

40. YAMAGUCHI, 2012, p. 49.

41. « Teruoka jochō o meguru Tōhoku shokōzan ni okeru zadankai » 暉峻所長をめぐる東北諸鉱山における座談会 (Groupe de discussion dans les mines du nord du Japon avec le directeur Teruoka), in *Rōdō kagaku* 労働科学 (Sciences du travail), vol. 19, n° 8, août 1942, p. 61-105.

associations existantes furent mises sous l'autorité du Front patriotique industriel, que ces organisations patriotiques prirent en main la formation des superviseurs (souvent jugée insuffisante), notamment dans le cadre de sessions de formation de quelques jours. Parallèlement, le cadre réglementaire disciplinaire fut renforcé. À Hokutan, en octobre 1944, fut ainsi mise en place une réglementation du travail multipliant les motifs de licenciement pour les « personnes absentes, ou arrivant en retard de façon répétée, et ne montrant pas d'ardeur au travail », « les personnes perturbant l'ordre et la discipline de la mine », ou encore celles « ignorant les ordres de leur supérieur hiérarchique »⁴². Ce renforcement du cadre disciplinaire s'accompagnait d'une bureaucratisation, d'une multiplication de nouvelles positions hiérarchiques parallèles aux anciennes, et d'une militarisation de la nomenclature de cette nouvelle ligne hiérarchique. Ainsi, à partir de 1942, le directeur de la mine (*shochō* 所長) de Mitsubishi Bibai avait sous ses ordres un « commandant suprême » (*sōshikikan* 総指揮官), un « chef de fosse » (*kōmu kachō* 坑務課長), un « corps technique » (*gitai* 技隊), des « escadrons » (*buntai* 分隊), ou bien encore des superviseurs chargés du dynamitage (*happa kakariin* 発破係員)⁴³. Cependant, les nouvelles positions créées furent généralement occupées par des personnes issues de l'administration de la mine. Et comme le Front patriotique industriel avait absorbé toutes les organisations supposées être les porte-paroles des mineurs, ceux-ci se retrouvèrent, de fait, sans personne pour les représenter. Des « lieux de concertation » (*kondankai* 懇談会) furent naturellement mis sur pied, bien qu'ils ne fussent en aucun cas des espaces où pouvait s'exprimer le mécontentement des mineurs à l'égard de leurs conditions de travail : toutes les questions censées y être abordées concernaient en effet soit la hausse de la production, soit la mobilisation du travail⁴⁴.

L'incapacité des mines à développer un système efficace de gestion et de concertation avec la main-d'œuvre alimenta leur incapacité à endiguer la mobilité. Devant cette pénurie endémique de main-d'œuvre, le gouvernement revint sur l'interdiction du travail des femmes au fond de la mine. Malgré la politique

42. ICHIHARA, 1997, p. 282-284.

43. MITSUBISHI BIBAI TANKŌ RŌDŌ KUMIAI, 1960, p. 104.

44. ICHIHARA, 1997, p. 285.

nataliste de la période de guerre et les réticences du ministère de la Santé et du Bien-être, réfractaire à un recours accru à la main-d'œuvre féminine⁴⁵, le décret d'interdiction, qui avait déjà souffert de nombreuses exemptions depuis le début de la guerre et n'avait pas véritablement été appliqué dans les plus petites mines, fut finalement abandonné en 1939. Le gouvernement japonais se sentait d'autant plus libre d'abroger cette interdiction qu'il avait quitté l'année précédente l'Organisation internationale du travail, laquelle avait adopté en 1935 la « Convention concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories⁴⁶ ». En 1944, environ 70 000 femmes avaient été envoyées dans les puits de mine⁴⁷.

Ajouté à la pénurie de matériaux, d'équipements, et à la trop faible compétence des superviseurs, le recours de plus en plus massif à une main-d'œuvre inexpérimentée, trop nombreuse pour être efficacement encadrée par les rares mineurs qualifiés encore en poste, exerça un effet néfaste sur la production. Après avoir atteint un tonnage maximal de 56,3 millions de tonnes en 1940, la production diminua jusqu'à la défaite, alors même que le nombre de travailleurs augmentait. Ainsi, sur bien des aspects de la gestion des ressources humaines, on peut avoir le sentiment que pendant la guerre, le gouvernement et les entreprises revinrent sur leur politique de modernisation de l'entre-deux-guerres. Les chiffres de la productivité du travail illustrent à merveille ce retournement : dès 1939, la production de charbon par mineur avait décliné de plus de 20 %, alors qu'elle avait spectaculairement augmenté au cours des années précédant la guerre⁴⁸.

Dans le même temps, les communautés minières continuèrent à faire l'objet de certaines mesures de bien-être social. Au début de la guerre, les grands *zaibatsu* miniers générèrent d'importants bénéfices : entre les premiers semestres de 1937 et de 1938, leur taux de profit passa de 15,9 % à 24,6 %⁴⁹. Ils purent ainsi poursuivre leur effort de construction de nouveaux logements plus confortables et

45. THOMANN, 2015, p. 399-403.

46. Le Japon ne ratifiera cette Convention (n° 45) qu'en 1956.

47. SONE, 2007, p. 207-222.

48. BLOCH, 1941, p. 19.

49. MITSUBISHI BIBAI TANKŌ RŌDŌ KUMIAI, 1960, p. 92.

hygiéniques – effort qui avait été particulièrement intense dans les années 1930. À la mine de Bibai, Mitsubishi construisit entre 1936 et 1940 environ neuf cents logements pour ses mineurs, et cent logements pour le personnel d'encadrement. Les logements de mineurs comportaient deux pièces d'une superficie de six et huit nattes, ainsi qu'un point d'eau à l'intérieur. D'autre part, tandis que les campagnes pour l'amélioration de l'hygiène se multipliaient⁵⁰, le Centre de recherche en sciences du travail conduisit des recherches qui allaient être publiées après la guerre, en 1946, dans les deux premiers numéros de la nouvelle revue du centre, *Rōdō kagaku* (« Sciences du travail »). Cette expertise reposait notamment sur la création, en novembre 1940, d'un bureau du centre à la mine de Miike. Il s'agissait bien sûr d'étudier scientifiquement la manière d'augmenter les volumes d'extraction, d'enquêter sur la stabilisation des travailleurs migrants, mais aussi d'examiner en quoi une amélioration des conditions de travail, de logement et de nutrition pourrait exercer une influence positive sur les quantités de charbon extraites. Le décalage qui pouvait exister entre la vision des experts du centre et la réalité des conditions de travail rendit cependant les relations avec Mitsui assez vite difficiles, de sorte que le bureau fut fermé au bout d'un an et demi d'activité. Si Teruoka Gitō dressa un constat assez négatif de l'efficacité de la mobilisation du travail dans les mines, il estima néanmoins que la situation n'était pas directement imputable aux politiques de mobilisation en elles-mêmes. Malgré les efforts qui avaient été faits pour imposer une gestion plus directe, les relations entre travailleurs et entreprise étaient selon lui encore bien trop marquées par le système *hanba*, laissant peu d'espoir de voir s'améliorer la productivité tant qu'il en serait ainsi. Quand Teruoka visita des mines dans le Kyūshū, il donna par ailleurs un certain nombre de conseils pratiques aux responsables de la gestion des ressources humaines. Pour lui, la clé de l'augmentation de la production résidait dans une meilleure coordination entre les aspects techniques et humains du travail. On ne pouvait penser séparément l'organisation de la production et de la vie des travailleurs, aussi bien dans le travail qu'en dehors. On devait, en particulier, intégrer de manière accrue la dimension médicale à l'organisation de la production, en faisant de la gestion de la santé des travailleurs un axe central

50. *Ibid.*, p. 96-98.

de la gestion technique de production⁵¹. Ainsi, après l'effondrement consécutif à la défaite, la gestion biopolitique des communautés minières fut immédiatement considérée comme une priorité par des experts qui demeurèrent, pour l'essentiel, les mêmes que pendant la guerre.

La reconstruction des communautés minières après la Seconde Guerre mondiale

Le départ des Japonais mobilisés et des travailleurs forcés chinois et coréens, l'interdiction du travail féminin dans les puits de mine, la démotivation des mineurs japonais et la désorganisation des directions fit chuter la production nationale de charbon à 22,3 millions de tonnes en 1945, alors qu'elle avait connu un sommet à 56,5 millions de tonnes quatre ans auparavant. Juste après la défaite, il n'y avait plus qu'environ 100 000 mineurs en activité, quatre fois moins que le chiffre enregistré quelques mois plus tôt⁵². Afin de rétablir la production, le gouvernement mit en place un plan d'urgence pour embaucher 133 730 mineurs en 1945, puis 105 700 travailleurs supplémentaires jusqu'à la fin de 1946. En raison du « plan de priorité pour le charbon » (*keisha seisan* 傾斜生産) adopté par le gouvernement, le nombre de mineurs augmenta dans les faits plus vite que prévu, et atteignit 469 000 travailleurs en janvier 1948, dépassant le pic de la période de guerre. Compte tenu du taux élevé de mobilité des nouveaux mineurs, la priorité consistait à les stabiliser sur les lieux de production. Une mesure-clé de cette stabilisation fut la construction massive de logements qui moderniseraient un logement d'entreprise s'appuyant encore souvent, malgré les plans de modernisation des années 1920 à 1940, sur le modèle de la vieille *nagaya*, où les familles vivaient généralement dans une ou deux chambres – contraintes de partager des toilettes, voire même des points d'eau extérieurs. En janvier 1946, le gouvernement rédigea un « Règlement relatif à la construction exceptionnelle de

51. « Kyūshū tankō kondankai » 九州炭鉱懇談会 (Groupe de discussion des mines du Kyūshū), in *Rōdō kagaku* 労働科学 (Sciences du travail), vol. 19, n° 10, octobre 1942, p. 55-80.

52. ALLEN, 1994, p. 57.

logements pour les mineurs de charbon » (*riji tankō rōdōsha jūtaku kensetsu kisoku* 理事炭鉱労働者住宅建設規則). Il était initialement prévu la construction de 5 380 logements en 1946, puis 40 000 en 1947 ; ce furent dans les faits 125 121 logements qui sortirent de terre jusqu'en mars 1949, ne couvrant toutefois que 27,3 % des besoins locatifs des 458 000 travailleurs miniers d'alors⁵³. Si les vieilles *nagaya* continuaient à être utilisées par la force des choses, les conditions matérielles générales se trouvèrent néanmoins considérablement améliorées. Le taux d'équipement de certains appareils, tels que la télévision, se trouva même parfois supérieur à la moyenne nationale. Les syndicats, bénéficiant dès les premières années de l'après-guerre de taux de syndicalisation exceptionnels, étaient habituellement impliqués dans la gestion du logement de l'entreprise. À Mitsubishi Hashima, par exemple, le syndicat créa la « Commission sur les logements d'entreprise de Hashima » (*Hashima shataku kyōgikai* 端島社宅協議会) pour faire des propositions visant à améliorer les conditions de vie de ses membres⁵⁴. Des enquêtes sociales permirent de mesurer les effets de ces politiques. À partir de juillet 1947, la « Confédération de l'industrie houillère » (*Sekitan kōgyō renmei* 石炭鉱業連盟) enquêta notamment sur le budget des mineurs dans cinquante sites répartis à travers tout le pays. Environ 170 ménages de mineurs de fond et 400 ménages travaillant à l'extérieur étaient concernés. Si une part très importante de leurs revenus dépendait directement de leur travail dans la société minière, la part qu'ils consacraient au logement – eau et électricité incluses – était en revanche très faible. Leur nutrition, par ailleurs, demeurait stable depuis la fin de la guerre⁵⁵.

La distribution de nourriture constituait en effet une politique importante pour la stabilisation des mineurs, et les syndicats jouèrent encore une fois un rôle d'importance dans sa mise en œuvre. De pair avec l'augmentation des salaires et la limitation de la journée de travail à huit heures, l'une des premières revendications syndicales émises fin 1945, dans un contexte de pénurie alimentaire, portait

53. SUGIYAMA, 2012, p. 79-84.

54. *Sengo tankō keiei shiryō Hashima* 戦後炭鉱経営資料端島 (Archives sur la gestion des mines de charbon de l'après-guerre : Hashima), n° 5532-5539.

55. KUSUDA SEKITAN KŌGYŌ, 1952.

d'ailleurs sur la mise en place d'un système particulier de distribution du riz. Rapidement, le gouvernement accorda une ration supplémentaire aux mineurs de charbon. À Mitsubishi Hashima, le syndicat et l'employeur se trouvaient en étroite relation avec le « Comité départemental de Nagasaki pour la distribution alimentaire dans les mines de charbon » (*Nagasaki-ken tankō shuyō shokuryō haikyū shingikai* 長崎県炭鉱主要食糧配給審議会), luttant constamment côte à côte pour préserver cette ration supplémentaire, menacée dans la seconde moitié des années 1950 par un nouveau projet gouvernemental. Les employeurs craignaient en effet qu'une telle suppression n'entraîne automatiquement des revendications salariales supplémentaires de la part des syndicats⁵⁶.

Pour les employeurs, les programmes sociaux et les campagnes éducatives, parfois développés avec la collaboration du syndicat, avaient pour but de rationaliser la façon dont les ménages de mineurs géraient leur budget et d'éviter les dépenses inutiles, comme c'était déjà le cas entre les deux guerres⁵⁷. Une des principales campagnes prit la forme du « Mouvement pour la nouvelle vie » (*Shinseikatsu undō* 新生活運動), un « mouvement populaire basé sur un esprit de solidarité communautaire [*kyōdō rentai* 共同連帯], dont le but consiste à accroître la rationalité, la moralité et le niveau culturel de la vie quotidienne pour faire progresser le bien-être de chaque individu, et construire une société saine et facile à vivre⁵⁸. » Avec les sociétés Nippon Kōkan 日本鋼管 et Asō Sangyō 麻生産業, la mine de charbon de Jōban fut l'une des premières à développer une telle campagne, bientôt imitée par la plupart des compagnies minières, dans la seconde moitié des années 1950. Ces campagnes ciblaient d'une part le lieu de travail, où elles préconisaient la sécurité hygiénique, la propreté, la solidarité, la ponctualité et l'abolition des formalités vides de sens, pour un meilleur

56. Archives Mitsubishi Hashima B219221, « Shokuryō kankei shorui tsuzuri » 食糧関係書類つづり (Documents sur le ravitaillement), Kyūsanrō 九産労, 412.

57. GORDON, 1997, p. 262.

58. Nagasaki-ken shinseikatsu undō suishin renmei honbu 長崎県新生活運動推進連盟本部 (Comité de promotion du « Mouvement pour la nouvelle vie » dans le département de Nagasaki), *Shinseikatsu undō no susumikata* 新生活運動の進み方 (Les orientations du « Mouvement pour la nouvelle vie »), p. 1 ; Archives sur la gestion des mines de charbon de l'après-guerre, Hashima, n° 5591-5620.

environnement. En parallèle, elles travaillèrent sur le plan familial et quotidien à l'amélioration de la nutrition, du logement, de la communication entre les membres de la famille, et se positionnèrent en faveur de l'épargne comme d'une gestion plus rationnelle du budget des ménages, par la diffusion des livres de compte et la suppression des mauvaises habitudes⁵⁹. Divers slogans, résultats de concours de rédaction, furent utilisés à cette fin sur le site de Mitsubishi Hashima : « pour une vie confortable, allez travailler » (*dekasegi o yoku shite, yutaka na seikatsu* 出稼ぎを良くして、豊かな生活), ou encore « pensez à demain avec l'argent d'aujourd'hui » (*ashita no hi no tame ni to omoe, kyō no kane* 明日の日のためにとおぼえ、今日の金), pour ne citer que quelques exemples⁶⁰.

Compte tenu du problème de la distribution alimentaire, des idéaux de rationalisation de la vie et de la construction d'une nouvelle solidarité communautaire, les coopératives devinrent des acteurs importants de la vie quotidienne des communautés minières. Juste après la capitulation japonaise, de nombreux clubs d'achat furent formés par des résidents ou des travailleurs. Ils se développèrent très rapidement et, en 1948, la « Loi sur les coopératives de consommateurs » (*shōhi seikatsu kyōdō kumiai-hō* 消費生活共同組合法) fut promulguée pour réglementer leur fonctionnement⁶¹. Des plans d'assurance mutuelle ou d'épargne furent également développés au cours des années 1950. Reprenant des initiatives déjà expérimentées avant la guerre, mais dans un contexte nouveau où se multipliait l'offre de consommation, ils contribuèrent à libérer les travailleurs des prêts à des taux usuraires tout en luttant contre le développement des organisations traditionnelles comme les « tontines » (*mujin* 無尽). En 1954, le « Comité des épouses de la mine de Miike » (*Miike tankō shufu kyōgikai* 三池炭坑主婦協議会) conduisit une enquête laissant entendre que de nombreux mineurs s'endettaient pour vivre ; l'année suivante, un sondage plus important, mené auprès de 10 094 travailleurs de l'industrie minière, révéla que 43,5 % d'entre eux étaient endettés. Ainsi, le Comité des épouses et le syndicat décidèrent de mettre en place une campagne pour la « révolution de

59. *Ibid.*, p. 45.

60. Archives sur la gestion des mines de charbon de l'après-guerre, Hashima, n° 5514-5531.

61. *Ibid.*, n° 5540-5556.

la vie quotidienne » (*seikatsu kakumei undō* 生活革命運動), luttant contre le gaspillage, le jeu et la vente de crédit⁶².

Toutes ces nouvelles institutions qui changèrent la vie quotidienne des membres de la « société de la mine » (*tankō shakai* 炭鉱社会), pour emprunter l'expression de l'historien Ichihara Hiroshi, apparurent dans le contexte d'une division sexuelle du travail toujours plus marquée. En effet, le budget des ménages dépendait de plus en plus du seul travail masculin. Si dans les villes, le salaire du soutien de famille masculin représentait en moyenne 82,5 % du budget du ménage, cette proportion s'élevait à 95,1 % chez les mineurs⁶³. Dans le district de Takashima, qui regroupe les deux îles houillères de Takashima et Hashima, le taux de participation au travail des femmes âgées de quinze ans et plus n'était que de 23,25 % en 1965, contre un taux d'activité de 86,64 % pour les hommes. Peu présentes sur le marché du travail, les femmes étaient cependant impliquées dans les divers pans de la vie communautaire par leur présence active au sein de groupements tels que l'« Association des ménagères » (*Shufukai* 主婦会), l'« Association des femmes » (*Fujinkai* 婦人会), le « Groupe pour l'étude de l'éducation familiale » (*Kazoku kyōiku gakkō kenkyūkai* 家族学究研究会), ou le « Comité d'éducation du district de Takashima » (*Takashima-chō kyōiku iinkai* 高島町教育委員会⁶⁴). En 1953, sur le site de Bibai, un « Manuel pour la mise en œuvre de la rénovation de la vie quotidienne » (*Seikatsu sasshin jissai yōkō* 生活刷新実施要綱) fut même écrit avec le concours de l'Association des ménagères afin d'éliminer les dépenses inutiles et les pratiques irrationnelles⁶⁵.

Les politiques initiées pour favoriser l'augmentation du niveau de vie des communautés minières comportaient également une dimension sanitaire importante, qui prolongeait elle-même les efforts entrepris depuis les années 1920 par les experts en hygiène industrielle. Des campagnes contre les maladies infectieuses telles que la dysenterie furent menées avec succès par les employeurs. Le journal de Mitsubishi Hashima, « Lumière du charbon » (*Sumi no hikari* 炭

62. TANAKA, 2010, p. 60.

63. ICHIHARA, 1992, p. 28

64. Archives sur la gestion des mines de charbon de l'après-guerre, Hashima, n° 5474-5490.

65. MITSUBISHI BIBAI TANKŌ RŌDŌ KUMIAI, 1960, p. 186.

の光), diffusa un message de la « Section de gestion de l'hygiène » (Eisei kanrika 衛生管理課) lors de la septième Semaine de l'hygiène du travail en octobre 1955, déclarant que le maintien de la santé des travailleurs constituait le facteur le plus important pour la productivité, mais que de nombreux cas de dysenterie avaient été relevés parmi la population, et qu'il fallait par conséquent se laver les mains régulièrement⁶⁶. Suite à ces recommandations, les cas de dysenterie et de tuberculose diagnostiqués à Hashima par les campagnes de dépistage collectives diminuèrent : pour 46 cas de tuberculose relevés en 1955, seuls quatre le furent en 1962⁶⁷. En ce qui concerne la dysenterie, 127 cas avaient été diagnostiqués à Hashima en 1956, soit une incidence de 2,49 % ; en 1960, ce chiffre avait reculé à 18 cas (0,33 % de la population locale). Dans l'île voisine de Takashima, la diminution fut encore plus spectaculaire : le nombre de cas de dysenterie recula en effet de 652 (6,28 %) à 75 cas (0,63%) au cours de la même période⁶⁸. *Sumi no hikari* diffusa aussi des campagnes saisonnières. En août 1957, le journal fournissait ainsi un certain nombre de conseils pour une bonne « hygiène de l'été » : ne pas boire d'eau non bouillie, ne pas manger d'aliments à l'odeur douteuse, ne pas manger ni boire en quantités excessives, éviter nourriture et boissons juste avant d'aller au lit, se laver les mains pour éviter la dysenterie, se protéger contre les mouches et moustiques afin de prévenir les maladies infectieuses, ne pas s'exposer à la lumière directe du soleil, utiliser un chapeau pour prévenir l'encéphalite japonaise, aller au lit de bonne heure pour se réveiller tôt, dormir suffisamment (et suffisamment habillé pour ne pas s'enrhumer pendant la nuit)⁶⁹.

Stimulés par l'Organisation internationale du travail depuis l'entre-deux-guerres, les médecins et experts en sciences du travail avaient accumulé une somme importante de connaissances dans le domaine de la santé au travail, en particulier à propos de la pneumoconiose⁷⁰. Dès la défaite, les chercheurs du Centre de recherche sur les sciences du travail reprirent leur étude du problème

66. *Sumi no hikari*, numéro du 5 octobre 1956.

67. Archives sur la gestion des mines de charbon de l'après-guerre, Hashima, n° 5556-5579.

68. *Ibid.*, n° 5540-5556.

69. *Sumi no hikari*, numéro du 8 août 1957.

70. THOMANN, 2009a & b.

de la silicose, plus sérieux que jamais en raison du productivisme forcené de la période de la guerre⁷¹. Dans les années 1950, ces connaissances ne furent plus entièrement restreintes au seul cercle des experts et des revues spécialisées. Les syndicats firent campagne pour l'adoption d'une loi, informant dans le même temps les mineurs de l'avancée de leur action. En avril 1950, le journal du syndicat des mines de charbon de Mitsubishi Takashima, « L'étendard du progrès » (*Zenshin no hata* 前進の旗), avait publié un article intitulé « Silicose, ce qui mange les poumons des mineurs : le prix de l'innovation », qui établissait clairement le rapport entre le processus de mécanisation induit par les politiques de rationalisation et la détérioration de la santé⁷². *Sumi no hikari* informa quant à lui les travailleurs de l'adoption de la loi sur la silicose en 1955, et fit campagne auprès de son lectorat pour qu'il se soumette à des contrôles médicaux réguliers, sans attendre l'apparition des premiers symptômes de la maladie⁷³. En effet, la loi de 1955 sur la silicose (*keihai-hō* 珪肺法) et celle de 1960 sur la pneumoconiose (*jinpai-hō* 塵肺法), prenant également en compte l'antracose, avaient établi des procédures de dépistage et un mécanisme de compensation. Suite à cette seconde loi, le syndicat *Tanrō* 炭労 mena une campagne pour la signature de conventions collectives. Une telle convention fut adoptée en décembre 1962 entre la mine de charbon Asō et son syndicat d'entreprise (*Asō kōgyō rōdō kumiai rengōkai* 麻生鉱業労働組合連合会). Elle prévoyait, pour un mineur silicosé qui devait être transféré à un emploi à l'extérieur de la mine, et qui en aurait fait la demande, l'équivalent de 90 jours de son salaire au moment de son transfert. Cette convention collective prévoyait également la distribution gratuite de masques aux mineurs en cas de travail exposé à la poussière et identifié comme tel par la loi sur la pneumoconiose⁷⁴. De nouveaux hôpitaux d'entreprise furent également construits, et des hôpitaux publics d'accidents du travail (*rōsai byōin* 労災病院) établis dans des villes proches des mines.

71. TERUOKA, 1948, p. 155.

72. *Zenshin no hata*, numéro du 5 avril 1950.

73. *Sumi no hikari*, numéros du 5 octobre 1955 et 5 octobre 1956.

74. Document non publié.

Limites et ambiguïtés des politiques de rationalisation de la période de Haute croissance

L'État, les syndicats, les associations et les employeurs, poursuivant un mouvement de rationalisation de la vie quotidienne entamé entre les deux guerres, contribuèrent à réformer l'économie domestique d'une classe de mineurs longtemps méprisée sous le sobriquet de *nonde kutte-chan* 飲んで食ってちゃん (« ceux qui ne font que boire et manger »). Ce processus de rationalisation fut cependant loin d'être univoque. Si les grandes compagnies minières purent imposer à cette occasion un contrôle presque complet sur une culture du travail qui avait été, à l'origine, caractérisée par une certaine autonomie, elles ne libérèrent pas pour autant les mineurs des nombreux risques inhérents à leur métier. Les mineurs continuèrent à être victimes de la pneumoconiose⁷⁵, mais aussi de risques plus immédiats, imputables au déclin des mines de charbon à partir de la fin des années 1950. La rationalisation et l'augmentation de la productivité ne se traduisaient pas seulement par une élévation du niveau de vie et une sécurité matérielle croissante, mais aussi par une intensification du travail qui impliquait de nouveaux risques.

Un examen des archives de Meiji Hirayama et Mitsubishi Hashima montre à quel point la sélection des mineurs sur des critères physiologiques et la gestion des accidents du travail dans le cadre compensatoire des assurances sociales prirent une place centrale dans l'administration des ressources humaines des mines pendant la période dite « de haute croissance ». Ce phénomène était bien sûr lié au développement, depuis les années 1920, d'une bureaucratie affectée à la gestion des ressources humaines, mais aussi à la mise en œuvre des programmes *Training Within Industry* (TWI) initiés par les Américains durant l'occupation. Cette initiative, destinée à renforcer la sécurité dans les mines, donna lieu à une normalisation du processus de travail et à une distribution généralisée de livrets de directives. Pour éviter les accidents, les mineurs devaient respecter des procédures strictes, mais non sans effets pervers : si un accident survenait, le travailleur était parfois privé d'indemnisation pour ne pas avoir respecté le protocole, même lorsque la cause véritable de l'accident relevait davantage du manque de personnel

75. THOMANN, 2014.

et du rythme de travail exagéré induit par la mécanisation que de la responsabilité individuelle.

De même que les plans de licenciement réduisirent à partir des années 1950 le nombre de mineurs, la mécanisation exerça un impact considérable sur le rythme du travail, dont l'intensification se traduisit rapidement par un taux d'accidents accru. Selon un article de 1967 de la revue *Sciences du travail* (*Rōdō kagaku*), le taux d'accidents mortels dans les grandes mines se montait en 1958 à 3,89 accidents par million de journées de travail, contre 11,4 pour la période 1962-1965. Quant au taux de décès consécutifs à un accident du travail, soit le nombre de décès enregistrés pour trente mille jours travaillés, le Japon enregistrait entre 1955 et 1964 des chiffres nettement supérieurs à ceux de la Grande-Bretagne (+ 400 % de décès), de l'Allemagne (+ 200 %) et des Pays-Bas (+ 600 %), pour la même période. Les principales raisons à ce fort taux d'accidents relevaient de la situation sociale et économique, avec un temps de travail souvent supérieur à dix heures quotidiennes, ajouté à la mécanisation rapide, l'intensification du travail, la manutention de matériaux lourds tels que des piliers en acier, l'expansion du système d'externalisation, le tout pour de bas salaires⁷⁶. Les archives de la mine de charbon de Meiji Hirayama montrent que dans les années 1960, les mineurs travaillaient parfois trois ou quatre mois consécutifs sans prendre un seul jour de congé, pas même le dimanche.

Les années 1960 furent également marquées par les 458 décès de la mine de Miike et les 237 morts sur le site de Yamano. Pour Kamata Satoshi, les explosions de 1963 et 1965 à Miike résultèrent à la fois de la victoire de la direction minière et du remplacement du syndicalisme militant suite au mouvement de 1959-1960 : comme le clamait l'un des slogans du mouvement de Miike, « sans résistance, plus de sécurité » (*teikō nakushite anzen nashi* 抵抗なくして安全なし). Or, après les événements, le nombre de travailleurs sous-traitants augmenta de manière significative. La véritable cause de l'accident provoqué par l'accumulation de poussière de cobalt sur le convoyeur ne relevait donc pas seulement de la seule réduction du nombre de mineurs, mais bien de la détérioration de la solidarité et de la communication dans la fosse : les travailleurs sous-traitants, qui avaient

76. FUJIMOTO, 1967.

pourtant averti des risques présentés par l'état du convoyeur, n'avaient pas été entendus par les mineurs titulaires⁷⁷.

Cette dégradation de la situation fut ressentie par les travailleurs comme une conséquence directe des politiques de rationalisation menées depuis les années 1950. En 1964 et 1965, le Centre de recherche pour les sciences du travail conduisit auprès de 2 000 travailleurs une enquête financée par le ministère de l'Éducation, diligentée dans neuf mines de toutes les envergures (six à Kyūshū et Honshū, deux à Hokkaidō). Concernant les mesures de rationalisation dans l'industrie et ses effets sur le travail, 53 % des interrogés estimèrent que la charge de travail avait augmenté ; pour 33 % d'entre eux, le travail devenait plus difficile pour les nerfs. 24 % considéraient en revanche que les contrôles sur la sécurité s'étaient renforcés, et 12 % que la fatigue avait diminué⁷⁸. Lorsque les travailleurs furent interrogés sur les principales causes d'accident sur leur lieu de travail, la réponse la plus fréquemment donnée concernait la priorité accordée à l'accroissement de la production par rapport à la sécurité, suivie en deuxième et troisième positions par la vigilance des mineurs et le respect des règles de sécurité. Parmi les réponses individuelles des travailleurs, beaucoup critiquèrent l'absence d'action du syndicat en ce domaine, ainsi que le manque d'efficacité de l'inspection du travail. Certains accusèrent même leur direction de dissimuler aux inspecteurs la réalité des accidents survenus dans la mine⁷⁹.

Les travailleurs victimes d'accidents et de maladies professionnelles ne furent pas toujours reconnus comme des victimes ayant droit à une indemnisation⁸⁰. Le phénomène est bien documenté par les archives des entreprises et des procès de la pneumoconiose : les syndicats ne défendaient généralement pas ces mineurs, souvent licenciés car ne pouvant plus travailler comme auparavant. Bon nombre de dossiers de travailleurs renvoyés de la mine Meiji Hirayama entre janvier et mars 1964, pour citer ce seul exemple, évoquent ainsi la maladie comme motif de licenciement. Si la plupart d'entre eux font état d'une « maladie non relative au

77. KAMATA, 2007.

78. SHINOYAMA, 1966.

79. SHINOYAMA, 1967.

80. THOMANN, 2014.

travail » (*gyōmugai shippei* 業務外疾病), le jeune âge d'une grande partie de ces mineurs laisse planer de sérieux doutes quant à la nature réelle de ces pathologies. Doutes qui ne peuvent être que renforcés par le nombre particulièrement élevé de demandes d'indemnisation refusées par l'entreprise, témoignant de sa réticence à reconnaître la maladie ou les blessures comme des conséquences directes du travail minier⁸¹. En outre, lorsque des familles demandèrent une réparation financière pour les intoxications au monoxyde de carbone qui avaient laissé de nombreux mineurs handicapés, et ce de façon permanente (comme ce fut le cas dix ans après l'explosion de la mine de Miike, en 1963), le « nouveau syndicat⁸² » ne se mobilisa en aucune façon, laissant l'initiative à des activistes extérieurs, qui avaient notamment été impliqués dans l'affaire de Minamata⁸³.

La fragilité de la situation des mineurs mise en évidence par ces faits semblera en totale contradiction avec la tendance générale à l'élévation de la sécurité économique et des standards de vie observée depuis l'entre-deux-guerres – exception faite de la période de la guerre. Ce paradoxe ne peut être compris qu'au prisme de l'état particulier du marché du travail dans l'industrie minière à partir des années 1950.

Un niveau de vie à l'épreuve de la dégradation du marché du travail dans les mines

Les employeurs rencontrèrent des conditions difficiles dès le début des années 1950, y compris dans les grandes mines. En 1949, les autorités d'occupation avaient discontinué l'aide à la reconstruction accordée au Japon juste après la défaite. L'exploitation minière du charbon souffrit encore après la guerre de Corée : même après le début de la haute croissance, à partir du milieu des années 1950,

81. *Kōin taishokusha meibo* 鉱員退職者名簿 (Registre des mineurs quittant l'entreprise), mine de Meiji Hirayama 明治平山, 15-6 / 61-68, janvier-mars 1964.

82. Le « nouveau syndicat de Miike » (*Miike shinrō* 三池新労), encouragé par la direction lors du long conflit de 1959-1960, prit rapidement le pas sur l'« ancien syndicat », qui avait été défait.

83. KAMATA, 2007.

la concurrence du charbon et du pétrole étrangers exerça une pression certaine sur l'industrie. Dans ce contexte, les politiques de rationalisation ne furent pas seulement synonymes de modernisation, mais aussi de réduction des coûts et de nouveaux risques.

Alors que l'entre-deux-guerres avait observé l'introduction initiale de la longue coupe, les années 1950 connurent une nouvelle transformation avec l'apparition de la technologie d'abatage *kappe* (*kappe saitan* カッペ採炭), du nom des piliers en acier avec extensions horizontales qui maintenaient le plafond en place sur une section plus grande, laissant davantage d'espace devant la veine et sur l'ensemble de la section de longue coupe. Ce système, qui autorisa le fonctionnement de machines de coupe plus lourdes et puissantes, offrait un espace plus important dans la galerie pour une bande transporteuse, permettant une évacuation totalement automatisée du minerai. Le travail des mineurs fut profondément transformé par une division du travail encore accrue, ainsi que l'apparition de nouvelles compétences. Comme nous l'avons souligné *supra*, l'augmentation de la productivité qui résulta de ces mutations technologiques augmenta d'une part le risque d'accident, et représenta de manière plus générale un défi épineux pour les syndicats, qui durent batailler afin de maintenir des normes de production qui n'entraîneraient pas une baisse de la rémunération des travailleurs. Une enquête de 1953 révèle ainsi qu'en février 1952, le syndicat de la mine de charbon de Nikkan Takamatsu mena une grève de vingtquatre heures en réponse à l'introduction du nouveau système *kappe*, expérimenté depuis l'année précédente dans le cadre d'un plan de rationalisation. Étant donné que le système était en phase d'essai, le syndicat estimait ses apports sur la productivité encore incertains : fixer des standards de production sur cette base d'abatage pouvait par conséquent signifier une réduction de salaire. Pour maintenir un niveau de vie correct dans l'industrie minière, il était nécessaire d'adopter, toujours selon le syndicat, un système de rémunération « fixe » (*kotei-kyū* 固定給). Lorsque la nouvelle technologie fut introduite, la direction considéra toutefois qu'il n'était pas nécessaire de changer le système de salaire « à l'efficacité » (*ukeoi-kyū* 請負

給) qui prévalait alors, et continua de rémunérer les mineurs en fonction de leur capacité à atteindre l'objectif de production fixé⁸⁴.

Si le salaire moyen dans l'industrie minière était supérieur à celui d'autres branches industrielles au sortir de la guerre, les statistiques montrent qu'il progressa en réalité plus lentement à partir du début des années 1950, jusqu'à devenir inférieur. Par exemple, à Miike, le salaire moyen d'un travailleur de sexe masculin était en juin 1959 de 28 106 yens, contre 30 258 yens dans le département de Fukuoka⁸⁵. L'industrie minière fut de surcroît l'une des dernières à mettre en œuvre le salaire minimum introduit par la loi de 1959, qu'elle ne commença à appliquer qu'en 1963, et sous conditions : les mines ne faisant pas partie des dix-huit entreprises majeures du secteur bénéficièrent en effet d'un délai de deux ans pour se mettre en conformité. Si la majeure partie du salaire des mineurs résultait désormais, grâce à l'effort des syndicats, de facteurs stables tels que la qualification, l'âge, l'ancienneté ou la situation familiale, il devait souvent être complété par des heures supplémentaires pour répondre réellement aux besoins des ménages. À Meiji Hirayama, la plupart des mineurs effectuaient des heures supplémentaires à raison de vingt à soixante minutes quotidiennes en semaine, bien que la plupart de ces heures fussent réalisées en travaillant tout le week-end⁸⁶. Il est d'ailleurs étonnant de constater à quel point le salaire des mineurs de fond affectés à l'abatage pouvait varier d'un mois à l'autre en fonction du nombre de jours travaillés⁸⁷. Plusieurs hypothèses permettent d'expliquer le nombre très inégal de jours de travail mensuels : une réduction du temps de travail imposée par l'employeur afin d'ajuster la production dans un contexte de déclin, si ce n'est une sorte de cercle vicieux dont le mineur pouvait dans certains cas être la victime. Malade ou blessé à cause du surmenage, celui-ci perdait de l'argent qu'il essayait de compenser, une fois de retour au travail, par de nouvelles heures supplémentaires, le conduisant encore une fois à la maladie et à la blessure. Le

84. TOKITA, 1989, p. 67.

85. TANAKA, 2010, p. 55-71.

86. Archives sur la gestion des mines de charbon de l'après-guerre, Meiji Hirayama, n° 6871-6880.

87. *Ibid.*, n° 6750-6760.

directeur des ressources humaines de Mitsubishi Hashima concédait d'ailleurs en 1963, lors d'une réunion du comité de gestion (*keiei kyōgikai* 経営協議会)⁸⁸, qu'il y avait trop d'heures supplémentaires inutiles dans l'entreprise, liées à un absentéisme excessif. Un absentéisme lui-même explicable, selon le directeur, par ce nombre justement trop élevé d'heures supplémentaires⁸⁹.

Dans certaines grandes mines telles que Miike, le système de rémunération plus stable qui avait dans un premier temps été obtenu – plus stable, car basé sur une rotation des mineurs entre différentes faces de charbon au potentiel de productivité inégal – fut de nouveau remplacé après le grand conflit de 1960 et la défaite du syndicat par l'ancien système *ukeoi*, qui encourageait, rappelons-le, la concurrence entre mineurs en liant leur salaire à la réalisation des objectifs de production⁹⁰. Le nombre croissant de mineurs non réguliers participa de même à cette dégradation générale des conditions de travail dans les grandes mines. On assista ainsi à une sorte de « retour en arrière » par rapport aux politiques qui avaient tenté d'imposer, depuis les lendemains de la Première Guerre mondiale, le contrôle le plus direct possible sur la main-d'œuvre. À Meiji Hirayama, il y avait, en septembre 1950, 1108 mineurs réguliers (*zaiseki* 在籍) et 428 travailleurs réguliers en dehors de la fosse ; aucun mineur temporaire (*rinjifu* 臨時夫) ou sous-traitant (*ukeoi-fu* 請負夫) ne travaillait au fond. Les 174 travailleurs temporaires employés par l'entreprise étaient en l'occurrence affectés à des tâches en dehors de la mine. En janvier 1965, il n'y avait plus que 415 mineurs de fond réguliers et 124 travailleurs réguliers en dehors de la fosse, mais maintenant 58 travailleurs sous-traitants, dont 55 travaillaient directement à l'abatage⁹¹. Par ailleurs, les entreprises commencèrent à utiliser des sociétés affiliées (*kogaisha* 子会社) pour exploiter des veines anciennes et moins rentables, ou pour extraire les restes de charbon, qu'elles revendaient ensuite en intégralité à la société mère.

88. Sorte de comité de consultation entre l'employeur et les travailleurs créé juste après la Seconde Guerre mondiale.

89. Archives sur la gestion des mines de charbon de l'après-guerre, Hashima, n° 5434-5443.

90. TANAKA, 2010, p. 64.

91. Archives sur la gestion des mines de charbon de l'après-guerre, Meiji Hirayama, 15-15 / 216-219.

À Mitsubishi Bibai, par exemple, la plupart des mineurs engagés par l'entreprise sous-traitante fraîchement créée étaient eux-mêmes des anciens de chez Mitsubishi, bientôt rejoints par des travailleurs d'autres entreprises et des enfants (adultes) de mineurs Mitsubishi. Sur les 714 mineurs que comptait en 1960 la société affiliée Kitabishi sangyō (北菱産業), qui travaillait pour Mitsubishi, on dénombrait ainsi 20 % d'enfants de mineurs Mitsubishi et 20 % de retraités de la même maison, pour 60 % de recrues extérieures⁹². Dans certains cas, les grandes entreprises ne se contentaient pas de créer des sociétés affiliées, mais disparaissaient au profit d'une « deuxième compagnie » (*dainikaisha* 第二会社) pouvant alors renégocier les conditions de travail des mineurs employés à la baisse. La mine de Yamano Mitsui, fermée en 1963 sous prétexte de déficit, fut notamment rouverte sous ce régime de la « deuxième compagnie », avec toutefois des conditions de travail nettement inférieures. Alors que le salaire moyen de ses mineurs de fond était en mars 1962 de 32 382 yens – une somme supérieure au salaire moyen des travailleurs de même catégorie dans les grandes mines du pays (29 279 yens) –, la réouverture sous les couleurs de la deuxième compagnie fit chuter cette moyenne jusqu'à 26 000 yens en septembre 1964, sous les 27 300 yens de salaire moyen des mineurs dans l'ensemble des grandes mines. La proportion de travailleurs sous-traitants (*kumifu* 組夫) fut de surcroît considérablement augmentée. À l'époque de la gestion directe de Mitsui, il y avait à peu près six cents *kumifu* pour trois mille mineurs réguliers. Après la création de la deuxième entreprise, le nombre de mineurs réguliers avait diminué de deux tiers, mais celui des *kumifu* était resté le même. Au niveau national, le nombre de travailleurs réguliers se réduisit de 238 274 à 117 285 individus entre 1960 et 1965, tandis que le nombre de *kumifu* ne diminua presque pas, passant de 27 385 à 21 378 pour la même période⁹³.

Au fond, le mouvement de revente des mines à une deuxième entreprise n'avait pas pour objectif de rétablir l'industrie houillère : il s'agissait, comme le souligne Yoshihara Masashi, d'une manœuvre du capitalisme minier destinée à augmenter les profits d'une industrie à terme condamnée, au détriment des conditions de travail et de vie. Avec sa politique « mettre au rebut et

92. MITSUBISHI BIBAI TANKŌ RŌDŌ KUMIAI, 1960, p. 188.

93. *Ibid.*

développer » (*sukurappu ando birudu* スクラップ・アンド・ビルド), la stratégie affichée par le gouvernement était la suivante : en échange d'un ajustement massif de la main-d'œuvre et d'un achat de vingt millions de tonnes de charbon, les entreprises survivantes devaient se moderniser et se mécaniser pour une meilleure concentration des moyens et une meilleure productivité. Dans les faits, les entreprises continuèrent cependant à mener une politique d'exploitation montrant que l'industrie minière, malgré toutes les politiques de rationalisation et de modernisation dont elle avait bénéficié, n'est jamais véritablement parvenue à s'extraire d'une logique de bas salaires et de mauvaises conditions de travail⁹⁴.

Conclusion

Dans les communautés minières, les syndicats et les associations prirent activement part au processus de stabilisation et de normalisation de la vie des mineurs : aux côtés des employeurs et des experts, les syndicats, coopératives de consommation ou associations de ménagères s'appliquèrent en effet à « modeler les esprits japonais », selon l'expression de l'historien Sheldon Garon⁹⁵. La société civile participa pleinement à ces politiques de rationalisation qui s'apparentèrent, pour poser les choses en termes foucaaldiens, à la mise en place d'un « système de savoir-pouvoir », un système qui contribua à faire disparaître une certaine culture du travail, et planifia l'élévation du niveau de vie des travailleurs. Réduire les changements économiques, sociaux et culturels au sein des communautés minières à une défaite de l'aspiration ouvrière à l'autonomie devant la croissante hégémonie « gramscienne » des valeurs du capitalisme, comme l'historien Andrew Gordon a pu le faire, serait en effet se livrer à une simplification excessive des faits⁹⁶. Pour autant, il convient de dépasser le récit univoque d'un compromis social construit autour de politiques de productivité et de rationalisation qui auraient embarqué la classe ouvrière dans un irrésistible

94. YOSHIHARA, 1965, p. 60-64.

95. SHELDON, 1997.

96. GORDON, 1998.

cercle vertueux et fordiste vers la sécurité. L'histoire sociale des communautés minières des années 1920 aux années 1960 révèle l'existence d'un hiatus entre la stabilisation croissante de la vie des mineurs permise par la progression des politiques sanitaires et sociales, et les risques physiques et économiques accrus auxquels les politiques de rationalisation de l'industrie ont exposé ces mêmes travailleurs. Ce hiatus peut être expliqué de différentes façons : par la culture du travail minier, dont la dureté et le danger ont toujours été revendiqués par les travailleurs eux-mêmes, ou par le caractère particulier de certaines pathologies telles que la pneumoconiose, qui demeurait généralement indécélable tant que le mineur était employé. D'autres facteurs, plus directement liés aux objectifs des politiques de rationalisation, sont par ailleurs à prendre en compte. Il faut être conscient que les progrès en matière de gestion de la santé des travailleurs ont toujours été axés sur le contrôle et la sélection autant que sur la protection, du moins dans les grandes mines. De plus, à partir de la fin des années 1950, et avec les incertitudes d'une industrie en récession, les politiques de rationalisation n'incarnaient plus véritablement un processus où les experts et employeurs essayaient de conjuguer les bénéfices à court terme avec la préservation et la reproduction à long terme de la main-d'œuvre. La rationalisation devint alors essentiellement synonyme de réduction des coûts, de licenciements et d'une mécanisation développée sans perspectives ni mesures de sécurité suffisantes. À cet égard, l'évolution du mouvement ouvrier a certainement joué un rôle. D'offensifs dès la deuxième moitié des années 1940 et le début des années 1950, les syndicats se montrèrent plus timorés dans les années 1960, menant des actions moins centrées sur les conditions de travail que sur la défense des emplois. Dans le contexte d'une restructuration industrielle rapide, aucune des stratégies de défense qui s'offraient aux syndicats ne pouvait véritablement répondre aux aspirations à un renforcement de la sécurité et une élévation des niveaux de vie que les travailleurs étaient en droit d'attendre dans une situation de forte croissance. Parce qu'ils faisaient précisément partie de communautés plus stables pouvant faire bénéficier leurs familles d'une large gamme de services sociaux qui les intégrait à la nouvelle classe moyenne, et parce qu'une stratégie de sortie représentait un déclassement social, ces mineurs n'eurent d'autre alternative que d'accepter en bloc l'intensification du travail et l'accroissement des risques professionnels dont la baisse partielle de leur niveau de vie s'accompagnait.

Bibliographie indicative

ALLEN Matthew, 1994, *Undermining the Japanese Miracle. Work and Conflict in a Coalmining Community*, Cambridge University Press, Cambridge, 290 p.

BLOCH Kurt, 1941, "Japanese War Economy" in *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 215.

FUJIMOTO Takeshi 藤本武, 1967, « Saikin ni okeru tankō rōdō saigai » 最近における炭鉱の災害 [Les accidents du travail dans les mines au cours des dernières années] in *Rōdō kagaku* 労働科学 [Sciences du travail], n° 5, vol. 43, pp. 273-297.

GORDON Andrew, 1997, "Managing the Japanese Household: The New Life Movement in Postwar Japan" in *Social Politics*.

GORDON Andrew, 1998, *The Wages of Affluence. Labor and Management in Postwar Japan*, Cambridge, Harvard University Press, 270 p.

HAZAMA Hiroshi 間宏, 1978, *Nihon rōmu kanri-shi kenkyū* 日本労務管理史研究 [Recherches sur l'histoire de la gestion des ressources humaines au Japon], Ochanomizu shoten 御茶ノ水書店, Tōkyō.

ICHIHARA Hiroshi 市原博, 1992, « Sengo Nihon tankō rōshi kankei no tokushitsu to "tankō shakai" no keisei » 戦後日本炭鉱労使関係の特質と炭鉱社会の形成 [Particularités des relations de travail dans les mines de charbon du Japon d'après-guerre et formation d'une société de la mine] in *Keiei shigaku* 経営史 [Revue d'histoire de la gestion], n° 27-3.

ICHIHARA Hiroshi 市原博, 1997, *Tankō no rōdō shakai-shi – Nihon no dentōteki rōdō shakai to chitsujo kanri* 炭鉱の労働社会史—日本の伝統的労働社会と秩序管理 [Une histoire sociale du travail dans les mines de charbon], Taga shuppan 多賀出版, Tōkyō.

- INOUE Hiroto 井上博登, 2010, « Hashima tankō “gunkanjima” no seikatsu » 端島炭鉱「軍艦島」の生活 [La vie dans la mine de Hashima, ou « Gunkanjima »] in *Shakai jōhō* 社会情報 [Bulletin d'informations sur la société], n° 19-2.
- KAMATA Satoshi 鎌田慧, 2007, *Tankō « Zenkiroku »* 炭鉱「全記録」 [La mine de charbon : reportage complet], Sōshinsha 創森社, Tōkyō.
- KŌZAN KONWAKAI 鉱山懇話会 (dir.), 1932, *Nihon kōgyō hattatsu-shi* 日本鉱業発達史 [Histoire du développement des mines au Japon], vol. 2, Kōzan konwakai 鉱山懇話会, Tōkyō.
- KUSUDA SEKITAN KŌGYŌ 楠田石炭鉱業, 1952, « Rōdōsha no seikatsu jitai » 労働者生活事態 [La situation du quotidien des travailleurs] in *Rōdō tōkei chōsa geppō* 労働統計調査月報 [Bulletin mensuel d'enquêtes statistiques sur le travail], n° 4, vol. 4.
- MITSUBISHI BIBAI TANKŌ RŌDŌ KUMIAI 三菱美唄炭鉱労働組合, 1960, *Tankō ni ikiru – Tankō rōdōsha no seikatsu-shi* 炭鉱に生きる一炭鉱労働者の生活史 [Vivre à la mine : une histoire de la vie des travailleurs des houillères], Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō.
- MOUET Aimée, 1998, « La rationalisation dans l'industrie française : une réponse aux problèmes de la seconde industrialisation ou l'invention de la consommation de masse ? » in *Histoire, économie et société*, n° 1, vol. 17, p. 101-117.
- MURAKUSHI Nisaburō 村串仁三郎, 1989, *Nihon no dentōteki rōshi kankei : tomoko seido no kenkyū* 日本の伝統的労使関係：友子制度の研究 [Les relations de travail traditionnelles au Japon : une étude du système des tomoko], Sekai shoin 世界書院, Tōkyō.
- NAIMUSHŌ SHAKAIKYOKU 内務省社会局, 1924, « Kōfu yoroke-byō oyobi wairu-byō ni kan suru chōsa » in *Rōdō hogo shiryō* 労働保護資料, vol. 1.

- OGINO Yoshihiro 荻野喜弘, 1993, *Chikuhō tankō rōshi kankei-shi* 筑豊炭鉱労使関係史 [Une histoire des relations de travail dans les mines du Chikuhō], Kyūshū daigaku shuppankai 九州大学出版会, Fukuoka, 448 p.
- ŌHARA Toshihide 大原俊秀, 2016, « Miike tankō no shūnin rōdō » 三池炭鉱の囚人労働 [Le travail des prisonniers dans la mine de Miike] in *Riberashion* リベラシオン, n° 163.
- ŌYAMA Shikitarō 大山敷太郎, 1955a, « Takashima tankō ni miru Meiji zenki no oyakata seido no jittai » 高島炭鉱に見る明治前期の親方制度の実態 [La réalité du système des *oyakata* au début de l'ère Meiji dans la mine de Takashima] in *Ritsumeikan keizaigaku* 立命館経済学, n° 2, vol. 4.
- ŌYAMA Shikitarō 大山敷太郎, 1955b, « Wagakuni kōgyō (sekitan) ni okeru oyakata seido no kaitai katei » 我が国鉱業(石炭)における親方制度の解体過程 [Le processus de démantèlement du système des *oyakata* dans les mines de charbon japonaises] in *Ritsumeikan keizaigaku* 立命館経済学, n° 3, vol. 4.
- SAGAWA Kyōhei 佐川享平, 2015, « 1920 nendai no tankōgyō ni okeru gijutsu kakushin to rōdōryoku kōsei – Mitsubishi kōgyō chikuhō kōgyōjo ni okeru chōsenjin kōfu no shiyō kakudai o megutte » 1920年代の炭鉱業における技術革新と労働力構成—三菱鉱業筑豊礦業所における朝鮮人鉱夫の資料拡大を巡って [À propos de la diffusion des sources sur les mineurs coréens dans les houillères des années 1920] in *Ōhara shakai mondai kenkyūjo zasshi* 大原社会問題研究所雑誌 [Revue du Centre d'études Ōhara sur les problèmes de société], n° 677.
- SHAKAI SEISAKU GAKKAI NENPŌ HENSHŪ IINKAI 社会政策学会年報編集委員会 (dir), 1967, « Gōrika to rōdōsha kaikyū » 合理化と労働者階級 [La rationalisation et la classe des travailleurs] in *Shakai seisaku gakkai nenpō* 社会政策学会年報 [Bulletin annuel d'études en politiques sociales], n° 14.

SHELDON Garon, 1997, *Molding Japanese Minds: The State in Everyday Life*, Princeton University Press, Princeton, 336 p.

SHIMAZAKI Naoko 嶋崎尚子, 2004, « Tankō rishokusha no saishūshoku kettei katei – Shōwa yonjūrokunen Jōban tankō KK daiheizanji no mikuro dēta bunseki » 炭鉱離職者の再就職決定過程—昭和46年常磐炭礦KK大閉山時のマイクロデータ分析 [Processus de création d'emplois pour les mineurs sans emploi : analyse des microdonnées de la mine de Jōban. La fermeture d'une grande mine en 1971] in *Waseda Daigaku Daigakuin Bungaku kenkyūka kiyō* 早稲田大学大学院文学研究科紀要 [Annales de recherche du département de sciences humaines de l'université de Waseda], n° 49, pp. 43-56.

SHINOYAMA Fusao 篠山房雄, 1966, « Tankō rōdōsha no rōdō seikatsu to iken (I) : Rōdōsai saigai mondai o chūshin ni shita anketo chōsa no bunseki » 炭鉱労働者の労働生活と意見(1)–労働災害問題を中心にしたアンケート調査の分析 [Les opinions et la vie des travailleurs des mines de charbon (I) : une analyse des enquêtes axées sur la question des accidents du travail] in *Rōdō kagaku* 労働科学 [Sciences du travail], n° 9, vol. 42, pp. 626-652.

SHINOYAMA Fusao 篠山房雄, 1967, « Tankō rōdōsha no rōdō seikatsu to iken (II) » 炭鉱労働者の労働生活と意見(2) [Les opinions et la vie des travailleurs des mines de charbon (II)] in *Rōdō kagaku* 労働科学 [Sciences du travail], n° 3, vol. 43, pp. 172-193.

SMITH W. Donald, 1996, “The 1932 Asō Coal Strike: Korean-Japanese Solidarity and Conflict” in *Korean Studies*, vol. 20, p. 94-122.

SONE Sachiko, 2007, “The Reversible World of Japanese Coalmining Women” in *The Australian Journal of Anthropology*, vol. 18, pp. 207-222.

SUGIYAMA Shinya 杉山伸也, 2012, « “Keisha seisan” kōsō to shigen rōdōryoku shikin mondai », in USHIJIMA Toshiaki 牛島利明 & SUGIYAMA Shinya 杉

山伸也 (eds.), *Nihon sekitan sangyō no suitai* 日本石炭産業の衰退, Keiō daigaku shuppankai 慶応大学出版会, Tōkyō.

SUGIYAMA Shinya 杉山伸也 & USHIJIMA Toshiaki 牛島利明 (dir.), 2012, *Nihon sekitan sangyō no suitai* 日本石炭産業の衰退 [Le déclin de l'industrie minière japonaise], Keiō daigaku shuppankai 慶応大学出版会, Tōkyō.

SUMIYA Mikio 隅谷三喜男, 1968, *Nihon sekitan sangyō bunseki* 日本石炭産業分析 [Une analyse de l'industrie houillère japonaise], Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō.

SUMIYA Mikio 隅谷三喜男 (dir.), 1970, *Shokkō oyobi kōfu chōsa* 職工及び鉱夫調査 [Enquête sur les ouvriers et les mineurs], Kōseikan 光生館, Tōkyō.

TANAKA Naoki 田中直樹, 1924, *Rōdō tōkei jitchi chōsa hōkoku* 労働統計実地調査報告 [Rapport sur les enquêtes statistiques sur le travail].

TANAKA Naoki 田中直樹, 1984, *Kindai Nihon tankō rōdōshi kenkyū* 近代日本炭鉱労働史研究 [Recherches sur l'histoire du travail dans les houillères du Japon moderne], Sōfukan 草風館, Tōkyō.

TANAKA Tomoko たなか智子, 2010, « Sengo no Miike tankō ni okeru rōmu kanri to rōdōsha no teikō ni kan suru kenkyū – Miike tankō ga naihō shita mondai ni chakumoku shite » 戦後の三池炭鉱における労務管理と労働者の抵抗に関する研究—三池炭鉱が内包した問題に着目して [Recherches sur la résistance des travailleurs et la gestion du travail dans la mine de Miike après-guerre, au regard des questions spécifiques à ce site] in *Bukkyō daigaku daigakuin kiyō, Shakai fukushigaku kenkyūka hen* 佛教大学大学院紀要. 社会福祉学研究科篇 [Annales du département de recherches en actions sociales de l'université Bukkyō], n° 38.

TERUOKA Gitō 暉峻義等 (dir.), 1948, *Rōdō kagaku, keihai tokushūgō* 労働科学 珪肺特集号 [Sciences du travail, numéro spécial sur la silicose], 24-4/5.

THOMANN Bernard, 2009a, « Nihon ni okeru shokugyōbyō shikkan toshite no keihaishō : sono ninchi to hoshō e no nagai dōtei » 日本における職業病疾患としての珪肺症—その認知と補償への長い道程 [La silicose comme maladie professionnelle au Japon : Un long processus vers la reconnaissance et la protection] in *Ōhara shakai mondai kenkyūjo zasshi* 大原社会問題研究所雑誌, n° 609, pp. 34-46.

THOMANN Bernard, 2009b, « L'hygiène nationale, la société civile et la reconnaissance de la silicose comme maladie professionnelle au Japon (1868-1960) » in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 56-1, p. 142-176.

THOMANN Bernard, 2014, « Les victimes invisibles de la pneumoconiose dans les mines de charbon au Japon », in RAINHORN Judith (dir.), *Santé et travail à la mine, XIX^e-XXI^e siècles*, Presses universitaires du Septentrion, Lille, p. 273-297.

THOMANN Bernard, 2015, *La Naissance de l'État social japonais. Biopolitique, travail et citoyenneté dans le Japon impérial (1868-1945)*, Presses de Sciences Po, Paris, 450 p.

TOKITA Yoshihisa 戸木田嘉久 (dir.), 1989, « Nittan Takamatsu ni okeru kappe saitan to chingin jisseki » 日炭高松におけるカッペ採炭と賃金実績 [Les salaires et l'abattage *kappe* à la mine Nittan Takamatsu], in *Kyūshū tankō rōdō chōsa shūsei* 九州炭鉱労働調査集成 [Enquêtes sur le travail minier dans la région de Kyūshū], Hōritsu bunkasha 法律文化社, Tōkyō.

YAMAGUCHI Asuka 山口明日香, 2012, « Senji tōseiiki no sekitan zōsan to shizai mondai » 戦時統制期の石炭増産と資材問題 [La question des ressources et la hausse de la production de charbon pendant la période de contrôle en temps de guerre], in SUGIYAMA Shinya 杉山伸也 & USHIJIMA Toshiaki 牛島利明 (eds.), *Nihon sekitan sangyō no suitai* 日本石炭産業の衰退 [Le déclin de l'industrie charbonnière japonaise], Keiō daigaku shuppankai 慶応大学出版会, Tōkyō.

YAMAZAKI Gorō 山崎五郎, 1966, *Nihon rōdō undōshi* 日本労働運動史 [Histoire du mouvement ouvrier au Japon], Rōmu kōsei kenkyūjo 労務厚生研究所, Tōkyō.

YOSHIHARA Masashi 吉原正, 1965, « Tankō gōrika to dainikaisha, kumifu – Yamanokō bakuhatsu jiko no imi suru mono » 炭鉱合理化と第二会社、組夫—山野鉱爆発事故の意味するもの [Les mineurs non réguliers, les secondes entreprises et la rationalisation des mines : La signification de l'accident de la mine de Yamano] in *Ekonomisuto* エコノミスト [Économiste], n° 43 (28), pp. 60-64.

Résumé : du début des années 1920 et aux années 1960, les mines de charbon japonaises évoluèrent d'un modèle industriel fondé sur un travail intensif et peu coûteux, à un nouveau modèle porteur d'une transformation de type fordiste favorisant le développement d'une main d'œuvre mieux formée et plus directement contrôlée. Ce processus de mécanisation, de rationalisation du travail et de normalisation des modes de vie des communautés minières fut néanmoins loin d'être univoque. Dès les années 1930, la « rationalisation » fut aussi décriée par les syndicats comme une menace, responsable de l'intensification du travail à l'origine d'un nombre grandissant d'accidents du travail et de catastrophes minières. Pour analyser les différentes étapes de ce processus de mutation et les conséquences qu'il engendra, cet article aborde aussi bien l'organisation de la production que les systèmes de salaire, l'hygiène, les formes de dialogue entre employeurs et mineurs et les conditions matérielles de vie, tel que le logement.

Mots-clés : mines, rationalisation, salaire, travail, santé au travail

Abstract: From the early 1920s to the 1960s, Japanese coal mines evolved from an industrial model based on intensive, low-cost labor to a new model with a Fordist transformation that encouraged the development of a better trained and more directly controlled workforce. However, this process of mechanization, rationalization of labor and standardization of mining communities' lifestyles was far from univocal.

As early as the 1930s, "rationalization" was also criticized by unions as a threat, responsible for the intensification of work which led to a growing number of accidents in the workplace and mining disasters. In order to analyze the different stages of this process of change and the consequences it produced, this article addresses both the organization of production and wage systems, hygiene, forms of dialogue between employers and miners and material living conditions, such as housing.

Keywords: Mines, rationalization, wage, labor, occupational health

キーワード：炭鉱、合理化、賃金、労働、労働衛生

Les parias des houillères du Chikuhō : assimilation ou surdiscrimination ?

*The Pariahs of the Coal Mines of Chikuhō:
Assimilation or Over-Discrimination?*

Kaiko MIYAZAKI
CEJ, Inalco

La région du Chikuhō 筑豊¹, au nord du Kyūshū, fut, jusqu'aux années 1950, l'une des principales zones de production de charbon du Japon². Par la suite, ses houillères furent dépassées par celles du bassin minier d'Ishikari, à Hokkaidō, alors que la production nationale de charbon entamait sa phase de déclin. Si la dernière mine du Chikuhō a fermé en 1976, cette région reste encore fortement associée à l'histoire du charbon, comme en témoigne la reprise fréquente, jusqu'à Tôkyō, du *Tankōbushi* 炭坑節, le chant des mineurs du Chikuhō, dans les fêtes religieuses du Bon.

1. Le Chikuhō n'ayant pas de limites administratives strictes, nous suivons l'usage des historiens japonais, qui se réfèrent à ses quatre « districts » (*gun* 郡), à savoir ceux de Kaho 嘉穂, Kurate 鞍手, Onga 遠賀 et Tagawa 田川, tous situés dans le département de Fukuoka.

2. Le Chikuhō concentrait 54 % de la production nationale en 1902, 50 % en 1921 et encore 31 % en 1951. YADA, 2014, p. 34-75.

Bénéficiant d'un éclairage en revanche bien plus modeste est le lien entre *burakumin*³ et charbon dans cette région. Certes, le tabou autour de ces populations de parias demeure vivace dans le Japon contemporain. Comme le fait remarquer l'économiste Tokita Yoshihisa 戸木田嘉久 (1924), auteur d'ouvrages sur les houillères du Kyūshū⁴, l'historiographie d'après-guerre a relativement peu abordé cette question, notamment les recherches sur la classe ouvrière. Pourtant, les communautés *buraku* sont particulièrement présentes dans le Chikuhō et souvent situées à proximité des anciennes mines. Pour les rares historiens traitant précisément de ce sujet⁵, la présence dans les houillères de ces populations de parias est incontestable.

Est-ce là un simple hasard ? En nous appuyant sur les sources statistiques primaires disponibles⁶, et au regard des travaux des historiens japonais sur cette question, nous tenterons de montrer dans un premier temps qu'il existe bien un lien organique entre la présence *buraku* dans le Chikuhō et l'industrie du charbon, procédant essentiellement de facteurs historiques et sociaux.

3. Dénommés entre autres *eta* (souillés) ou *hinin* (non-humains), ces termes désignaient à l'époque Edo (1603-1868) tout un ensemble de populations exclues des catégories institutionnelles. Elles sont alors figées professionnellement dans des métiers réservés, considérés comme impurs, et spatialement dans des quartiers précis, avec une très forte endogamie. En dépit de l'émancipation de 1871, lors de la modernisation de Meiji (1868-1912), la ségrégation sociale et spatiale perdure. Les lieux où habitent ces populations sont alors progressivement appelés *tokushu buraku* (hameaux spéciaux), puis simplement *buraku* et leur habitants *burakumin* (gens des hameaux).

4. TOKITA, 1992, p. 162.

5. Le pionnier dans ce domaine est certainement Mahara Tetsuo, avec « Chikuhō tankō to buraku no keisei » (1964), reproduit dans MAHARA, 1973, p. 67-86. Il est suivi par les travaux de Nagasue Toshio, et plus récemment, de Sakamoto Yūichi (cf. *infra*). Souvent sympathisants de la « Ligue d'émancipation des *buraku* » (*Buraku Kaihō Dōmei* 部落解放同盟, ou BKD, fondée en 1955), les historiens de la question *buraku* s'orientent davantage vers l'étude de l'histoire de la Suiheisha (cf. *infra*) ou de l'époque d'Edo – et finalement assez peu sur l'histoire économique et sociale plus contemporaine, dont les enjeux sont souvent plus sensibles.

6. Essentiellement des enquêtes publiques, menées par des organismes gouvernementaux, de la Restauration de Meiji (1868) à l'après-guerre.

Ce point nous conduira à traiter des modalités de prolétarianisation des communautés *buraku* à la fin du XIX^e siècle, de pair avec l'industrialisation des houillères. En effet, ces parias se sont-ils fondus indistinctement dans la classe ouvrière émergente ? Nous verrons comment la discrimination a perduré au sein du prolétariat minier, avec différentes stratégies de gestion de ces populations par les groupes industriels. Nous utiliserons à cette fin les archives du mensuel *Suihei geppō* 水平月報⁷, l'organe de la Suiheisha⁸ dans le Kyūshū, dont certains éléments peuvent indirectement fournir un assez bon tableau de la situation (relativement peu documentée) des *burakumin* dans les houillères du Chikuhō, au cours des années 1920.

Pour être complet, nous poserons enfin la question de la confrontation de cette réalité *buraku* au sein des mouvements ouvriers. Comment les syndicats de mineurs et le Parti communiste japonais ont-ils pris en compte la particularité de cette minorité dans leurs luttes, et géré la forte présence de la Suiheisha dans le Chikuhō ? Les archives du *Suihei geppō* ainsi que le devenir de ce journal et de ses responsables nous permettront de mettre en évidence la nature et l'évolution du rapport des groupes de défense des *burakumin* aux autres syndicats de mineurs – entre solidarité, alliance et subordination.

7. Zen Kyūshū Suiheisha 全九州水平社, *Suihei geppō* 水平月報 (Bulletin mensuel de la Suiheisha de Kyūshū), n° 128, 1924-1927. Archives reproduites dans ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, p. 1109.

8. La Suiheisha, « Société des niveleurs » (de son nom complet : Zenkoku Suiheisha 全国水平社, abrégé en Zensui) a été fondée en 1922. Elle se pose en défenseur des droits des *burakumin* et lutte pour l'égalité avec le reste de la population japonaise.

Réalités et modalités de la présence *burakumin* dans les mines du Chikuhō

Les débuts du charbon et la présence eta dans le Chikuhō à l'époque d'Edo

L'une des premières mentions connues de l'extraction du charbon dans le Chikuhō date de la fin du XVII^e siècle (1686)⁹. À cette époque, la houille aurait été utilisée comme substitut du bois de chauffage au sein des populations qui n'avaient pas les moyens d'en acheter. Pour Kaibara Ekiken 貝原益軒 (1630-1714), penseur confucéen ayant vécu à cette époque, les communautés qui exploitaient et vendaient le charbon appartenaient essentiellement à la classe du « vil peuple » (*senmin* 賤民), située au bas de l'échelle sociale¹⁰. L'interprétation de ce terme est alors large, mais les historiens Nagasue Toshio 永末十四雄 (1925-) et Mahara Tetsuo 馬原鉄男 (1930-1992)¹¹ se demandent s'il ne s'agirait pas de populations assimilées aux *eta* 穢多 et *hinin* 非人¹². Pour d'autres, comme Aso Tatsuo 安藤龍生, ce terme désignerait alors simplement des agriculteurs pauvres¹³. Au milieu de l'époque Edo, les métiers d'extraction et de vente de charbon, ainsi que son utilisation domestique, semblent être réservés dans tous les cas aux classes les plus pauvres des sociétés paysannes du Chikuhō. Des populations proches, dans la hiérarchie des valeurs, des *eta* et des *hinin*.

9. Certaines sources évoquent la date de 1587, mais Aso Tatsuo, directeur du Musée d'histoire et du charbon de Tagawa, les considère comme peu fiables. ASO, 1979, p. 57.

10. Kaibara Ekiken 貝原益軒, *Yamato honzō* 大和本草 (1709), cité par SAKAMOTO, 1997, p. 86.

11. MAHARA, 1973, p. 71 ; NAGASUE, 1979, n° 15, p. 94. Nous remercions vivement M. Bernard Thomann pour la mise à disposition de cet article.

12. Les *eta* (« souillés ») et *hinin* (« non humains ») correspondent pour l'époque d'Edo (1603-1868) aux populations de parias professionnellement cantonnés à des métiers réservés, alors souvent considérés comme impurs, et spatialement contraints de résider dans des quartiers à l'écart du reste de la population. L'usage du terme *tokushu burakumin* 特殊部落民 (« gens des hameaux spéciaux »), puis simplement *burakumin*, date du début du XX^e siècle. Pour plus de précisions, voir SABOURET, 1983.

13. ASO, 1979, p. 58.

Le charbon devient cependant une ressource de plus en plus lucrative au XVIII^e siècle, notamment dans le cadre de la fabrication du sel (*enden* 塩田), qui consomme de grandes quantités de bois, avantageusement remplacé par la houille lorsque celle-ci est disponible. L'extraction et le commerce du charbon passent alors dans les mains des agriculteurs, sous le contrôle de communautés villageoises employant des *eta* comme main-d'œuvre d'appoint. C'est le cas par exemple des paysans du village de Nakahara, dans le district de Kasuya (粕屋郡), qui contrôlaient ces activités et firent appel, en 1782-1783, à des *eta* pour s'acquitter du travail ingrat consistant à vidanger l'eau des mines au jour de l'an¹⁴.

D'autres exemples montrent également que ces *eta*, exclus des activités charbonnières les plus lucratives comme l'extraction et la vente, s'occupaient surtout de travaux marginaux, dans des environnements difficiles. Ainsi, ils se consacraient notamment aux transports par voie d'eau, d'autant que les communautés *eta* étaient souvent installées près des rivières. Dans le Chikuhō, ils avaient en charge le transport du charbon sur les cours supérieurs des affluents de la rivière Onga, en tant que « bateliers » (*kako* 水主). Les *eta* utilisaient pour ce faire des embarcations adaptées aux caractéristiques de ces rivières, nommées *takasebune* 高瀬舟 dans la région de Tagawa, ou *kawahirata* 川艀 dans le Chikuzen. Les *hyakushō* 百姓¹⁵, eux, s'occupaient du transport dans les cours inférieurs. On peut citer l'exemple d'un hameau *buraku* nommé Sendōmachi 船頭町, le « bourg des bateliers », situé dans le district de Tagawa (fief de Kokura), sur la Chūganji, un affluent de l'Onga, et dont l'activité est attestée en 1852. On y trouve aussi les *buraku* de Gakide, de Toishi, de Hichijikkoku et de Miyatoko, tous chargés du transport fluvial du charbon. Mahara Tetsuo, recueillant les témoignages de *burakumin* qui avaient conservé les *kawahirata* de leurs ancêtres, considère que nombre d'entre eux travaillaient comme bateliers du charbon¹⁶.

14. NAGASUE, 1979, p. 97.

15. Si la définition du terme *hyakushō* évolue selon les époques, celui-ci désigne durant l'époque d'Edo les roturiers habitant les zones rurales (*mura* 村), composées essentiellement de paysans, par opposition aux *chōnin* 町人 qui résident dans les zones urbaines (*machi* 町).

16. MAHARA, 1973, p. 74.

Pour Aso Tatsuo, leur contribution massive à ce secteur d'activité ne daterait en revanche que du début de l'ère Meiji (1868-1912), suite à la libéralisation du transport fluvial du charbon en 1872. Elle se serait poursuivie jusqu'aux années 1890, où ils furent progressivement remplacés par le chemin de fer¹⁷.

L'intérêt accru porté au charbon dans le Chikuhō du XVIII^e siècle avait conduit les fiefs de Fukuoka et de Kokura à prendre en main sa gestion et son contrôle. Sans perdre de vue l'aspect lucratif de cette activité, ils privilégièrent cependant l'agriculture et tentèrent de faire revenir dans les rizières les *hyakushō* partis se consacrer au charbon. Ainsi, en 1803, le fief de Kokura en vint à interdire l'exploitation de la houille aux *hyakushō*, autorisant officiellement les « gens d'ailleurs » (*yosomono* 他所者) à travailler dans les mines. Durant la première moitié du XIX^e siècle, la majeure partie de la main-d'œuvre charbonnière de la région est ainsi constituée de *yosomono*. Ce terme est parfois remplacé dans les documents d'époque par celui de « bannis » (*aburemono* 溢者), ou plus simplement de « voyageurs » (*tabibito* 旅人), soulignant leur nomadisme et leur non-appartenance à la population générale. Ils sont également désignés selon la nature de leur travail par l'expression générique de « travailleurs journaliers » (*hiyatoi kasegi* 日雇拵) ou, plus spécifiquement, par celle de « travailleurs des mines » (*ishiyama kasegi* 石山稼), voire de « gens des mines de charbon » (*sekitan yama no mono* 石炭山の者). La plupart d'entre eux n'est pas enregistrée dans l'état-civil de l'époque, et leur origine est rarement connue¹⁸. Endō Masao, économiste de l'université de Kyūshū, estimait en 1942 qu'il y avait aussi des *eta* et des *hinin* parmi ces vagabonds qui travaillaient dans les houillères¹⁹.

17. Aso, 1979, p. 77-79.

18. *Ibid.*, p. 59-84.

19. Il affirme ainsi : « $\triangle\triangle$ [sic] et *hinin* furent traités à l'époque Edo comme des classes du "vil peuple spécial", et il est probable qu'ils aient compté parmi les vagabonds qui travaillaient dans les mines de charbon pour s'y cacher » (*Tokugawa jidai no tokushumin to shite toriatsukawareta kaikyū ni $\triangle\triangle$ [sic] oyobi hinin ga atta. Furōsha to shite tankō ni hairikonda mono no naka ni wa, korewa no kaikyū mo attarō to omowareru* 徳川時代の特殊賤民として取扱はれた階級に $\triangle\triangle$ 及び非人があった。浮浪者として炭坑に入り込んだものの中には、是等の階級もあつたらうと思われる [...]). Le symbole « $\triangle\triangle$ » remplace le mot *eta*. ENDŌ, 1942, p. 156-157.

Pour Aso Tatsuo, ces mineurs sont surtout des *hyakushō* déchus en provenance d'autres régions du Japon, bien qu'il existe selon lui de grandes similitudes entre le statut des « gens des mines de charbon » et des *eta* : tous deux, en effet, n'ont pas le droit d'entrer dans les villages de *hyakushō*, et sont presque toujours jugés responsables des conflits pouvant les opposer à ces derniers, alors qu'ils seraient aujourd'hui plutôt considérés comme des victimes²⁰.

Il est en revanche fort possible qu'une partie de ces mineurs-vagabonds ait été progressivement intégrée à la catégorie des *eta*. Dans le cas du Chikuhō, et contrairement à certaines parties du Japon, c'est surtout au sein des *eta*, et non des *hinin*, que les vagabonds semblent avoir été incorporés²¹ : le nombre de *hinin* est en effet particulièrement faible dans les deux fiefs de Fukuoka et de Kokura²², sans doute car la classe des *eta* répondait davantage aux besoins en main d'œuvre agricole stable.

Cette intégration aux *eta* pouvait également se produire après les famines meurtrières dues aux mauvaises récoltes, notamment la Grande Famine de l'ère Kyōhō, en 1732. Ces événements provoquaient une hécatombe parmi les populations paysannes : la seule famine de 1732 a ainsi causé la mort de 43 547 individus dans le fief de Kokura²³, quand celui de Fukuoka vit disparaître 26 % de sa population. Les survivants tendaient en outre à abandonner progressivement leurs terres, fuyant des impôts devenus de plus en plus lourds. Ainsi, à Tagawa, le nombre d'agriculteurs (non *eta*) était passé entre 1768 et 1852 de 31 392 à 26 124 individus²⁴.

Pour remédier à ce manque de main-d'œuvre, les deux fiefs firent d'abord appel à leurs propres populations *eta* en les affectant à la culture des rizières abandonnées dans le cadre des mesures d'« installation des nouveaux paysans »

20. ASO, 1979, p. 62-63.

21. HARADA, 1975 [1973], p. 124-126.

22. En 1868, il n'y avait en effet aucun *hinin* dans le fief de Fukuoka pour 21 485 *eta*, et seulement 82 *hinin* pour 6 356 *eta* dans celui de Kokura. CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1974 [1939], p. 77-98.

23. MATSUZAKI, 1979, p. 100.

24. ASO, 1979, p. 82.

(*shinbyakushō shisue* 新百姓仕据) menées dans la région au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Ils les installèrent ainsi en tant que « nouveaux paysans d'origine *eta* » (*eta shinbyakushō* 穢多新百姓). Afin d'augmenter en nombre cette main-d'œuvre agricole de rang *eta*, le fief de Kokura décréta en 1801 que les paysans ayant abandonné leurs terres seraient désormais intégrés d'office à la catégorie des *eta*, ce qui devait permettre par la suite de les contraindre à cultiver leurs parcelles²⁵. Pendant cette période, on observe dans le fief une forte augmentation de la proportion d'*eta* par rapport à l'ensemble de la population, de 0,02 % en 1622 à 5,4 % en 1868, alors que le taux de *hinin* stagnait toujours à 0,07 % cette même année 1868²⁶. Si l'on s'intéresse au seul district de Tagawa, on constate que l'augmentation démographique des *eta* correspond à une baisse du nombre de paysans : le nombre de foyers *eta* progresse en effet de 484 à 755 foyers entre 1818 et 1852, quand les foyers paysans²⁷, de 6 333 en 1818, ne sont plus que 6 124 en 1852.

25. TAKANO, 2007.

26. CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1974 [1939], p. 77-101 & n° 58, p. 101.

27. Il s'agit plus précisément du nombre de non *eta*, constitué essentiellement de paysans. Aso, 1979, p. 57 & 82.

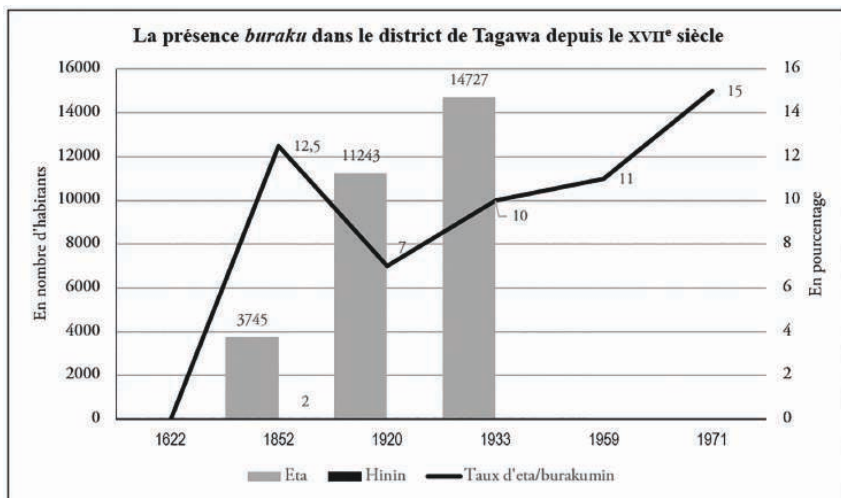


FIGURE 1. ÉVOLUTION DE LA PRÉSENCE *ETA/HININ/BURAKUMIN* DANS LE DISTRICT DE TAGAWA ENTRE 1622 ET 1971.

Pour les années 1959 et 1971, le nombre de *burakumin* n'est pas disponible au niveau du district²⁸.

Dans le fief de Fukuoka, où une politique similaire fut pratiquée, le nombre de villages *eta* connut de même une forte progression en deux siècles et demi, de 27 villages en 1604, à 133 en 1847²⁹. Avec ces taux particulièrement élevés d'*eta*, les deux fiefs finirent par se distinguer nettement de leurs voisins : d'après l'enquête publique menée en 1868, le taux d'*eta* s'élevait ainsi à 5,9 % dans le fief de Fukuoka et 5,4 % dans celui de Kokura, alors qu'il n'était que de 0,8 %

28. MATSUZAKI, 1979, p. 89 ; SAKAMOTO, 1997, p. 84 ; ASO, 1979, p. 57. Nous avons compilé des chiffres provenant de sources différentes selon l'époque : archives du fief de Kokura pour 1622, archives privées pour 1852, et quotidien *Fukuoka Nichi.nichi* 福岡日日 pour 1920. S'ils ne peuvent être considérés comme d'une parfaite exactitude, les ordres de grandeur, leur adéquation avec la tendance générale et les auteurs qui les utilisent leur confèrent néanmoins une certaine crédibilité.

29. NAGASUE, 1989, p. 72-75.

à Kurume, 0,7 % à Yanagawa, 0 % à Senzoku, et 1 % pour Kumamoto³⁰, soient des valeurs proches de celles qu'enregistraient à l'origine les fiefs de Fukuoka et Kokura.

Si l'augmentation démographique des *eta* dans ces deux fiefs a résulté du besoin de maintenir des revenus agricoles après les famines, il nous semble toutefois difficile d'omettre l'influence concomitante du développement des activités d'extraction du charbon dans la région. L'autorisation d'exploitation du charbon par les populations errantes, ainsi que leur installation dans de nouveaux bourgs, ont certainement eu un effet d'appel envers les travailleurs-migrants du Kyūshū, voire du reste du Japon. Ces mineurs-voyageurs pourraient ensuite avoir été intégrés à la catégorie des *eta* agriculteurs, surtout s'ils étaient souvent, comme l'affirme Aso Tatsuo, à l'origine des *hyakushō*. De plus, lorsqu'ils n'étaient pas en activité dans les rizières, les métayers travaillaient également dans les houillères en tant que journaliers. Cette hypothèse paraît particulièrement plausible dans le cas de Tagawa, au cœur des régions productrices de charbon. Le district voit en effet augmenter le nombre de ses *eta* de façon spectaculaire entre le XVII^e et le XIX^e siècle, de 0 % de sa population en 1622, à 12,5 % en 1852, soit plus du double de la moyenne du fief de Kokura (figure 1).

On retrouve par ailleurs dans les villages *eta* du district de Tagawa les traces d'une forte immigration. Ainsi, dans les villages de Miyao, Kamiyugeta, Shimoyugeta et Kawarayugeta, 16 % des habitants *eta* de 1852 s'avèrent être originaires d'un autre district, ou d'un autre fief que celui de Kokura³¹. Cette immigration extra-seigneuriale ressemble fortement au profil des mineurs *yosomono* et *tabibito*. Elle conforte l'idée que ceux-ci ont bien été intégrés à la catégorie *eta*, et confirme aussi l'importance des liens entre activité minière et présence *eta* dans le Chikuhō. Cette immigration, avec le renfort des métayers établis par les fiefs comme « nouveaux paysans d'origine *eta* », a dans tous les cas préparé les futurs candidats au prolétariat des mines de charbon de l'ère Meiji.

30. CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1974 [1939], p. 77-101.

31. Aso, 1979, p. 63-76.

De Meiji à Shōwa :

une présence accrue des burakumin dans l'industrie du charbon

Le développement de l'extraction industrielle du charbon s'accélère durant l'ère Meiji, surtout à partir des années 1890. À ce volume de production croissant, correspond une augmentation du nombre de travailleurs charbonniers, qui de 30 345 individus en 1893, passe à 88 330 en 1904, pour l'ensemble du Japon³².

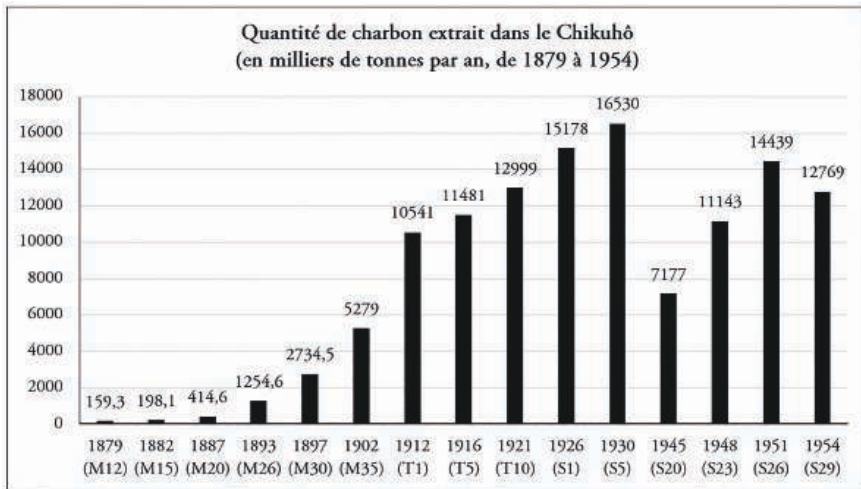


FIGURE 2. ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE CHARBON DANS LE CHIKUHŌ DE 1879 À 1954³³.

On pourrait supposer qu'avec la Révolution industrielle et l'essor du capitalisme, les *burakumin* puissent s'impliquer dans l'activité charbonnière selon d'autres modalités que celles de l'ancien régime – d'autant que ces *burakumin*, devenus « nouveaux citoyens » (*shin heimin* 新平民) depuis l'ordonnance

32. TSŪSHŌ SANGYŌSHŌ, 1964, p. 194-195.

33. YADA, 1974, p. 34-75.

d'émancipation (*kaihōrei* 解放令)³⁴ de 1871, ont désormais le droit de choisir leur métier et leur lieu d'habitat. Pour les principaux historiens s'intéressant à cette question, tels que Mahara Tetsuo ou Nagasue Toshio³⁵, il y a dans le cas du Chikuhō un lien évident entre *burakumin* et houillères, d'où l'adage : « là où il y a des terrils, il y a des *buraku*. Là où il y a des *buraku*, il y a des terrils » (*botayama no aru tokoro ni buraku ari, buraku no aru tokoro ni botayama ari* ボタ山のある所に部落あり、部落のある所にボタ山あり)³⁶. Comme de nombreux hameaux *buraku* étaient installés depuis l'époque d'Edo à proximité de gisements de charbon, des houillères ont naturellement été creusées près de ces *buraku*. D'abord pour des raisons géologiques : Nagasue Toshio affirme que « les principales houillères ouvertes dans les années 20 de l'ère Meiji [1888-1908] se situent pour la plupart dans, ou près des *buraku* [...] »³⁷, car leur situation topographique (gorges, flancs de colline, bords de rivière, etc.) était souvent favorable à l'ouverture de mines. Mais aussi pour des raisons socio-économiques : les terrains des *buraku* coûtaient moins cher et rencontraient moins de résistance à l'acquisition foncière, de sorte que l'implantation de mines y était plus aisée que sur les terrains des autres agriculteurs³⁸. L'historien Kawamukai Hidetake assure

34. Promulguée le 12 octobre 1871 (28 août de la 4^e année de l'ère Meiji), cette ordonnance met officiellement fin aux distinctions de statut concernant les populations de parias de type *eta*, *hinin*, *shuku*, *tōnai*, etc. : « les appellations [statuts] telles que *eta*, *hinin*, etc. étant abolies, leurs rangs et métiers doivent désormais être à l'égal des autres citoyens » (*eta hinin tō no shō haiserare sōrōjō jikon mibun shokugyō tomo heimin dōyō tarubeki koto* 穢多非人等ノ称被廢候条自今身分職業共平民同様タルヘキ事). Sans autres mesures politiques concrètes de lutte contre la discrimination, la ségrégation perdure néanmoins. De plus, *eta* et *hinin* perdent les privilèges liés aux métiers qui leurs étaient réservés, tout en devenant impossibles, ce qui conduit finalement à appauvrir et prolétarianiser un certain nombre d'entre eux.

35. MAHARA, 1973, p. 67-86 ; NAGASUE, 1979, p. 98-107.

36. On retrouve cette expression chez la plupart des chercheurs qui travaillent sur cette question, comme chez NAGASUE, 1979, p. 104, ou TAKI, 1985, p. 205.

37. NAGASUE, 1989, p. 83.

38. NAGASUE, 1979, p. 99 & 105.

ainsi que pour la région du Chikuhō, « sur les quelques cinq cents terrils existant actuellement, [...] environ trois cents sont situés à proximité de *buraku*³⁹ ».

Il convient également de prendre en compte les mouvements migratoires des *burakumin* venus travailler dans les houillères, surtout à partir des années 1890, selon certains chercheurs. Ainsi, pour Aso, c'est à ce moment précis, et avec cette immigration-là, que l'industrie du charbon dans le Chikuhō serait devenue une « industrie *buraku*⁴⁰ ». Pour Mahara Tetsuo, plusieurs témoignages de mineurs « de troisième ou quatrième génération » confirmeraient que ces populations migrèrent en masse vers le Chikuhō avec la construction de ces houillères industrielles, pour constituer la forme archétypale des *buraku* actuels⁴¹. Les enquêtes de Nagasue Toshio sur les transmissions orales des *buraku* semblent indiquer que cette immigration provient en premier lieu des régions du Chikuzen et du Buzen, extérieures au Chikuhō, ainsi que du Shikoku et du Chūgoku⁴². Pour Shindō Toyoo 新藤東洋男 (1932-), « le nombre de *buraku* a augmenté de manière considérable, et proportionnelle au développement des houillères⁴³. » Taki.i Yoshitaka 滝井義高, lui, se base sur l'exemple des habitants d'un *buraku* d'Ikeura, dans le district de Munakata (département de Fukuoka), qui en 1897, abandonnèrent conjointement leurs terres agricoles ancestrales pour s'installer tous ensemble dans le district de Kurate, afin d'y vivre du travail dans les mines⁴⁴.

Les statistiques dont on peut disposer pour l'époque nous conduisent néanmoins à relativiser la proportion de *burakumin* parmi les populations venues travailler dans les houillères, du moins pour la période antérieure aux années 1920. Si le nombre de *burakumin* a triplé dans le district de Tagawa entre 1852 et 1920, passant de 3 745 à 11 243 individus, leur pourcentage au sein de la population totale du district a dans le même temps baissé de 12,5 % à 7 % (figure 1 et note

39. KAWAMUKAI, 1989, p. 115.

40. ASO, 1979, p. 84.

41. MAHARA, 1973, p. 69.

42. NAGASUE, 1989, p. 99.

43. SHINDŌ, 1978, p. 166.

44. TAKI.I, 1985, p. 206.

correspondante). Quant au rythme de croissance démographique, il s'établit en moyenne à 7,7 % par an dans le district, mais n'est que de 4,4 % parmi les *burakumin*, soit un taux équivalent à la moyenne nationale de croissance de la population *buraku*, alors de 4,3 % par an⁴⁵. Il reste cependant difficile de déterminer à quel moment cette hausse démographique aurait été particulièrement marquée : à notre connaissance, il n'existe pas pour cette période de recensement *burakumin* qui serait à la fois consultable publiquement⁴⁶, et pratiquerait un découpage géographique constant. L'enquête publique de 1868, par exemple, se base sur les fiefs (*han* 藩) d'Ancien Régime, et non sur les districts (*gun* 群).

La tendance générale laisse tout de même à penser que si immigration il y a eu, celle-ci concerne d'abord, en volume, les non *burakumin*, d'autant que les chiffres relatifs à la population *buraku* de l'époque sont plutôt fiables et exhaustifs. Pour les périodes plus récentes, les *burakumin* ne sont en effet comptabilisés comme tels que s'ils habitent dans un *buraku* reconnu par le gouvernement ; tel fut par exemple le cas dans les enquêtes publiques conduites de 1970 à 1990. Dans les enquêtes qu'il diligenta durant la première moitié du xx^e siècle, le ministère de l'Intérieur devait en sus recenser le nombre de ceux qui n'habitaient pas dans les *buraku*, à partir du « lieu d'habitat des ancêtres » (*honseki* 本籍) enregistré dans leur état civil⁴⁷.

À partir des années 1920, la situation semble évoluer. Si l'on considère le cas du district de Tagawa, l'immigration des *burakumin* vers les bassins houillers prend de l'ampleur : la proportion de *burakumin* au sein de la population générale passe de 7 % en 1920, à 10 % en 1933. En valeur absolue, le nombre de *burakumin*,

45. Taux calculé à partir des enquêtes menées par le ministère de l'Intérieur en 1871 et 1921 (CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1974 [1936] n° 40, p. 85). Ce fort taux est en partie dû au fait que l'enquête publique de 1933 sur les *buraku* avait été plus exhaustive que celle de 1920. Il reste considérable comparé à celui du niveau national.

46. Des sources plus détaillées existent, mais elles restent dissimulées au sein d'archives privées.

47. Nous avons pu le constater en parcourant la reproduction de documents du début xx^e siècle, comme les quatre-vingt numéros de *Yūwa jigyō kenkyū* (CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1974) et de *Yūwa jigyō nenkan* (CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1970), puis une dizaine de volumes de *Kindai burakushi shiryō shūsei* (1984-1987).

qui s'élevait à 11 243 individus en 1920, atteint 14 727 en 1933 (figure 1). Une augmentation qui ne tient pas seulement de la natalité, car le taux de croissance annuel des *burakumin* est très élevé (10,1 % de moyenne annuelle pour le district de Tagawa, contre 8,6 % au niveau national durant la même période⁴⁸).

Cette évolution se produit dans un contexte de diminution de la population générale du district, de 157 407 habitants en 1920, à 146 766 en 1933⁴⁹. La période des années 1920 connaît en effet plusieurs crises successives, de l'après Première Guerre mondiale à celle de 1929, et l'on estime que le nombre de salariés dans les mines du Chikuhō aurait baissé de plus de 30 % entre 1919 et 1926, puis de 50 % entre 1926 et 1932⁵⁰. Peut-on alors expliquer l'augmentation démographique des *burakumin* au cours de cette période d'agitation par le recours à des salariés à bas coût ? Le cas des immigrants coréens au Japon, dont les données sont plus aisément accessibles que pour les *burakumin*, nous laisse le supposer, puisque leur nombre augmente en effet constamment durant ces mêmes années 1920. De 30 189 Coréens au Japon en 1920, on estime qu'ils étaient 171 275 en 1927⁵¹, soit presque six fois plus en l'espace de sept années. Avec une population coréenne de 14 595 individus, Fukuoka se hisse en 1927 au troisième rang des départements les plus peuplés par les Coréens, juste après Ōsaka (38 592) et Tōkyō (15 030)⁵². Nagasue Toshio estime que de nombreux émigrés de la péninsule ont été embauchés à la place des Japonais pour diminuer les coûts de main-d'œuvre durant ces années de crise. Trente houillères parmi les 97 que comptait le Chikuhō employaient ainsi un nombre considérable de Coréens en 1928, notamment des grandes entreprises telles que Mitsubishi,

48. Taux calculé à partir des enquêtes effectuées par le ministère de l'Intérieur en 1921 et en 1935 (*Yūwa jigyō kenkyū*, *op. cit.*, n° 40, p. 85 ; CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1970 [1935], p. 283-287).

49. CHIKUHŌ SEKITAN KŌGYŌSHI NENPYŌ HENSAN IINKAI, 1973 ; SAKAMOTO, 1997, p. 84 & 107.

50. YADA, 2014., p. 67 ; NAGASUE, 1973, p. 133, & 1989, p. 92.

51. TŌKYŌ CHIHŌ SHOKUGYŌ SHŌKAI JIMUKYOKU 東京地方職業紹介事務局, 2000 [1928], p. 199.

52. *Ibid.*, p. 197.

Furukawa, Kaijima, Asō, ou Kurauchi⁵³. Il est toutefois possible que les crises des années 1920 aient aussi favorisé l'emploi conjoint de *burakumin* aux côtés des Coréens dans certains secteurs, dont les mines. Tel fut par exemple le cas dans les houillères d'Asō Takichi 麻生太吉 (1857-1933)⁵⁴.

La majorité des chercheurs s'accorde à penser qu'un certain nombre de *burakumin* figuraient parmi les ouvriers des houillères du Chikuhō dès l'ère Meiji : pour Kawamukai Hidetake, il y avait « de nombreux *burakumin* parmi les mineurs de charbon » aux ères Meiji comme Taishō (1912-1926)⁵⁵. Mahara Tetsuo va jusqu'à affirmer que « les *burakumin* constituent presque 60 % des ouvriers dans les mines des grandes entreprises, voire 80 % dans celles des PMI⁵⁶. » Aso Tatsuo, lui, écrit qu'« à partir de la seconde moitié de l'ère Meiji, le lien entre *buraku* et charbon devient si important, que l'on peut considérer l'industrie houillère comme une industrie *buraku* » (*buraku sangyō* 部落産業)⁵⁷. Généralement employé pour qualifier l'industrie du cuir, ce dernier terme de *buraku sangyō* désigne une spécialisation professionnelle et son fonctionnement : il sous-entend que ses travailleurs se situent au plus bas de l'échelle des valeurs et que ces communautés ont la responsabilité, voire le monopole du secteur.

On pourra se demander, devant le manque de sources disponibles pour l'ère Meiji⁵⁸, si l'importance des *burakumin* dans l'univers du charbon n'a pas été exagérée, en particulier par les historiens spécialistes des *buraku*. La perception de l'époque plaide pourtant en faveur de l'omniprésence de cette population dans les houillères. Sano Manabu 佐野学 (1892-1953), l'un des leaders et théoriciens du Parti communiste japonais⁵⁹, écrit ainsi en 1923 que « dans le département

53. NAGASUE, 1989, p. 92.

54. SHINDŌ, 1978, p. 119.

55. KAWAMUKAI, 1989, p. 114.

56. Mahara Tetsuo, cité par SHINDŌ, 1978, p. 38.

57. ASO, 1979, p. 84.

58. SAKAMOTO, 1997, p. 82.

59. Sano fera cependant sa déclaration de « conversion politique » (*tenkō* 転向) en prison, l'année 1933.

de Fukuoka, le peuple *eta* [*eta-zoku* エタ族] compte presque 70 000 individus, dont la plupart sont mineurs⁶⁰. » De même, Matsumoto Kichinosuke 松本吉之助 (1902-?)⁶¹, jadis mineur dans le district de Kaho, précise que « les femmes de [son] *buraku* travaillaient toutes à la houillère⁶². » Certains documents d'époque permettent de constater la récurrence de la profession minière parmi ces populations jusqu'aux alentours de Fukuoka, où l'industrie du charbon était pourtant moins développée que dans le Chikuhō. Le duc Tokugawa Iesato 徳川家達 (1863-1940), président de la délégation de l'association Saiseikai 済生会⁶³, rapporte ainsi sa visite en 1917 d'un *buraku* de Jigyōnishimachi 地行西町, dans la localité de Fukuoka, le décrivant comme majoritairement constitué « de mineurs, terrassiers, ainsi que des colporteurs de légumes, poissons salés et autres produits séchés⁶⁴. »

Si les mineurs seraient nombreux parmi les *burakumin*, ces derniers seraient, selon les perceptions, tout aussi nombreux parmi les mineurs. Matsumoto Kichinosuke affirme ainsi qu'« il devait y avoir un nombre considérable de *burakumin* parmi les ouvriers des mines de Chikuhō », et explique avoir assisté de nombreuses fois à des scènes où des mineurs *buraku* cachaient leur origine en insultant d'autres *burakumin* d'« *eta-gorō* » (エタ五郎), lorsqu'il travaillait lui-même dans des houillères, notamment celles en régie d'État (*kan.ei* 官営) de Chūō 中央 et d'Urano 潤野 (Kaho), au cours des années 1920⁶⁵. Citons également le témoignage de Shirato Zentarō 白土善太郎, ingénieur de la compagnie minière Meiji Tankō, qui parmi ses souvenirs des années 1890-1900, note que « les mineurs du charbon étaient considérés par les agriculteurs des villages comme des habitants des hameaux spéciaux [*tokushu*

60. SANO, 1923.

61. Un des premiers membres de la Suiheisha de Kyūshū, proche du PCJ.

62. MATSUMOTO, 1977, p. 12.

63. Association d'aide sociale paragouvernementale fondée en 1911.

64. *Saiseikai kaihō* 済生会会報 (Bulletin de l'association Saiseikai), n° 4, 6 janvier 1918, reproduit dans *Kindai burakushi shiryō shūsei*, 1984-1987, vol. 9, p. 330.

65. MATSUMOTO, 1977, p. 31.

buraku 特殊部落]⁶⁶ », montrant à quel point d'amalgame les *burakumin* étaient perçus comme omniprésents parmi les ouvriers des mines.

Les données statistiques disponibles pour cette période suggèrent toutefois une réalité plus nuancée. Le graphique *infra* (figure 3), issu des chiffres de l'enquête publique de 1933⁶⁷, révèle tout d'abord que les *burakumin* sont loin d'être majoritaires parmi les mineurs de Chikuhō. Même à Tagawa, où le taux de présence des *burakumin* parmi la population est particulièrement élevé (10 % des habitants du district en 1933), le nombre total d'individus *burakumin*, soit 14 727 personnes, représente moins du tiers de la population minière de la zone (53 216 mineurs).

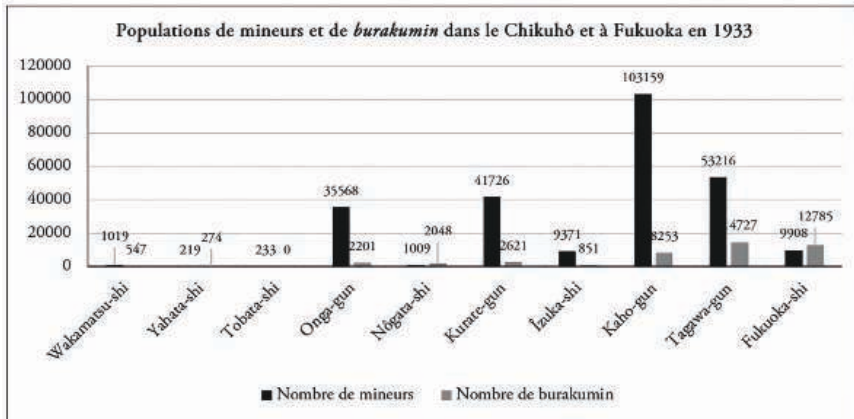


FIGURE 3. BURAKUMIN ET MINEURS DANS LE CHIKUHŌ
ET DANS LA LOCALITÉ DE FUKUOKA EN 1933⁶⁸.

66. Cité par MAHARA, 1973, p. 81. Sur Shirato Zentarō, nous nous référons à NAKAMURA, 2008.

67. Sur le plan du nombre de salariés dans les mines, le niveau de l'année 1933 est globalement équivalent aux années précédant la prospérité provoquée par la Première Guerre mondiale. Chiffres de la population ouvrière cités par YADA, 2014, p. 67.

68. D'après SAKAMOTO, 1997, p. 84.

Il y a cependant une certaine corrélation entre la présence de mines et celle de *buraku*. Ainsi, dans les zones urbaines (celles des « localités », *shi* 市), la présence des *burakumin* comme des mineurs est faible : la ville de Wakamatsu ne compte par exemple que 547 *burakumin* et 1 019 mineurs. De même dans les zones rurales (celles des « districts », *gun*) situées en aval de la rivière Onga, comme dans le district d'Onga, qui ne compte que 2 201 *burakumin* pour 35 568 mineurs. Les besoins en main-d'œuvre pour le transport du charbon sont en revanche plus importants en amont, sur le cours supérieur de l'Onga et ses affluents, dans ces zones montagneuses et reculées où se situent les sites d'extraction. On y retrouve par conséquent une présence accrue de mineurs, mais aussi de *burakumin* : 14 727 *burakumin* et 53 216 mineurs dans le district de Tagawa, 8 253 *burakumin* et 103 159 mineurs dans celui de Kaho. Là où il y a des mines, et donc des mineurs, la taille des communautés *buraku* se montre proportionnelle au besoin de main d'œuvre, du moins dans le Chikuhō. Les gérants des houillères ont donc certainement profité de la forte présence *burakumin* déjà sur place, ainsi que de l'immigration de ces populations.

Parmi les *buraku* établis à proximité des mines, certains hameaux dépendaient effectivement des activités liées au charbon. Ainsi, Tagawa et Kaho se révèlent être les deux districts où le plus fort nombre de *buraku* reposaient partiellement ou exclusivement sur le secteur houiller.

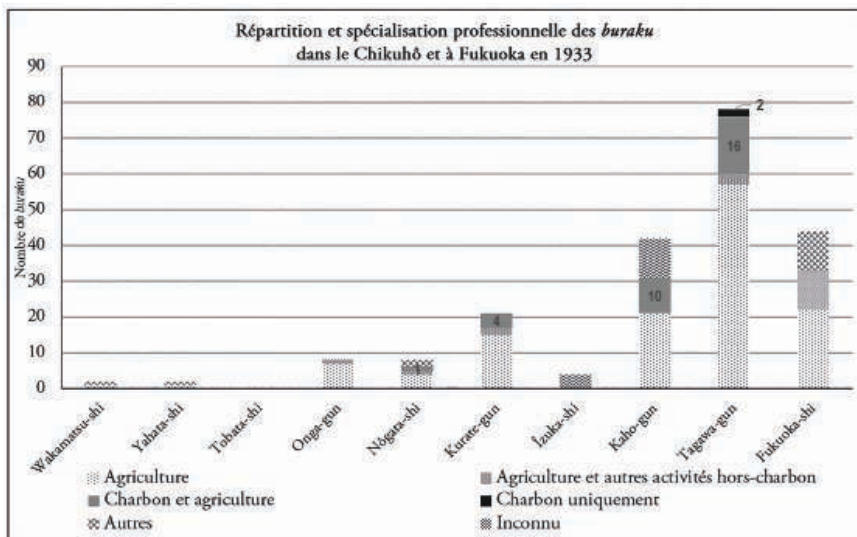


FIGURE 4. SPÉCIALISATION PROFESSIONNELLE DES BURAKU
DANS LE CHIKUHŌ ET À FUKUOKA EN 1933⁶⁹.

À Tagawa, deux *buraku* situés à l'intérieur même des mines vivent alors uniquement du travail dans les houillères : le *buraku* de la mine n° 2 d'Ōmine (village de Kawasaki, alors géré par l'entreprise Kurauchi Kōgyō 蔵内鉱業) et celui de la mine de Kigyōkomatsu 起行小松 (bourg de Gotōjimachi 後藤寺町, géré par le Kyūshū Kōgyō 九州鉱業, sous la direction d'Asō). Le premier compte 215 habitants, soit presque le tiers des 739 salariés de la houillère ; le second est quant à lui plus petit, avec seulement 90 habitants, formant 14 % des 630 salariés de la mine⁷⁰.

Dans le district de Kaho, un tiers des *buraku* complète ses revenus agricoles par le travail minier, ce qui nous éclaire sur la place du charbon pour les *buraku* de cette partie du Japon : lorsque l'agriculture ne suffit pas à subvenir aux besoins de ces populations, c'est en effet l'industrie houillère qui leur assure un revenu

69. *Ibid.*

70. *Ibid.*, p. 91 ; TOKITA, 1976, p. 75.

complémentaire, et non la tannerie ou l'artisanat, comme souvent dans les *buraku* des autres régions. Ainsi, pour les quatre *gun* de Chikuhō (Tagawa, Onga, Kurate, et Kaho), trente *buraku* vivent à la fois de l'agriculture et du charbon, contre seulement six qui complètent leurs revenus agricoles par des activités non liées au charbon.

Ces *burakumin* agriculteurs – dont le taux élevé renvoie à la présence historique, au cours de l'époque d'Edo, de villages *eta* dans la région – ont pu jouer un rôle de « réservoir de main-d'œuvre minière » du fait de leur proximité géographique avec les mines, et de leur statut plus précaire que chez les autres agriculteurs. L'enquête nationale de 1931 montre ainsi que le taux de métayers chez les *burakumin* était alors le double de la moyenne nationale (52 % contre 27 %) ⁷¹, tandis que le besoin de main-d'œuvre dans les houillères continua à se faire croissant jusqu'à la fin des années 1940 ⁷². Si nous ne disposons pas de chiffres précis pour le Chikuhō, le pourcentage national d'agriculteurs *burakumin* allait toutefois diminuer en l'espace d'un quart de siècle (de 51 % en 1931 à 46 % en 1958 ⁷³), reflétant certainement une mobilité vers le secteur industriel.

Le pourcentage de mineurs dans les *buraku* du Chikuhō semble avoir d'autant plus augmenté dans l'après-guerre que l'appel à la main-d'œuvre coréenne devenait moins évident. Ainsi, une enquête de 1950 menée dans le district de Kurate révèle que la proportion d'ouvriers du secteur minier y est plus élevée dans les *buraku* que dans les autres hameaux. Dans les communes comme Furutsuki, les quartiers *buraku* peuvent ainsi compter jusqu'à 94 % de mineurs. Alors que les secteurs de Kasuga-Ouest et Kasuga-Est comptent en moyenne 64 % de mineurs, les deux autres secteurs de la commune, marqués par une forte présence de mineurs mais sans présence *buraku*, présentent des pourcentages bien plus faibles : 46 % de mineurs pour le quartier d'Ideguchi, et seulement 30 % de mineurs à Kamikanzaki ⁷⁴.

71. Enquête publiée dans CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1970 [1933], p. 556.

72. YADA, 2014, p. 67.

73. CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1970 [1933], p. 556 ; BURAKU KAIHŌ KENKYŪJO, 1981, p. 55.

74. Enquête effectuée par Tsuru Daijirō 都留大治郎, citée par TOKITA, 1976, p. 72.

Ce taux élevé de mineurs *burakumin* est confirmé par l'enquête nationale de 1958, selon laquelle 2,4 % d'entre eux travaillent dans l'industrie houillère. Un chiffre certes faible à l'échelle nationale, mais deux fois supérieur au pourcentage de mineurs parmi le reste de la population, qui n'est que de 1,1 %⁷⁵. D'après une autre enquête publique effectuée en 1973 dans le district de Tagawa, 33 % de la population *buraku* déclare avoir déjà travaillé dans une houillère ; parmi eux, 63 % n'ont travaillé que dans des mines de PME⁷⁶. Dans la mesure où ces mines employaient également de nombreux travailleurs non *buraku*, on peut se demander si l'industrialisation a eu pour effet de fondre les *burakumin* dans la masse indifférenciée du prolétariat ou si, au contraire, la ségrégation et la discrimination issues de l'ordre ancien se sont maintenues au sein des houillères.

La condition *burakumin* dans les houillères industrielles du Chikuhō

Au lendemain de l'ordonnance d'émancipation, des émeutes paysannes éclatent en signe de protestation contre l'accession à la citoyenneté ordinaire des *eta* et des *hinin*, principalement dans le Japon de l'ouest. Le département de Fukuoka est celui où les émeutes ont été, de loin, les plus importantes du Japon, avec 64 000 participants arrêtés et sanctionnés (soit 35 % de l'ensemble des émeutiers, estimé à 182 000 au niveau national). Quant au nombre de foyers de *buraku* incendiés, les chiffres varient entre 550 et 2 000 foyers au niveau départemental, pour un total de 1 050 à 2 500 foyers détruits à l'échelle du Japon⁷⁷. Le soulèvement avait débuté chez les agriculteurs du Chikuhō, notamment ceux du district de Tagawa et de Kama (par la suite intégré à celui de Kaho), avant de s'étendre à l'ensemble du département. Là, les émeutiers avaient demandé à ce que « les *eta* restent comme avant des *eta* », entre autres revendications, telles que la baisse des impôts. S'il conviendrait de s'intéresser plus en détail aux motivations des émeutiers, ce soulèvement nous révèle en tout cas que la forte présence *burakumin* dans ces régions n'amointrissait pas pour autant l'hostilité du reste de

75. BURAKU KAIHŌ KENKYŪJO, 1981, p. 55.

76. SAKAMOTO, 1997, p. 106.

77. *Kindai burakushi shiryō shūsei*, 1984-1987, vol. 2, p. 3 & 584.

la population à leur égard. On retrouve ainsi sans grande surprise tout un système de discrimination au sein des mines, que Shindō Toyo.o et Matsumoto Kichinosuke évoquent dans de nombreux récits⁷⁸.

La discrimination dans l'organisation du travail

Au sein des houillères industrielles, l'aspect le plus direct et quotidien de la ségrégation est la présence de baraquements spéciaux où logent les *burakumin* (les « baraques d'*eta* », *eta-naya* エタ納屋), ainsi que de bains à leur usage (les *eta-buro* エタ風呂). Ceux-ci apparaissent à partir de la fin du XIX^e siècle, et accompagnent le développement des houillères. Un rapport du « Conseil pour améliorer les situations des *buraku* pauvres » (*Saimin buraku kaizen kyōgikai* 細民部落改善協議会), organe dépendant du ministère de l'Intérieur, note ainsi en 1912 que « certaines mines font habiter toute une race [ou tribu, *shuzoku* 種族] ensemble, dans un même espace délimité⁷⁹. » On retrouve ces *eta-naya* et *eta-buro* dans les mines du groupe Mitsubishi à Namazuta 鯨田, dans celles d'Asō Takichi, comme à Mameda 豆田 et Kamimio 上三緒, de même que dans les mines en régie d'État d'Urano et de Chūō⁸⁰, laissant à penser qu'il s'agit d'une pratique répandue dans le Chikuhō, quel que soit le type de houillères.

Les *eta-naya* se distinguaient des autres baraquements d'ouvriers par leur construction particulièrement vétuste, avec des toilettes communes, sommaires et visibles de l'extérieur, car situées à l'extrémité de la baraque. Mahara Tetsuo se demande d'ailleurs si cette conception n'était pas destinée à signaler ouvertement les baraques de *burakumin*⁸¹. Quant aux *eta-buro*, ils sont en général plus petits et plus sales que les bains réservés aux autres ouvriers, et dans tous les cas communs et mixtes. Yamamoto Sakubē 山本作兵衛 (1892-1984), dont les dessins de mineurs du Chikuhō furent inscrits en 2011 au registre « Mémoire du monde »

78. SHINDŌ, 1978, p. 185 ; MATSUMOTO, 1977, p. 31.

79. Rapport cité par SAKAMOTO, 1997, p. 103.

80. MATSUMOTO, 1977, p. 12 & 103 ; SAKAMOTO, 1997, p. 91-102 ; SHINDŌ, 1978, p. 13 & 30-38.

81. MAHARA, 1973, p. 82.

de l'Unesco, rapporte qu'à la mine de Kamimio, du groupe d'Asō Takichi, le bain des ouvriers *buraku* était nommé le « bain spécial » (*tokushu-buro* 特殊風呂), en écho au terme péjoratif de « hameaux spéciaux » (*tokushu buraku*). Yamamoto précise qu'il était surtout le plus étroit (la moitié de la taille du bain des autres mineurs), et conclut que « la discrimination envers les gens des *buraku* continuait jusqu'aux bains. » Matsumoto Tsuya (1898 ?), salariée *burakumin* entrée à quatorze ans à la mine, témoigne de ce qu'elle vivait dans les années 1910 : « à l'époque, je ne savais pas pourquoi il existait des bains d'*eta*. Pour les gens ordinaires, il y avait deux grands bains. Et pour nous, c'était le plus petit et le plus sale. »

L'une des pires descriptions d'*eta-buro* concerne « le bain aux chevaux » de la mine de Namazuta, gérée par Mitsubishi. Selon Matsumoto Kichinosuke, les mineurs *burakumin* « s'y baignaient avec les chevaux. Leurs excréments flottaient dans les coins du bain. Je sentais alors jusqu'au fond de la moelle, et avec haine, ce que cela fait d'être discriminé. » Puis il ajoute : « ces choses-là ne sont pas marquées dans les archives. Moi-même, je n'ai pas voulu en parler jusqu'à présent ; j'en parle seulement maintenant, et pour la première fois⁸². » D'après lui, ces *eta-buro* existaient dans de nombreuses houillères du Chikuhō⁸³, même si peu de traces écrites attestent de l'existence d'un système de ségrégation fondé sur l'appartenance aux populations *buraku*.

Cette ségrégation, loin d'être circonscrite à l'espace de la vie quotidienne, se prolonge sans surprise jusqu'à l'organisation du travail. Non seulement les travaux attribués aux *burakumin* sont les plus pénibles physiquement, mais ils sont considérés comme subalternes, et seront les premiers à être remplacés par des machines de la fin de l'ère Meiji au début de l'ère Taishō, car pas assez rentables pour l'employeur. Ce fut notamment le cas pour le vidage de l'eau de l'intérieur des mines, opération devenue d'autant plus indispensable que les houillères de la fin de l'époque Edo avaient gagné en profondeur. Au tout début de l'ère Meiji, une majorité de *burakumin* occupait ces postes spécialisés dans

82. Témoignages de Yamamoto Sakubē, Matsumoto Tsuya et Matsumoto Kichinosuke cités par SHINDŌ, 1978, p. 31-32.

83. MATSUMOTO, 1977. p. 31.

le vidage de l'eau. Ces ouvriers, dits *mizukata* (水方), disposaient de leurs propres quartiers dans les « baraques des videurs d'eau » (*mizu-naya* 水納屋)⁸⁴. Kaijima Tasuke 貝島太助 (1845-1916), qui fondera l'un des trois grands *zaibatsu* locaux⁸⁵, explique ainsi qu'à l'époque où il n'était encore que « sous-chef » (*tōryō* 頭領), tous les videurs d'eau sous ses ordres étaient des *burakumin*. Avec l'introduction progressive, à partir de 1881, de machines à vapeur pour pomper l'eau, surtout dans les mines gérées par de grandes entreprises, ces ouvriers seront toutefois remplacés par des non-*burakumin*, plus qualifiés et compétents pour conduire les nouvelles machines.

Le travail de transport du charbon par charrette à bras (*jinrikisha*) ou embarcation (*kawahirata*) connaîtra le même destin. De la fin d'Edo au début de l'ère Meiji, les *burakumin* avaient été si nombreux à travailler dans ce secteur qu'un certain nombre de *buraku* composés d'immigrants s'étaient formés autour des mines. Ce fut par exemple le cas du grand *buraku* de Nakama 中間 (district d'Onga), qui ne comptait aucun village *eta* durant l'époque d'Edo. Avec les progrès accomplis à partir de 1891 par le chemin de fer, ces *burakumin* perdront eux aussi leur travail, notamment dans les grandes entreprises, pour être relégués vers les PMI moins mécanisées⁸⁶.

L'emploi *burakumin*, d'autre part, se caractérise par des tâches à faible rémunération, critère souvent lié à la question de la qualification inférieure de ces populations. Ce phénomène se vérifie surtout dans les grandes entreprises, où les *burakumin* ont tendance à se voir attribuer les travaux les plus mal payés. De manière générale, on les retrouve plutôt à l'extérieur des houillères que dans le fond. Il a pu se dire dans les années 1890 et 1900 que la mine Mitsubishi de Nōgata 直方 ne permettait à aucun *burakumin* de travailler au fond de sa houillère⁸⁷ : le bruit courut alors dans le Chikuhō qu'il ne fallait pas les laisser

84. SAKAMOTO, 1997, p. 100.

85. Kaijima est ainsi surnommé, avec Asō Takichi et Yasukawa Kei.ichirō, l'un des « trois Grands du Chikuhō » (*Chikuhō gosanke* 筑豊御三家).

86. NAGASUE, 1989, p. 80-86.

87. NAGASUE, 1979, p. 108.

toucher les mines, car ils les « souillaient⁸⁸ ». Mais il s'agissait surtout du secteur le mieux rémunéré, qui pouvait, par conséquent, faire l'objet d'une chasse gardée au sein de la société des mineurs. Selon l'enquête publique de 1927, la rémunération journalière moyenne du travail au fond des houillères est de 2 437 yens, primes comprises, contre seulement 1 309 yens pour le travail à l'extérieur des mines⁸⁹. De fait, les travaux de fond, notamment l'extraction, sont rarement assignés aux *burakumin*, sauf durant certaines périodes exceptionnelles où la main d'œuvre vient à manquer, comme au début de l'ère Meiji (l'époque de *jyū-bori* 自由掘り), ou pendant la guerre de Quinze ans (1931-1945)⁹⁰.

À l'inverse, le *saodori* 棹取り, ou halage manuel des wagons à houille (*hako* ou *tansha* 炭車), est une tâche fréquemment attribuée à ces populations⁹¹. Elle est moins bien rémunérée lorsqu'elle est réalisée à l'extérieur de la mine : selon l'enquête de 1926 du « Bureau de l'emploi d'Ōsaka » (*Ōsaka chihō shokugyō shōkai jimukyoku* 大阪地方職業紹介事務局), relevant du ministère de l'Intérieur, le *saodori* pratiqué à l'intérieur des houillères est rémunéré en moyenne 1 607 yens par jour, contre 1 438 yens à l'extérieur⁹².

Les *burakumin* sont par ailleurs extrêmement nombreux au tri du charbon, un secteur plus féminisé, où les salaires sont encore plus faibles. D'après une autre enquête du ministère de l'Intérieur, datée cette fois de 1924, le salaire journalier moyen de ces postes est estimé à 1 121 yens pour les hommes, et 892 yens pour les femmes, soit la moitié du salaire des mineurs de fond qui travaillent à l'extraction. La rémunération des tâches de fond se monte alors à 2 051 yens pour les *sakiyama* 先山 directement chargés des opérations d'extraction, et à 2 009 yens pour les

88. MAHARA, 1973, p. 82 ; SHINDŌ, 1978, p. 185.

89. TŌKYŌ CHIHŌ SHOKUGYŌ SHŌKAI JIMUKYOKU, *Saitanfu rōdō jijō* 採炭夫労働事情, 1929, reproduit dans KYŪSHŪ DAIGAKU SEKITAN KENKYŪ SHIRYŌ SENTĀ, 2000, p. 190.

90. SAKAMOTO, 1997, p. 98.

91. NAGASUE, 1979, p. 108 ; SAKAMOTO, 1997, p. 101 ; MAHARA, 1973, p. 82.

92. ŌSAKA CHIHŌ SHOKUGYŌ SHŌKAI JIMUKYOKU, « Chikuhō tanzan rōdō jijō » 筑豊炭山労働事情 (Situation du travail dans les mines du Chikuhō), enquête de 1926, reproduite dans *Sekitan kenkyū shiryō sōsho*, 1993, p. 81.

atoyama 後山 qui traitaient le charbon une fois extrait, et qui bien souvent, étaient des femmes⁹³.

Dans un texte de revendication du « Syndicat de l'industrie des houillères du Chikuhō » (*Chikuhō sekitan kōgyō kumiai* 筑豊石炭鉱業組合), voté en 1918 pour être envoyé au gouvernement, on peut lire : « les femmes qui travaillent au tri du charbon dans les mines de Chikuhō sont pour la plupart originaires des *buraku* spéciaux [...]»⁹⁴. » Ueda Masayo, une ancienne trieuse *burakumin*, témoigne qu'à douze ans, en 1925, elle ne gagnait que 0,25 yens en travaillant quatorze heures par jour au sein de la mine Mitsui de Tagawa. Ce salaire particulièrement bas est dû à son jeune âge, au fait qu'elle soit une femme, mais certainement aussi à son appartenance au *buraku*. Ce dernier point explique qu'elle ne sache alors ni lire, ni écrire, et qu'elle est également moins productive. Comme elle l'explique : « mes amies trieuses connaissaient les lettres, mais moi, je comptais les wagons en déposant des pierres une à une »⁹⁵. » De même, une ancienne femme-mineur rapporte ses souvenirs des années 1920 en ces termes : « il y avait une quarantaine ou une cinquantaine de jeunes filles qui venaient travailler au tri du charbon [...]. Elles étaient toutes différentes de nous, elles étaient des *yottsu* [...]. Il y avait aussi trois ou quatre filles normales qui venaient travailler au tri. Et elles restaient entre elles, de leur côté »⁹⁶. » Ce témoignage, en plus de rappeler l'usage du terme péjoratif de *yottsu*⁹⁷, souligne que les mineurs ne se mélangeaient pas aux *burakumin*, même lorsqu'ils ou elles partageaient le même espace de travail.

Ajoutons également que le *Tankōbushi*, cette « Ballade des houillères » aujourd'hui si populaire dans l'ensemble du Japon, tire en grande partie son origine des refrains chantés par les ouvrières lors du tri du charbon. Si l'origine géographique de l'air du *Tankōbushi* fait l'objet d'une rivalité parmi les villes du

93. NAIMUSHŌ, 2000 [1924], p. 25.

94. Cité par SAKAMOTO, 1997, p. 101.

95. UEDA, 1977, p. 1014.

96. Témoignage cité par SHINDŌ, 1978, p. 34.

97. Le terme *yottsu*, « quatre », est souvent utilisé pour désigner les *burakumin*, insinuant qu'ils ne sont pas des êtres humains, mais simplement des êtres à « quatre membres ».

Chikuhō, désireuses de s'en attribuer la paternité, ces chants étaient à l'époque attribués aux *burakumin*. Ueno Eishin 上野英信 (1923-1987), auteur non *buraku* de nombreux reportages sur les mineurs du Chikuhō, rapporte ce qu'une ancienne travailleuse de la mine lui avait raconté en 1947, alors qu'il était lui-même mineur dans la région : « tous appelaient le *Tankōbushi* "le chant des *eta*". Si jamais, ivres, on se laissait aller à le fredonner, on se faisait crier dessus [...]. Les Japonais ont leurs chansons japonaises, ce n'est pas la peine de chanter ce chant d'*eta*'⁹⁸. » Pour Harada Tomohiko, le *Tankōbushi* proviendrait du chant des trieuses *burakumin* de Tagawa, et probablement de la mine Mitsui⁹⁹, tandis que Shindō Toyo.o situe plutôt son origine dans la mine Kajima de Kurate¹⁰⁰.

La question de la relégation des burakumin vers le secteur des PMI-PME

Si les houillères du Chikuhō entrent dans l'âge industriel et moderne durant l'ère Meiji, le capitalisme et la prolétarisation ne suffisent pas à effacer l'opprobre jeté sur les anciens *eta* et *hinin*, qui resteront des objets de mépris et de ségrégation de la part des autres ouvriers jusque dans les années 1920. Les archives du *Suihei geppō* (« Bulletin mensuel de la Suiheisha de Kyūshū »), organe officiel de la *Zen Kyūshū Suiheisha* (ci-dessous ZKS)¹⁰¹, constituent un bon indicateur de la discrimination dans le Kyūshū des années 1920. Ce journal, publié mensuellement de juin 1924 à juin 1927, fait en effet paraître dans ses colonnes des lettres d'excuses de la part de personnes accusées d'actes discriminatoires anti-*buraku* par la Suiheisha. Pour ces dernières, ces lettres sont avant tout un moyen d'éviter les procès et pressions de la ZKS, dont les méthodes s'avèrent parfois musclées. Elles sont datées, signées et présentées d'une façon très

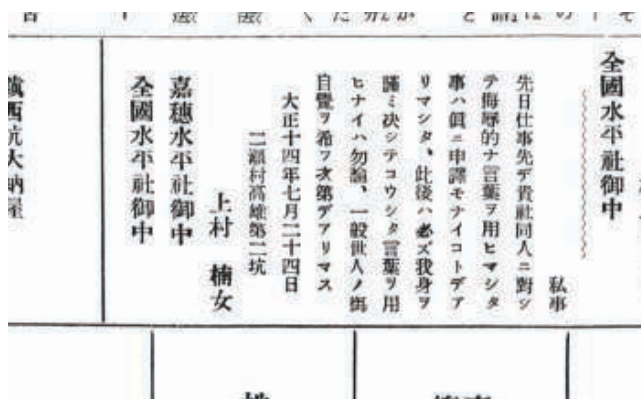
98. Cité dans MAHARA, 1973, p. 76.

99. HARADA, 1975 [1973], p. 231.

100. SHINDŌ, 1978, p. 180.

101. Formée en 1923, la *Zen Kyūshū Suiheisha*九州水平社, ou *Zenkyūsui*, est une branche régionale de la « Société nationale des niveleurs », la *Zenkoku Suiheisha*, fondée l'année précédente pour lutter contre les discriminations envers les populations *burakumin*.

formatée, reprenant les expressions typiques issues des textes de la Suiheisha, parfois quasiment à l'identique. Mais surtout, ces encarts indiquent le nom de l'auteur des excuses, son adresse, ainsi que le lieu où celui-ci a commis des actes jugés répréhensibles, ou prononcé de semblables paroles (document 1). Une soixantaine de ces lettres furent publiées durant les trois années de parution du journal, dont un tiers présentant leurs excuses à des mineurs du Chikuhō, ce qui confirme le fait que les houillères sont également des lieux de ségrégation envers les *burakumin*.



DOCUMENT 1. EXEMPLE DE LETTRE D'EXCUSE
 PUBLIÉE DANS LE *SUIHEI GEPPŌ*¹⁰².

Parallèlement à l'assignation chronique de tâches minières des moins rémunérées, les *burakumin* tendent aussi à être relégués vers le secteur des PMI-PME. Le phénomène se précise au fur et à mesure de l'industrialisation des mines. Mais fait-il vraiment système, et permet-il d'affirmer que les *burakumin* sont bien plus nombreux à travailler dans les PMI que dans les grandes entreprises privées, comme les *zaibatsu* ? C'est la position qu'adoptent

102. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 12, le 1^{er} août 1925.

Nagasue Toshio et Mahara Tetsuo¹⁰³. L'idée paraît assez cohérente, même si les documents pour l'appuyer manquent, comme le souligne justement l'économiste Sakamoto Yūichi¹⁰⁴.

L'étude des archives du *Suihei geppō* peut toutefois nous aider à y voir plus clair. Les lettres d'excuses mentionnées *supra* suggèrent en premier lieu la présence très probable de militants de la Suiheisha dans la mine, et par extension de *burakumin*, car ces lettres sont en général publiées à la demande de ces militants. D'autre part, les « cartes de visite » des bienfaiteurs du *Suihei geppō* constituent un second indicateur. Ces encarts publiés dans le mensuel comportent le nom, le titre ou l'appartenance, et l'adresse de l'annonceur (document 2), qui payait à cet effet des frais de parution selon l'espace occupé par son annonce. L'objectif de ces insertions varie naturellement entre un patron de restaurant et un homme politique, mais permet essentiellement aux responsables des mines d'exprimer leur volonté d'entente avec la Suiheisha, que ce soit en vue de nouveaux recrutements, ou pour s'attirer les bonnes grâces des *burakumin* travaillant déjà dans leur houillère. Si ces dirigeants prenaient la peine d'effectuer une telle démarche, on peut en déduire que les *burakumin* formaient alors une proportion non négligeable des salariés miniers. En ce sens, la nature et la quantité de ces cartes de visite peuvent être considérées comme des indicateurs relativement fiables de la présence *buraku* dans chaque mine.

103. NAGASUE, 1989, p. 9092 ; MAHARA, 1973, p. 82.

104. SAKAMOTO, 1997, p. 103.

大隈町助役 芥田延太郎	福岡駐屯隊副官 鐵西炭坑	高橋郡西尾炭坑 太田常吉	高橋郡西尾炭坑 太田常吉	高橋郡西尾炭坑 太田常吉	高橋郡西尾炭坑 太田常吉	高橋郡西尾炭坑 太田常吉	高橋郡西尾炭坑 太田常吉
松本平六	村長 福澤國八	初榮村助役 中並喜太郎	車方組製造所 山中時次郎	代議士 赤間嘉之吉	麻生太吉	株式會社 麻生商店	野見山源太郎
日高出東	鶴田久十	西田新助	野見山支店	野見山支店	野見山支店	野見山支店	野見山支店
坂口彼一	福澤定木	野見山源太郎	飯塚町芳雄	飯塚町芳雄	飯塚町芳雄	飯塚町芳雄	飯塚町芳雄

DOCUMENT 2. EXEMPLE DE CARTES DE VISITE
 PUBLIÉES DANS LE *SUIHEI GEPPŌ*.

À noter, celle d'Asō Takichi (3^e encart du bas, de gauche à droite),
 suivie de celle de son groupe (2^e encart du bas, de gauche à droite)¹⁰⁵.

Il y a toutefois deux limites à l'exploitation de ces archives. L'une est temporelle : la période sur laquelle elles nous renseignent est de fait restreinte à celle de la publication de l'organe, entre juin 1924 et juin 1927. L'autre est d'ordre géographique : le *Suihei geppō* étant imprimé et distribué essentiellement dans le district de Kaho¹⁰⁶, nos deux indicateurs s'appliquent surtout à des houillères de cette région. Ainsi les mines de Kaijima, essentiellement situées dans le district de Kurate, ne sont pas mentionnées dans les lettres d'excuses et les cartes de visite, alors que la présence d'ouvriers *burakumin* y est bien connue¹⁰⁷.

105. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 7, le 1^{er} janvier 1925.

106. HARAGUCHI, 1988, p. 495.

107. SAKAMOTO, 1997, p. 96, SHINDŌ, 1978, p. 64.

Ces quelques précautions méthodologiques formulées, nous pouvons observer sur le plan quantitatif une corrélation entre la taille de la mine et le nombre d'indicateurs attestant d'une présence *burakumin* parmi ses ouvriers. Plus la mine est petite, plus le nombre de lettres d'excuses et de « cartes de visite » publiées est important : cinquante-trois occurrences en trois années pour l'ensemble des mines de moins de 1 000 salariés, contre deux occurrences seulement pour toutes celles de 5 000 à 6 000 salariés (figure 5).

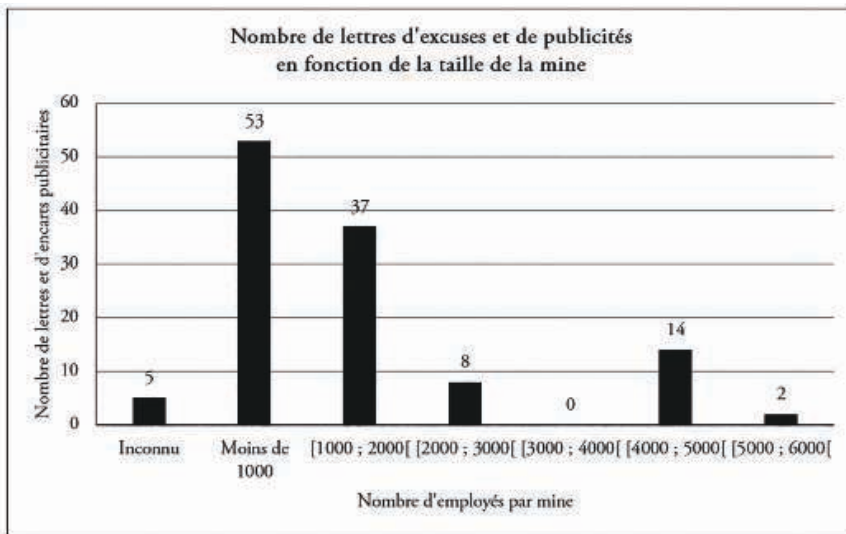


FIGURE 5. RÉPARTITION DU NOMBRE DE LETTRES D'EXCUSES ET D'ENCARTS PUBLICITAIRES PARUS DANS LE *SUIHEI GEPPŌ*, SELON LA TAILLE DE LA MINE CONCERNÉE¹⁰⁸.

108. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985. Pour le nombre de salariés de chaque mine, nous nous référons à Moji tetsudō un'yuka 門司鉄道局運輸課, *Ensen tankō yōran* 沿線炭鉱要覽, 1928, cité par Sakamoto, 1997, p. 99.

La seule exception à cette tendance concerne une mine en régie d'État, pour laquelle ces indicateurs révèlent une forte présence *burakumin* malgré un nombre d'ouvriers comparable aux effectifs des grandes entreprises privées. Il s'agit de la mine de Takao 高雄 (4 957 salariés), qui apparaît onze fois, contre deux pour la mine de Namazuta (Mitsubishi, 4 548 salariés), et une seule pour celle de Tadakuma 忠隈 (Sumitomo, 4 173 salariés). De manière globale, le nombre de lettres d'excuses et de cartes de visite relatives aux mines Mitsubishi et Sumitomo est clairement moindre (cinq en tout), laissant supposer un faible nombre de *burakumin* parmi leurs salariés. Une différence de stratégie entre les mines des grands groupes privés et celles en régie d'État peut néanmoins être décelée à partir de ces indicateurs : les mines gérées par les entreprises Sumitomo (Tadakuma), Mitsubishi (Namazuta) et Furukawa (Shimo-yamada 下山田) n'apparaissent en effet dans le *Suiei geppō* qu'à travers ces cinq lettres d'excuses, sans aucune publicité. Est-ce parce que les grands groupes privés ont tendance à préférer employer les non-*burakumin*, et à reléguer les *burakumin* à certains secteurs tels que le tri du charbon ou le transport, comme le supposent certains chercheurs¹⁰⁹ ?

109. NAGASUE, 1979, p. 108 ; MAHARA, 1973, p. 82.

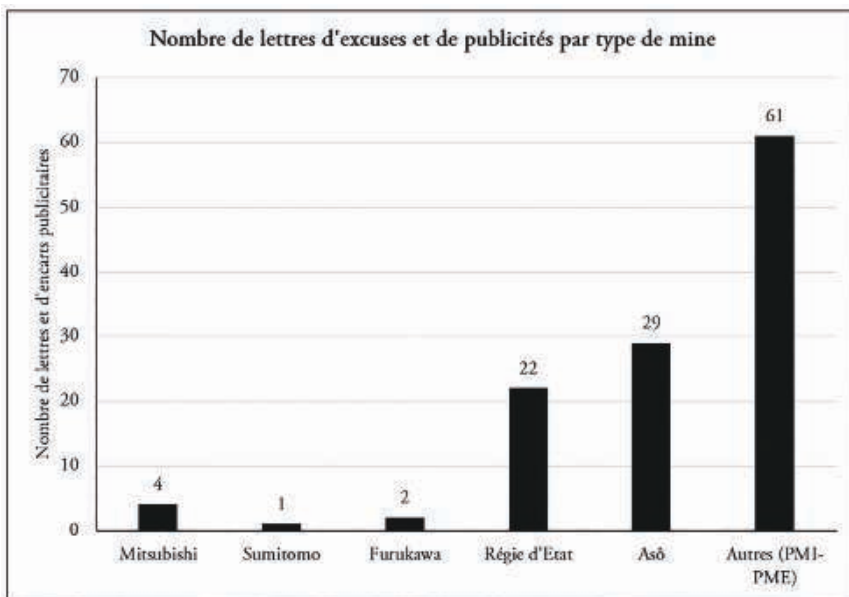


FIGURE 6. RÉPARTITION DU NOMBRE DE LETTRES D'EXCUSES ET D'ENCARTS PUBLICITAIRES PARUS DANS LE *SUIHEI GEPPŌ*, PAR TYPE DE MINE¹¹⁰.

Alerté par les émeutes du riz de 1918 et le développement des mouvements ouvriers, Mitsui mena dans ses mines une politique de recrutement portant une attention particulière à l'état civil et aux antécédents des candidats, avec une « liste noire » de militants des mouvements ouvriers¹¹¹ où figuraient inmanquablement les membres de la Suiheisha, alors très proches du PCJ. Par crainte des émeutes, certains de ces grands groupes choisirent d'autre part une politique d'isolement de leurs salariés. Ainsi, elles n'embauchèrent pas de *burakumin* dans les houillères situées à côté de leur *buraku* de résidence, ou ne les embauchèrent qu'à la condition

110. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985.

111. KANEKO, 1975, p. 100.

qu'ils déménagent plus loin et ne voient plus leur famille¹¹². Voici probablement pourquoi la mine Mitsui de Yamano (district de Kaho), qui compte pourtant de nombreux *burakumin* sur place, ne figure pas une seule fois dans le *Suihei geppō*.

Ajoutons qu'à partir des années 1930, les houillères appartenant à de grandes entreprises se mécanisèrent non seulement de plus en plus, mais accordèrent aussi davantage d'importance à la qualification. Ainsi, en 1931, 75 % des mineurs de la mine n° 3 de Tagawa (Mitsui) étaient au moins diplômés de l'école primaire (*jinjō shōgakkō* 尋常小学校), et 31 % d'entre eux possédaient un niveau d'éducation supérieur au collège (*kōtō shōgakkō* 高等小学校)¹¹³. Les *burakumin*, dont la qualification moyenne était inférieure à celle du reste de la population¹¹⁴, présentaient donc d'emblée moins de chances d'être embauchés dans ces houillères.

Quant aux mines en régie d'État affiliées à l'industrie sidérurgique de Yahata (*Yahata Seitetsusho* 八幡製鐵所), elles sont relativement bien représentées dans le *Suihei geppō*, en particulier celles de Takao, Chūō et Urushio 漆生. On les retrouve dans des lettres d'excuses, et surtout, à la différence des grands groupes privés, dans des « cartes de visite publicitaires » émanant de personnalités parfois relativement importantes. Ainsi, quatre chefs d'*ōnaya* 大納屋¹¹⁵ de la mine de Takao formulent leurs vœux de nouvel an au *Suihei geppō* et à ses lecteurs par le biais de ces encarts publicitaires¹¹⁶. Ces insertions dans le journal laissent supposer que ces chefs d'*ōnaya* comptent un certain nombre de mineurs *buraku* sous leur responsabilité, mais qu'ils ont aussi intérêt à exprimer leur amitié pour les retenir chez eux et en attirer de nouveaux, puisque les recrutements relèvent effectivement de la fonction du chef de baraque, le *naya-gashira* 納屋頭¹¹⁷. Dans un autre numéro, figurent deux cartes de visite de membres du conseil du bourg de

112. NAGASUE, 1989, p. 90-91.

113. SAKAMOTO, 1997, p. 103.

114. CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1970 [1936], vol. 11, p. 135-136.

115. Grandes baraques des mineurs célibataires. NAGASUE, 1979, p. 106.

116. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 7, le 1^{er} janvier 1925.

117. Pour l'organisation du système appelé « *naya seido* », nous nous référons à SUMIYA, 2003 [1968], p. 323-329 ; OGINO, 1993, p. 41-43 & 134.

Kōbukuro 幸袋 appartenant également à la mine de Takao, dont un élu local ayant payé un encart particulièrement important¹¹⁸. Le but est électoraliste : en affichant son appartenance à la mine de Takao, il compte recueillir le suffrage des ouvriers *buraku* de cette houillère, ce qui sous-entend qu'ils doivent là encore représenter un nombre suffisamment important de voix pour justifier cet investissement.

En réalité, si ces mines en régie d'État ont mené une certaine politique d'embauche des *burakumin*, ce fut dans le contexte de la politique nationale de « réconciliation » (*yūwa* 融和)¹¹⁹ lancée suite aux émeutes du riz de 1918, qui avaient été attribuées à ces populations. Il s'agissait de leur fournir des aides afin de mieux les assimiler et les détourner des mouvements d'opposition, notamment des communistes.

Dans ces houillères, certains *burakumin* ont pu être employés dans des secteurs relativement « nobles » comme l'extraction du charbon. On peut relever au moins deux cas en 1918 et en 1921 pour les mines en régie d'État, alors qu'il faudra attendre les années 1930 pour observer des mineurs de fond *burakumin* dans les grands groupes privés¹²⁰. Des cas de chefs de baraque *burakumin* sont par ailleurs avérés, comme ceux de la famille Wada (trois de 1899 à 1929 dans la mine d'Urano, et un en 1931, dans la mine de Chūō)¹²¹. Ces *naya-gashira*, sous les ordres desquels travaillaient des mineurs de même origine, appartenaient à des familles plus riches de *burakumin*, et sont parfois même devenus des élus locaux. Leurs encarts publicitaires dans le *Suiei geppō* leur permettaient d'affirmer leur statut et de consolider leurs liens avec la communauté *burakumin* des mines, ou lors des élections¹²². Ainsi, contrairement aux groupes privés, les mines en régie d'État n'évitent pas ces populations habitant sur place. Elles privilégient plutôt la stabilité offerte par la main-d'œuvre locale en s'alliant aux notables *buraku*, qui en tant que chefs de baraques, peuvent garantir la paix sociale.

118. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 9 [*sic* : n° 10], 1^{er} mai 1925.

119. Ancêtre de la politique d'« assimilation » (*dōwa*) mise en place par la loi de 1969.

120. D'après SAKAMOTO Yūichi, l'un des chercheurs les plus documentés sur la question. 1997, p. 95-102.

121. MATSUMOTO, 1977, p. 12-37 & 113.

122. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 3, 8, 10, 15, etc.

Disposant de nombreux métayers *buraku* dans le district de Kaho, Asō Takichi est d'abord un grand propriétaire terrien, profondément enraciné dans le Nord du Kyūshū. Avec un capital plus limité que les grands *zaibatsu*, il s'est très tôt intéressé à l'utilité spécifique de ces minorités discriminées pour les houillères de son groupe, l'Asō Shōten 麻生商店. En novembre 1888, il donne ainsi à un responsable de sa mine de Namazuta cette recommandation écrite : « il faudrait, avant que les autres mines ne s'en aperçoivent, recruter des mineurs parmi les nouveaux citoyens [c'est-à-dire les *burakumin*]¹²³. » Une politique de recrutement qui conduira certains, tels Shindō Toyo.o, à décrire les mines d'Asō comme « celles où les *burakumin* du Chikuhō sont les plus nombreux à travailler¹²⁴ ».

Cette stratégie s'observe également dans la façon dont les mines de l'Asō Shōten insèrent des publicités dans le *Suihei geppō*. Quantitativement, les indicateurs de la présence *burakumin* dans une mine donnée font des mines d'Asō parmi les plus représentées dans les pages du journal, toutes lettres d'excuses et publicités confondues : vingt-neuf occurrences en trois ans, sans compter les publicités à titre individuel d'Asō Takichi lui-même (voir *infra*, document 2), qui achète à quatre reprises des encarts particulièrement imposants pour sa carte de visite. En réalité, Asō et ses mines sont présents dans pratiquement tous les numéros du *Suihei geppō*, devant les mines en régie d'État (vingt-quatre fois), et juste derrière celle de Chinzei 鎮西 (trente occurrences). Si cette dernière occupe le premier rang, sa particularité est d'être une PMI (de 518 ouvriers en 1928), gérée par des sympathisants et membres de la Suiheisha, et dont les salariés sont majoritairement *burakumin*¹²⁵.

Comme les mines de Mitsubishi, ou celles à divers degrés en régie d'État, les mines d'Asō présentent des lettres d'excuses attestant de l'existence, au sein de ses houillères, de réelles tensions entre les *burakumin* et les autres ouvriers. Pourtant, le groupe Asō Shōten s'emploie dans le même temps à manifester sa bienveillance envers ces populations. En témoignent les publicités qu'il insère dans le *Suihei geppō*, qui ne proviennent pas seulement de ses chefs de baraques, mais également,

123. Directive d'Asō Takichi du 6 novembre 1888, citée par SAKAMOTO, 1997, p. 100.

124. SHINDŌ, 1978, p. 124 & 250.

125. SAKAMOTO, 1997, p. 100-103.

et ce dès les premiers numéros, de responsables du plus haut niveau, tels que les directeurs des mines de Kamimio et de Sannai 山内. À cela s'ajoutent les publicités au nom de toute l'entreprise, sans compter celles de membres de la famille Asō, d'élus locaux ou d'industriels. Quantitativement, la famille Asō est aussi présente dans les pages du journal que la famille Wada, ces notables *buraku* dont certains membres sont chefs de baraques au sein de mines d'État, ou gestionnaires de petites houillères, comme celles de Chinzei et de Hanase 花瀬.

Ces publicités auprès des *burakumin* étaient d'autant plus nécessaires que les mines d'Asō sont « connues dans le Chikuhō pour la faible rémunération de leurs salariés et la longueur des journées de travail », d'après Yamamoto Sakubē, qui a lui-même travaillé chez Asō¹²⁶. Un rapport rédigé en août 1932 par des ouvriers en lutte dénonce de même ces houillères, dont « les salaires sont 20 % moins élevés que dans les autres mines » et où « les soins médicaux apportés aux ouvriers lors d'un accident du travail sont interrompus à la seule appréciation des contremaîtres, sans avis médical¹²⁷. » Les auteurs de ce rapport sont majoritairement des travailleurs coréens, envers qui les *burakumin* du Chikuhō se sont fréquemment montrés solidaires. De nombreux Coréens, 1 100 au début de l'ère Shōwa (1926-1989), travaillaient en effet dans les mines d'Asō¹²⁸ : leur cas, ajouté à celui des *burakumin*, révèle ainsi une stratégie d'utilisation préférentielle des groupes discriminés pour bénéficier d'une main-d'œuvre moins coûteuse.

La question *buraku* au sein du mouvement ouvrier des mines du Chikuhō : alliance, ou subordination ?

Les mouvements politiques et syndicaux du Chikuhō n'échappent pas à la question *buraku*, surtout avec la création de la Zen Kyūshū Suiheisha en mai 1923. Du fait de l'importance démographique et de la force de cohésion des *burakumin*, cette organisation va jouer un rôle essentiel dans la structuration d'un

126. Yamamoto Sakubē, cité par SHINDŌ, 1978, p. 124.

127. Rapport des grévistes, *ibid.*, p.126.

128. *Ibid.*, p.124.

mouvement social naviguant entre des logiques d'intérêt propre, d'une part, et de cet intérêt universel qu'appellent le marxisme et la lutte contre toutes les formes d'oppression. Au risque, parfois, de reléguer au second plan la question des discriminations spécifiques aux *burakumin*.

Les *burakumin* du Chikuhō ont joué un rôle aussi important que ceux de la ville de Fukuoka au moment de la fondation de la ZKS : Shindō Tōyō affirme même que « la matrice de la Zen Kyūshū Suiheisha est née dans le Chikuhō¹²⁹. » Haraguchi Eiyū, spécialiste de la ZKS, situe ses prémices dans le district de Kaho¹³⁰, ce que corrobore Matsumoto Kichinosuke¹³¹, alors employé à la mine d'Urano, qui précise que la moitié des protagonistes à l'origine de cette initiative étaient des mineurs. Le siège de la Zenkyūsui se situant dans la ville de Fukuoka, chez Matsumoto Ji.ichirō 松本治一郎 (1887-1966), chef du comité exécutif, la région du Chikuhō et ses mineurs *burakumin* sont souvent associés aux actions de la ZKS. Quand il évoque les *burakumin* de Fukuoka ou de Kyūshū, Sano Manabu pense surtout aux mineurs de Chikuhō¹³². De même, Kondō Hikaru 近藤光, un des acteurs de la création de la Suiheisha du Japon, croyait que le siège central de l'organisation se trouvait dans le district de Kaho, sis chez Hanayama Kiyoshi 花山清 (1896-1982)¹³³, dont le *buraku* était alors majoritairement composé d'ouvriers de la mine de Chūō¹³⁴. Mais le village de Hanayama Kiyoshi est effectivement l'un des centres de la ZKS et le lieu où le journal *Suihei geppō* est hébergé, rédigé et imprimé¹³⁵.

L'influence de la ZKS est importante parmi les mineurs *buraku* de Chikuhō, d'autant que le taux d'adhésion à la Suiheisha pour le département de Fukuoka est alors élevé (27 %, soit cinq fois la moyenne nationale, qui n'est que de 6 % tout au

129. *Ibid.*, p. 209.

130. HARAGUCHI, 2001, p. 590.

131. MATSUMOTO, 1977, p. 39.

132. SANO, 1923.

133. Propos de Kondō, recueillis par la police lors de son arrestation de mai 1923. SHINDŌ, 1978, p. 209.

134. *Ibid.*, p. 220.

135. HARAGUCHI, 1988 p. 495.

plus¹³⁶). Comme la Suiheisha au niveau national, la ZKS s'engage à défendre les *burakumin* en réclamant notamment aux individus ou institutions responsables de discrimination envers ces populations des excuses publiques, qu'elle reproduit dans le *Suihei geppō*. On lui doit aussi des actions concrètes en faveur de l'amélioration des conditions de vie des mineurs *burakumin*, comme l'abolition des *eta-naya* et des *eta-buro*, obtenue au cours des années 1920¹³⁷.

L'unité dans les luttes sociales et la grande coalition

Entre lutte de classes et défense des intérêts particuliers des *burakumin*, la ZKS est confrontée aux mêmes dilemmes que la Suiheisha nationale quant à la position qu'elle devrait adopter envers les mineurs non *burakumin*. Elle opte néanmoins plutôt pour la solidarité de classe, au point de heurter, lors du troisième Congrès de la Zenkoku Suiheisha (1924), certains membres du bureau central dont elle critique l'exclusivisme du mouvement, proposant de déployer davantage d'efforts pour obtenir la compréhension des non *burakumin*¹³⁸. Sur le terrain, la ZKS est partie prenante des luttes pour la cause commune du prolétariat. La même année 1924, elle participe activement aux mouvements des travailleurs de la mine Mitsui de Miike 三池¹³⁹, mais aussi aux grèves de l'usine textile Harada Seimenjo 原田製綿所 en 1925¹⁴⁰, ainsi qu'aux mouvements des métayers (*kosaku sōgi* 小作争議) du

136. En 1929, 18 899 individus étaient membres de la Suiheisha parmi les quelque 70 000 *burakumin* que comptait le département de Fukuoka (69 345 individus en 1920, 71 913 en 1935). Au niveau national, la Suiheisha regroupait la même année 48 483 membres sur le presque million de *burakumin* présents au Japon (829 674 recensés en 1921, puis 999 687 en 1935). Sources : CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1974, n° 40, p. 85 ; CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI, 1970 [1935], p. 283-287 ; *Kindai burakushi shiryō shūsei*, 1984-1987, vol. 9, p. 19 & 29 ; HARAGUCHI, 1988, p. 502-503.

137. Témoignage de Yamamoto Sakubē, cité par SHINDŌ, 1978, p. 32.

138. Propos tenus au congrès de 1924 par Matsumoto Ji.ichirō et Hanayama Kiyoshi (archives personnelles).

139. SHINDŌ, 1978, p. 230.

140. Certes, la moitié des grévistes étaient des femmes *buraku*. HARAGUCHI, 1989, p. 159.

Chikuhō soutenus par le « Syndicat des paysans du Japon » (*Nihon nōmin kumiai* 日本農民組合), de 1923 à 1924¹⁴¹.

Certains *buraku* où la ZKS est puissante accueillent même les bureaux des grévistes non *burakumin* syndiqués afin de les protéger des intimidations musclées de leurs employeurs ou des chefs de baraque, lorsque ceux-ci font appel à la pègre locale. C'est le cas du *buraku* de Futase 二瀬 (district de Kaho), qui abritait le bureau du « Syndicat des mineurs de l'Ouest » (*Seibu tankōfu kumiai* 西部炭坑夫組合) de la mine de Chūō, fondé en 1922. Les violences contre ces syndicalistes sont réelles : entre 1924 et 1925, quatre grévistes sont grièvement blessés, et l'un meurt poignardé. Sa dépouille est déposée dans la tombe d'un *burakumin*¹⁴². Plus tard, en 1932, lorsque les grévistes du « Syndicat des mineurs de charbon du Japon » (*Nihon sekitan kōfu kumiai* 日本石炭坑夫組合)¹⁴³ luttent pour l'amélioration des conditions de travail dans les houillères d'Asō, les *buraku* du district de Kaho sont mobilisés par la ZKS afin de leur fournir des denrées alimentaires, alors qu'ils en manquent eux-mêmes¹⁴⁴.

À l'inverse, on observe également des exemples de solidarité de la part d'ouvriers non *burakumin* envers leurs confrères discriminés. Ainsi, en 1923, lorsque la Suiheisha mène campagne contre le maire du village de Nakamura (district de Kurate), accusé de discrimination anti-*buraku*, des travailleurs de la mine Kajijima d'Ōnoura 大之浦 et des agriculteurs viennent leur prêter main-forte. Ensemble, ils obtiennent la publication par le maire d'une lettre d'excuses¹⁴⁵.

Les militants de la Zenkyūsui n'ignorent pas, pour autant, que l'hostilité contre les *burakumin* n'est pas seulement le fait du camp capitaliste, mais qu'elle émane aussi de leurs propres camarades ; ils constatent même que « la plupart des affaires de discrimination anti-*buraku* du moment se produisent au sein du prolétariat

141. SHINDŌ, 1978, p. 221.

142. Celle de la famille de Hanayama Kiyoshi, un des responsables du journal *Suihei geppō*.

143. Syndicat social-démocrate, comptant parmi les grévistes de 1932 de nombreux Coréens.

144. SHINDŌ, 1978, p. 111-126 & 225.

145. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985 [1924], articles des n° 3, 4 et 6.

[*musan kaikyū* 無産階級]¹⁴⁶. » La ZKS tente alors de sensibiliser les camarades non *burakumin* afin qu'ils prennent conscience de leur appartenance à une même classe – celle des prolétaires –, et du non-sens que représente la ségrégation. En avril 1926, les femmes *buraku* lancent ainsi cet appel dans le *Suibeï geppō* : « sœur non *burakumin*, ne nous discrimine pas, ne nous humilie pas, nous, les victimes du système de classe. Ce serait faire souffrir tes propres sœurs qui sont dans la même situation que toi, et finalement, te faire souffrir toi-même¹⁴⁷. »

Le mot d'ordre que la Zenkyūsui tente de faire passer est alors celui de la « grande coalition pour l'intérêt commun » (*daidō danketsu* 大同団結)¹⁴⁸, contre l'ennemi capitaliste. Dans cette confrontation, le racisme¹⁴⁹ anti-*buraku* divise les *burakumin* des autres exploités, et « empêche considérablement la progression du mouvement prolétaire¹⁵⁰. » Pour les militants de la ZKS, le combat contre le racisme et la lutte de classes constituent donc deux pôles fondamentaux et indissociables, l'un ne pouvant s'accomplir sans l'autre.

La subordination à la lutte de classes

L'union est également prônée au sein de la gauche, mais dans un sens plus spécifique : pour la gauche, la lutte d'émancipation des *burakumin* devrait se soumettre à celle, universelle, du prolétariat. Dans *Seibu sensen* 西部戦線 (« Le Front de l'ouest »), une revue proche du parti communiste publiée

146. ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 15, le 10 novembre 1925.

147. *Ibid.*, n° 18, le 1^{er} avril 1926.

148. *Ibid.*, n° 12, le 1^{er} août 1925.

149. On voit déjà se développer à l'époque d'Edo des discours considérant les *burakumin* comme une autre ethnie que celle des Japonais. Ce seront néanmoins surtout la pénétration du darwinisme et de l'eugénisme au Japon, à la fin du XIX^e siècle, qui donneront naissance à des discours racialisés et racistes au sujet des populations *eta*. Le terme de « race » (*jinsū* 人種), appliqué aux *burakumin*, est par ailleurs employé tel quel dans de nombreux écrits de la première moitié du XX^e siècle. Nous avons développé ces points plus en détail lors des journées d'études du 22 janvier 2015 (« Populations japonaises », CEJ-Inalco) et du 24 mars 2016 (CEJ-Antenne de Toulouse).

150. *Ibid.*, n° 15, le 10 novembre 1925.

dans le Chikuhō, l'un des fondateurs du PCJ Yamakawa Hitoshi 山川均 (1880-1958) déclare en 1924 que l'idéal de la Suiheisha « ne peut se réaliser que grâce à l'entraide des trois mouvements d'émancipation des prolétaires, à savoir celui du syndicat ouvrier, du syndicat agricole et de la Suiheisha », soulignant qu' « ouvriers, métayers et *burakumin* ne forment qu'une seule et même classe, celle des opprimés. » Dans le même numéro, le *leader* du Syndicat des mineurs de l'ouest, Koyama Morito 小山盛人, affirme que « l'émancipation des *buraku* passe par l'émancipation économique, laquelle ne se réalise que grâce à une autre émancipation : celle de l'exploitation capitaliste par l'ensemble de la classe prolétaire¹⁵¹. » Il s'agit de signifier que les luttes des *burakumin* ne sont que des variantes de celles du prolétariat, et qu'elles ont vocation à se retrouver au sein du PCJ. Mais le fait d'avoir pris la peine de rajouter les *burakumin* à côté des catégories classiques – paysannes et ouvrières – montre que la prise en compte du mouvement de la Suiheisha est difficilement évitable dans le contexte local.

En réalité, il semblerait que la Suiheisha du Kyūshū cherche surtout à tirer son épingle du jeu dans les luttes d'influence entre les tendances socialisantes et celles plus proches du PCJ. Lorsque l'influence de ce dernier faiblit, les revendications propres aux *buraku* resurgissent : c'est le cas avec l'éphémère¹⁵² « Parti des paysans et des ouvriers » (*Nōminrōdōtō* 農民労働党, ci-dessous NRT), fondé en décembre 1925 à partir de la coalition entre la Suiheisha et différents syndicats. Au-delà des revendications spécifiques aux mines, son programme doctrinal (*kōryō* 綱領) consacre une attention particulière à la condition des *burakumin* dans les houillères, revendiquant « le même salaire pour le même travail, quels que soient le sexe, l'âge et la race [*jinshu* 人種]¹⁵³. » Ce mot de « race » pourrait renvoyer aux ouvriers coréens, mais ceux-ci sont désignés dans le même texte par le terme de « peuple des colonies » (*shokuminchi minzoku* 植民地民族). Il s'agit donc des *burakumin*, d'autant que les militants de la Suiheisha les définissent eux-mêmes

151. Les propos de Yamakawa Hitoshi et Koyama Morito dans le premier numéro de *Seibu sensen* sont cités par SHINDŌ, 1978, p. 229.

152. Il dure à peine une journée avant d'être dissous par les autorités.

153. Programme doctrinal voté en 1925, cité par TSUCHIANA, 1960, p. 256.

comme un « peuple » minoritaire¹⁵⁴, et que la Suiheisha était la seule association politique représentant une minorité au moment de la fondation de ce parti. On peut supposer que cette dernière a surtout pu se faire entendre en profitant des conflits intérieurs qui aboutiront, lors de la création du NRT, à la mise à l'écart de l'aile gauche communiste au profit des syndicats sociaux-démocrates. D'autant qu'à l'époque, la Suiheisha n'avait pas encore décidé de subordonner son combat contre les discriminations aux luttes de classes plus générales.

Le gouvernement, soupçonnant le NRT de liens avec le PCJ, ordonne sa dissolution dès sa fondation. Son successeur direct, le « Parti des ouvriers et des paysans » (*Rōdōnōmintō* 労働農民党, ci-dessous RNT), sera formé quelques mois plus tard, en mars 1926, mais il ne tient pas compte de la question *buraku* dans son programme doctrinal¹⁵⁵. Lors de cette refondation, l'aile communiste a réussi à prendre le pouvoir. Ce nouveau rapport de forces se traduit par la subordination des causes des minorités discriminées à celles de la lutte des classes, alors même que le comité central du RNT compte dans ses rangs des cadres de la Suiheisha, comme Sakamoto Sei.ichirō 阪本清一郎 (1892-1987). Parallèlement, au sein des mouvements *burakumin*, l'influence du PCJ atteint son apogée et relègue le combat contre la discrimination anti-*buraku* derrière la lutte des classes.

Le Taishū jibō, de l'alliance sociale-démocrate au retour des communistes

Cette année 1926 voit se multiplier les opérations antimilitaristes au sein de la Zenkyūsui, orchestrées par l'aile communiste de la ZKS et regroupées sous l'appellation « combat par accusation de discrimination du régiment de Fukuoka » (*Fukuoka rentai sabetsu kyūdan tōsō* 福岡連隊差別糾弾闘争). Pour protester contre la discrimination anti-*buraku* au sein du régiment militaire de

154. Ce terme de « peuple » (*minzoku*) est par exemple employé dans ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985 [1925], n° 15.

155. Telle est du moins l'analyse dominante parmi les chercheurs du centre de recherche Buraku Kaihō Jinken Kenkyūjo 部落解放人権研究所. YOSHIDA, 2013 ; TANAKA, 2001, p. 1098. Mais il faudrait analyser directement le programme doctrinal du Parti à la Bibliothèque de la Diète : HOSOSAKO, 1926.

Fukuoka, la ZKS multiplie les boycottages et les occupations de leurs terrains d'entraînement, tout en dénonçant le militarisme avec le soutien de partis et de syndicats noyautés par des communistes, comme le RNT, ou la « Conférence des syndicats du travail du Japon » (*Nihon rōdō kumiai hyōgikai* 日本労働組合評議会)¹⁵⁶. Cette campagne de lutte contre le militarisme à Fukuoka se solde par l'arrestation en novembre 1926 de plusieurs cadres de la ZKS¹⁵⁷, dont Matsumoto Ji.ichirō et Fujioka Shōuemon 藤岡正右衛門 (1892-1930), mais surtout de membres de l'aile bolchévique, tels Wada Tōsuke 和田藤助¹⁵⁸ (ZKS) et Kimura Kyōtarō 木村京太郎 (1902-1988)¹⁵⁹. Ces répressions affaiblissent la Zenkyūsui, et le *Suihei geppō* finit par cesser de paraître après le numéro de juin 1927. Le journal renaît toutefois un an plus tard, en mai 1928, sous le titre de *Taishū jihō* 大衆時報 (« Courrier du peuple »)¹⁶⁰ : il est à présent devenu l'organe d'une coalition entre la Zenkyūsui et le « Syndicat des mineurs de Kyūshū » (*Kyūshū tankōfu kumiai* 九州炭坑夫組合, ci-dessous KTK). Ce syndicat, à tendance socialiste, est affilié au « Parti ouvrier et paysan du Japon » (*Nihon Rōnōtō* 日本労農党, ci-dessous « Nichirōtō »)¹⁶¹, puis après la dissolution de ce dernier, au « Parti social-démocrate populaire » (*Shakai Minsbūtō* 社会民衆党).

L'alliance avec un syndicat de mineurs est naturelle : leur cause était déjà essentielle au *Suihei geppō*, édité au cœur des houillères du district de Kaho. En revanche, celle avec un syndicat socialiste, voire social-démocrate,

156. SHINDŌ, 1978, p. 234.

157. Pour le détail de ces arrestations, nous nous référons à ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 26, le 1^{er} mars 1927.

158. HARAGUCHI, 1988, p. 518.

159. Kimura prendra la carte du PCJ en 1927. BURAKU KAIHŌ JINKEN KENKYŪJO, 2001 p. 218.

160. *Taishū jihō*, n° 3598, 1928-1933, reproduits dans ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, p. 111-120.

161. Le *Nihon Rōnōtō*, socialiste, est différent des trois autres partis proches du PCJ appelés « Rōnōtō », à savoir le *Rōdō Nōmintō* (RNT, 1926-1928), le *Rōdōsha Nōmintō* 労働者農民党 (1928-1928) et le *Rōnōtō* 労農党 (1929-1931).

surprend d'autant plus que les cadres de la Zenkyūsui soutiennent dans le même temps le RNT, proche du PCJ. C'est ainsi que le chef de file de la ZKS, Matsumoto Ji.ichirō, et l'un des fondateurs de la Suiheisha au niveau national, Saikō Mankichi 西光万吉, se présentent aux élections nationales de février 1928 sous la houlette du RNT, respectivement à Fukuoka et Nara.

Les arrestations de 1926 ont causé une hémorragie parmi les communistes de la Zenkyūsui. Les éditeurs-rédacteurs du *Suihei geppō* réchappés des arrestations, Hanayama Kiyoshi et Tanaka Shōgetsu 田中松月 (1900-1993), sont d'autant plus proches des socialistes que l'éphémère NRT avait pleinement pris en compte la question spécifique des populations discriminées. Le *Taishū jibō* voit par ailleurs le jour dans un contexte où les mouvements communistes sont généralement affaiblis, notamment avec « l'affaire du 15 mars 1928 », qui voit l'arrestation de plusieurs mineurs communistes de la Zenkyūsui, dont Wada Hatsutarō 和田初太郎, Sōmon Kotarō 惣門小太郎 et Matsumoto Kichinosuke¹⁶².

Au sein du comité de rédaction du *Taishū jibō*, les forces sont quantitativement équilibrées, avec cinq membres de la Suiheisha du district de Kaho, dont Hanayama Kiyoshi et Tanaka Shōgetsu, qui avaient fondé le *Suihei geppō*, et cinq membres du KTK, syndicat proche des socialistes¹⁶³. Le rapport de force éditorial évoluera cependant en défaveur de la cause *buraku* au fil des publications, et ce, dès les premiers numéros¹⁶⁴. Le titre même du journal révèle un certain degré de marginalisation de la Suiheisha face à la prédominance de la cause socialiste : *Taishū jibō*, que l'on peut traduire par « Courrier du peuple », dénote davantage l'intérêt général pour les masses exploitées que pour les minorités discriminées. Son premier numéro, daté du 1^{er} mai 1928, est ainsi consacré à la journée des ouvriers, sans vraiment proposer d'articles en lien avec les *buraku* ou la Suiheisha.

162. MATSUMOTO, 1977, p. 107 ; SHINDŌ, 1978, p. 237.

163. La composition du comité de rédaction est précisée dans ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, numéro du 10 janvier 1929.

164. Par « les premiers numéros », nous désignons ceux publiés entre mai et août 1928, soient les numéros 35 à 38, puisque la numérotation de *Suihei geppō* est continuée par le nouveau journal.

L'omniprésence du Nichirōtō est également frappante : alors qu'aucune publicité de la Suiheisha ne figure dans les premiers numéros, plusieurs publicités du Nichirōtō sont en revanche publiées, dont celle de la section Nichirōtō du district de Kaho, celle des bureaux locaux du « Journal du Nichirōtō » dans les districts de Kaho et de Tagawa, et celle d'un candidat officiel de ce même parti aux élections locales¹⁶⁵. La mention de la Suiheisha, lorsqu'elle apparaît, est toujours donnée en plus petits caractères que pour le Nichirōtō. Même le syndicat KTK, qui représente pourtant la moitié du comité de rédaction, occupe moins de place que ce parti. Quelques mineurs sont mentionnés, mais souvent dans des rubriques en petits caractères. De même, si un candidat aux élections exerce la profession de mineur, sa mine d'appartenance est mentionnée de façon moins visible que celle du Nichirōtō¹⁶⁶. Ceci s'explique sans doute par le fait que le KTK avait alors particulièrement besoin de soutien politique : il s'était en effet retrouvé affaibli après la scission de la « Confédération générale du travail du Japon » (*Nihon rōdō sōdōmei* 日本労働総同盟)¹⁶⁷, à laquelle il appartenait, et qui allait se diviser entre la Conférence des syndicats du travail du Japon, établie en mai 1925, et la « Ligue des syndicats du travail du Japon » (*Nihon rōdō kumiai dōmei* 日本労働組合同盟), fondée en décembre de l'année suivante.

À partir du numéro de décembre 1928, le rapport de force évolue à nouveau, avec une première page pleinement consacrée aux préoccupations de la Suiheisha. À côté des procès de l'affaire du régiment de Fukuoka, en cours d'instruction, les méthodes de « lutte par accusation publique » (*kyūdan tōsō* 糾弾闘争) des discriminations anti-*buraku*, dont l'organisation est coutumière, occupent l'autre partie de la une. Celle-ci dénonce en l'occurrence l'emploi du mot *eta* par un *yakuza* de Nagasaki proche du pouvoir local, Fujita Matao 藤田又雄, accusé de « voyou réactionnaire » pour avoir déclaré : « appeler *eta* ceux qui sont des *eta*, où est le problème¹⁶⁸ ? » À l'inverse, le Nichirōtō, omniprésent jusqu'au numéro précédent, est quasiment absent des articles de décembre 1928. Ce parti est

165. *Taishū jihō* du 1^{er} mai 1928, et du 1^{er} août 1928, *ibid.*

166. *Ibid.*, numéro du 1^{er} août 1928.

167. Différent de la *Zen-Nihon rōdō sōdōmei* 全日本労働総同盟.

168. *Taishū jihō*, *Ibid.*, n° 42, 1^{er} décembre 1928.

effectivement en train de disparaître pour se fondre, avec certains autres partis de gauche, dans la coalition du « Parti du peuple du Japon » (*Nihon Taishūtō* 日本大衆党), qui se constituera vingt jours après la publication de ce numéro. On peut se demander si les membres de la Zenkyūsui n'ont pas profité de cette période de flottement pour faire paraître leurs revendications en faveur des *buraku* comme du temps du *Suihei geppō*, d'autant que les rédacteurs principaux de *Taishū jihō* ne s'allieront finalement pas à ce nouveau parti de coalition, mais à un parti plus centriste. Ainsi, aux élections départementales de janvier 1929, Hanayama Kiyoshi se présente comme auparavant avec le soutien du KTK, mais aussi celui du Parti social-démocrate populaire. Le numéro du 10 janvier 1929 du *Taishū jihō* affiche d'ailleurs un encart de soutien de Miyachika Kōji 宮近綱次, un élu de ce même parti.

Par la suite, la parution du *Taishū jihō* devient très espacée, à peine un numéro par an. Il faudra attendre 1933 pour que son rythme de parution redevienne plus régulier, ce qui correspond au moment où le journal se rapproche d'un nouveau syndicat de mineurs du Kyūshū, le « Syndicat du travail des houillères de l'Ouest » (*Seibu kōzan rōdō kumiai* 西部鉱山労働組合, ci-dessous SKRK)¹⁶⁹. Ce dernier est proche du « Conseil national des syndicats du travail du Japon » (*Nihon rōdō kumiai zenkoku kyōgikai* 日本労働組合全国協議会, ci-dessous Zenkyō 全協), aux mains des communistes, et rival du syndicat social-démocrate auquel le *Taishū jihō* s'était allié précédemment. En janvier 1934, le *Taishū jihō* devient même l'organe officiel du SKRK. Le rapprochement avec ce syndicat affilié au PCJ est cependant plus ancien : il date au moins de l'année 1931, lorsque Hanayama Kiyoshi s'était présenté aux élections départementales de Fukuoka avec le soutien officiel du SKRK, en plus de celui du « Parti national du peuple ouvrier et paysan » (*Zenkoku rōnō taishūtō* 全国労農大衆党). 1931 fut par ailleurs une année de combats dans les mines du Chikuhō (*Chikuhō tanden sōgi* 筑豊炭田争議)¹⁷⁰, dont les grévistes furent soutenus par le SKRK, le Zenkyō, et bien sûr, la Zenkyūsui.

169. Le *Taishū jihō* devient l'organe du SKRK en 1934 (n° 99-107). Ces numéros sont reproduits dans ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, p. 121-130.

170. MATSUMOTO, 1977, p. 104-115 ; SHINDŌ, 1978, p. 238.

Le premier numéro du *Taishū jihō* en tant qu'organe du SKRK, daté de janvier 1934¹⁷¹, pose le syndicat en représentant des mineurs du Chikuhō, toujours en pleine lutte de classes. L'encart de la première page annonce ainsi en gros caractères :

Encore une explosion à la mine d'Akaïke. [...] Faisons condamner à mort les responsables et les capitalistes qui, en cherchant avidement le profit, ont massacré de nombreux mineurs, et font ainsi vivre leur famille dans une haine sans fin !! Dédommagements à vie aux familles des défunts¹⁷² !!

La majeure partie des articles de ce numéro s'adressent aux travailleurs de ces houillères : ils évoquent « l'ennemi commun des cent mille mineurs du Chikuhō » (p. 2), et incitent les lecteurs à exprimer leurs difficultés ou attentes dans une rubrique intitulée « Le bras des mineurs » (p. 4). Des conseils de lecture sont également dispensés pour éduquer les masses : « Lis !!! Les livres sont notre pain quotidien », avise ainsi une colonne recommandant trois auteurs, dont Marx et Yamakawa Hitoshi. Dans ces articles à l'attention des mineurs du Chikuhō, il n'est en revanche jamais fait mention de la condition des mineurs *buraku*. Hanayama Kiyoshi, qui est toujours l'éditeur et le directeur de *Taishū jihō*, ne mentionne pas non plus la question *buraku* dans les deux articles qu'il écrit pour ce premier numéro. Un seul texte émane de la Suiheisha, sous la plume de Matsumoto Ji.ichirō, alors président de son comité central. Inséré dans le coin inférieur d'une page, il s'agit seulement d'une carte de vœux pour le nouvel an, qui rapporte en petits caractères quelques nouvelles concernant la Suiheisha.

Il faut attendre la publication du numéro spécial d'avril 1934 pour voir abordée la question de la condition *burakumin*. Ce numéro spécial « Suiheisha » du *Taishū jihō* est très différent des anciens numéros de *Taishū jihō* ou de *Suihei geppō*. On n'y retrouve ni accusations publiques, ni lettres d'excuses ou de soutiens directs à la ZKS, mais en lieu et place, des récits didactiques rapportant des cas de discrimination, notamment à l'école. Comme le montre la préface à ces récits, il

171. *Taishū jihō*, ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 99, le 1^{er} janvier 1934.

172. *Ibid.*

s'agit de sensibiliser les lecteurs aux difficultés particulières que rencontrent les *burakumin* et d'expliquer les raisons de certaines pratiques de la Suiheisha :

Du point de vue des gens ordinaires, les actions de la Suiheisha, telles ses accusations d'actes discriminatoires, doivent paraître incompréhensibles. [...] Vous expliquer à quel point un seul mot suffit pour nous blesser irrémédiablement ne suffit pas à obtenir votre compréhension. Ainsi, nous nous permettons de vous raconter ici une histoire personnelle [...]¹⁷³.

À la fin de l'article, l'auteur insiste dans son effort de sensibilisation :

Vous pensez sans doute qu'aujourd'hui, en ces jours de l'ère Shōwa, il ne doit plus y avoir de discriminations de ce genre. [...] Mais c'est précisément parce que ce type de discriminations existe toujours que la Suiheisha se voit obligée de poursuivre sa pratique de l'accusation publique¹⁷⁴.

Sensibiliser les lecteurs aux pratiques accusatoires de la Suiheisha est d'autant plus important que les camarades des mines sont parfois les auteurs de ces discriminations. En l'état actuel de nos recherches, nous ne pouvons affirmer si ce numéro est une concession arrachée par les membres de la Zenkyūsui, ou si le SKRK, donc les communistes, ressentent au cours de l'année 1934¹⁷⁵ le besoin, local ou national, de resserrer les rangs et de s'adjoindre plus fortement le soutien de la Suiheisha et de l'ensemble des *burakumin*.

Par ailleurs, ce numéro spécial « Suiheisha » n'évoque aucunement la question des mineurs, ni des ouvriers en général, comme si la condition des minorités discriminées et celle des prolétaires étaient désormais deux réalités différentes. Une évolution de taille par rapport aux discours assimilationnistes du PCJ et de

173. *Ibid.*, n° 102, le 10 avril 1934.

174. *Ibid.*

175. Moment où les mouvements communistes sont affaiblis par la répression et les conversions politiques successives.

Sano Manabu, qui dix ans plus tôt, considérait le Chikuhō et ses houillères comme le lieu idéal pour parvenir à la solidarité entre ouvriers *buraku* et non *buraku*¹⁷⁶.

Conclusion

Dans le bassin du Chikuhō, le lien entre *eta* et charbon, puis entre *buraku* et houillères, s'avère ancien. Il procède de facteurs à la fois historiques et sociaux, issus des stratégies locales des dirigeants des fiefs de l'époque Edo, associés à des facteurs plus pédogogiques de localisation des gisements de charbon.

Avec l'industrialisation et la constitution d'un prolétariat minier, ce lien s'est mécaniquement atténué, surtout durant la période d'expansion des houillères, à la fin du XIX^e siècle. Mais à partir des années 1920, puis au cours de l'après-guerre, la présence *buraku* au sein des mines se renforce de nouveau. On peut se demander si certains historiens spécialistes des *buraku* n'en sont pas venus à lier aussi étroitement charbon et *buraku* pour cette raison précise, et à extrapoler, ce faisant, la situation du Chikuhō. Du point de vue des *buraku*, la réciproque est plus certaine : le charbon semble être resté pour les communautés *buraku* du Chikuhō un élément déterminant en termes d'emploi, de revenus et même de mémoire collective.

En effet, la formation du prolétariat industriel, auquel les *burakumin* furent intégrés dès les débuts, n'a pas gommé la discrimination ancestrale dont ils faisaient l'objet avant Meiji : ségrégation dans l'habitat, relégation vers les tâches les moins qualifiées, les moins rémunérées, et même maintien des tabous, comme les interdictions d'accès à l'intérieur des fosses.

Les grands groupes miniers tels que Mitsui, Mitsubishi ou Sumitomo ont adopté des stratégies différentes vis-à-vis de ces communautés, entre évitement et dissimulation. Mais les groupes plus locaux, comme celui d'Asō Takichi, qui avait une bonne connaissance du Chikuhō et de ses *buraku*, ont plus certainement développé une stratégie assez claire : celle de tirer au maximum profit de cette main-d'œuvre disponible, moins chère et plus captive. Une logique qui voit son

176. SANO, 1923, et « Suihei shakai no kensetsu » 水平社会の建設, in ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA, 1985, n° 3, août 1924.

prolongement avec l'usage privilégié de la main-d'œuvre coloniale chez Asō dans les années 1930, pour des salaires souvent plus bas encore que ceux des *burakumin*, et des conditions de travail souvent difficiles.

Au sein des mouvements ouvriers, et en particulier du PCJ, le plus proche allié de la Suiheisha, la question du traitement des discriminés est restée à géométrie variable. L'analyse théorique de la lutte des classes peut en effet aussi bien conduire à les intégrer dans son dispositif qu'à les considérer comme une préoccupation secondaire. L'état du rapport de force entre le PCJ et la Suiheisha, répercuté sur les houillères du Chikuhō par la présence de la Zenkyūsui et des syndicats affiliés au PCJ, se montre ici déterminant : quand les temps sont durs, le besoin de soutien chez les uns ou les autres conduit les membres de la ZKS à insister moins fortement sur la particularité des *buraku*, et les responsables du PCJ à conscientiser leurs militants sur la justesse du combat contre la ségrégation anti-*buraku*.

Si l'après-guerre voit la fin progressive des mines du Chikuhō, le taux de mineurs *burakumin* semble paradoxalement avoir augmenté à mesure que fermaient ces houillères. Le faible niveau de qualification de ces populations, qui rendait la reconversion vers d'autres secteurs moins aisée que pour les salariés non *burakumin*, n'est certainement pas sans lien avec ce phénomène.

On pourrait penser qu'avec la patrimonialisation actuelle des mines de cette région, que ce soit sous la forme de musées, d'expositions ou de monuments commémoratifs, une mémoire de la présence *buraku* aurait pu voir le jour. En réalité, un grand nombre d'anciens puits sont situés à proximité de *buraku*, et toujours peuplés de *burakumin*¹⁷⁷. Comme l'identification et la localisation de ces hameaux restent aujourd'hui l'enjeu majeur de la lutte des associations de défense des *buraku* à Kyūshū, mais aussi dans le reste du Japon, les groupes issus de la ZKS s'opposent à toute mention sur le terrain, ou dans des publications, qui permettrait de localiser précisément les *buraku* du Chikuhō.

177. D'après le dernier recensement national de 1993, le département de Fukuoka est aujourd'hui le deuxième département le plus peuplé par les populations *burakumin*, après celui de Hyōgo. SŌMUCHŌ, 1995, p. 72.

Bibliographie indicative

ASO Tatsuo 安蘇龍生, 1979, « Bakuhan jidai no tagawa ni okeru sekitan saikutsu to hisabetsu buraku » 幕藩時代の田川における石炭採掘と被差別部落 [L'extraction de la houille et les *buraku* discriminés à Tagawa durant l'époque féodale] in *Buraku kaihōshi : Fukuoka* 部落解放史・ふくおか [Histoire de l'émancipation des *buraku* : Fukuoka], n° 15, pp. 56-85.

BURAKU KAIHŌ KENKYŪJO 部落解放研究所 (ed.), 1981, *Buraku mondai* 部落問題 [Questions buraku], Kaihō shuppansha 解放出版社, Ōsaka.

BURAKU KAIHŌ JINKEN KENKYŪJO 部落解放人権研究所 (ed.), 1981, *Buraku jinken jiten* 部落問題・人権事典 [Dictionnaire encyclopédique de la question *buraku* et des droits de l'Homme], Kaihō shuppansha 解放出版社, Ōsaka.

CHIKUHŌ SEKITAN KŌGYŌSHI NENPYŌ HENSAN IINKAI 筑豊石炭鉱業史年表編纂委員会編 (ed.), 1973, *Chikuhō sekitan kōgyōshi nenpyō* 筑豊石炭鉱業史年表 [Chronologie de l'histoire industrielle du charbon dans le Chikuhō], Tagawa kyōdo kenkyūkai 田川郷土研究会, Tagawa.

CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI 中央融和事業協会, 1970 [1926-1941], *Yūwa jigyō nenkan* 融和事業年鑑 [Annuaire des œuvres *yūwa* 1926-1941], Buraku Kaihō Kenkyūjo, Ōsaka.

CHŪŌ YŪWA JIGYŌ KYŌKAI 中央融和事業協会, 1974, *Yūwa jigyō kenkyū* 融和事業研究 [Recherches sur les œuvres *yūwa*], réédition des quatre-vingt numéros, Sekai Bunko 世界文庫, Tōkyō.

ENDŌ Masao 遠藤正男, 1942, *Kyūshū keizaishi kenkyū* 九州経済史研究 [Recherches sur l'histoire économique du Kyūshū], Nihon hyōronsha 日本評論社, Tōkyō, 331 p.

FUKUOKA BURAKUSHI KENKYŪKAI 福岡部落史研究会 (dir.), 1979, *Fukuoka-ken hisabetsu burakushi no shosō* 福岡県被差別部落史の諸相 [Divers aspects de l'histoire des buraku discriminés du département de Fukuoka], Fukuoka burakushi kenkyūkai 福岡部落史研究会, Fukuoka, 441 p.

FUKUOKA BURAKUSHI KENKYŪKAI 福岡部落史研究会 (dir.), 1989, *Fukuoka no buraku kaihōshi* 福岡の部落解放史 [Histoire de l'émancipation des buraku de Fukuoka], tome 2, Kaichōsha 海鳥社, Fukuoka, 263 p.

HARADA Tomohiko 原田伴彦, 1975 [1973], *Hisabetsu buraku no rekishi* 被差別部落の歴史 [Histoire des hameaux discriminés], Asahi shinbunsha 朝日新聞社, Tōkyō, 396 p.

HARAGUCHI Eiyū 原口颯雄, 1988, « Kikanshi “Suihei geppō” ni miru Zenkyūshū Suiheisha no undō » 機関紙『水平月報』にみる全九州水平社の運動 [L'activité de la Zenkyūshū Suiheisha au regard de l'organe *Suihei geppō*], in SEINAN CHI.IKISHI KENKYŪKAI 西南地域史研究会 (ed.), *Seinan chi.iki no shiteki tenkai : kindai-ben* 西南地域の史的展開一近代篇 [Développement historique des régions du Sud-Ouest à l'époque de la modernisation], Shibunkaku shuppan 思文閣出版, Kyōto.

HARAGUCHI Eiyū 原口颯雄, 1989, « Suiheisha no shisō to undō » 水平社の思想と運動 (Idéologies et mouvements de la Suiheisha), in FUKUOKA BURAKUSHI KENKYŪKAI 福岡部落史研究会 (ed.), *Fukuoka no buraku kaihōshi* 福岡の部落解放史, Kaichōsha 海鳥社, Fukuoka.

HARAGUCHI Eiyū 原口颯雄, 2001 in BURAKU KAIHŌ JINKEN KENKYŪJO 部落解放人権研究所 (ed.), *Buraku mondai jinken jiten* 部落問題・人権事典 [Dictionnaire encyclopédique de la question *buraku* et des droits de l'Homme], Kaihō shuppansha, Ōsaka.

HOSOSAKO Kanemitsu 細迫兼光, 1926, *Rōdōnōmintō no kōryō to seisaku* 労働農民党の綱領と政策 [Programme doctrinal et mesures proposées par le Rōdōnōmintō], Rōdōnōmintō Chōsabu 労働農民党調査部, Tōkyō.

KANEKO Uzeki 金子雨石, 1975, « Mitsui Tagawa tankō ni okeru rōdōsha no boshū to kaiko, 1 » 三井田川炭鉱における労働者の募集と解雇, 1 [Recrutement et licenciement des ouvriers dans les mines Mitsui de Tagawa, 1] in ENERUGI-SHI KENKYŪKAI エネルギー史研究会 (ed.), *Enerugi-shi kenkyū nōto* エネルギー史研究ノート [Cahier de recherches sur l'histoire de l'énergie], n° 5.

KAWAMUKAI Hidetake 川向秀武, 1989, « Buraku kaizen to seikatsu kadai » 部落改善と生活課題 [Améliorations des *buraku* et problèmes de la vie quotidienne], in FUKUOKA BURAKUSHI KENKYŪKAI 福岡部落史研究会 (ed.), *Fukuoka no buraku kaibōshi* 福岡の部落解放史 [Histoire de l'émancipation des *buraku* de Fukuoka], Kaichōsha 海鳥社, Fukuoka.

Kindai burakushi shiryō shūsei 近代部落史資料集成 [Compilation de documents historiques sur les buraku à l'époque de la modernisation], 1984-1987, San.ichi shobō 三一書房, Tōkyō.

KYŪSHŪ DAIGAKU SEKITAN KENKYŪ SHIRYŌ SENTĀ 九州大学石炭研究資料センター (dir.), 1993, *Sekitan kenkyū shiryō sōsho* 石炭研究資料叢書 [Collection de documents historiques pour les recherches sur le charbon], vol. 14, Kyūshū daigaku sekitan kenkyū shiryō sentā 九州大学石炭研究資料センター, Fukuoka, 217 p.

KYŪSHŪ DAIGAKU SEKITAN KENKYŪ SHIRYŌ SENTĀ 九州大学石炭研究資料センター (dir.), 2000, *Sekitan kenkyū shiryō sōsho* 石炭研究資料叢書 [Collection de documents historiques pour les recherches sur le charbon], vol. 21, Kyūshū daigaku sekitan kenkyū shiryō sentā 九州大学石炭研究資料センター, Fukuoka, 215 p.

MAHARA Tetsuo 馬原鉄男, 1973, *Nihon shihon shugi to buraku mondai* 日本資本主義と部落問題 [Le capitalisme japonais et la question buraku], Buraku mondai kenkyūjo 部落問題研究所, Kyōto, 493 p.

MATSUMOTO Kichinosuke 松本吉之助, 1977, *Chikuhō ni ikiru* 筑豊に生きる [Vivre dans le Chikuhō], Buraku mondai kenkyūjo, Kyōto.

MATSUZAKI Taketoshi 松崎武俊, 1979, « Edoki ni okeru fukuoka chihō no buraku to nōgyō, sono 5 » 江戸期における福岡地方の部落と農業, その五 (Les *buraku* et l'agriculture dans la région de Fukuoka à l'époque Edo, n° 5), in *Fukuoka-ken hisabetsu burakushi no shosō* 福岡県被差別部落史の諸相 [Divers aspects de l'histoire des *buraku* discriminés du département de Fukuoka], Fukuoka burakushi kenkyūkai 福岡部落史研究会, Fukuoka, pp. 85-120.

NAGASUE Toshio 永末十四雄, 1973, *Chikuhō : sekitan no chi.ikishi* 筑豊—石炭の地域史 [Chikuhō : une histoire régionale du charbon], Nihon hōsō shuppan kyōkai 日本放送出版協会, Tōkyō, 248 p.

NAGASUE Toshio 永末十四雄, 1979, « Chikuhō o chūshin to shita shihon shugi no hattatsu to buraku mondai » 筑豊を中心とした資本主義の発達と部落問題 [Le développement du capitalisme et la question *buraku* à partir du Chikuhō] in *Buraku kaihōshi : Fukuoka* 部落解放史・ふくおか [Histoire de l'émancipation des *buraku* : Fukuoka], n° 15.

NAGASUE Toshio 永末十四雄, 1989, « Sekitan kōgyō to buraku mondai » 石炭鉱業と部落問題 [L'industrie charbonnière et la question *buraku*], in FUKUOKA BURAKUSHI KENKYŪKAI (ed.), *Fukuoka no buraku kaihōshi* 福岡の部落解放史, [Histoire de l'émancipation des *buraku* de Fukuoka] tome 2, Kaichōsha 海鳥社, Fukuoka, pp. 69-106.

NAIMUSHŌ 内務省 [ministère de l'Intérieur], 2000 [1924], *Kōgyō rōdō jijō chōsho* 鉱業労働事情調査 [Enquête sur la situation du travail minier], in KYŪSHŪ DAIGAKU SEKITAN KENKYŪ SHIRYŌ SENTĀ 九州大学石炭研究資料センター (ed.), *Sekitan kenkyū shiryō sōsho* 石炭研究資料叢書 [Collection de documents historiques pour les recherches sur le charbon], vol. 21, Kyūshū daigaku sekitan kenkyū shiryō sentā 九州大学石炭研究資料センター, Fukuoka, 215 p.

- NAKAMURA Naofumi 中村尚史, 2008, « Chihō zaibatsu » no tanjō », in *ISS Discussion Paper Series*, Tōkyō daigaku shakaikagaku kenkyūjo 東京大学社会科学研究所, Tōkyō.
- OGINO Yoshihiro 荻野喜弘, 1993, *Chikuhō tankō rōshi kankei-shi* 筑豊炭鉱労使関係史 [Une histoire des relations de travail dans les mines du Chikuhō], Kyūshū daigaku shuppankai 九州大学出版会, Fukuoka, 448 p.
- SABOURET Jean-François, 1983, *L'Autre Japon : les burakumin*, Maspero, Paris, 155 p.
- SAKAMOTO Yūichi 坂本悠一, 1997, « Chikuhō sekitan kōgyō to hisabetsu buraku » 筑豊石炭鉱業と被差別部落 [L'industrie houillère du Chikuhō et les buraku discriminés] in *Buraku mondai kenkyū* 部落問題研究 [Études de la question buraku], n° 140.
- SANO Manabu 佐野学, 1923, *Suihei undō* 水平運動 [Mouvement pour l'égalité], archives personnelles de l'auteur, 29 p.
- SHINDŌ Toyo.o 新藤東洋男, 1978, *Chikuhō no jokōfutachi* 筑豊の女坑夫たち [Les femmes mineurs du Chikuhō], *Buraku mondai kenkyūjo* 部落問題研究所, Kyōto.
- SŌMUCHŌ 総務庁 [Agence des Affaires, 1995, *Dōwa mondai no genkyō, heisei nananenban* 同和問題の現況平成七年版 [État actuel de la question dōwa, année 1995], Chūō hōki shuppan 中央法規出版, Tōkyō.
- SUMIYA Mikio 隅谷三喜男, 2003 [1968], « Nihon sekitan sangyō bunseki » 日本石炭産業分析 [Analyse de l'industrie minière au Japon] in *Sumiya Mikio chosakushū* 隅谷三喜男著作集 [Recueil des travaux de Sumiya Mikio], vol. 4, Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō.

- TACHIBANA Takashi 立花隆, 1983 [1978], *Nihon kyōsantō no kenkyū* 日本共産党の研究 [Recherches sur le Parti communiste japonais], vol. 3, Kōdansha 講談社, Tōkyō, 362 p.
- TAKANO Nobuharu 高野信治, 2007, « Kinsei daimyō no nōsei tenkai to shakai sabetsu » 近世大名の農政展開と社会差別 [Politiques agricoles et discrimination sociale sous l'égide des seigneurs de la période moderne] in *Hikaku shakai bunka* 比較社会文化 [Social and Cultural Studies], vol. 13, pp. 36-43.
- TAKI Yoshihisa 滝井義高, 1985, « Assatsu sareta tankō » 圧殺された炭鉱 [Houillères étouffées], in ISOMURA Ei.ichi 磯村英一 (ed.), *Teihen shakai* 底辺社会 [La société des bas-fonds], Yūzankaku shuppan 雄山閣出版, Tōkyō, pp. 203-216.
- TANAKA Masato 田中真人, 2001, « Rōdōnōmintō » 労働農民党, in BURAKU KAIHŌ JINKEN KENKYŪJO 部落解放人権研究所 (ed.), *Buraku mondai jinken jiten* 部落問題・人権事典, Kaihō shuppansha, Ōsaka.
- TOKITA Yoshihisa 戸木田嘉久, 1976, *Hatarakumono to buraku mondai* 働くものと部落問題 [Les travailleurs et la question buraku], Buraku mondai kenkyūjo shuppanbu 部落問題研究所出版部, Kyōto.
- TOKITA Yoshihisa 戸木田嘉久, 1989, *Kyūshū tankō rōdō chōsa shūsei* 九州炭鉱労働調査集成 [Compilation d'enquêtes sur le travail dans les mines de Kyūshū], Hōritsu bunkasha 法律文化社, Kyōto, 427 p.
- TOKITA Yoshihisa 戸木田嘉久, 1992, « Chikuhō no tankō to buraku no koto » [À propos des mines et des buraku du Chikuhō] in *Ritsumeikan keizaigaku* 立命館経済学 [Sciences économiques de Ritsumeikan], n° 5, vol. 41.
- TŌKYŌ CHIHŌ SHOKUGYŌ SHŌKAI JIMUKYOKU 東京地方職業紹介事務局 [Bureau de l'emploi de Tōkyō], 2000 [1928], « Chikuhō o chūshin to shita shihon shugi no hattatsu to buraku mondai » 最近内地在留朝鮮人調べ,

in *Sekitan kenkyū shiryō sōsho* 石炭研究資料叢書 [Collection de documents historiques pour les recherches sur le charbon], vol. 21, Kyūshū daigaku sekitan kenkyū shiryō sentā 九州大学石炭研究資料センター, Fukuoka.

TSUCHIANA Fumito 土穴文人, 1975, « “Nōminrōdōtō” no seiritsu keika to rōdōkumiai » 「農民労働党」の成立経過と労働組合 [Le processus de formation du « Nōminrōdōtō » et les syndicats ouvriers] in HŌSEI DAIGAKU SHAKAIGAKUBU GAKKAI 法政大学社会学部学会 (ed.), *Shakai rōdō kenkyū* 社会労働研究 [Recherches sur le travail et la question sociale], n° 12, pp. 195-271.

TSŪSHŌ SANGYŌSHŌ 全九州水平社通商産業省 [ministère du Commerce, 1964, *Honpō kōgyō no sūsei gojūnen-shi, zokuben* 本邦鉱業の趨勢50年史, 続篇 [Histoire d'un demi-siècle de l'industrie houillère de notre pays], Tsūshō sangyō chōsakai 通商産業調査会, Tōkyō.

UEDA Masayo うえだまさよ, 1977, « Watashi no oitachi » わたしのおい
たち [Mon enfance], in TŌJŌ Takashi 東上高志 (ed.), *Watasha soredemo ikitekita* わたしやそれでも生きてきた [Pourtant, j'ai continué à vivre], Buraku mondai kenkyūjo, Kyōto.

YADA Toshifumi 矢田俊文, 2014, *Yada Toshifumi chosakushū* 矢田俊文著作集 [Œuvres de Yada Toshifumi], vol. 1, Hara shobō 原書房, Tōkyō.

YOSHIDA Fumiyoshi 吉田文茂, 2013, « Musan seitō kessei to zenkoku suiheisha » 無産政党結成と全国水平社, publié sur la page internet du centre de recherche Buraku Kaihō Jinken Kenkyūjo 部落解放人権研究所.

UENO Eishin 上野英信, 1960, *Owareyuku kōfutachi* 追われゆく坑夫たち [Les mineurs traqués], Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō, 246 p.

ZEN KYŪSHŪ SUIHEISHA 全九州水平社, 1985, *Suihei geppō* 水平月報 [Bulletin mensuel de la Suiheisha de Kyūshū], n° 1-28, 1924-1927 ; archives

reproduites dans *Suihei geppō fukkokuban* 水平月報復刻版, Fukuoka burakushi kenkyūkai 福岡部落史研究会, Fukuoka, p. 1-109.

Résumé : la région du Chikuhō (Kyūshū) reste fortement associée à l'histoire du charbon. Les liens entre communautés de parias (*burakumin*) et l'industrie de la houille y sont moins connus, l'historiographie d'après-guerre ayant peu abordé cette question. Les communautés *buraku* sont pourtant bien présentes dans le Chikuhō, le plus souvent à proximité des anciennes mines. Nous montrons ainsi qu'il existe un lien organique, entre la présence *buraku* dans le Chikuhō et l'industrie du charbon, procédant de facteurs historiques et sociaux. L'industrialisation des houillères à la fin du XIX^e siècle aurait pu conduire à l'intégration de ces *burakumin* au sein de la classe ouvrière émergente. Mais la discrimination a pourtant perduré au sein du prolétariat minier et fit même partie des stratégies de certains groupes industriels pour la gestion des populations ouvrières. Cette question de la spécificité *buraku* s'est aussi posée au mouvement ouvrier, au sein des syndicats et dans les stratégies du Parti communiste japonais. La nature et l'évolution du rapport des groupes de défense des *burakumin* aux autres syndicats de mineurs ont ainsi évolué, selon les impératifs du moment et les rapports de force, entre solidarité, alliance et subordination.

Mots-clés : Charbon, parias, buraku, Chikuhō, Parti communiste, discrimination, populations ouvrières

Abstract: The region of Chikuhō (Kyūshū) remains strongly associated with a long history of coal mining. The links between outcast communities (burakumin) and the coal industry are less well known, as post-war historiography has hardly broached the subject. However, buraku communities are well represented in Chikuhō, most often in the vicinity of former mines. We show that there is an organic link, between the buraku presence in Chikuhō and the coal industry, stemming from historical and social factors. The industrialization of the coal mines at the end of the 19th century could have led to the integration of these burakumin into the emerging working class. But discrimination persisted within the mining proletariat and was even part

of the strategies of some industrial groups for the management of the working-class populations. This question of buraku specificity has also been raised within the workers' movement, the labor unions and in the strategies of the Japanese Communist Party. The nature and evolution of the relationship between burakumin defense groups and other miners' unions has thus evolved, in accordance with punctual imperatives and the balance of power, between solidarity, alliance and subordination.

Keywords: Coal, Outcasts, buraku, Chikuhō, Japan Communist Party, discrimination, working-class

キーワード： 筑豊炭田、部落問題、労資関係、就職差別、労働運動

Les mineurs coréens dans la littérature de langue japonaise : entre silence contraint et risque de banalisation

*Korean Miners in Japanese Literature: Between
Constrained Silence and the Risk of Trivialization*

Mayumi SHIMOSAKAI

Maître de conférences, université d'Orléans

Exhalez vos parfums, fleurs de prunier sur la colline où on extrait
le charbon.

香に匂へうに掘る岡の梅の花¹

Si ce *hokku* de Matsuo Bashō, composé en 1688, permet de situer les débuts balbutiants de la littérature japonaise de la mine à l'époque où apparurent les premiers enregistrements documentaires sur les houillères de Chikuhō et de Miike², il faudra néanmoins attendre les années 1920 et l'épanouissement de la

1. KATŌ, 1998, p. 17.

2. IKEDA, 2012, p. 67.

littérature prolétarienne pour que les écrivains accordent une place majeure à l'univers minier – et plus longtemps encore, pour que cet univers soit associé à l'émigration forcée des travailleurs coréens.

Ueno Eishin 上野英信 (1923-1987), lui-même mineur, écrivain et contributeur de la revue des mineurs de Chikuhō, *Sākuru mura* サークル村³, relève pourtant l'importance de la présence des Coréens au sein des mines japonaises dans un récit de 1958 alimenté par son vécu, *Les Histoires drôles du fond de la terre*, où il donne en exemple plusieurs mots coréens passés dans le jargon des mineurs :

Ketsuwari porte l'idée de « fuite », d'« évasion », on l'utilise d'ailleurs dans l'expression verbale *ketsu o waru* (« casser le cul »). Un mineur *ketsuwari* est donc un mineur évadé. On écrit souvent ce mot avec les sinogrammes 尻割り, qui n'est qu'une graphie imputable à sa prononciation, tout comme *baketsu* (seau) s'écrirait 馬穴. Il est évident que ce mot est en réalité une altération du coréen *kechogari*, signifiant lui-même « évasion ». Les mots d'origine coréenne sont nombreux dans le langage de la vie quotidienne des mineurs : les contremaîtres sont appelés *yanban* ; pour dire « mange ! », on dit *panmogura*. Et pour cause : nombre d'immigrés coréens ont afflué vers les mines dès l'ère Meiji.

ケツワリとは逃亡・脱走の意であり、動詞としてはケツをワルというふうに使われている。ケツワリ坑夫といえは脱走坑夫のことになる。よく尻割りという漢字が宛てられるけれど、これはバケツを馬穴と書くのとおなじく、まったくの宛字にすぎない。もともと脱走を意味する朝鮮語の「ケッチョガリ」の転訛であることは明らかだ。係員のことをヤンバンといたり、飯をくえというところをパンモグラといたり、炭鋏で日常用語と化

3. *Sākuru mura* サークル村 (Le Cercle-village), vol. 1 (1.1-2.6, septembre 1958-juin 1959), vol. 2 (2.7-3.5, juillet 1959-mai 1960) et vol. 3 (3.6-4.6, septembre 1960-octobre 1961), Tōkyō, Fuji shuppan 不二出版, 2013 [2006].

した朝鮮語がすこぶる多いが、これはすでに明治時代からかなり多くの朝鮮人移民が炭鉱に流れこんできているためである⁴。

Ces propos sont cependant exagérés. D'après une étude du ministère de l'Intérieur⁵, le nombre de Coréens dans les départements où l'activité minière était importante demeure relativement peu élevé en 1910, soit deux ans avant la fin de l'ère Meiji : 26 individus à Hokkaidō, 163 à Yamaguchi, 335 à Fukuoka et 173 à Nagasaki. Néanmoins, l'intérêt de ce passage réside non pas dans son exactitude historique, mais dans son témoignage de la trace indélébile laissée par les mineurs coréens dans l'histoire des houillères au Japon.

Les travailleurs coréens commencent à arriver plus nombreux à partir de l'ère Taishō (1912-1926), lorsque les entreprises minières recrutent pour la première fois expressément des Coréens⁶, qu'elles vont même chercher dans leur pays. Reflétant ce changement, la population coréenne de ces départements a sensiblement augmenté en 1920 : 1 719 individus à Hokkaidō, 1 640 à Yamaguchi, 6 798 à Fukuoka, et 2 242 à Nagasaki. La présence au Japon des travailleurs coréens et leurs conditions de travail, plus dégradées que celles de leurs collègues japonais, étaient déjà mentionnées en 1929 par Kobayashi Takiji 小林多喜二 (1903-1933) dans *Le Bateau-usine* :

Le matin, ils étaient tous traînés vers le chantier avant le lever du soleil. Et ils devaient s'atteler au travail jusqu'à ce qu'ils ne voient plus que l'éclat pâle de leurs pioches dans la pénombre qui dissimulait leurs propres pieds. Ils enviaient même les forçats qui travaillaient dans la prison des environs. Le pire sort était réservé aux Coréens qui étaient foulés aux pieds par les contremaîtres, les chefs d'équipe et même par leurs congénères japonais⁷.

4. UENO, 1971 [1967], p. 108.

5. TONOMURA, 2004, p. 44.

6. TAKEUCHI, 2013, p. 18, 40, 49, 81, 181, 259 & 292.

7. KOBAYASHI, 2009, p. 56-57.

Cette œuvre emblématique de la littérature prolétarienne précède en effet d'une dizaine d'années leur arrivée massive en raison de la seconde guerre sino-japonaise (1937-1945), ainsi que la promulgation des réquisitions envoyant les Coréens dans les mines de charbon japonaises. La mobilisation des Japonais et l'augmentation de la demande en matériaux militaires provoquent durant ce conflit un manque de main-d'œuvre qui sera un facteur majeur de l'explosion des chiffres de l'immigration coréenne. C'est ainsi qu'est promulguée en 1939 la « Clause sur l'immigration des travailleurs coréens » (*Chōsenjin rōdōsha naichi ijū ni kansuru ken* 朝鮮人労働者内地移住に関する件), favorisant l'emploi de ces derniers dans les domaines d'activité liés à la production militaire (mines de charbon, chantiers de construction et industrie de l'armement, etc.)⁸. Les mines de charbon étaient plus particulièrement privilégiées : 62,7 % des Coréens travaillant au Japon œuvraient dans le secteur minier⁹. Ce changement de situation est également décelable dans les statistiques de résidence des Coréens en 1940 : ils étaient à présent 38 273 à Hokkaidō, 72 700 à Yamaguchi, 116 864 à Fukuoka et 18 144 à Nagasaki. Cette hausse se poursuit jusqu'en 1945 : 96 206 individus à Hokkaidō, 144 302 à Yamaguchi, 205 402 à Fukuoka et 61 773 à Nagasaki.

La nette augmentation de la population coréenne dans les zones minières résultait d'une méthode d'embauche des travailleurs coréens pour le moins musclée. Les entreprises minières autorisées à « recruter » des travailleurs en Corée déléguaient cette embauche aux policiers, voire aux fonctionnaires du gouvernement général de Corée (*Chōsen sōtokufu* 朝鮮総督府). Cette politique s'est accentuée avec l'enlèvement de la guerre, le manque de main-d'œuvre se faisant de plus en plus sensible. Entre 1941 et 1943, les paysans coréens pauvres et sans protection sont obligés de partir au Japon sous la pression des puissances locales, qui les contraignent parfois à remplacer leurs fils réquisitionnés¹⁰. Faute de travailleurs, ce système de recrutement s'écroule vers 1944, et l'enlèvement pur et simple se généralise¹¹. En septembre de la même année, le recrutement des

8. TONOMURA, 2004, p. 37-38.

9. YAMADA *et al.*, 2005, p. 79.

10. *Ibid.*, p. 96.

11. *Ibid.*, p. 101.

Coréens s'effectue désormais sous forme de réquisition, dont le refus expose à une amende maximale de mille yens, voire une peine carcérale pouvant atteindre douze mois de réclusion. Le système de réquisition ne permet cependant guère de remédier au manque de main-d'œuvre, tant les cas de fuite sont fréquents¹².

Outre leur émigration forcée au Japon, ces travailleurs sont de surcroît confrontés à une forte discrimination. Ils travaillent souvent à l'intérieur de la mine, où les tâches sont plus dangereuses qu'en extérieur : dans une grande compagnie de Hokkaidō, les travailleurs coréens ont pu représenter jusqu'à 84,6 % des mineurs de fond sur certains sites. Par ailleurs, les statistiques montrent que ceux-ci furent confrontés à un volume de travail bien plus élevé que leurs homologues japonais. Bien que la pratique du travail forcé soit aussi courante chez les mineurs japonais que chez les mineurs coréens, ces derniers subissaient néanmoins, et à la différence de leurs collègues japonais, de violentes punitions physiques. Lorsqu'ils s'absentaient en raison d'une maladie ou d'une blessure, ils perdaient de fait leur droit à la nourriture¹³.

La reconnaissance de l'« émigration forcée » (*kyōsei renkō* 強制連行) des Coréens fait l'objet d'une polémique parmi les historiens : certains émettent en effet des doutes sur le caractère contraint de leur recrutement¹⁴. Or, les témoignages ne manquent pas, et il est certain que ces travailleurs ont servi, comme le montre l'ouvrage de Yamada Shōji, Koshō Tadashi et Higuchi Yūichi, dans des mines dont la réputation de dangerosité n'échappait à personne¹⁵. Le nombre important d'évasions au cours du voyage ou une fois arrivés à la mine démontre le caractère

12. *Ibid.*, p. 103-104.

13. *Ibid.*, p. 184-189.

14. *Ibid.*, p. 23. L'historien notoirement révisionniste Fujioka Nobukatsu 藤岡信勝 (1943) emploie de manière volontaire le terme de « réquisition » (*chōyō* 徴用) à la place d'« émigration forcée » (*kyōsei renkō* 強制連行). Si la réquisition concernait aussi bien les Japonais que les Coréens, ces derniers étaient selon lui « Japonais à l'époque coloniale ».

15. Voir leur chapitre : « Le processus de mobilisation de la main-d'œuvre coréenne durant la guerre » (*Chōsenjin senji rōdōin no katei* 朝鮮人戦時労働動員の課程), *ibid.*, p. 67-121.

forcé de leur déplacement et de leur travail. Pour Ueno Eishin, le monde des houillères ne peut être abordé au Japon sans évoquer les travailleurs coréens.

L'univers de la mine fait son apparition assez précocement dans la littérature japonaise, par le biais de la littérature prolétarienne. C'est l'ouvrage *Les Préparatifs de mariage* de Hashimoto Eikichi 橋本英吉 (1898-1978), publié en 1927¹⁶, qui marque à proprement parler le début de la littérature minière par des écrivains eux-mêmes mineurs¹⁷. La mine est alors un thème récurrent, abordé sous différents angles par les écrivains, et cette situation perdurera pendant la guerre. Aucun sujet n'y manque : luttes ouvrières¹⁸, glorification du charbon comme élément fondamental des guerres dans la logique expansionniste du Japon de l'époque¹⁹, etc. Si la quasi-totalité de la littérature prolétarienne a été écrasée par la censure dans les années 1930, une partie a néanmoins été « recyclée », si l'on peut dire, dans la littérature de propagande. C'est notamment le cas de cette littérature minière, où les mineurs étaient exaltés comme des héros. Au sortir de la guerre, ce thème se retrouve de fait moins visible, mais certains des écrivains héritiers du mouvement prolétarien, qui avaient été mis à l'écart par la censure à partir des années 1930, créent la revue *La nouvelle littérature japonaise* (*Shin-Nihon bungaku* 新日本文学) en 1945²⁰, offrant un nouveau lieu de publication à la littérature des houillères. Plus tard, la dégradation des villes minières, consécutive

16. HASHIMOTO, 1927, 1930 [1927] & 1988 [1927], p. 713.

17. IKEDA, 2012, p. 58.

18. En témoignage entre autres le roman de HASHIMOTO Eikichi *Cercueil et drapeau rouge* (1946 [1928]) et la pièce de théâtre de MIYOSHI Jūrō, *La Poussière de charbon*, 1931.

19. Ikeda Hiroshi montre ainsi comment l'importance du charbon dans le contexte de la guerre a irrémédiablement entraîné Hashimoto Eikichi vers une écriture adhérent à la politique expansionniste du Japon, suite à l'Incident de Manchourie, en 1931. Son roman *Les Galeries de la mine* en est un exemple flagrant (HASHIMOTO, 1939). IKEDA, 2012, p. 22-24.

20. Cette revue a été éditée de 1945 à 2004 par la « Société littéraire du nouveau Japon » (Shin-Nihon bungaku-kai 新日本文学会), initialement créée par des écrivains de la littérature prolétarienne en quête de nouvelles formes de littérature.

à la fin des houillères japonaises dans la période d'après-guerre²¹, se substituera au thème de la mine.

La littérature minière suit ainsi l'histoire du Japon du xx^e siècle, et sans doute conviendrait-il de se demander pourquoi il a fallu attendre près de vingt ans pour que les travailleurs coréens s'y trouvent représentés à la hauteur de leur présence réelle. La présente étude tâchera par conséquent de retracer, de la période coloniale aux œuvres les plus récentes, le parcours de ces mineurs coréens dans la littérature japonaise et la littérature en langue japonaise issue de l'immigration coréenne. Quelques précisions s'imposent cependant, en raison des difficultés rencontrées dans l'élaboration du corpus présidant à ce travail. Sauf erreur de notre part, et dans une lecture la plus large possible²² de la littérature *zainichi* 在日²³, seuls deux écrivains coréens d'expression japonaise traitent des houillères dans leur œuvre : Yi Hoesöng (1935-) et Kim Hakyöng (1938-1985). Ce faible nombre pourra sembler paradoxal, puisque ces auteurs coréens de langue japonaise font partie intégrante de la population concernée par cette page de l'histoire, mais nous verrons en quoi leur démarche est à tous points de vue singulière.

Notre étude se penchera dans un second temps sur le cas des écrivains japonais. Dans la littérature du charbon, relativement abondante, la présence des mineurs coréens est parfois évoquée, sans pour autant constituer un sujet important. Nous avons à cet égard sélectionné les rares romans et nouvelles accordant un rôle conséquent à des personnages coréens. Parmi ces ouvrages, ceux de Yuzurihara Masako 讓原昌子 (1911-1949) et de Ōo Kenshi 飯尾憲士 (1926-2004) présentent un point commun : l'utilisation du témoignage-fiction. Puis, nous nous arrêterons plus longuement sur Inoue Mitsuharu 井上光晴 (1925-1992), unique écrivain chez qui la mine, dans toute sa dimension historique,

21. Citons dans cette perspective le roman d'INOUE, *Le pays natal affamé*, 1961. Repris dans INOUE, 1974 [1965].

22. Entrerait alors dans ce cadre la nouvelle de HONJŌ Mutsuo, « Les petits frères excessifs » (1987).

23. *Zainichi* signifie résidant au Japon. Lorsque ce terme est employé sans précision de nationalité, et en raison du nombre important de Coréens sur le sol japonais, il désigne généralement une personne coréenne.

constitue avec les mineurs coréens un thème de prédilection. Nous verrons enfin, avec deux écrivains nés après la Seconde Guerre mondiale, Shimada Sōji 島田荘司 (1948) et Hahakigi Hōsei 帯木蓬生 (1947), comment la littérature minière engagée et militante, qui dénonçait jusqu'ici la violence des rapports coloniaux, a débouché au tournant des années 1990 sur un nouveau genre, celui du roman policier.

Une mémoire indicible

L'omniprésence des travailleurs coréens dans les mines de charbon pourrait laisser supposer que de nombreux écrivains coréens de langue japonaise ont écrit sur ce thème. Or, le sujet reste clairement mineur dans la littérature *zainichi* : contrairement à ce que nous pourrions attendre, peu d'écrivains coréens ont abordé ce sujet au Japon. Deux raisons peuvent être évoquées d'emblée : en premier lieu, la trajectoire de la population ayant travaillé dans les mines de charbon, qui est souvent repartie en Corée après la Seconde Guerre mondiale. Si les mineurs coréens furent massivement recrutés, voire emmenés de force au Japon à partir de 1939, les travaux de Tonomura Masaru démontrent que la majorité des travailleurs arrivés entre cette date et 1945 sont ensuite retournés en Corée, car ils avaient initialement émigré seuls, en laissant leur famille au pays²⁴. Selon lui, la majorité des Coréens ayant continué à résider au Japon aurait rejoint le territoire japonais en dehors du système de mobilisation générale des travailleurs nécessité par le conflit. Étant donné qu'il fallut attendre la deuxième génération d'immigrés pour que les écrivains d'origine coréenne se mettent à écrire en japonais, la probabilité était assez faible de voir apparaître des travailleurs-écrivains parmi la population minière, du fait même de son retour en Corée. La genèse de la littérature *zainichi* se situe de surcroît dans les années 1960, bien après le retour des mineurs coréens dans leur pays ; à cette époque, les Coréens du Japon ont de tout autres sujets de préoccupation, comme la division de la Corée, ou la question de leur identité. Outre ce contexte historique peu favorable à l'avènement d'une

24. TONOMURA, 2004, p. 377.

littérature du charbon au sein de la production littéraire *zainichi*, le sujet semble également poser un autre type de problème.

Yi Hoesōng (1935) est l'un des rares écrivains coréens à faire apparaître dans ses œuvres les mines de charbon, quoiqu'elles n'y occupent jamais une place prépondérante. Yi fait partie de la première génération d'écrivains coréens au Japon ; il est né à Karafuto, actuelle Sakhaline, où les travailleurs coréens du charbon étaient déjà présents lorsque l'île était encore japonaise – et où son univers littéraire demeure résolument ancré. Ainsi, la mère du protagoniste de *La Femme qui bat le linge*²⁵, publié en 1971 et couronné par le prix Akutagawa l'année suivante, a travaillé à la mine. Cette œuvre demeure néanmoins un portrait maternel dressé par le personnage de son fils ; le métier exercé par cette dernière avant sa naissance n'est par conséquent jamais réellement abordé. Le seul passage évoquant la houillère figure dans la lettre adressée par la jeune femme à ses parents²⁶. Elle a en effet rencontré à la mine son futur mari, celui qui deviendra le père du protagoniste. Les parents du personnage principal sont donc d'anciens mineurs, bien que cet épisode ne dévoile rien concernant le travail minier de ce jeune couple. S'il n'est dessiné qu'en creux, ce lieu de rencontre est cependant symbolique : il est le point de départ, le lieu où s'est bâtie la charpente de cette famille, du reste ébranlée par la mésentente du couple et la mort de la mère.

La Femme qui bat le linge n'est cependant pas le seul roman de Yi Hoesōng à évoquer les mines de charbon. *Pour Kayako*²⁷, publié en 1970, s'inscrivait déjà dans une houillère, même si à l'instar de *La Femme qui bat le linge*, la mine est loin d'être le thème central de l'œuvre. Le sujet principal de ce roman est avant tout l'amour – et la rupture – entre Im Sangjun, étudiant à Tōkyō, et Kayako, la fille adoptive d'un ami de son père. Parallèlement à cette histoire d'amour, le roman dépeint un conflit entre un père et ses enfants au-delà de la différence intergénérationnelle. L'épisode relatant la rencontre entre le père et la mère est sensiblement identique à celui de *La Femme qui bat le linge* : après avoir débuté sa carrière de mineur à Jōban, le père du protagoniste a travaillé sur plusieurs sites

25. Yi, 1971 & 2006 [1971].

26. *Ibid.*, p. 254-255.

27. Yi, 1970 & 2006 [1970].

et s'est marié lors de ses pérégrinations²⁸. Cette fois-ci, la rencontre est rapportée par le père : en racontant son périple, ce dernier reproche à son fils l'ingratitude de ses enfants envers lui. Cet épisode, qui remonte au début de son séjour au Japon, n'a pas pour objectif d'illustrer directement le travail à la mine, mais de marquer le contraste entre le père et le fils (le père a en effet toujours exercé des métiers physiques, tandis que le fils est étudiant). La mine sert ainsi de toile de fond à un conflit bien plus profond qu'un simple écart entre générations : par ce biais, ce sont à la fois les différences sociales et historiques qui sont évoquées. Ayant souffert d'avoir vécu dans le Japon colonialiste, le père considère que ses enfants mènent une vie facile. Ici encore, la mine est non seulement présente, mais même essentielle – et pourtant jamais décrite par le père, comme si le sujet était frappé de tabou. On peut donc légitimement se demander si ce roman, sous-tendu par un sujet impossible à évoquer par ses protagonistes, ne serait pas une illustration du silence assourdissant des auteurs *zainichi* sur la mine.

Dans son roman *La Lampe à alcool*, publié en 1973²⁹, un autre écrivain coréen de langue japonaise de la même génération, Kim Hakyōng (1938-1985), parle toutefois beaucoup plus explicitement de l'impossibilité, voire du refus d'évoquer la mine. Le protagoniste de ce roman, Shunkichi, est le plus jeune des trois enfants d'Insun. Collégien, il rêve d'avoir son propre laboratoire de chimie. Il réussit à obtenir une place dans le débarras et à acheter le matériel nécessaire pour son activité de petit scientifique. Cependant, sa famille se déchire : son frère aîné, étudiant à Tōkyō et fier de la famille, ne s'entend plus avec son père, fervent admirateur de Kim Il-sung, et s'apprête à voyager en Corée du Sud. Dans le contexte de la division des deux Corées transplantée au sein de la famille, le père et le fils s'affrontent. Outre ce violent conflit, le roman évoque également l'opposition entre le père et sa fille. La sœur aînée de Shunkichi fréquente en effet un homme japonais avec qui elle envisage le mariage, un projet inadmissible pour le père. Cette famille est à l'image de l'histoire de la Corée – colonisée puis divisée. La mésentente entre le père et les enfants est par ailleurs représentative des dissensions entre deux générations : l'une a connu la période coloniale,

28. *Ibid.*, p. 135.

29. KIM, 1973 & 2006 [1973].

l'autre, née au Japon, a vécu dans la richesse matérielle. Le roman se conclut sur la métaphore d'un échec cuisant : ne pouvant réussir à fédérer cette famille en pleine déliquescence, Shunkichi détruit tout son matériel de chimiste si durement acquis.

Ainsi, l'intrigue de ce roman concentre tous les problèmes des familles *zainichi*. La figure d'Insun est typique de la situation de la littérature des Coréens au Japon : le père, qui dirige sa colère contre sa femme et qui la bat, se retrouve isolé des autres membres de la famille. Les enfants, ne partageant pas ses valeurs, ne peuvent que le renier. La violence du père vis-à-vis de sa famille paraît excessive et incompréhensible, mais le roman fait clairement le lien avec son expérience passée :

Quand son histoire avançait trop et en arrivait à la période qui avait suivi son départ forcé au Japon, le visage du père aussitôt se refermait, comme s'il revenait subitement à lui-même. Son regard, figé de façon inquiétante, s'enflammait de colère à vue d'œil.

À son arrivée au Japon, Insun avait travaillé dans une mine de Hokkaidō pour s'en évader moins d'un an plus tard, avant d'errer un certain temps dans la région du Tōhoku, travaillant deci delà sur des chantiers. Shunkichi aurait voulu savoir ce qu'il s'était alors passé, d'autant que des choses comme l'émigration forcée ou l'évasion dépassaient largement son imagination, mais Insun était curieusement peu bavard lorsqu'il s'agissait d'évoquer cette période de sa vie. Tout comme les déserteurs de l'armée étaient lourdement blâmés de leur évasion, les Coréens emmenés de force au Japon devaient subir d'abominables punitions s'ils venaient à se faire rattraper dans leur fuite. Insun avait donc été incroyablement déterminé pour fuir la mine. Pourtant, Shunkichi avait beau le prier de lui conter cette évasion, il ne lui opposait qu'un vague sourire mêlé d'amertume, sans jamais faire l'effort d'entrer dans les détails.

だが、話が進みすぎ、父が強制連行によって日本に渡って来てからのことになると、父はにわかになれに返っ

たように顔が引き締まり、目つきはまた不気味に据わってきて、みるみる怒りに燃えてくる。

日本に来てからは、仁舜は、北海道の炭鉱で働いていたのだが、一年たらずでそこを脱走し、しばらく東北のあちこちを土方をしながら転々としていた。強制連行にしろ、脱走にしろ、それらは俊吉の想像を絶することで、それだけに俊吉はいっそうそのときのことを知りたいと思うのだが、仁舜はなぜか、当時のことにかぎって多くを語ろうとしない。脱走した兵士が過酷な刑を受けたように、脱走した被強制連行朝鮮人も、見つければ酷い刑を受けたはずだ。だから、仁舜は、おそらく決死の覚悟で炭鉱を逃げたに違いないのだが、俊吉が脱走のときの模様をいくらたずねても、仁舜は歪みのこもった曖昧な微笑を浮かべるだけで、詳しく語ろうとしない³⁰。

Ce qui distingue ce père des autres membres de la famille ne peut se résumer à une différence de générations. Ce personnage est profondément marqué par l'humiliation qu'il a subie dans sa jeunesse : la contrainte de venir au Japon pour travailler comme un quasi-esclave dans une mine de charbon. Le ressentiment provoqué par cette expérience demeure au plus profond de son être : c'est l'expérience d'un colonisé. Le travail dans la houillère, conséquence de la colonisation, apparaît dans ce roman comme l'élément destructeur d'une famille coréenne au Japon. Or, comme l'illustre très bien le passage précédent, l'horreur de l'expérience est sur le point d'être dite, mais demeure informulée. Le roman s'arrête en quelque sorte à la lisière du dicible. L'histoire de ce père violent dépasserait-elle tant « l'imagination » qu'elle ne pourrait non seulement être communiquée au personnage du fils, mais racontée au lecteur ? L'histoire est-elle trop douloureuse pour être dite, ou est-ce la fiction elle-même qui se montre incapable d'assumer ce rôle ?

Le silence d'Insun vient donc finalement rejoindre celui des personnages de *La Femme qui bat le linge* et de *Pour Kayako*. Aussi bien dans les œuvres de

30. *Ibid.*, p. 179-180.

Yi Hoesöng que dans le roman de Kim Hakyöng, la mine de charbon apparaît comme un sujet sur lequel les personnages se taisent. Shunkichi est bien conscient que l'intérêt du récit de son père dépasse largement le vécu individuel, que son travail forcé et son évasion sont en rapport avec un événement historique : le colonialisme. Maurice Halbwachs définit la « mémoire collective » comme un ensemble d'événements vécus au sein d'un même groupe, et la distingue en cela de l'histoire écrite par les historiens, qui serait, elle, une succession d'événements³¹. La mémoire relative au travail dans la mine est donc collective, puisqu'elle concerne une page historique de la période coloniale demeurée ancrée dans la communauté coréenne établie au Japon. Ici réside le paradoxe de ces deux écrivains, qui du fait de leur origine, seraient pourtant en mesure de transmettre cette mémoire collective demeurant ineffable : seule est rapportée l'impossibilité de dire. Afin que cette mémoire soit dévoilée plus explicitement, il faut quitter le domaine de la littérature *zainichi* et entrer dans celui de la littérature japonaise.

La littérature-témoignage

Emmanuel Bouju évoque, à propos des *Émigrants* de Winfried Georg Sebald³², « un processus d'attestation de l'histoire vers un modèle de reproduction textuelle de voix-témoins », en l'absence de preuve documentaire. L'ouvrage de Sebald représente pour lui un exemple typique de ce phénomène³³. Fiction évoquant la communauté juive déracinée après le génocide, *Les Émigrants* contient en effet de nombreuses photos dont le rapport avec ce qui est raconté ne tient pas toujours de l'évidence. L'ouvrage entretient ainsi l'ambiguïté, se situant volontairement entre fiction et faits véridiques. On retrouve de la part des écrivains engagés – japonais, cette fois – une même volonté de rapporter la violence qu'ont subi les travailleurs coréens des houillères par le biais du témoignage-fiction, à l'œuvre dans deux nouvelles typiques du procédé : « La raclée coréenne » de Yuzurihara Masako, et « Le Rapport de Ch'oe Ŭlsun » d'Ŭo Kenshi.

31. HALBWACHS, 2005 [1950], p. 97-142.

32. SEBALD, 2001.

33. BOUJU, 2006, p. 48.

La présence des mineurs coréens n'a pas échappé à Yuzurihara Masako, qui jusqu'en 1941, fut institutrice à Karafuto. Sa nouvelle « La raclée coréenne³⁴ », publiée en 1949 dans la revue *La nouvelle littérature japonaise*, est racontée par une narratrice-protagoniste elle-même institutrice dans une école primaire de Karafuto. L'intrigue se base sur les relations entre cette dernière et l'un de ses élèves, remarquable d'intelligence. Le père de ce garçon coréen est mineur, et sa sœur aînée, chargée de trier le charbon dans la même mine. En rendant visite à cette famille, la narratrice s'aperçoit que cet élève joyeux et populaire cache un autre visage : il affiche en effet une inexplicable froideur devant cette soudaine visite de sa maîtresse. Tout est mis au jour lorsque cette famille disparaît, ainsi que le médecin de la ville. L'institutrice découvre que ce médecin, le docteur Iwasa, est non seulement le frère aîné de son élève, donc un Coréen, mais l'important dirigeant d'un mouvement indépendantiste. La disparition de la famille fait suite à son arrestation. La narratrice comprend alors que si le garçon a été embarrassé par sa visite, c'était en raison d'une réunion secrète organisée au même moment dans la maison.

Dans cette nouvelle, la mine sert de révélateur à la violence qui pèse constamment sur les Coréens de Karafuto. La narratrice consacre deux pages à la narration d'un épisode lié à la « raclée coréenne » (*chōsen-yaki* 朝鮮ヤキ), punition physique qui selon elle, fut pratiquée dans les houillères de Karafuto jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale :

Dans le Karafuto colonial, le contremaître des mines détenait un pouvoir absolu, y compris celui de police ; les travailleurs le regardaient avec effroi. Depuis la Guerre sino-japonaise, Karafuto se débattait face à la concurrence minière pour déterrer tout le charbon de l'île, c'est-à-dire vider la terre entière de ses richesses. Aussi le manque de main d'œuvre était-il aussi sensible que le « débauchage » fréquent, tout comme la fuite des mineurs, que le contremaître surveillait avec vigilance. Le débauchage visait plus particulièrement la main-d'œuvre coréenne, qui travaillait dur pour

34. YUZURIHARA, 1949 & 2012 [1949].

le salaire le plus bas qui fût. De la mine A à la mine B, de la mine B à la mine C, on revendait les travailleurs tout en engraisant les intermédiaires. On tentait de débaucher des hommes au péril de sa propre vie, mais une fois le pot-aux-roses découvert, c'étaient aussi bien les intermédiaires que les travailleurs en cavale qui subissaient la « raclée coréenne », les laissant à demi morts.

植民地樺太の炭鉱の労務係りと言え、ヤマの警察権を握る絶対権力で、労働者からは戦慄の目をもって眺められる存在であった。支那事変以来、樺太も島中の石炭を掘り出す競争、いわば地球の財産を空っぽにする競争で大童であったから、労働力の払底は甚だしかった。そこで労働者の（玉抜き）や逃亡が激しく、労務係りの看視もきびしかった。玉抜きは殊に、最低の賃金で、よく働く朝鮮人労働者をねらって行われた。炭鉱のAからBへ、BからCへと幹旋屋の懐中を肥やししながら労働者は売買される。玉抜きには命がけで潜入してくるが、バレて捕まったが最後、幹旋やも逃亡未遂の労働者も、朝鮮ヤキで半殺しにされる³⁵。

Selon la rumeur qui circule, l'un des Coréens débauchés se trouverait dans un état grave suite à cette fameuse « raclée coréenne », ce qui n'est pas sans provoquer la colère des mineurs coréens et les pousser à organiser une grève. Ce mouvement est cependant brisé par l'arrivée des policiers armés et des arrestations massives qui s'ensuivent : selon la narratrice, leur rébellion courageuse fut matée « par le système de fer au moyen duquel règne l'empereur³⁶. » La nouvelle révèle non seulement quelle punition radicale est infligée aux mineurs coréens, mais insiste également sur l'exaspération de ces derniers, qui les mènera à ce soulèvement réprimé par les autorités japonaises. Mais le châtement ne se borne pas à l'univers de la mine et de la répression des grèves. Quand « la raclée coréenne » se

35. *Ibid.*, p. 548.

36. *Ibid.*, p. 549.

transforme en moyen de torture pour extorquer un aveu, c'est le pouvoir de la mine et celui de la police qui se confondent. Aussi l'un des rares complices du médecin, ne supportant plus cette correction que la police, à son tour, lui inflige, se résout-il à dénoncer la chose. La violence de cette punition pratiquée dans les mines de Karafuto prend ici une portée plus générale, car elle rejoint la violence institutionnelle que subissent tous les Coréens au Japon.

« La raclée coréenne », écrit immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, dépeint le Karafuto du temps du conflit. Vingt-cinq ans après la parution de cette nouvelle, Ōo Kenshi publie en 1974 « Le Rapport de Ch'oe Ŭlsun³⁷ », où il utilise le même dispositif du témoignage-fiction, en l'occurrence celui d'une Coréenne clandestine dans le Japon de l'après-guerre. Bien qu'il ne soit pas considéré comme un écrivain *zainichi* par les chercheurs, Ōo est étroitement lié à la communauté coréenne du Japon par son ascendance coréenne côté paternel, qu'il n'a découverte qu'à l'adolescence, alors qu'il tentait d'intégrer l'école navale³⁸. « Le Rapport de Ch'oe Ŭlsun » se compose en grande partie du récit que livre aux juges une femme au foyer coréenne arrêtée en raison de sa clandestinité, puis internée au Centre d'immigration d'Ōmura et menacée d'expulsion du territoire japonais. Dans sa plaidoirie, elle raconte sa vie et celle de son mari. La nouvelle est constituée de deux récits alternés : celui de Ch'oe Ŭlsun elle-même, et celui de son avocat, Shimizu Daisaku. Clairement l'auteur de cette œuvre désire décrire les conditions de vie des Coréens résidant au Japon. Cette nouvelle se veut pédagogique pour les lecteurs ignorant l'histoire de cette population.

Le récit de Ch'oe Ŭlsun met en scène ses péripéties et celles de son mari. Cette femme née au Japon, puis partie en Corée du Sud avec sa grand-mère qui souhaitait retourner dans son pays natal après l'indépendance, dut cependant revenir clandestinement sur le territoire japonais à l'âge de seize ans pour vivre avec ses parents, ayant perdu sa grand-mère et l'oncle chez qui elle était logée. Le

37. Ōo, 1974 & 2006 [1974].

38. L'écrivain raconte les circonstances de la découverte de la nationalité de son père dans son récit autobiographique *Umi no mukō no chi*. Ōo, 2001 [1980].

récit du parcours de son mari retrace pour sa part le destin des Coréens emmenés de force au Japon pendant la Seconde Guerre mondiale :

Mon mari a été forcé de débarquer dans un port de Toyama du nom de Fushiki, ou quelque chose comme ça, avec près de mille autres Coréens. Là, on l'a fait monter dans un train et emmené à la mine de Hitachi. Comme il était l'aîné de sa fratrie, et que sa mère était morte de maladie, il s'inquiétait pour son père qu'il avait laissé précipitamment en Corée, sans pouvoir rien y faire. [...] On les a fait travailler durement dans des fosses. Certains tombaient malades à cause de la malnutrition, car la nourriture y était de mauvaise qualité ; certains succombaient d'avoir trop travaillé ; d'autres, encore, mouraient sous les chutes de rochers. Quant à ceux qui contestaient le chef, ils étaient roués de coups jusqu'à en perdre connaissance. Quelques agents de la police militaire étaient toujours là, et il semblerait que bien des mineurs alités par la maladie furent tirés du lit sous les coups et les reproches de ne pas se montrer dignes du « peuple de l'empire ».

夫は、富山県伏木港とかいうところに、千名ちかくの同胞といっしょに上りくさせられ、そこから汽車にのせられて、日立こう山につれてこられました。夫は長男で、お母さんは病死していましたので、自分がとつぜんいなくなったあとのお父さんのことが心ばいでしたが、どうすることもできませんでした。(……) たべるものはわるく、栄ようがなくなって、びょう気になるひと、はたらきすぎで死ぬひと、岩がおちて死ぬひと、はん長さんにはんたいするひとは、たいへんなぐられて、気をうしなうほどシゴキとかいうものをされました。「憲兵」さんが何人かいつもいて、びょう気でねていると、「皇国民」としてはずかしくないかとひきおこされ、なぐられたひともおかったそうです³⁹。

39. *Ibid.*, p. 355-356.

Ainsi, le récit sur le travail minier qu'Insun refusait de livrer à son fils dans *La Lampe à alcool* est finalement dévoilé par Ch'oe Ŭlsun. Le discours de cet écrivain, qui se démarque notoirement de l'univers *zainichi* en raison de son parcours, acquiert de fait une force nouvelle, et peut enfin faire la lumière sur l'indicible. Le passage cité résume bien l'itinéraire des Coréens emmenés de force au Japon, entre enlèvement et conditions de travail proches de l'esclavage. Le lieu de travail du mari de Ch'oe Ŭlsun n'est pas choisi au hasard, car cette réalité historique demeure incontestablement l'une des pages les plus sombres de la période coloniale du Japon.

Si le récit de cette Coréenne clandestine nous éclaire sur la violence jadis subie par les Coréens, celui de l'avocat se montre instructif quant à leur situation au moment de l'écriture : l'arrière-plan historique se complique avec la division de la Corée, non sans répercussions sur le changement de statut des Coréens au Japon ou le problème de leur nationalité. La stratégie de l'avocat pour faire annuler l'obligation de quitter le territoire pesant sur sa cliente consiste à rappeler aux juges les contraintes migratoires exercées par le Japon sur le père de cette dernière, qui justifient selon lui que les Coréens résidant au Japon ne soient pas traités de la même façon que les autres étrangers.

L'intérêt de cette nouvelle réside justement dans ce rappel de l'histoire coloniale dont Ch'oe Ŭlsun et son mari sont les victimes. Le tribunal étant par excellence le lieu où la vérité doit être révélée, le contexte juridique présidant au récit revêt une portée indéniablement symbolique. La mise en scène choisie par Ŭo, certainement motivée par le désir de mettre au jour les crimes du colonialisme, est bien entendu destinée à souligner le caractère véridique du récit de Ch'oe Ŭlsun. En tant que condensé des crimes du Japon colonial, le motif des mines de charbon se révèle donc un choix stratégique de la part de l'écrivain. Les exactions telles que le déplacement et le travail forcés des Coréens doivent pour lui non seulement être dévoilées, mais également jugées : afin que les relations entre les deux pays puissent s'apaiser, c'est toute l'histoire coloniale du Japon qui devrait à ses yeux faire l'objet d'un procès.

Inoue Mitsuharu : un cas exemplaire d'écrivain engagé

Inoue Mitsuharu occupe une position singulière dans la littérature du charbon : il a en effet consacré plusieurs de ses romans à ce sujet. Ayant lui-même travaillé dans la mine souterraine de Sakido en 1941, à l'âge de quinze ans⁴⁰, il décrit principalement les houillères et les mineurs durant la Seconde Guerre mondiale, lorsque ces sites fonctionnaient à plein régime, et dépasse parfois ce cadre temporel pour évoquer la dévastation d'après-guerre des anciennes villes minières. Sa biographie mentionne également son arrestation et sa détention par la police, qui l'aurait à l'époque soupçonné d'avoir incité un collègue coréen à se joindre à un mouvement d'ordre indépendantiste. Cet épisode est éloquent, car contrairement à la majorité de la littérature du charbon, qui ne s'épanche pas sur le cas des mineurs coréens, Inoue accorde une place importante à leur présence dans les houillères. La littérature minière, dont l'origine remonte pourtant à la littérature prolétarienne, a en quelque sorte été « enrôlée » dans l'idéologie expansionniste du Japon impérial pendant toute la guerre d'Asie-Pacifique⁴¹. Si la littérature de la mine a quasiment disparu après la guerre, sans doute à cause de cette association à la littérature de propagande, Inoue reste l'un des rares écrivains à avoir continué d'écrire sur les houillères.

Une volonté de description réaliste des travailleurs coréens dans l'univers minier

Comme nous l'avons constaté, la mine demeure un sujet ineffable chez Yi Hoesöng et Kim Hakyöng. Les nouvelles de Yuzurihara Masako et d'Ïo Kenshi dévoilent certes la violence de cet univers, mais leurs témoins, toutefois, ne sont pas des mineurs. Inoue Mitsuharu se distingue sur ce plan des écrivains précités : non

40. C'est du moins ce que révèle son autobiographie. Ce fait est cependant démenti par sa propre fille, également écrivaine, selon qui Inoue n'aurait jamais travaillé dans la mine. Cette fictionalisation de ses propres mémoires ne fait cependant que témoigner de l'importance du sujet pour l'écrivain. INOUE, 1972 [1968], p. 249 ; INOUE, 2013 [2008], emp. 435-444.

41. Citons par exemple le roman de HASHIMOTO Eikichi, *Les galeries de la mine*, 1939.

seulement ses protagonistes sont eux-mêmes des travailleurs miniers, mais il fait de ce monde souterrain le sujet principal de textes où les mineurs coréens occupent assurément une place importante. L'une des premières œuvres d'Inoue abordant cette question, « L'île de Nagagutsu⁴² », publiée dans *La nouvelle littérature japonaise* en 1956, mentionne déjà les conditions de travail particulièrement difficiles de ces derniers. Le protagoniste de ce roman, Rimoto Sanchin (ou Li Sanchin, selon qu'on l'appelle à la japonaise ou à la coréenne), est toujours assigné par le contremaître qui l'a pris en haine à une taille particulièrement pénible, imbibée d'eau, où il lui est impossible de se mettre debout. À plusieurs reprises, le mineur coréen demande à changer de chantier d'abatage et à travailler comme ses collègues, en roulement entre les tailles, mais sa demande n'est jamais acceptée. S'il doit travailler dans une taille difficile, c'est bien parce qu'il est coréen :

« Sugi... fit calmement Numasaki. Est-il bien normal de se tuer comme ça à la tâche ? Tu sais très bien de quoi je parle, toi qui travailles à l'entrée de la fosse. Pourquoi crois-tu qu'il y ait autant de travailleurs exténués qui abandonnent leur poste en plein travail ? Les pires tailles, elles sont quasiment toutes attribuées aux Coréens. Et encore, Li Sanchin a eu de la chance ! C'est comme si on mettait les Coréens à la place des piliers pourris... parce que les Coréens, eux, ne se plaignent pas. »

「杉君」沼崎はおさえた。「手がまわらないという口実で、死んでしまっていていいのかね。君は繰込だからよくわかっているだろうが、毎日毎日、くたくたになって、中途昇坑者が何人もするのは何の為だと思う。しかも悪い〈払い〉はほとんど全部が朝鮮人だ。李三鎮の場合はよっぽど運がよかったのだ。まるで腐れた坑木の代わり

42. Nous pouvons supposer que le modèle de cette île minière est certainement Sakido, la plus grande mine de Nagasaki, où l'auteur a vécu au début des années 1940, d'autant que son récit se déroule en 1943. INOUE, 1956 & 1979 [1965].

に朝鮮人を粹にでも入れるように……朝鮮人は文句を言
わないからね⁴³。」

En plus d'être envoyés dans les tailles dangereuses, les Coréens sont également confrontés à la violence physique de leurs supérieurs. L'épisode suivant, qui décrit le traitement d'un travailleur coréen remonté du fond de la mine durant son service en raison de douleurs abdominales, illustre cette violence injustifiée :

« Monsieur, j'ai mal au ventre, mal au ventre... »

Chō jeta un œil vers Sugi.

« Le contremaître de la fosse ne m'a pas donné le certificat, alors que je l'ai demandé plusieurs fois... »

— Quoi ! Tu as osé monter sans certificat ? Bon, d'accord. Assieds-toi là. Tu étais dans la taille Ouest n° 2, c'est ça ?

— Oui, Monsieur. J'ai mal au ventre. Je ne peux pas travailler dans la taille Ouest n° 2...

— Entendu. Reste assis là. Je vais faire partir ton mal de ventre. »
[...]

L'homme chargé de l'examen physique arracha à Chō sa chemise. Soudain, il frappa son dos nu avec une ceinture de caoutchouc dont il s'était emparé sans que l'on ne s'en aperçoive. Un gémissement semblable au sifflement de flûte s'échappa de la bouche de Chō.

「ヤンバン、腹痛い、腹痛い……」

張は杉の方をちらとみた。

「証明書は、坑内ヤンバンくれなかった、いくらたのんでも……」

「なに、証明書を持たずに上ってきたのか、よし、そこに坐れっ、お前は〈西二片払〉だったな」

「ええ、ヤンバン、腹痛い。〈西二片払〉ではとても……」

43. *Ibid.*, p. 163.

「よし、まった、そこに坐ってろ、今に腹が痛くない
ようにしてやるから」

(……)

検身の男は張の上衣をむちゃくちゃに引きはいだ。突如、その裸の背中に何時の間に持っていたのか、陣田のゴムベルトが唸り、「ひゅう！」という笛のような呻きが張の口からもれた⁴⁴。

Si la catégorie des travailleurs des mines de charbon est alors considérée comme l'extrême inférieur de l'échelle sociale japonaise, les mineurs coréens pourraient bien se situer encore plus bas que les mineurs japonais. À l'instar des nouvelles de Yuzurihara Masako et d'Ōo Kenshi, la mine d'Inoue révèle les exactions qu'Insun de *La Lampe à alcool* n'avait pas voulu raconter à son fils. L'île minière imaginaire de cet écrivain s'avère ainsi un concentré des terreurs engendrées par le Japon impérial, au mépris de la dignité humaine des Coréens.

La place des femmes et la dénonciation des rapports de type colonial

Dans sa volonté de se positionner au plus proche des individus les plus fragiles de la société japonaise, que ce soient les minorités discriminées (*burakumin* 部落民) ou les victimes de la bombe atomique (*hibakusha* 被爆者), Inoue Mitsuharu ne manque pas d'évoquer la présence des femmes coréennes dans les mines. En s'intéressant à leur situation, c'est une nouvelle brèche qu'il ouvre dans l'univers littéraire souvent masculin des mines de charbon. Une brèche qu'il était bien normal pour lui d'ouvrir, étant donné son engagement.

Dans « L'île de Nagagutsu », la mine est un lieu où règnent des rapports de type colonial. S'ils dépassent de manière générale la binarité des sexes, ces rapports de domination revêtent néanmoins un caractère particulier lorsque ce sont les femmes qui en font l'objet. Ainsi, quand la fille de Li Sanchin tente à son tour d'intervenir auprès du contremaître après l'échec du plaidoyer de Sugi Akio pour que son père change de taille, le contremaître profite de l'occasion pour abuser

44. *Ibid.*, p. 166-167.

d'elle. Tandis que les droits élémentaires du père à bénéficier du même traitement que les autres mineurs coréens sont bafoués, sa fille subit un viol. La violence exercée sur les hommes coréens par la discrimination et la punition physique pèse différemment sur les femmes coréennes : s'y ajoute la dimension de l'humiliation sexuelle.

Le roman d'Inoue mentionne en outre la présence de prostituées coréennes sur l'île. À travers le personnage de Yo Rishun, prostituée et petite amie de Numasaki, un travailleur japonais de la mine, c'est une autre figure de la femme coréenne que l'écrivain représente. Numasaki, qui a jadis étudié à l'université de Keijō⁴⁵, se sent proche des Coréens, et plus particulièrement de Rishun, qui lui rappelle un ancien amour. Le passé de la jeune femme n'est certes qu'effleuré, et le roman fournit peu d'informations sur ces prostituées. Ce personnage est cependant efficace du point de vue de la stratégie auctoriale, car il souligne à nouveau le rapport de double domination qui ronge la mine. La présence de prostituées autour de la mine de Sakido est un fait historique attesté : Takeuchi Yasuto mentionne dans son ouvrage l'existence de deux lupanars coréens sur l'île⁴⁶. Le gouvernement japonais ne s'est donc pas contenté d'importer de force la main-d'œuvre ; il a également obligé des Coréennes à se prostituer, leur faisant ainsi subir une double domination, à la fois coloniale et masculine.

Si Inoue Mitsuharu dénonce pleinement cette domination en couvrant toutes les formes qu'elle a pu historiquement arborer, il complexifie son analyse par la mise en scène d'un personnage en position de bourreau. Unan Chikao, l'un des protagonistes de *La Foule sur la terre*⁴⁷, publié en 1963, est un médecin exerçant dans une ville du département de Nagasaki où *burakumin* et *hibakusha* se côtoient. Le sujet principal de ce roman est d'ailleurs l'affrontement entre ces deux populations discriminées pour différentes raisons : le viol d'une jeune fille *burakumin* par un *hibakusha* provoquera entre ces deux communautés une flambée de haine, qui trouvera son paroxysme dans la mort de la mère de la victime. Si la mine de charbon existe seulement dans les souvenirs qu'Unan Chikao a gardé de

45. Keijō était le nom utilisé sous l'occupation japonaise pour désigner Séoul.

46. TAKEUCHI, 2013, p. 396.

47. INOUE, 1974 [1963].

l'époque de la guerre⁴⁸, ce roman demeure particulièrement frappant en ce qu'il réunit dans une discrimination similaire trois populations très différentes, mais toutes au plus bas de l'échelle sociale : mineurs, *bibakusha* et *burakumin*.

À l'âge de quinze ans, Unan Chikao travaillait dans une mine de charbon sous la mer. Alors qu'il s'apprêtait à passer un examen afin d'entamer des études supérieures, il apprit soudain la grossesse de Shu Hōko, sa maîtresse coréenne, par ailleurs chargée de distribuer les lampes dans la mine. Assumer sa responsabilité et épouser Hōko ne signifie cependant pour lui qu'une seule chose : être condamné toute sa vie au travail de mineur.

Alors que tu pensais passer l'examen, intégrer une école supérieure et en finir avec la mine de charbon, alors que cette chance était là, juste devant toi... tu as eu peur que ta vie soit fichue s'il venait à se savoir que tu avais fait un enfant à une femme qui distribuait les lampes, s'il venait juste à se savoir que Shu Hōko était enceinte de ton enfant. Or, les choses se sont arrangées comme tu le voulais, comme tu l'espérais le plus. Shu Saiko était forte en gueule, mais elle ne savait que faire quant à l'état de sa jeune sœur. Elles étaient de plus en plus désemparées. Cependant, c'était une chance pour toi. Shu Hōko ne supportait plus d'entendre sa sœur lui faire des reproches et se lamenter tous les soirs. Alors, elle a décidé d'en finir avec son état. [...]

Lorsqu'elle est grimpée sur les pieux, elle a dû appeler ton nom, c'est sûr. Elle est tombée la tête en bas, les yeux fermés, en écoutant les oiseaux stupides piailler. Non, peut-être bien qu'elle avait les yeux ouverts, des larmes plein les yeux. Et Shu Hōko est morte. Pas seulement son enfant, mais elle-même aussi.

検定試験を受けて上級学校に入り、なんとしても炭鉱を脱げだしたい、と考えていたそのチャンスが目先にぶら下がっていた時、朝鮮人の安全灯婦に子供をませたんじゃ、いや、朱宝子がお前の子供を妊娠したというこ

48. *Ibid.*, p. 102.

とが知れただけで、お前はもう永久に葬られてしまうのだから、お前は必死だったのだ。……それでも事は、お前が願っていた通り、そうならばよいといちばん願っていた通りに運んだ。強いことはいっていたが、朱宰子は妹の体をどう始末してよいかわからなかった。そして朱宰子は妹と一緒に二人とも追いつめられていったのだ。しかし、それがかえってお前に幸いした。姉から毎晩のように責められ、なげかれるのに耐えかねて、朱宝子は自分で自分の体の始末をつけようと決心したのだ。
(……) 朱宝子は杭木を這い上がる時、きっとお前の名前をよんだにちがいない。それから闇の中でバカ鳥が啼くのをききながら、眼をつぶってまっさかさまに滑り落ちた。いや、もしかすると眼はひらいていたかもしれない。いっぱい涙をためながら。そして朱宝子は死んだのだ。腹の中の子供どころか、自分まで死んでしまったのだ⁴⁹。

Devenu médecin, le protagoniste est hanté par ce souvenir. Au sein de ce couple de mineurs, Unan Chikao était doublement en position de force. La tragédie de cette jeune fille n'est autre que la reproduction du rapport colonial : sa vie pesait moins lourd que la réussite sociale de son amant.

Or, la chute de l'empire japonais ne marque en rien la fin de ce type de rapports de force. Inoue Mitsuharu évoque un sujet semblable dans une autre œuvre, « Le dépôt de pieux⁵⁰ », dont l'intrigue se déroule durant l'après-guerre. Sakura Hiroshi, syndicaliste de la mine, change d'attitude envers sa petite amie, Murakawa Shōko, lorsqu'il apprend que le père de sa fiancée est coréen. Il n'est pas prêt à abandonner sa position toujours plus importante au sein du syndicat en épousant une fille à demi coréenne. Lâche, le syndicaliste n'a pas le courage d'avouer à son amie la raison pour laquelle il la repousse, ni de rompre complètement avec elle. Shōko, enceinte, essaie de tuer Hiroshi en lui plantant

49. *Ibid.*, p. 224-225.

50. INOUE, 1974 [1959].

une paire de ciseaux dans le corps, juste avant de les retourner contre sa propre personne.

Ainsi, les rapports coloniaux entre hommes japonais et femmes coréennes n'ont pas pris fin avec la défaite. Dans cette nouvelle, Shōko raconte à son fiancé l'histoire d'un homme poursuivi par la haute police spéciale et caché dans une communauté coréenne, pendant la guerre. Ce dernier a un enfant avec une jeune fille coréenne, qui le recherchera après le conflit. Une fois retrouvé, l'homme refuse cependant de reconnaître son enfant. Le parallèle que Shōko dresse entre cet homme et son amant est frappant. Comme Ikeda Hiroshi le remarque judicieusement⁵¹, ce rapport de domination entre l'homme japonais et la femme coréenne de ce roman est précisément celui que les Japonais ont entretenu à l'égard des Coréens dans les mines de charbon. Un rapport qui ne disparaît pas avec la fin de la guerre, et perdue même après la colonisation.

Contrairement à Shu Hōko, qui n'apparaît dans aucune scène de confrontation avec Unan Chikao, Murakawa Shōko prend son destin en main en essayant de tuer son amant. Or, cet acte de désespoir n'efface pas la domination coloniale. L'écrivain continue donc son processus de dénonciation : la violence coloniale n'a non seulement pas pris fin, mais elle détermine toujours le rapport entre hommes et femmes, entre Japonais et Coréens.

Le temps de la révolte

Les mineurs coréens, qui travaillent dans des conditions bien plus difficiles que leurs collègues japonais, subissent-ils pour autant leur sort sans réagir ? L'évasion d'Insun de *La Lampe à alcool* et le mouvement indépendantiste organisé par le docteur Iwasa dans « La raclée coréenne » laissent supposer le contraire. Dans l'univers littéraire d'Inoue, les mineurs coréens ne sont pas simplement les victimes passives de la violence des autorités. La résistance des Coréens dans les mines est d'ailleurs un fait historique avéré, mentionné par de multiples ouvrages. Dans *Tomoko*, récit autobiographique intégralement consacré à la question du système

51. IKEDA, 2012, p. 418-419.

d'entraide des mineurs, Takahashi Kiichirō 高橋揆一郎 (1928-2007) mentionne la révolte qui souleva les Coréens dès la défaite du Japon, le 15 août 1945 :

Rien de bon ne nous arrivait, et la vie devenait lentement difficile, comme si l'étau se resserrait autour de nous. Au bout du compte, alors que nous commençons à ne plus avoir de quoi nous vêtir, ni même nous nourrir, vint le fameux 15 août.

Comme partout ailleurs, des syndicats se formèrent dans la mine ; c'était comme si on nous libérait d'un cachot. La révolte des Chinois et des Coréens qui avaient été emmenés là de force et contraints de travailler dans des conditions parfaitement absurdes éclata au même moment. À Hokkaidō, 3 000 Chinois et 40 000 Coréens formèrent des réseaux d'entraide et se révoltèrent de façon organisée.

Les violences n'étaient pas seulement dirigées contre les Japonais. Chinois et Coréens eurent également maille à part, avec morts et blessés, et la mine se mua en zone de non-droit. Même chose du côté de chez Ryōsuke, à Kamiutashinai : les Coréens emportèrent les denrées de rationnement, et tous ceux qui avaient quelque chose à se reprocher partirent se cacher dès le début des représailles contre les cadres et les contremaîtres.

いいことなどひとつもないままに、じわじわと首を絞められるように暮しが窮迫し、最後は衣食ともにながらならになるうちに炭砦長屋にもようやくあの八月十五日がきたのだった。

どこでもそうであったように、炭砦でも檻から放たれたように続々と労働組合が結成されていった。同時に迎えたのが強制徴用されて話にならない労働条件のもとで酷使されていた中国人、朝鮮人の蜂起だ。

北海道では中国人三千人、朝鮮人四万人がそれぞれの仲間たちと連携しながら組織的な暴動を起こした。

暴力沙汰は日本人に対してだけでなく、中国人と朝鮮人の間にも起こって、死傷者を出しヤマは無法地帯と化した。

良作のいた上歌志内でも朝鮮人の手で配給所の物資が運び出され、会社幹部や係員への報復がはじまったので、身に覚えのある者はみなどこかへ姿をかくしたものだ⁵²。

Selon cet ouvrage, la révolte des travailleurs chinois et coréens aurait ainsi commencé immédiatement après la Seconde Guerre mondiale : la fin de la guerre, bouffée d'air pur pour les peuples colonisés et contraints de travailler dans les mines, signifiait également un renversement de position entre ces travailleurs et leurs chefs. La narratrice de « La raclée coréenne », décrivant une scène qu'elle aperçoit à Tōkyō, aborde également cette question de la défaite vers la fin de la nouvelle. Croisant un camion dans lequel sont entassés des Coréens en route vers leur pays, elle voit soudain un jeune homme danser, qu'elle compare à un papillon virevoltant après avoir réussi à échapper à une tarentule⁵³. La métaphore est significative : les Coréens qui subissaient la « trempe coréenne » ont enfin échappé à la vie empoisonnée des colonisés.

Dans *La Grue imaginaire*, publié en 1960⁵⁴, Inoue Mitsuharu met d'autre part en scène la question des vols de denrées alimentaires commis juste après la défaite. Cette fois-ci, cependant, ce sont les Japonais qui en sont les auteurs : le protagoniste de ce roman, Nakadai Kurao, s'empare en effet de denrées militaires avec ses amis dès la fin du conflit, puisque l'État japonais, s'appêtant dans sa folie à continuer la guerre envers et contre tout, stockait toutes sortes de denrées en importantes quantités – alors même que la population « crevait » littéralement de faim. Le titre du roman est d'ailleurs ambivalent, car s'il fait référence à un outil dédié aux grands travaux, le texte dans son entier décrit un pays en ruines. La grue est-elle l'instrument qui va servir à le reconstruire, ou le symbole de

52. TAKAHASHI, 1991, p. 160.

53. YUZURIHARA, 2012 [1949], p. 555-558.

54. INOUE, 1974 [1960].

l'édification illusoire d'une ère expansionniste révolue ? Autre élément important de ce portrait d'un Japon en déchéance, une scène du roman est particulièrement éloquente quant au rapport des Japonais avec les Coréens entraînés dans cette situation démente. Après avoir subi un bombardement à Tōkyō, Nakadai Kurao rentre chez sa grand-mère dans le Kyūshū et prend un bateau afin de traverser le détroit de Shimonoseki. À bord, il rencontre un groupe d'officiers stagiaires, ainsi que des Coréens fraîchement embarqués. Mais le bateau essuie un bombardement, et les passagers coréens sont pris de panique. Le capitaine ordonne alors à ses subordonnés de dégainer leur sabre afin de les faire taire. L'un des Coréens, doublement terrifié, crie soudain l'unique phrase en japonais qu'il connaisse : « aller à la mine pour l'empereur » (*tennō heika no tame, tankō yuku* テンノ一ヘーカノタメ、タンコーユク)⁵⁵, ce qui redouble la colère de l'officier. Ces Coréens, qui ont probablement été conduits de force au Japon, sont en route vers une mine de la région de Chikuhō. La situation tourne à l'absurde : les officiers stagiaires dégainent face à ces gens légitimement paniqués, puisqu'il s'agit de leur première expérience d'un bombardement. Les Coréens sont en effet totalement inoffensifs, et la réaction des officiers, disproportionnée : les sabres ne servent absolument à rien face aux bombes incendiaires. Cette scène illustre très précisément l'orgueil démesuré envers les Coréens animant un Japon impuissant face à l'armée américaine. Le protagoniste va également retrouver ce type de comportement au sein de la mine de Tojima, où il a déjà travaillé et s'apprête à travailler à nouveau. Lorsque Nakadai Kurao aperçoit les futurs mineurs sur le bateau, il se rappelle du spectacle quotidien des travailleurs coréens frappés avec une ceinture de caoutchouc pour avoir abandonné leur poste. Les lecteurs sont mis au courant, avant même l'arrivée de ce personnage à la mine, du conflit opposant les mineurs coréens et les Japonais en position de force.

L'un des épisodes principaux de *La Grue imaginaire* décrit précisément la révolte silencieuse des mineurs coréens qui survient dans le roman. Le début de l'affaire s'ouvre sur un dialogue bancal :

55. *Ibid.*, p. 55.

« C'est vrai que tu n'es pas au courant, Nakadai... Bon, faut pas trop en parler, mais il s'agit du Coréen réquisitionné, Sai. L'un de ceux qui ont été emmenés au début de l'année par bateau. Hé bien, il s'est pendu il y a une dizaine de jours. Ça, on n'y peut rien, mais comme les autres Coréens réquisitionnés se sont plaints, on a organisé des funérailles dans les règles, et c'est alors qu'on portait le corps vers le crématorium qu'il s'est passé quelque chose. »

L'ingénieur Tanita s'arrêta et reprit comme s'il hésitait.

« Bon, d'accord, je vais te le dire, sinon tu ne vas rien comprendre. Mais je te prie de ne le répéter à personne, parce qu'on m'a formellement interdit d'en parler. Quand on se dirigeait vers le crématorium,.. comment dire ? On a trouvé à l'embranchement qui va du bas du terriil vers la mer une demie-feuille, qui portait l'inscription : "Coréens, soyez patients, c'est pour bientôt"...

— C'était écrit sur une feuille ? demanda le préposé Shōno.

— Oui, répondit l'ingénieur. Il paraît d'ailleurs que quatre pièces d'un *sen* en bronze tenaient lieu de pierres aux quatre coins de la feuille manuscrite.

— Encore ? Il y avait souvent ça, avant, fit l'assistant Iwamatsu, comme s'il était impressionné. C'était écrit "Coréens, soulevez-vous" ?

— Pas "soulevez-vous", mais "soyez patients". »

[...]

« Pourquoi il y avait quatre pièces en bronze d'un *sen* ? dit le contremaître Ono.

— Probablement pour que la feuille ne s'envole pas. Mais ils auraient pu le faire avec des pierres... »

L'ingénieur Tanita se contredisait lui-même.

« C'est peut-être pour que ça se remarque davantage, fit l'assistant Iwamatsu. Je crois comprendre ce "soyez patients", mais qu'est-ce que ça veut dire, "c'est pour bientôt" ? »

「仲代君はしらなかったんだね。……まあそれもあまりいってもらっては困るが、その崔という徴用鮮人のことだ。今年のはじめ船でつれてきたうちの一人だがね。」

これが十日ばかり前、首吊りをやったんだ。それはまあそれでいいんだが、徴用鮮人が騒いだので、一応型通りの葬式をやって火葬場にその死骸を運ぶ途中で、あることがおこったんだ。……」そこで谷田技師はためらうように言葉をきってつづけた。

「まあ、よかろう、これをいわなければ何もわからんからね。しかし硬くとめられたことだからこれから先のことは、誰にもしゃべらんで下さいよ。……その何というか、その火葬場に行く途中でね。ボタ山の下から海に行くあのわかれ道のところで、朝鮮人たちがもう少しがまんしろ、もうすぐだ、と書いた半紙が落ちていたというのだがね。……」

「半紙にかいてあったんですね」庄野係員はきいた。

「そうです。あ、そうだ、その、そんなことが鉛筆でかいてある半紙の上に一銭銅貨が四枚、四隅に石の代わりのようにおいてあったというんだ」谷田技師はこたえた。

「へえ、今どきね。昔ならよくあったが、朝鮮人起ち上れとかいてあったんですか」岩松助手は感嘆したように声をあげた。

「起ち上れじゃないでしょう、がまんしろじゃないですか」小野係員はいった。

(……)

「半紙の上に一銭銅貨を四枚おいていたというのはどういうわけでしょうかね」小野係員はいった。

「半紙が飛ばんようにでしょう。いや、飛ばんようになら石でもできるわけだけど……」谷田技師は自分で自分の言葉を否定した。

「それは目立つようにしたんでしょう……」岩松助手がいった。「その、朝鮮人がまんしろ、というのはわからんことはないが、もうすぐだ、というのはどういう意味でしょうかね⁵⁶」

56. *Ibid.*, p. 151-152.

Dans ce dialogue, les personnages passent à côté de l'essentiel ; ils ne comprennent pas la portée de cette affaire. Non seulement le suicide d'un travailleur coréen ne suscite-t-il aucune émotion dans l'assistance, mais il est explicitement précisé que ses funérailles ont été organisées contre le gré des Japonais, juste pour calmer les Coréens. Les questions d'importance sont totalement ignorées, que ce soit la raison de ce suicide, ou la cause du message trouvé sur le chemin du crématorium. En revanche, l'utilisation des pièces suscite davantage l'intérêt de l'assemblée. Ce passage montre clairement que si la vie d'un Coréen n'a pas de valeur pour les salariés de la mine, leur désobéissance, elle, leur est insupportable. Il fait écho à l'absurdité de l'épisode du bateau, que Nakadai se remémore en assistant à cette conversation. Après des dénonciations en chaîne extorquées sous la torture, la chasse à l'auteur de ce message aboutira *in fine* à un second suicide, qui précèdera de peu l'annonce de la défaite du Japon.

Si *La Grue imaginaire* décrit à travers des scènes grotesques l'absurdité d'un Japon impérial à la dérive, ce roman lance également un avertissement au Japon d'après-guerre, qui n'a pas su remettre en question son comportement. Même après la défaite de l'empire et l'indépendance de la Corée, Inoue Mitsuharu a continué de dénoncer l'incompréhension et le déni japonais. La mine est d'ailleurs restée pour lui un thème privilégié : dans des œuvres telles que « Le lendemain des femmes enceintes⁵⁷ » ou « Le pays natal affamé⁵⁸ », il évoquera ainsi le destin de mineurs tombés encore plus bas dans la hiérarchie sociale une fois devenus chômeurs. Les Coréens repartis dans leur pays sont absents de ces romans ; seul *Les Classes sociales*⁵⁹, publié en 1968, fait figure d'exception. Ce récit met précisément en scène les souffrances intactes des mineurs, que le temps n'a pas effacées. Mais ces souffrances peuvent-elles être balayées ? Le pardon est-il possible ?

Été 1966, dans un bus qui relie Sasebo et Hiradoguchi. Ariie Naomichi, étudiant à Tōkyō, entend un passager, marchand ambulant de son état, raconter une étrange histoire. Près de l'ancien site charbonnier de Gigan existerait un

57. INOUE, 1964 & 1975 [1965], p. 199-218.

58. INOUE, 1974 [1965].

59. INOUE, 1972 [1968].

hameau de *marutan* マルタン (anciens mineurs), où un homme vit en compagnie de quelques trois cents rats. Le marchand prétend avoir vu un chien vivant jeté au milieu de ces rats, qui l'auraient immédiatement attaqué. De l'animal qui se débattait, n'est plus resté qu'un tas d'os. *Les Classes sociales* débute ainsi avec une histoire macabre qui ne laisse pas ses lecteurs indifférents. Le lieu en question (le hameau des *marutan*) et l'époque (postérieure à la fermeture de la mine) sont d'emblée annoncés. Plusieurs récits parallèles se déroulent à Gigan et Hanami, une autre ancienne ville minière à proximité, ce qui permet de souligner le délabrement de ces villes et la misère des anciens mineurs au chômage.

Le protagoniste n'imagine pas à cet instant, dans le bus, qu'il rencontrera un jour l'homme aux rats. Ariie Naomichi rentre dans son village natal dans le Kyūshū afin de percer le mystère de la disparition de son père, ancien patron de la mine de Hanami, mort dans un incendie trois ans auparavant. Certains prétendent que l'homme est entré dans son bureau en feu afin de récupérer un dossier important ; d'autres soutiennent qu'il était déjà mort lorsque le bureau a pris feu. Naomichi découvre, au fur et à mesure que le roman avance, que son père n'était pas forcément aimé par ses salariés.

Contrairement aux autres œuvres d'Inoue, ce roman ne s'étend pas spécialement sur les conditions de travail des Coréens dans la mine pendant la Seconde Guerre mondiale. Cependant, en enquêtant sur la mort de son père, l'étudiant découvre qu'un employé nommé Saikawa Haruo s'est pendu juste après l'incendie. Cet électricien coréen était-il l'assassin du patron de la mine ? Le roman ne fournit pas davantage d'informations à ce sujet, mais la découverte de cette deuxième mort conduit Ariie Naomichi à rencontrer le frère du défunt électricien, Saikawa Shun.i. Leur entretien prend une direction inattendue, et ce dernier enferme Ariie dans un débarras.

« Écoute-moi bien, poursuivit l'homme d'une voix basse et noire, mais qui portait bien. Au début de 1945, Ariie Shigeyuki venait de succéder à son père à la tête de la mine de Hanami. Ton grand-père était mort d'une attaque cérébrale. À ce moment-là... Tu sais qu'il y a eu une explosion de gaz dans la fosse n° 2, en février 1945 ?

— Non, je ne le savais pas.

— Tu ne sais pas que du méthane a explosé et que la taille ouest de la fosse n° 2 ainsi qu'une partie de la galerie n° 3 ont été anéanties ?

— Je n'en ai jamais entendu parler, répondit-il.

— Mon père était dans la galerie n° 3. Quand la taille ouest a explosé et que tous les mineurs qui travaillaient là sont morts, mon père, lui, était encore vivant dans la galerie n° 3. On aurait pu le sauver, si on l'avait voulu. Mais Ariie Shigeyuki l'a laissé mourir sans rien faire. Non, il a fait pire encore : il savait qu'il y avait encore deux mineurs coréens vivants, mais il a fait fermer le passage entre la galerie n° 3 et la galerie n° 2. "Aidez-nous, laissez-nous sortir !", ont-ils crié, inutilement. Craignant que le feu n'atteigne la galerie n° 2, Ariie Shigeyuki a utilisé les hommes comme sacs de sable. Pour ton père, il n'était pas concevable de sacrifier la galerie n° 2 afin de sauver un ou deux minables mineurs coréens. Mais les morts ? Et la famille des morts ? S'ils étaient morts immédiatement à cause d'une explosion de gaz, on aurait pu l'accepter, et il y aurait eu de l'espoir. Mais mon père était vivant. Ils avaient suffisamment de temps pour le sauver. Et quand bien même, s'ils avaient évité de fermer le passage entre la galerie n° 2 et la galerie n° 3 aussi rapidement sans tenir compte des survivants, mon père aurait pu sortir, même en rampant... »

Comme l'homme s'arrêtait, Ariie Naomichi dit :

« Laissez-moi sortir. Je vous écouterai à l'extérieur.

— Une personne qui était dans la galerie n° 2 a entendu la voix de mon père. "Aidez-nous !", a-t-il dit deux ou trois fois, d'une voix rauque. Elle l'a ensuite entendu crier : "vous allez nous faire mourir brûlés vifs !" »

「おれのいうことをきけ」男は低いがよく通る黒々とした声でつぶけた。「昭和二十年のはじめ、有家重行は波並炭鉱を受け継いで責任者になったばかりだった。お前のじいさんが途中で倒れたからな。その時……お前

は昭和二十年の二月に起きた二坑のガス爆発を知っとるか」

「知らん」彼はいった。

「メタンが爆発して二坑の西払と三号の堀進の一部が全滅したことを、お前はきいてもおらんのか」

「きいてない」彼は答えた。

「三号堀進におれの父親はいたんだ。西払が爆発して、そこに働いとった坑夫が全部死んでしもうた時、おれの父親は二号堀進でまだ生きていた。助けようとすれば何としても助けられた。それを有家重行はみすみす見殺しにした。いや、見殺しにするよりもっとわるい。三号にはまだ朝鮮人の坑夫が二人生きとることを確認しながら、三号と二号の間を遮断してしもうたんだ。助けてくれ、ここからだしてくれといくらおらんでもどうにもならん。二号に引火することを恐れて、有家重行は行きとる人間を砂囊代わりにした。お前の親父にしてみれば、一匹か二匹の朝鮮人坑夫を助けるために二号堀進を犠牲にすることはできんといいたいのだろうが、死んだ者はどうなる。死んだ者の家族はどうなる。それもガス爆発の即死なら、まだ考えようもあるし、残った者は救われもする。しかしおれの親父は生きていたんだ。助ける時間は充分あった。助けなくてもいい、二号と三号の間を早々と、行きとる人間のいることを無視して遮断さえしなければ、おれの父親は匍ってでも逃げ出すことができたんだ。……

男の言葉が途切れたので、有家直道は「だしてくれ」といった。「話は外できく」

「二号堀進にいた者が、父の声をきいとる。助けてくれと、父はかすれた声で二度か三度たのんだ。それから、おれ達を焼き殺す気か、とおらぶのがきこえたそうだ⁶⁰。

60. *Ibid.*, p. 173-174.

Voyant que son récit ne suscite aucune émotion chez l'étudiant, Saikawa Shun.i introduit les rats affamés dans le débarras. L'homme qui élève ces bêtes, en effet, n'est autre que le frère du défunt électricien. Ce personnage de Coréen n'est pas fortuit : la mort des Coréens, qu'il compare à celle d'animaux, n'a aucune valeur face aux profits de la mine de charbon. Les dates des deux décès sont par ailleurs symboliques : le premier remonte à février 1945, juste avant la défaite du Japon et l'indépendance de la Corée ; le second à 1963, dix-huit ans après la fin de la guerre. Le père a donc raté l'indépendance et le possible retour en Corée à quelques mois près ; le frère, Haruo, est certes mort près de deux décennies après la fin de la période coloniale, mais dans des circonstances mystérieuses, puisque plane autour de sa disparition le soupçon de tortures policières, ce qui ne manque pas de rappeler les pratiques évoquées dans *La Grue imaginaire*. Le doute est d'autant plus grand que sa mort est rapportée dans le dossier de police comme une simple pendaison, sans qu'aucune mention ne soit faite du lieu de sa mort – la cellule. Ni les causes de la mort du père de Ariie Naomichi, ni les circonstances du « suicide » de Saikawa Haruo ne seront d'ailleurs complètement élucidées dans le roman : tout comme le coup de grisou qu'Ariie ignore, cette mine renferme des secrets. Le récit entre les mains de la police fait certes office de « version officielle » de l'incendie, mais sert en réalité à détourner de la vérité. Devant cet « abus d'oubli » orchestré (car « on peut toujours raconter autrement, en supprimant, en déplaçant les accents d'importance, en reconfigurant différemment les protagonistes de l'action⁶¹ »), le frère du défunt ne peut opter que pour la vengeance. La chose est tout à fait intéressante du point de vue littéraire : pour conduire à la vérité, la fiction reconstruit en somme un autre récit à partir des mêmes éléments, un récit opposable au second récit fictif, celui des versions officielles, qui sert précisément à écarter les protagonistes de la vérité. Or, cette vengeance du frère n'est autre que celle des mineurs coréens ayant travaillé dans des conditions atroces et perdu leur vie durant la période coloniale. Lorsqu'il existe une réticence à reconnaître les faits historiques chez

61. RICŒUR, 2000, p. 579-580.

certains historiens, et que la réparation de l'État se montre difficile à obtenir⁶², la fiction permet donc d'envisager d'autres stratagèmes.

Inoue Mitsuharu s'inscrit par conséquent dans la lignée de ses prédécesseurs, ces écrivains militants de la littérature engagée qui souhaitent dénoncer dans toute leur ampleur les crimes de la colonisation et la barbarie des traitements infligés aux mineurs coréens. Son œuvre revêt d'ailleurs à ce titre un grand intérêt documentaire. Mais la réduire à ce seul aspect ne serait pas lui rendre justice : comme en témoigne de façon si spectaculaire *Les Classes sociales*, Inoue ne se contente pas de mettre en place un dispositif « vraisemblable » pour appuyer son récit et défendre une cause, ce que l'on pourrait finalement reprocher à la littérature engagée. Il élabore de véritables intrigues, et construit de solides fictions, annonçant par là un nouveau genre de littérature dans laquelle la mine allait trouver sa place : le roman policier.

Le tournant du roman policier

Shimada Sōji et Hahakigi Hōsei sont deux autres auteurs « miniers » à avoir écrit sur le thème de la vengeance, quoiqu'ils se distinguent clairement d'un héritier de la littérature prolétarienne tel qu'Inoue Mitsuharu, de par leur naissance postérieure à la période d'après-guerre comme leur spécialisation dans le polar. Aussi sera-t-il pertinent d'examiner comment ce profil d'écrivain a pu choisir d'articuler dans ses œuvres les trois éléments de l'équation étudiée dans ces pages : houillère, colonisation et mémoire. Nous nous intéresserons ici plus particulièrement à deux romans : *Une Idée originale remue le ciel*⁶³, de Shimada Sōji, paru en 1989, et *Trois Fois le détroit*⁶⁴, de Hahakigi Hōsei, publié en 1992.

Que ces romans relèvent tous deux du genre « policier » (*suiri shōsetsu* 推理小説) n'est probablement pas le fruit du hasard. Le dictionnaire japonais *Kōjien* définit le *suiri shōsetsu* comme suit : « roman dont le sujet principal concerne

62. YAMADA *et al.*, 2005, p. 32-38.

63. SHIMADA, 2002 [1989].

64. HAHAKIGI, 2000 [1992].

l'élucidation d'un secret autour d'un meurtre, et qui concentre son intérêt sur la déduction du mobile et du *modus operandi* de ce crime⁶⁵. » D'autre part, le milieu des années 1980 voit le passé de la Corée du Sud et du Japon commencer à ressurgir dans les débats médiatiques. Selon une étude de Kimura Kan⁶⁶, spécialiste des relations entre ces deux pays, on constate entre 1984 et 1985 une augmentation du nombre d'articles parus dans le journal *Asahi* autour de la question de la responsabilité du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale⁶⁷. Lorsque ce sujet a refait surface dans les médias, Shimada comme Hahakigi ont probablement trouvé dans les mines de l'empire japonais le cadre idéal de leurs romans policiers.

Une Idée originale remue le ciel commence de manière quelque peu rocambolesque. En 1989, lors de l'introduction au Japon de la taxe sur la valeur ajoutée, se produit un meurtre que les médias appellent « l'affaire TVA ». Un vieillard gâteux aurait en effet tué d'un coup de couteau la patronne d'un magasin d'alimentation, fâché qu'elle ait exigé qu'il paye la toute nouvelle TVA, d'un montant dérisoire de douze yens. L'affaire prend cependant une tournure inattendue lorsque le policier chargé de l'enquête, Yoshiki Takeshi, au demeurant guère convaincu par le mobile de cet assassinat, découvre que le vieillard avait l'esprit clair au moment des faits. Sa certitude se confirme : cet homme n'a pas commis le meurtre à cause des douze yens de TVA. Le criminel est un Coréen du nom de Ro Taiei, emmené de force au Japon avec son jeune frère Taimei pendant la Guerre du Pacifique. Après avoir travaillé sur un chantier à Karafuto, les deux frères avaient atterri dans la terrible mine de charbon de Kawakami, où se pratiquait « la raclée coréenne ». La majorité des Coréens furent abandonnés sur l'île après la défaite du Japon ; les frères Ro, eux, réussirent à quitter Karafuto pour gagner Hokkaidō, où ils travaillèrent dans un cirque. Taimei tomba alors amoureux de Sakurai Keiko, la vedette de la troupe, qui utilisa cependant les frères afin de quitter le cirque pour retrouver son amant, un chef yakuza avec qui elle souhaitait vivre à Tōkyō. Au cours de cette cavale, Taimei fut tué par un voyou

65. *Kōjien daisanpan*, 1990, p. 1272.

66. KIMURA, 2007, p. 64.

67. *Ibid.*, p. 67.

chargé d'escorter Keiko auprès de son chef : pour les deux frères, le rêve de rentrer en Corée se brisa définitivement à cet instant. Ro Taiei, qui cherchait depuis trente-deux ans à venger la mort de son cadet, avait enfin découvert Sakurai Keiko en la personne de la patronne de boutique. Impressionné par cette affaire, le policier Yoshiki Takeshi y voit un résumé de l'ère Shōwa⁶⁸.

Yoshiki raccroche le téléphone, mais se demande si cette affaire est réellement résolue. Ro est encore au Japon ; sa femme, en Corée du Sud. À Sakhaline, il reste encore un peu plus de quarante mille Coréens.

Même s'il n'y pensait jamais d'ordinaire, il est évident que les crimes de guerre, les crimes qu'ont commis les Japonais il y a plus de quarante ans, ne sont toujours pas réglés. Évidemment, il est bien plus confortable de les faire passer pour des crimes de guerre...

受話器を置き、しかし、本当に事件は解決したのだろうかと考える。韓国に妻がいる呂は、いまだ日本にいる。サハリンには、まだ四万人以上の朝鮮人が残っている。

普段は考えることもなかったが、四十数年前の戦争と日本人の罪が、この国にまだ処理されずに残っている。これを戦争の罪と言ってしまえば楽なのだが—⁶⁹。

Par le biais du personnage du Coréen qui se venge, l'écrivain illustre les noirceurs de l'ère qui vient de se terminer. Cette vengeance ne vient pas uniquement sanctionner la mort du frère, mais toutes les souffrances qu'il a dû plus généralement endurer : le déplacement forcé, le travail à la mine dans des conditions inhumaines, l'abandon à Karafuto par le gouvernement japonais, le retour impossible au pays. Elle devient celle de tous les Coréens ayant souffert du colonialisme, et le simple roman policier qu'était *Une Idée originale remue le ciel* bascule dans le roman engagé.

68. SHIMADA, 2002, p. 439.

69. *Ibid.*, p. 445.

Trois fois le détroit met également en scène la mine et la vengeance, mais fait le choix d'un protagoniste coréen, à la différence des autres écrivains japonais précités. Tout le roman est ainsi raconté par un je-narrateur, Ha Sigün. Le titre désigne les traversées du détroit de Daikan (Tsushima) qu'il a effectuées : une première fois à l'âge de dix-sept ans, en 1943, alors qu'on l'emmenait de force pour travailler dans une mine du Chikuhō, une deuxième fois en 1945, pour vivre en Corée avec une femme japonaise, et la troisième fois dans les années 1990, afin de venger ses compagnons d'infortune de la mine. Ha Sigün fut originellement embarqué pour le Japon à la place de son père, trop malade pour y travailler. Une fois arrivé sur l'île de Kyūshū, dans la ville de N., un labueur extrêmement dangereux l'attendait. Les Coréens de la mine étaient mal nourris, menacés de punitions corporelles à la moindre occasion, avec des sanctions d'une extrême violence en cas de fuite. Plusieurs camarades de Ha Sigün y perdront d'ailleurs la vie. Malgré les risques auxquels il s'exposait en s'évadant, le jeune homme parvint à s'échapper de la mine au bout de quatorze mois de travail, pour se réfugier dans un hameau Arirang⁷⁰ précédemment visité avec ses camarades, lors d'une journée de congé.

Ha Sigün travailla par la suite dans un port, comme docker, et rencontra une femme japonaise, Chizu, avec laquelle il partit en Corée après la défaite du Japon. Mais ni la famille de Ha Sigün, ni les villageois n'autorisèrent cette union : après avoir donné naissance à un garçon, Chizu fut contrainte de repartir au Japon. Remarié et père de trois fils, Ha Sigün retrouvera son fils aîné au Japon lors de sa troisième traversée du détroit. Il laisse à ses enfants des mémoires intitulés *Trois Fois le détroit*, comme si le roman entier était un testament dédié à ses fils. L'objectif de cette dernière traversée, toutefois, n'est pas seulement de retrouver ce fils qu'il n'a connu qu'en bas âge, mais aussi de contrecarrer le projet proposé par Yamamoto Sanji, un candidat à la mairie de N. Cet homme, dont la promesse électorale vise à faire disparaître le terril de N., témoin du passé minier de la ville, n'est autre que le terrible contremaître qui causa jadis la mort de plusieurs de ses

70. Les « hameaux Arirang » (*Ariran buraku* アリラン部落) étaient des hameaux habités par des Coréens ; il en existait plusieurs dans les vallées à proximité des mines de charbon. IKEDA, 2012, p. 218-219.

compagnons. Ce projet, qui entraînerait de fait la disparition de leurs tombeaux au pied du terril, est de surcroît partagé par le Coréen Kang Wŏnpŏm, patron d'une entreprise de construction aujourd'hui naturalisé japonais, qui fut par le passé l'assistant du contremaître en chef et l'exécutant de ses pires bassesses à l'encontre des mineurs coréens.

L'expression « ne pas revenir sur ce qui a été fait » existe également en coréen, mais autant une victime peut se permettre de l'utiliser, autant un agresseur ne devrait pas le faire.

Quand j'ai entendu parler du projet de Yamamoto Sanji en faveur de la démolition du terril, le comportement du Japon et le visage de cet homme se sont soudain superposés dans mon esprit. Tous deux partagent la même impudence vis-à-vis de l'Histoire. Or, nous ne pouvons rien apprendre de l'avenir. Ce qui nous permet d'apprendre ne se trouve que dans le passé. Plus nous considérons l'Histoire de manière critique, et plus celle-ci étincèle à nos yeux. Rien ne se dégage d'une Histoire que nous aurions embellie ou falsifiée à notre guise, sinon une éphémère cohérence. L'illusion, si agréable soit-elle, ne dure jamais bien longtemps, et nous finissons un jour ou l'autre par recevoir la monnaie de notre pièce.

〈水に流す〉という表現は朝鮮語にもあるが、少なくともこれは害を被った側が発する言葉で、加害者は口にすべきではない。

ボタ山を撤去するという山本三次の計画を聞いたとき、私の頭のなかでこの国のありかたと彼の姿が二重写しになった。双方に共通しているのは、歴史に対する厚顔さだ。私たちは未来から学ぶことはできない。学ぶ材料は過去の歴史のなかにしかない。歴史は、批判的に眺めれば眺めるほど、輝きを増す。自分に都合のよいように、粉飾したり改変を加えた歴史からは、東の間のつじつま合わせしか生まれて来ない。たとえそれがいかに心

地良いものであっても、長続きはせず、いつかしっぺ返し
が訪れるのだ⁷¹。

Faute d'une justice qui reconnaîtrait les crimes de la colonisation, Ha Sigün est obligé de se transformer lui-même en justicier, tout comme Saikawa Shun.i. Sa vengeance se dirige à la fois contre Yamamoto Sanji et Kang Wõnpõm : du premier, il dévoilera le passé de bourreau pendant la campagne électorale et réussira à faire péricliter le projet, avant de se déguiser en homme d'affaire intéressé par l'exploitation du terril pour faire revenir le second sur le lieu de ses crimes, et l'y assassiner. Ce double projet de meurtre et de suicide est annoncé dans une lettre destinée à son fils, qu'il rédige peu avant le rendez-vous fatidique.

L'analogie entre la disparition du terril et l'oubli de l'Histoire est lourde de sens. Comme ce fut déjà le cas après l'accident de la mine et la mort suspecte de Saikawa Haruo, l'oubli est organisé, « motivé par une obscure volonté de ne pas s'informer, de ne pas enquêter sur le mal commis par l'environnement du citoyen, bref, par un vouloir-ne-pas-savoir⁷². » La vengeance de Ha Sigün vise certes à réparer la mort de ses compagnons d'infortune, mais se dirige également contre cet abus d'oubli institutionnalisé.

Rien n'est plus approprié qu'une mine de charbon pour réfléchir à l'histoire moderne du Japon. Tout y est résumé. La technologie moderne, le capital, le droit, les traditions et les coutumes des travailleurs, on y retrouve absolument tout.

日本の近代を考えるのに、炭鉱ほど好都合なものはありません。そこにはすべてが集約されています。近代技術も資本も、労働者の権利も伝統も因習も、何もかもが圧縮されているのです⁷³。

71. HAHAKIGI, 2000 [1992], p. 56-57.

72. RICŒUR, 2000, p. 580.

73. HAHAKIGI, 2000 [1992], p. 377.

Comme le dit le fils de Ha Sigūn à son père, la mine est un concentré d'Histoire du ^{xx}^e siècle. Elle a accompagné la Seconde Guerre mondiale et l'ambition démesurée du Japon impérial au détriment de la vie des mineurs, elle symbolise le crime gouvernemental d'avoir obligé les Coréens à quitter leur pays pour travailler dans des conditions inhumaines. Et c'est précisément parce que la houillère incarne cette période noire de l'histoire du Japon que Shimada et Hahakigi ont tous deux choisi de l'intégrer à leurs romans. Lorsque la responsabilité du Japon a commencé à être remise en cause aux alentours des années 1990, ces deux écrivains de la génération d'après-guerre ont cherché à affronter la période coloniale et à la dépasser. Tandis que le gouvernement japonais peinait à reconnaître ses exactions et à présenter ses excuses, les écrivains, eux, tentaient d'œuvrer à la réconciliation entre les deux peuples à travers l'écriture romanesque. Il ne s'agissait plus seulement de témoigner de l'histoire du travail forcé et de la souffrance des mineurs coréens (aspects déjà abordés, on l'a vu, par des auteurs japonais comme Yuzurihara Masako ou Ōo Kenshi), mais bien de continuer le travail fictionnel amorcé par Inoue Mitsuharu.

Peut-être faudrait-il tout de même s'interroger sur le caractère paradoxal de ces vengeances symboliques. Les écrivains utilisent certes la force de la fiction, fidèles à la définition de Jacques Derrida « la littérature comme "droit de tout dire publiquement"⁷⁴ ». S'ils offrent à leurs personnages l'occasion de se venger individuellement, le cadre particulier qu'ils choisissent pour ce faire pourra néanmoins laisser perplexe. Le roman policier est en effet le lieu privilégié de la vengeance personnelle, elle en est même un *topos*. Parler de la colonisation dans ce cadre précis, appartenant en outre à la littérature dite « commerciale », expose de fait l'écrivain au risque de banaliser le problème avant même qu'il n'ait été officiellement reconnu. Ces œuvres et leur contexte d'écriture sont néanmoins porteurs d'une force nouvelle : ils ont le mérite de faire sortir la question de la colonisation du seul cadre du roman militant (qui souvent, prêche uniquement des « convertis »), pour la remettre entre les mains du plus grand nombre.

74. DERRIDA, 2001, p. 17.

La littérature de la mine, particulièrement âpre et austère, est concrètement très réduite en nombre. Ce constat est d'autant plus valable en ce qui concerne la littérature minière sur les travailleurs coréens, qui pour cette seule raison, mérite d'être lue, sa force documentaire étant demeurée intacte. Dans un contexte où les crimes commis par le Japon restent encore méconnus des citoyens japonais et sont souvent niés par les politiques, ces récits témoignent non seulement de l'horreur vécue par ces hommes et ces femmes dont les droits les plus élémentaires furent bafoués, mais de leur impossibilité même à dire la barbarie après l'avoir subie, ce qui contribue à l'alimenter *a posteriori*. Ce que cette littérature donne à connaître au fil des particularités de son histoire est irremplaçable, mais il serait injuste de la cantonner à ce rôle. Si son incursion récente dans le domaine du roman policier paraît contestable à l'égard de la potentielle atténuation de réalité qui pourrait en résulter, son évolution vers une fictionalisation accrue est précisément digne d'intérêt en ce qu'elle pose les questions fondamentales rencontrées par la littérature lorsqu'elle se mesure à l'atroce : que peut-on dire ? Comment le dire ?

Bibliographie indicative

BOUJU Emmanuel, 2006, *La Transcription de l'histoire. Essai sur le roman européen de la fin du XX^e siècle* édition critique établie par Gérard Namer, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 209 p.

DERRIDA Jacques, 2001, *L'Université sans condition*, Galilée, Paris, 78 p.

HAKAKIGI Hōsei 帯木蓬生, 2000 [1992], *Mitabi no kaikyō 三たびの海峡* [Trois fois le détroit], Shinchō bunko 新潮文庫, Tōkyō, 465 p.

HALBWACHS Maurice, 2005 [1950], *La Mémoire collective*, édition critique établie par Gérard Namer, Albin Michel, Paris.

HASHIMOTO Eikichi 橋本英吉, 1927, « Yome-jitaku » 嫁支度 [Les préparatifs de mariage], in *Bungei sensen* 文藝戦線 [Le front littéraire].

- HASHIMOTO Eikichi 橋本英吉, 1930 [1927], « Yome-jitaku » 嫁支度 [Les préparatifs de mariage], in *Tankō* 炭坑, Tenjinsha 天人社, Tōkyō.
- HASHIMOTO Eikichi 橋本英吉, 1939, *Kōdō* 坑道 [Les galeries de la mine], Shun.yōdō shoten 春陽堂書店, Tōkyō.
- HASHIMOTO Eikichi 橋本英吉, 1946 [1928], « Hitsugi to akahata » 棺と赤旗, in *Zen.ei* 前衛 [Avant-garde], Shinkō shuppansha 新興出版社, Tōkyō.
- HASHIMOTO Eikichi 橋本英吉, 1988 [1927], « Yome-jitaku » 嫁支度 [Les préparatifs de mariage], in *Nihon puroretaria zenshū 32 Hashimoto Eikichi Takakura Teru-shū* 日本プロレタリア全集 32 橋本英吉、タカクラ・テル集 [Anthologie de la littérature prolétarienne, vol. 32, Hashimoto Eikichi et Takakura Teru], Shin-Nihon shuppan 新日本出版, Tōkyō.
- HONJŌ Mutsuo 本庄睦男, 1987, « Kajō naru kyōdaitachi », in *Nihon puroretaria zenshū 31 Honjō Mutsuo, Suzuki Kiyoshi-shū* 日本プロレタリア全集 31 本庄睦男、鈴木清集, Shin-Nihon shuppan 新日本出版, Tōkyō.
- IKEDA Hiroshi 池田浩士, 2012, *Sekitan no bungakushi* 石炭の文学史 [Histoire de la littérature du charbon], Impact shuppankai インパクト出版会, Tōkyō, 546 p.
- INOUE Areno 井上荒野, 2013 [2008], *Iya na kanji : chichi, Inoue Mitsuharu* いやな感じー父・井上光晴 [Une sensation affreuse : mon père, Inoue Mitsuharu], Kōdansha 講談社, Tōkyō.
- INOUE Mitsuharu 井上光晴, 1956, « Nagagutsu-tō » 長靴島 in *Shin-Nihon Bungaku* 新日本文学.
- INOUE Mitsuharu 井上光晴, 1961, *Ueru kokyō* 飢える故郷 [Le pays natal affamé], Miraisha 未來社, Tōkyō.

- INOUE Mitsuharu 井上光晴, 1964, « Ninputachi no asu » 妊婦たちの明日 [Le lendemain des femmes enceintes] in *Sekai* 世界.
- INOUE Mitsuharu 井上光晴, 1972 [1968], *Kaikyū* 階級 [Les classes sociales], Kōdansha bunko 講談社文庫, Tōkyō, 257 p.
- INOUE Mitsuharu 井上光晴, 1974 [1959], « Kōboku okiba » 杭木置場 [Le dépôt de pieux], in *Inoue Mitsuharu sakuhin-shū, vol. 2* 井上光晴作品集 2 [Œuvres d'Inoue Mitsuharu, vol. 2], Keisō shobō 勁草書房, Tōkyō, pp. 95-115.
- INOUE Mitsuharu 井上光晴, 1974 [1960], *Kyokō no kurēn* 虚構のクレーン [La grue imaginaire], Shinchō bunko 新潮文庫, Tōkyō, 301 p.
- INOUE Mitsuharu 井上光晴, 1974 [1963], *Chi no mure* 地の群れ [La foule sur la terre], Shinchō bunko 新潮文庫, Tōkyō, 208 p.
- INOUE Mitsuharu 井上光晴, 1974 [1965], « Ueru kokyō » 飢える故郷 [Le pays natal affamé], in *Inoue Mitsuharu sakuhin-shū Dainikan* 井上光晴作品集 第二卷, Keisō shobō 勁草書房, Tōkyō, pp. 191-224.
- INOUE Mitsuharu 井上光晴, 1975 [1965], *Inoue Mitsuharu sakuhin-shū, vol. 3* 井上光晴作品集 第三卷 [Œuvres d'Inoue Mitsuharu, vol. 3], Keisō shobō 勁草書房, Tōkyō.
- INOUE Mitsuharu 井上光晴, 1979 [1965], « Nagagutsu-tō » 長靴島 [L'île de Nagagutsu], in *Inoue Mitsuharu sakuhin-shū, vol. 1* 井上光晴作品集 1 [Œuvres d'Inoue Mitsuharu, vol. 1], Keisō shobō 勁草書房, Tōkyō, pp. 145-179.
- Īo Kenshi 飯尾憲士, 1974, « Ch'oe Ŭsun no jōshinsho » 崔乙順の上申書 [Le rapport de Ch'oe Ŭsun] in *Ryūdō* 流動.

- Īo Kenshi 飯尾憲士, 2006 [1974], « Ch'oe Ŭlsun no jōshinsho » 崔乙順の上申書 [Le rapport de Ch'oe Ŭlsun], in “Zainichi” *bungaku zenshū*, vol. 16, *Sakubin-shū II*, 〈在日〉文学全集 16 作品集II [Anthologie de la littérature *zainichi*, vol. 16, Œuvres II], Bensei shuppan 勉誠出版, Tōkyō, pp. 349-365.
- Īo Kenshi 飯尾憲士, 2001 [1980], « Umi no mukō no chi » 海の向こうの血, in *Souru no ibai* ソウルの位牌, Shūeisha e-bunko 集英社文庫, Tōkyō.
- KATŌ Shūson 加藤楸邨, 1998, *Bashō zenku (chū)* 芭蕉全句 中 [Œuvres complètes de Bashō], vol. 2, Chikuma Gakugei Bunko ちくま学芸文庫, Tōkyō.
- KIM Hakyōng 金鶴泳, 1973, *Arukōru ranpu* あるこーるらんぷ [La lampe à alcool], Kawade shobō shinsha, Tōkyō.
- KIM Hakyōng 金鶴泳, 2006 [1973], « Arukōru ranpu » あるこーるらんぷ [La lampe à alcool], in “Zainichi” *bungaku zenshū*, vol. 6, *Kim Hak-kyeong* 〈在日〉文学全集 6 金鶴泳 [Anthologie de la littérature *zainichi*, vol. 6 : Kim Hakyōng], Bensei shuppan 勉誠出版, Tōkyō, pp. 175-227.
- KIMURA Kan 木村幹, 2007, « Nikkan kankei ni okeru “rekishi no saihakken” ni kan suru ichikōsatsu » 日韓関係における「歴史の再発見」に関する一考察 [Une réflexion sur la « redécouverte de l’histoire » dans les relations entre Japon et Corée du Sud] in *Kokusai kyōryoku ronshū, daijūgokan, daiichigō* 国際協力論集 第15巻第1号 [Revue d’études sur la coopération internationale], n° 1, vol. 15.
- KOBAYASHI Takiji 小林多喜二, 2009, *Le Bateau-usine* [Kani kōsen 蟹工船], trad. LESIGNE-AUDOLY Évelyne, Éditions Yago, Paris, 137 p.
- Kōjien daisanpan* 広辞苑 第三版 [Dictionnaire *kōjien* 3^{ème} édition], 1990, Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō.

- MİYOSHI Jūrō 三好十郎, 1931, *Tanjin* 炭塵 [La poussière de charbon], Chūō kōron-sha 中央公論社, Tōkyō.
- RICŒUR Paul, 2000, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Éditions du Seuil, Paris, 675 p.
- SEBALD Winfried Georg, 2001, *Les Émigrants. Quatre récits illustrés* édition critique établie par Gérard Namer, trad. CHARBONNEAU Patrick, Actes Sud, Arles, 288 p.
- SHIMADA Sōji 島田荘司, 2002, *Kisō, Ten o ugokasu* 奇想、天を動かす [Une idée originale remue le ciel], Kōbunsha bunko 光文社文庫, Tōkyō, 451 p.
- TAKAHASHI Kiichirō 高橋揆一郎, 1991, *Tomoko* 友子, Kawade shobō shinsha 河出書房新社, Tōkyō.
- TAKEUCHI Yasuto 竹内康人, 2013, *Chōsa, Chōsenjin kyōsei rōdō 1, Tankō-ben* 調査・朝鮮人強制労働 1 炭鉱編 [Le travail forcé des Coréens, n° 1 : les mines de charbon], Shakai hyōron-sha 社会評論社, Tōkyō, 354 p.
- TONOMURA Masaru 外村大, 2004, *Zainichi chōsenjin shakai no rekishiteki kenkyū* 在日朝鮮人社会の歴史的研究 [Une étude historique de la société coréenne au Japon], Ryokuin shobō 緑蔭書房, Tōkyō, 504 p.
- UENO Eishin 上野英信, 1971 [1967], *Chi no soko no waraibanashi* 地の底の笑い話 [Les histoires drôles du fond de la terre], Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō.
- YAMADA Shōji 山田昭次, KOSHŌ Tadashi 古庄正 & HIGUCHI Yūichi 樋口雄一, 2005, *Chōsenjin senji rōdō dōin* 朝鮮人戦時労働動員 [Une étude historique de la société coréenne au Japon], Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō, 280 p.

- Yi Hoesöng 李恢成, 1970, « Kayako no tame ni » 伽耶子のために [Pour Kayako] in *Shinchō* 新潮, vol. 4.
- Yi Hoesöng 李恢成, 1971, « Kinuta o utsu onna » 砧をうつ女 [La femme qui bat le linge] in *Kikan geijutsu* 季刊藝術, n° 18.
- Yi Hoesöng 李恢成, 2006 [1970], « Kayako no tame ni » 伽耶子のために [Pour Kayako], in “Zainichi” *bungaku zenshū*, vol. 4, Yi Hoesöng 〈在日〉文学全集 4 李恢成 [Anthologie de la littérature *zainichi*, vol. 4 : Yi Hoesöng], Bensei shuppan 勉誠出版, Tōkyō, pp. 97-241.
- Yi Hoesöng 李恢成, 2006 [1971], « Kinuta o utsu onna » 砧をうつ女 [La femme qui bat le linge], in “Zainichi” *bungaku zenshū*, vol. 4, Yi Hoesöng 〈在日〉文学全集 4 李恢成 [Anthologie de la littérature *zainichi*, vol. 4 : Yi Hoesöng], Bensei shuppan 勉誠出版, Tōkyō, pp. 243-266.
- YUZURIHARA Masako 讓原昌子, 1949, « Chōsen-yaki » 朝鮮ヤキ [La raclée coréenne] in *Shin-Nihon Bungaku* 新日本文学.
- YUZURIHARA Masako 讓原昌子, 2012 [1949], « Chōsen-yaki » 朝鮮ヤキ [La raclée coréenne], in *Sensō bungaku, Teikoku nippon to Chōsen, Karafuto* 戦争文学 帝国日本と朝鮮・樺太 [La littérature de guerre. Le Japon impérialiste et la Corée / Karafuto], Shūeisha 集英社, Tōkyō, p. 696.

Résumé : les mines de charbon du Japon des années 1939 à 1945 comptaient de nombreux mineurs coréens, souvent arrachés de force à leur patrie et victimes de discriminations. Leur présence marque une page sombre de l’histoire du Japon. Cet épisode symptomatique de la période coloniale est visité et revisité par la littérature de langue japonaise aussi bien par des écrivains coréens que japonais. Cependant, le regard porté sur les mineurs coréens diffère sensiblement selon les origines des écrivains ainsi que leurs périodes d’écriture respectives. Ce travail

montre que ce sujet reste tabou chez les écrivains coréens dont la communauté est pourtant directement concernée par cette mémoire. Les écrivains japonais, eux, prennent alors le relais en abordant plus frontalement la présence des mineurs coréens ainsi que le sort qui leur était dévolu. Cette intervention d'écrivains japonais est marquée également par une évolution des récits de témoignage vers des récits extrêmement romancés.

Mots-clés : littérature “zainichi”, mine de charbon, Yi Hoesöng, Kim Hakyöng, Yuzurihara Masako, Ō Kenshi, Inoue Mitsuharu, Shimada Sōji, Hahakigi Hōsei

Abstract: Japanese coal-mines between 1939 and 1945 counted numerous Korean miners, often torn away from their homeland and victims of various forms of discrimination. The presence of those protagonists bears witness to a dark page of Japanese history. This episode, quite symptomatic of the colonial period, is treated repeatedly in Japanese-language literature, both by Korean and Japanese writers. However, the outlook on these Korean miners changes significantly according to the origin of the authors and the respective periods in which they were writing. This article shows that the topic remains taboo among Korean writers, whose community is nonetheless concerned by this memory. As for the Japanese writers, they take over and deal very squarely with the presence of Korean miners, as well as with the destiny the latter were allotted. This contribution by Japanese writers is also characterized by a shift of the testimonies towards quite fictionalized narratives.

Keywords: Zainichi writing, coal mine, Yi Hoesöng, Kim Hakyöng, Yuzurihara Masako, Ō Kenshi, Inoue Mitsuharu, Shimada Sōji, Hahakigi Hōsei

キーワード： 在日朝鮮人文学、炭鉱、李恢成、金鶴泳、讓原昌子、飯尾憲士、井上光晴、島田荘司、帯木蓬生

Le soutien aux travailleurs déplacés dans le déclin de l'industrie houillère japonaise : un soutien officiel et associatif¹

Support for Displaced Workers in a Context of Decline of the Japanese Coal Industry: Official and Associative Support

Naoko SHIMAZAKI

Université de Waseda

Traduit du japonais par Bernard THOMANN

Au Japon, l'industrie houillère constitua un exemple typique de restructuration industrielle. Aux côtés de l'industrie sidérurgique, elle fut considérée comme un secteur-clé et une priorité par les politiques industrielles de la période de reprise économique qui suivit la guerre. Elle commença toutefois à faire l'objet de mesures de rationalisation après avoir connu un ralentissement de 1953 à 1954 : en 1955, fut promulguée la « Loi sur les mesures temporaires concernant la rationalisation des mines de charbon » (*sekitan kōgyō gōrika rinji sochi-hō* 石炭鉱業合理化

1. Cet article est la traduction d'une version remaniée, en accord avec l'auteur, de SHIMAZAKI Naoko 嶋崎尚子, 2013, *Sekitan sangyō no shūsokukatei ni okeru rikushokusha shien* 石炭産業の収束過程における離職者支援, *Nihon rōdō kenkyū zasshi* 日本労働研究雑誌, n° 641, pp. 4-14.

臨時措置法). Le grave ralentissement économique qui s'installa à compter de 1957 entraîna par la suite une vague de fermetures de mines. Le gouvernement japonais lança alors dès 1959 sa politique « mettre au rebut et développer » (*sukurappu ando birudo* スクラップ・アンド・ビルド), qui visait à réduire les coûts de production et à améliorer la capacité concurrentielle de l'industrie en établissant des distinctions entre les mines qui devaient être développées au moyen d'investissements gouvernementaux, et les mines qui devaient être laissées en l'état ou fermées rapidement². À compter de l'introduction de la « Première politique charbonnière » (*daiichiji sekitan seisaku* 第一次石炭政策) en 1963, et jusqu'en 2002, l'industrie houillère japonaise devait connaître neuf changements de politique en l'espace de quatre décennies.

Ces changements de politique, qui s'inscrivaient dans un contexte de concurrence avec le pétrole et le charbon importés, étaient contemporains d'initiatives en faveur de la nationalisation et de la concentration des entreprises dans les industries houillères étrangères. Citons à cet égard la nationalisation de l'industrie houillère britannique, et l'introduction d'un soutien gouvernemental aux compagnies minières en Allemagne. Ce type de mesures n'a cependant pas été adopté au Japon : ce fut sous la gestion de sociétés privées, principalement des conglomérats issus des anciens *zaibatsu*, que l'industrie houillère japonaise périclita dans le cadre d'un long processus de restructuration en réponse à l'évolution de la structure de l'offre énergétique³. De 1955 à 2002, 928 mines de charbon furent fermées et plus de 200 000 travailleurs perdirent leur emploi. À l'heure actuelle, la seule mine extrayant encore du charbon est la Kushiro Coal Mine Co Ltd, où des ingénieurs étrangers en visite sont par ailleurs formés dans le cadre des programmes internationaux de transfert de technologies menés par le Japan Coal Energy Center (JCOAL) – programmes prévoyant également l'envoi d'ingénieurs experts japonais dans les pays participants.

Ce fut en réalité dès la fin de la guerre de Corée, en 1953, que les problèmes de chômage et de pauvreté des travailleurs licenciés des mines de charbon

2. KOYŌ SOKUSHIN JIGYŌDAN, 1992, p. 125.

3. Pour une analyse plus détaillée du processus de restructuration de l'industrie houillère au Japon, voir CULTER, 1999, et SHIMAZAKI, 2010.

s'aggravèrent dans les bassins houillers, en particulier dans celui du Chikuhō, sur l'île de Kyūshū⁴. Ces questions constituèrent une toile de fond à la promulgation en 1959 de la « Loi sur les mesures temporaires en faveur des travailleurs des mines de charbon ayant perdu leur emploi » (*tankō rishokusha rinji sochi-hō* 炭鉱離職者臨時措置法). Il s'agissait d'une « loi spéciale prévoyant des mesures globales et à long terme pour les travailleurs des mines de charbon licenciés, compte tenu de la nature structurelle du ralentissement de l'industrie houillère, de la forte concentration de travailleurs des mines de charbon licenciés dans certaines collectivités locales et des difficultés liées aux reclassement nécessitant un déménagement.⁵ » Cette loi était en l'occurrence un engagement à dépasser les mesures jusqu'alors poursuivies (des « mesures palliatives visant en grande partie à absorber les mineurs sans emploi dans des initiatives et projets publics de lutte contre le chômage »), et à fournir des « mesures globales aux travailleurs des mines de charbon déplacés », y compris de la formation professionnelle, des services d'assistance, et des placements à l'échelle la plus large du territoire⁶.

En 1963, la « Loi sur les mesures temporaires pour les travailleurs des mines de charbon déplacés » fut amendée. Un cadre fut alors élaboré pour faire en sorte que les titulaires de droits miniers soient obligés de fournir des mesures d'aide à l'emploi⁷, avec mise en place d'un système d'assurance chômage spécial pour les

4. Pour un compte rendu détaillé de la situation des chômeurs issus des petites et moyennes mines du Chikuhō entre 1954 et 1958, voir YOSHIMURA, 1984. Des informations supplémentaires sur la hiérarchie du marché du travail dans le Chikuhō peuvent être trouvées chez SMITH, 2005.

5. KOYŌ SOKUSHIN JIGYŌDAN, 1992, p. 128.

6. *Ibid.*, p. 129.

7. L'article 7 stipule : « Les titulaires de droits miniers [...] doivent coopérer avec l'Agence publique pour la sécurité de l'emploi et la Société de promotion de l'emploi afin de prendre les mesures nécessaires au développement des offres d'emploi et fournir d'autres formes d'aide à la recherche d'emploi, ceci dans le but de promouvoir les possibilités d'emploi pour les travailleurs des mines de charbon contraints de quitter leur emploi en raison de procédures de rationalisation de l'industrie minière, telles que la cessation d'une exploitation minière ou la modernisation de puits de mines. »

mineurs, dit « système du carnet noir » (*kurotechō seido* 黒手帳制度)⁸. Celui-ci allait rester en service pendant environ quarante ans, jusqu'à ce que la « Loi sur les mesures temporaires en faveur des travailleurs des mines de charbon ayant perdu leur emploi » soit abrogée en 2002.

Il importe également de noter, même si nous n'aborderons pas ce point plus en détail dans notre article, que cet ensemble de mesures pour les travailleurs des mines de charbon licenciés venait s'ajouter au régime de retraite particulier de l'industrie du charbon. Dans ce dernier cadre, les propriétaires de houillères prenaient à la fois en charge le coût des primes (soient 70 yens par tonne de charbon produite) et le fonds de pension des mines de charbon, créé en 1967 pour verser aux travailleurs retraités un complément à la retraite ordinaire. Notons par ailleurs dans le secteur minier, l'âge minimal requis pour commencer à bénéficier de prestations de retraite était moins avancé que dans le reste de l'industrie, ce qui eut pour effet de circonscrire quelque peu l'étendue du problème des mineurs âgés ayant perdu leur emploi.

Bien que l'industrie houillère japonaise n'ait pas été placée sous le contrôle de l'État, la question des travailleurs licenciés des mines de charbon fut davantage reconnue comme un problème à traiter au niveau national qu'une question spécifique à quelques entreprises ou bassins houillers. Les mesures de soutien furent donc tenues pour des initiatives nationales d'une importance stratégique pour les intérêts de l'ensemble de la société, et 4 000 milliards de yens de financements publics furent injectés dans cette action en faveur de l'industrie houillère et des travailleurs licenciés⁹. L'ampleur et l'importance de l'industrie houillère au Japon, ainsi que la forte concentration de chômeurs dans ces communautés locales, constituent deux des principaux facteurs qui conduisirent le gouvernement à mettre en place un dispositif d'une telle envergure. Suganuma Takashi souligne trois autres facteurs politiques et économiques¹⁰ – à commencer par le poids traditionnel du mouvement syndical dans l'industrie houillère, de telles mesures ayant pour but d'éviter l'agitation sociale. Au cours

8. RŌDŌSHŌ SHOKUGYŌ ANTEIKYOKU, 1971, p. 209.

9. SHIMANISHI, 2011, p. 7.

10. SUGANUMA, 1997, p. 38-39.

du processus de redressement du Japon après la guerre, l'industrie houillère avait par ailleurs été redynamisée dans le cadre d'un contrôle étatique fort, et le gouvernement s'était en quelque sorte retrouvé responsable de la question de l'emploi dans cette branche industrielle. Enfin, la prise de conscience du ralentissement conjoncturel provoqué par l'évolution structurelle de la demande énergétique internationale joua également un rôle dans la mise en place de ces mesures. La crise de l'industrie houillère japonaise fut ainsi interprétée comme une crise industrielle inévitable due à des facteurs extérieurs. On estima par conséquent que cette situation dépassait la capacité de gestion des employeurs, syndicats et autres parties concernées, appelant inévitablement une intervention sous forme de politiques publiques.

Le présent article analysera à la lumière des processus de restructuration de l'industrie houillère évoqués *supra* deux questions : comment, d'une part, les travailleurs des mines de charbon déplacés retrouvèrent un emploi dans d'autres entreprises et industries, et comment les mesures de soutien à l'emploi qui leur furent proposées les aidèrent dans cette opération. Deux faits majeurs ressortent de leur parcours : bien que le système d'assurance-chômage pour les mineurs déplacés ait été mis au point afin d'apporter une aide à ces populations, force est de constater que ce système dit du « carnet noir » se révéla insuffisant. Ce fut un soutien plus personnalisé, faisant notamment appel au sens traditionnel de la solidarité entre les mineurs, qui contribua à compenser les insuffisances des mesures de soutien plus institutionnelles.

Relocalisation et soutien aux travailleurs des mines de charbon licenciés

Reclassement et relocalisation

Les travailleurs des mines de charbon ayant perdu leur emploi suite aux mesures de rationalisation et de fermeture présentaient trois caractéristiques distinctes. Tout d'abord, ils se concentraient dans des régions périphériques du Japon, caractéristique héritée de la naissance de l'industrie houillère. Deuxièmement, il était difficile pour les travailleurs licenciés de changer de secteur d'emploi. Enfin, leur perte de travail entraînait aussi la destruction des fondations sur lesquelles leur famille s'était construite. Les travailleurs déplacés n'avaient pas d'autre

choix que de trouver un autre type d'emploi, ce qui impliquait de se réinsérer dans la société tout en se déplaçant dans une nouvelle région. La relocalisation d'un grand nombre de travailleurs était susceptible de provoquer l'effondrement de communautés régionales entières, avec des conséquences non seulement économiques, mais aussi sur l'éducation des enfants et le bien-être des personnes âgées.

Comme nous l'avons souligné plus haut, il était difficile pour les travailleurs miniers déplacés de chercher un emploi dans d'autres industries. Cet état de choses était en partie dû à la nature particulière des compétences techniques qu'ils avaient acquises dans l'extraction du charbon et, dans le cas des mineurs travaillant à l'intérieur des puits de la mine, au salaire relativement élevé qu'ils percevaient à ce poste. Lors des enquêtes de terrain que nous avons menées, cinq tendances se sont en outre dégagées des souhaits exprimés par les travailleurs des mines de charbon à la recherche d'un emploi : nombreux sont ceux qui souhaitaient, dans l'ensemble, rester là où ils ont grandi ; les plus jeunes aspiraient à trouver un emploi rapidement ; les plus âgés souhaitaient vivement être employés par d'autres mines de charbon ; la plupart désiraient vivre dans un logement fourni par leur nouveau lieu de travail ; un grand nombre, encore une fois principalement les plus jeunes, souhaitait enfin recevoir une formation en vue de sa réintégration professionnelle¹¹.

Compte tenu des caractéristiques des mineurs et de leurs aspirations, cinq types d'entreprises ou entités analogues pouvaient constituer des points de chutes professionnels crédibles. Premièrement, les « deuxièmes entreprises » (*dainikaisha* 第二会社) ou « secondes mines » (*dainitankō* 第二炭鉱), c'est-à-dire les sociétés établies dans le but de donner une seconde vie à une mine fermée, qui ont joué un rôle important dans le réemploi des travailleurs déplacés depuis la période de la politique « mettre au rebut et développer » (1959-1967) jusqu'à celle de la « contraction équilibrée » (*shukushō kinkō* 縮小均衡, 1968-1972). Ces sociétés, qui offraient toutefois de faibles perspectives d'avenir, créèrent de surcroît une inadéquation de l'offre et de la demande : les travailleurs âgés qui restaient dans leur ville d'origine souhaitaient en effet être employés par ces

11. SHIMAZAKI, 2012.

entreprises pour éviter d'avoir à changer d'industrie, tandis que les employeurs préféraient manifestement employer des personnes plus jeunes dans le but de renforcer les opérations.

La deuxième catégorie d'entreprises susceptibles d'embaucher ces travailleurs sans emploi étaient les mines de charbon. Comme nous le verrons *infra*, de nombreux efforts furent déployés à Hokkaidō pour trouver un nouvel emploi minier aux travailleurs des houillères : ce « retour au travail minier » (*tankō fukki* 炭鉱復帰) était en effet considéré comme une priorité devant la pénurie chronique de main-d'œuvre qui touchait les mines bientôt agrandies par les investissements du gouvernement. Créée en 1966 sous l'étiquette de « mine à développer », la mine Mitsubishi de Minami Oyūbari 南大夕張炭鉱 fut lancée de la sorte, en employant des mineurs de charbon licenciés suite à la fermeture d'autres mines. Au plus fort de sa prospérité, 1 540 personnes travaillaient sur ce site minier.

Les filiales offraient également une opportunité de réemploi aux travailleurs licenciés. Ces entreprises étaient le résultat de la diversification ou de la transformation des grands groupes miniers. Les filiales établies dans les villes minières, en particulier, furent les principaux lieux d'accueil des travailleurs déplacés dans la région même. Dans le cas des conglomerats issus des *zaibatsu*, il était également possible d'intégrer des travailleurs dans les entreprises du même groupe.

Le quatrième type de débouché, qui joua un rôle central, se situait dans les autres industries. Dans le cadre des politiques d'aide aux bassins houillers en difficulté, des efforts avaient été déployés pour attirer des entreprises, qui ne rencontrèrent toutefois que peu de succès. Par conséquent, la plupart des programmes de réemploi furent pilotés par des services de placement opérant sur des zones très étendues. Le réemploi impliquait donc inévitablement la réinstallation dans une autre région, et un nombre important de travailleurs furent déplacés du Kyūshū vers les régions du Kinki (départements d'Ōsaka et de Hyōgō) et du Chūbu (département d'Aichi), ainsi que des bassins miniers de Hokkaidō et de Jōban vers les zones industrielles de la conurbation de Tōkyō. Les efforts visant à développer les débouchés dans les autres industries consistèrent également à encourager activement les entreprises à embaucher collectivement des travailleurs déplacés par des recrutements massifs, que ce soient des travailleurs

âgés, des cols blancs, ou de jeunes travailleurs. Ce type de réemploi signifiait cependant pour les travailleurs déplacés une reconversion professionnelle et une relocalisation dans une autre région, mais aussi le défi particulier de l'adaptation à la vie urbaine. Il rencontra donc de fortes réticences de la part des mineurs. L'une des solutions proposées pour résoudre ce problème était donc que les travailleurs soient réemployés en groupe.

La cinquième option pour les travailleurs licenciés consistait à suivre une formation professionnelle afin de se préparer aux impératifs des mutations industrielles et des reclassements décrits plus haut. Certains travailleurs suivaient également une formation sur la base d'une promesse d'emploi dans une entreprise d'une autre branche. De nombreux travailleurs, en particulier les jeunes, demandèrent à bénéficier de tels dispositifs.

Dans ce contexte, et dans le cadre du système du « carnet noir », les travailleurs licenciés réintégrèrent le marché du travail avec un certain succès au cours de la période qui leur permettait de bénéficier de prestations d'assurance-chômage¹² puis de promotion de l'emploi, soit un total de trois années de versement. Le résultat peut être observé à partir des statistiques sur les travailleurs licenciés dans chaque région¹³. Bien entendu, la capacité des travailleurs à trouver un nouvel emploi variait selon le bassin houiller, le moment de la fermeture de la mine de charbon, les caractéristiques de l'employeur et les caractéristiques individuelles de chaque travailleur.

12. *Ibid.* La durée de versement des prestations d'assurance-emploi était initialement de 270 jours, mais fut prolongée par la suite. Dans le cas des mines Ikeshima et Taiheiyō, qui furent les deux dernières mines à fermer, elle fut même portée à 330 jours, reflétant la gravité de la situation pour les travailleurs licenciés. En fait, la possibilité pour les travailleurs déplacés de trouver un nouvel emploi différait considérablement selon le moment de la fermeture du site qui les employait jusqu'ici.

13. Depuis le lancement du système du « carnet noir » au cours de l'année fiscale 1962, et jusqu'à l'année fiscale 1970, la tendance au réemploi des travailleurs déplacés des mines de charbon fut telle que 83,9 % des 116 250 travailleurs concernés étaient entrés dans l'industrie secondaire, dont 72,5 % dans l'industrie manufacturière et 7,9 % dans celle de la construction. 53 % des travailleurs avaient déménagé hors des régions charbonnières, le pourcentage le plus élevé (25,6 %) ayant été relocalisé dans le département d'Aichi. RŌDŌSHŌ SHOKUGYŌ ANTEIKYOKU, 1971, p. 341, tableau 4-20.

Par exemple, la fermeture en 1971 de la mine de charbon Jōban (*Jōban tankō* 常磐炭鉱, ville d'Iwaki, département de Fukushima) entraîna le licenciement le plus massif observé dans l'industrie houillère au Japon : 4 702 personnes se retrouvèrent en une seule fois sans emploi. 91 % des 4 171 personnes qui cherchèrent un nouvel emploi (soit un total de 3 804 personnes) avaient retrouvé une place dans les seize mois suivant leur licenciement ¹⁴. Parmi elles, 993 personnes (24 %) avaient trouvé un emploi à la mine Seibu, la « deuxième entreprise » créée après la fermeture, et 2 612 personnes (63 %) avaient été embauchées dans d'autres industries. Nombre de ceux qui intégrèrent ces industries rejoignirent des sociétés affiliées dans la région, quand 1 115 personnes (27 %) déménagèrent en dehors du département de Fukushima, principalement à Tōkyō, Chiba et Kanagawa.

TABLEAU 1. NOMBRE DE TRAVAILLEURS LICENCIÉS EN RAISON DE LA FERMETURE DE MINES DE CHARBON ET STATISTIQUES DE RÉEMPLOI.

Nom de la mine	Date de fermeture	Département	Nombre de travailleurs licenciés	Nombre de travailleurs licenciés ayant cherché un emploi	Pourcentage de réemploi	Nombre de mois écoulés entre le licenciement et le calcul du pourcentage de réemploi
Kaijima 貝島	Sept. 1966	Fukuoka 福岡県	1 923	1 839 (a)	91.7 %	9
Yūbetsu 雄別	Fév. 1970	Hokkaidō 北海道	2 328	1 925 (a)	96.8 %	12
Jōban 常磐	Avril 1971	Fukushima 福島県	4 702	4 171 (b)	91.2 %	16

14. SHIMAZAKI, 2004, p. 43-56.

Sumitomo Ponbetsu 住友奔 別	Oct. 1971	Hokkaidō 北海道	2 335	2 032 (a)	69 %	5
Sumitomo Utashinai 住友歌 志内	Oct. 1971	Hokkaidō 北海道	1 124	943 (a)	79.2 %	5
Hokutan Yūbari tankō 北炭夕張 新鉱	Oct. 1982	Hokkaidō 北海道	1 905	1 711 (b)	57.6 %	3
Mitsui Miike 三井三 池	Mars 1997	Fukuoka, Kumamoto 福岡・熊本	1 553	1 317 (a)	80.9 %	50
Ikejima 池島	Nov. 2001	Nagasaki 長崎県	1 214	954 (a)	49.7 %	35
Taiheiyō 太平洋	Jan. 2011	Hokkaidō 北海道	1 066	1 016 (b)	70.7 %	36

Notes : a. Cols blancs, mineurs réguliers, journaliers (salariés temporaires ou de sous-traitants) ; b. Cols blancs, mineurs réguliers.

Sources : Kaishima : Takahashi, Takagawa (dir.), 1987 ; Yūbetsu : Hokkaidō tankō rishokusha koyō engo kyōkai, 1978 ; Jōban : Shimazaki, 2004 ; Sumitomo Ponbetsu et Sumitomo Utashinai : Hokkaidō tankō rishokusha koyō engo kyōkai, 1978 ; HokutanYūbari tankō : Ōba, 2011 ; Mitsui Miike : Kodamu, 2001 ; Ikejima : Hama, 2004 ; Taiheiyō : Shimazaki, Sutō (dir.), 2012.

Contenu des mesures de reclassement et de soutien

Les politiques de fermeture des mines et les mesures à l'égard des travailleurs reclassés

Prendre en charge le reclassement de près de cinq mille travailleurs en peu de temps, comme ce fut le cas à la mine de charbon Jōban, représentait une tâche considérable. Les mesures alors proposées furent élaborées sur une longue période, dans le cadre d'un projet d'envergure impliquant non seulement la mine elle-même, mais aussi la communauté régionale dans son ensemble¹⁵.

La mine Jōban constitue à cet égard un cas d'école dans l'établissement de mesures de reclassement et de soutien aux travailleurs¹⁶. Après avoir fondé le « Centre d'Iwaki pour les mesures de reconversion » (*Iwaki kōgyōsho tenshin taisaku honbu* 磐城鉱業所転進対策本部), les représentants syndicaux et patronaux commencèrent dès la mi-février 1971 à recueillir des renseignements sur les possibilités de réemploi des travailleurs en prévision de la fermeture du site, le 29 avril suivant. Le centre mena également une enquête auprès de tous les travailleurs qui devaient être licenciés quant à leur intention de rechercher un nouvel emploi. Dans le même temps, la ville d'Iwaki conçut en collaboration avec l'organisme gouvernemental de placement et de conseil en matière d'emploi, l'« Agence publique locale pour la sécurité de l'emploi » (*Kōkyō shokugyō anteisbo* 公共職業安定所), un cadre pour créer de nouvelles opportunités d'emploi, offrir des services de conseil en orientation professionnelle et créer des perspectives professionnelles. Ce cadre fut effectif jusqu'à la fin des prestations d'assurance-chômage, en mai 1972. Les quatre missions majeures du centre d'Iwaki consistaient ainsi à garantir des offres de recrutement de masse, promouvoir l'emploi des travailleurs âgés, développer de nouvelles possibilités d'emploi dans les entreprises locales, et persuader les travailleurs d'accepter un réemploi en dehors du département.

Les mesures en faveur des travailleurs déplacés commencèrent à être mises en œuvre, comme nous l'avons souligné, dès le moment où la date de fermeture de la

15. *Ibid.*, p. 4446

16. Pour davantage d'informations sur la mine de Jōban, voir SHIMAZAKI, 2011.

mine fut décidée, soit avant la conclusion de l'accord officiel de fermeture entre le syndicat et la direction. Par conséquent, le cadre était déjà en place au moment de la fermeture effective de la mine. Il s'agissait par ailleurs d'assurer le réemploi des travailleurs durant leur période de perception des prestations d'assurance chômage, un objectif qui put être atteint dans le cadre de la collaboration entre deux principaux acteurs. Le premier était l'exploitant de la mine, qui mit sur pied des services d'aide à l'emploi et de placement, ainsi que des « Comités de placement » (*Shūshoku assen iinkai* 就職斡旋委員会) composés de représentants du syndicat et de la direction. Le second était l'administration locale du travail, c'est à dire l'Agence publique locale pour la sécurité de l'emploi, le « Bureau local de la Société de promotion de l'emploi » (*Koyō sokushin jigyōdan shibu* 雇用促進事業団支部) et le « Conseil de liaison des différents acteurs concernés » (*Taisaku renraku kyōgikai* 対策連絡協議会)¹⁷.

Le soutien individuel : orientation et aide au placement par les conseillers locaux

Bien sûr, le problème de la réinsertion après le licenciement était avant tout celui du travailleur concerné, mais ceux-ci avaient besoin de conseils et d'un soutien spécifiques pour trouver un nouvel emploi. Il s'agissait principalement de faire correspondre les souhaits des travailleurs déplacés aux possibilités d'emploi.

Les initiatives visant à trouver de nouveaux emplois pour les travailleurs licenciés furent lancées le 5 mai 1971, peu après la fermeture de la mine. À cette époque, le nombre d'offres d'emploi identifiées s'élevait à 11 250, réparties entre 548 entreprises. Le nombre d'opportunités offertes par les entreprises locales était toutefois relativement limité, avec 2 852 emplois proposés dans seulement 114 entreprises, y compris des sociétés affiliées. Pour cette raison, les différents acteurs impliqués poursuivirent leurs efforts en matière de conseil et de placement¹⁸.

17. La situation de la fermeture de la mine Kaijima en 1970 est présentée en détail dans TAKAGAWA & TAKAHASHI, 1987.

18. Pour plus de détails, voir SHIRAI, 2001, p. 87-129.

Si l'on examine le résultat de ces efforts en termes de réemploi, le nombre de travailleurs embauchés s'éleva à 1 457 personnes. Onze sociétés embauchèrent au moins vingt salariés chacune, mais la plupart de ces travailleurs, soit 993 personnes, fut engagée par la mine de charbon Seibu, une « deuxième mine » nouvellement créée. Trois autres entreprises embauchèrent respectivement 100, 72 et 59 personnes. Sur ces 1 457 placements, 464 personnes trouvèrent enfin un emploi hors département.

En plus de l'aide financière qu'ils percevaient (principalement sous forme d'allocations de chômage), les travailleurs licenciés reçurent par ailleurs une aide individuelle de retour à l'emploi et de réinstallation. Dans ce cadre, un certain nombre d'activités furent organisées : des séances d'information sur des sujets tels que l'assurance-chômage, les débouchés professionnels possibles (avec présentation d'entreprises et séances d'orientation), ainsi que des visites dans les établissements recruteurs. Un soutien individuel fut fourni à ces personnes par le biais, notamment, de « cartes d'orientation professionnelle » (*shūshoku sōdan kâto* 就職相談力一ト) destinées à déterminer leurs souhaits ; à l'aide des renseignements recueillis dans ces cartes, des entretiens étaient ensuite menées avec eux pour leur présenter et leur expliquer les différentes possibilités d'emploi. Dans de nombreux cas, les femmes des travailleurs licenciés participaient également aux entretiens. Les travailleurs et leurs éventuelles épouses demandaient des renseignements et conseils à propos de sujets très variés, comme les salaires et les allocations d'emploi, les questions relatives au logement et à l'école de leurs enfants, les problèmes concernant un parent âgé, ou les possibilités d'emploi ouvertes à leurs épouses après le déménagement.

Lorsqu'il fallait prendre une décision finale quant à leur nouveau point de chute professionnel, de nombreux travailleurs avaient nécessairement besoin d'être aiguillés, n'ayant pas de critères sur lesquels fonder leur jugement. Les personnes impliquées dans la mise en place de ce soutien ont pu décrire leur situation comme suit : « peu de travailleurs disposaient de critères leur permettant de porter des jugements éclairés. Nombre d'entre eux ont donc fini par avoir du mal à prendre une décision, estimant qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de se fier à l'opinion d'une personne influente qui leur était proche, à la recommandation du conseiller de l'Agence publique locale pour la sécurité de l'emploi, ou à l'avis

du Comité de placement, voire du syndicat de leur mine¹⁹. » Ces pourvoyeurs de soutien se heurtèrent néanmoins à certaines difficultés :

Si l'Agence publique locale pour la sécurité de l'emploi fournit aux travailleurs déplacés et à tous les chômeurs des conseils en matière d'emploi, cette aide suppose qu'ils aient la « volonté et la capacité de travailler », condition *sine qua non* pour recevoir des prestations de chômage. Mais il est ardu de fournir une telle orientation à certains travailleurs venus demander de l'aide en raison de leurs difficultés à s'exprimer, difficultés caractéristiques des travailleurs des mines de charbon. Les travailleurs déplacés se méfient de l'orientation professionnelle fournie par l'Agence, des jugements qu'elle pourrait porter sur leur volonté de retour à l'emploi, et craignent que leurs allocations de chômage ne cessent d'être versées. Ils ont alors l'impression d'être confrontés à une organisation brutale, dont ils doivent se méfier. Dans de telles circonstances, il leur est difficile de choisir le bon emploi, ce qui affecte leur réinsertion²⁰.

Les conseillers sur le terrain ont donc joué un rôle crucial en servant d'intermédiaire entre les travailleurs licenciés et l'Agence publique locale pour la sécurité de l'emploi. Employés mandatés par la Société de promotion de l'emploi, une agence créée par le gouvernement national, ces conseillers étaient chargés d'un large éventail de tâches, principalement des séances d'orientation pour les travailleurs sans emploi et les travailleurs nouvellement réembauchés²¹. S'ils étaient choisis sur la recommandation du syndicat, ces tâches pouvaient dans certains cas être confiées aux responsables syndicaux eux-mêmes. Comme

19. TAKAGAWA & TAKAHASHI, 1987, p. 103

20. OKUDA, 1992, p. 437.

21. En plus d'assurer ces séances, les conseillers locaux avaient un certain nombre de missions à accomplir : assurer à divers égards la liaison entre les demandeurs d'emploi et le Bureau de la sécurité d'emploi public, répondre aux demandes de conseils concernant la réinstallation, etc. KOYŌ SOKUSHIN JIGYŌDAN, 1992.

ils n'étaient plus salariés de la mine de charbon (ou responsables syndicaux) à plein temps, mais restaient d'anciens mineurs bien connus des travailleurs, leurs conseils se montraient rassurants pour les personnes incertaines de la direction à prendre après la fermeture de leur mine.

Ces conseillers fournirent également un soutien aux travailleurs qui déménageaient vers un nouveau lieu de travail. On peut prendre l'exemple du rapport rédigé par un conseiller qui s'occupa en 1976 des travailleurs déplacés de la mine Kaijima Ōnoura 貝島大之浦 (Kyūshū), en tant que membre du service de placement de la mine²². Ce rapport note que les membres du service de placement et les conseillers locaux fournirent ensemble tout le soutien nécessaire à la migration d'un grand nombre de travailleurs (en prenant notamment des dispositions pour que les compagnies de chemin de fer accroissent le nombre de liaisons), ainsi qu'à l'accompagnement des travailleurs qui déménageaient seuls vers leur nouveau lieu de travail. En une semaine à peine, ce fut une centaine de ménages qui, grâce à leur action, émigrèrent de Kyūshū à Tōkyō, Ōsaka et autres endroits.

L'un des facteurs expliquant l'adoption et l'efficacité de ces mesures de soutien est la solidarité qui liait traditionnellement les communautés minières auxquelles ces mesures s'adressaient, une solidarité s'inscrivant à la fois dans le cadre fourni par l'entreprise, et dans celui du syndicat. L'esprit de communauté qui régissait tous les pans du quotidien des travailleurs et de leurs familles était illustré par des slogans tels que « la camaraderie de la mine » (*yama no nakama* ヤマの仲間), ou « une mine, une famille » (*ichizan ikka* 一山一家), qui inspirèrent fortement les mesures adoptées pour soutenir les travailleurs licenciés²³.

Le soutien et le suivi des travailleurs réembauchés

L'objectif à court terme de l'aide aux mineurs licenciés était de leur permettre de retrouver un emploi et de faciliter la potentielle délocalisation qui pourrait s'ensuivre. Mais à long terme, il était également de garantir que les travailleurs

22. TAKAGAWA & TAKAHASHI, 1987, p. 102

23. ICHIHARA, 1997, p. 371.

puissent s'intégrer à leur nouvel environnement professionnel. Pour ce faire, il était nécessaire de leur fournir un soutien « de suivi » après le déménagement. Ce suivi comprenait des visites de travailleurs juste après leur reprise d'emploi pour vérifier qu'ils n'avaient pas de problèmes, ainsi que le traitement des plaintes, ou des conseils sur la façon de se réinstaller. Puis l'on rendait de nouveau visite aux travailleurs une année environ après leur entrée en fonction. Leur nouvelle entreprise devait en outre rendre des comptes si les travailleurs avaient été licenciés ou avaient vu leur statut modifié après l'expiration de la subvention à la stabilisation de l'emploi qui lui avait été versée. Dans les faits, un nombre considérable de travailleurs se retrouvèrent de nouveau au chômage au bout d'un an.

Considérées comme une partie importante des fonctions des différents services impliqués dans le remplacement professionnel²⁴, les enquêtes de suivi étaient menées par des employés de ces services et des syndicats. Par exemple, à la mine de charbon Shakubetsu 積別炭鉱 (Hokkaidō), une visite de suivi à grande échelle fut effectuée quatre mois après la fermeture du site, en 1970. Selon le rapport de visite, rendu public dans une parution commémorant la dissolution du syndicat, deux responsables syndicaux visitèrent sur une période de vingt jours dix mines de charbon et quinze sites de type industriel à Hokkaidō, puis dans dix autres départements. Le but de cette visite était d'encourager les travailleurs réembauchés, de mener des enquêtes pour vérifier leur situation depuis leur retour sur le marché du travail, de traiter des questions administratives, ou de fournir d'autres tâches de conseil. D'après le compte rendu, les anciens travailleurs éprouvaient le sentiment d'être perdus sur leur nouveau lieu de travail, et les représentants syndicaux en visite réagirent en exprimant leur compréhension et leurs encouragements.

Les entretiens que nous avons nous-mêmes menés confirment à quel point ces visites de suivi étaient rassurantes pour ceux qui avaient déménagé. Vingt et un ans après son déménagement, un ancien mineur interrogé se souvenait encore de deux conseillers lui ayant rendu visite à plusieurs reprises après son départ d'une grande mine de charbon à Hokkaidō vers la banlieue de

24. TAKAGAWA & TAKAHASHI, 1987, p. 107-108.

Tōkyō, en 1992. Ce travailleur avait été réembauché comme salarié régulier dans une entreprise manufacturière de la banlieue de la capitale avec deux de ses amis. En déménageant, il avait laissé sa famille à Hokkaidō et s'était installé dans le dortoir de la société. En mars suivant, il avait emmené sa famille vivre avec lui à Tōkyō et avait emménagé dans un logement géré par la Société de promotion de l'emploi. Étant donné que la période maximale d'occupation de ce logement était fixée à dix années, il avait acquis plus tard sa propre maison, dans laquelle il vit encore. Après avoir atteint l'âge de la retraite, il fut réembauché comme contractuel. Selon toutes apparences, il échangeait encore des cartes de vœux avec d'autres anciens mineurs et conseillers de la mine.

Le soutien aux mineurs licenciés de Hokkaidō

La fermeture de mines à Hokkaidō et la création de l'Association d'aide à l'emploi pour les travailleurs sans emploi des mines de charbon d'Hokkaidō

À partir des années 1960, le centre de gravité de l'industrie houillère se déplaça de Kyūshū à Hokkaidō, région qui devait en rester le pilier jusqu'à la fermeture des dernières mines. L'île septentrionale fut donc, sur une longue période, le lieu de nombreuses fermetures et mesures de rationalisation. L'aide aux travailleurs déplacés fut prise en charge par une association spécifique créée en 1968 : l'« Association d'aide à l'emploi pour les travailleurs sans emploi des mines de charbon de Hokkaidō » (*Hokkaidō tankō rishokusha koyō engo kyōkai* 北海道炭鉱離職者雇用援護協会, ci-dessous « Association d'aide »). Cette organisation, chargée de contribuer au réemploi des travailleurs licenciés ou déplacés à la suite de la fermeture ou de la rationalisation des mines de Hokkaidō, s'attachait tout particulièrement à préparer le retour au travail des mineurs. L'Association d'aide apporta son soutien pendant trente-huit ans, jusqu'à sa dissolution en 2006. Juste après sa création, quatre-vingt mines de charbon et 39 194 personnes nécessitaient déjà ses ressources²⁵.

25. HOKKAIDŌ SEKITAN RISHOKUSHA KOYŌ ENGO KYŌKAI, 2006, p. 2.

L'Association d'aide était une organisation associative, dont la branche régionale du « Syndicat des mineurs de charbon japonais » à Hokkaidō (*Nihon tankō rōdō kumiai Hokkaidō shibu* 日本炭鉱労働組合北海道支部) avait joué un rôle central dans la création. Au moment de sa formation, près de 800 mineurs âgés étaient restés sans aucune perspective de remplacement dans un certain nombre de zones d'extraction du charbon ; il était donc urgent de leur trouver un emploi. Les mineurs de charbon déplacés rencontraient de surcroît des difficultés pour s'adapter à la vie dans les zones urbaines, et se retrouvaient parfois impliqués, en particulier à Sapporo, dans des affaires de fraude.

D'après les travailleurs eux-mêmes, « les mineurs déplacés comptaient naturellement sur le Siège régional de Hokkaidō comme le seul endroit vers lequel se tourner, car il faisait partie du Syndicat des mineurs de charbon. » C'est pourquoi il se devait d'être une organisation fournissant aux travailleurs des « services de conseil » sur des questions variées, visant d'autre part à « mener des initiatives pour un soutien sérieux et sincère qui ne pouvait être fourni que par le secteur associatif²⁶. »

L'Association d'aide avait deux missions principales : fournir une assistance, et lancer des initiatives. Ses tâches en matière d'assistance comprenaient :

1. la poursuite des activités de soutien au réemploi ;
2. l'élaboration de mesures pour aider les travailleurs encore au chômage (et restés sans progrès au même endroit) à retrouver un emploi ;
3. la délivrance de conseils ;
4. le soutien aux travailleurs dans leurs démarches en matière de logement ;
5. le renforcement des cadres institutionnels de soutien ;
6. la réalisation d'enquêtes (principalement de suivi) ;
7. des activités de communication.

Ces tâches correspondaient d'ailleurs aux principales responsabilités des services de mesures pour l'emploi susmentionnés, qui avaient été créés par les partenaires sociaux dans les autres bassins houillers. La première de ces missions

26. *Ibid.*, p. 89.

– aider à la réembauche des travailleurs déplacés – comportait des tâches d'orientation, de mise en œuvre de formations visant à promouvoir le réemploi, et des actions destinées à susciter de nouvelles offres d'emploi, aider les travailleurs à s'installer dans leur nouvel emploi, ou leur rendre visite pour les conseiller.

Une relocalisation pour « un retour au travail minier »

L'aide au réemploi fournie par l'association visait principalement les travailleurs déplacés, qu'il s'agissait d'inciter à retourner dans les mines plutôt qu'à changer d'industrie. La situation des mines de charbon de Hokkaidō était quelque peu paradoxale : alors que les travailleurs d'un certain nombre de sites furent déplacés à la suite de fermetures et de mesures de rationalisation, un manque chronique de main-d'œuvre touchait les « mines à développer » dans le cadre de la politique « mettre au rebut et développer²⁷ ». L'un des principaux objectifs était de veiller à ce que les mines, en particulier les « mines à développer », continuent de fournir du charbon, tout en évitant les « fermetures de mines pour cause de manque de main-d'œuvre ».

Les statistiques concernant le réemploi fournies par l'Association d'aide et les mines montrent que le retour au travail minier joua un rôle important dans la réinsertion professionnelle. Par exemple, lors de la fermeture des mines Sumitomo Utashinai 住友歌志内 et Sumitomo Ponbetsu 住友奔別 en 1971, un total de 4 716 personnes furent licenciées, dont 1 661 à Utashinai et 3 055 à Ponbetsu. Cinq mois après la fermeture de la mine, 2 150 des 3 459 personnes recherchant un nouvel emploi avaient été réembauchées. Parmi les 988 personnes qui étaient retournées travailler à la mine, 575 avaient été réemployées par une autre mine du groupe Sumitomo à Akabira 住友赤平, et les 413 restantes réaffectées dans

27. ICHIHARA, 1997, p. 371.

quatorze autres mines et vingt-quatre sociétés sous-traitantes travaillant pour des mines²⁸.

Au moment de la fermeture de ces deux mines de Sumitomo, un « centre temporaire d'orientation professionnelle » (*genchi rinji shokugyō sōgō sōdansho* 現地臨時職業総合相談所) fut mis en place sur les lieux pour une période de cinq mois, et des séances organisées afin d'informer les travailleurs des aides disponibles. L'Association d'aide déploya également des efforts intensifs pour fournir un soutien, nommant un conseiller dans chaque mine.

Plutôt que d'être concentrés sur un même site, les mineurs qui avaient retrouvé un travail dans le charbon furent déplacés vers un grand nombre de mines différentes. En d'autres termes, les réaffectations se déroulèrent de manière non systématique, mais en fonction des souhaits des demandeurs d'emploi, ainsi que d'autres facteurs. Bien qu'il s'agît d'un « retour » au travail minier, il n'était pas simplement question d'échanges entre l'entreprise minière licenciant des travailleurs et l'entreprise houillère souhaitant en embaucher, mais bien d'un réemploi conforme aux procédures officielles de recrutement et de recherche d'emploi fondées sur le Système d'assurance chômage des mineurs sans emploi, ou « système du Carnet noir ». Il est néanmoins compréhensible, quoique légèrement paradoxal, que l'action de l'Association d'aide ait permis aux grands producteurs de charbon de Hokkaidō de poursuivre leur propre politique de rationalisation à partir de 1971.

Les caractéristiques du soutien de l'Association d'aide à l'emploi pour les travailleurs sans emploi des mines de charbon d'Hokkaidō : un appui formel et informel

J'examinerai maintenant quatre points caractéristiques de l'assistance apportée aux mineurs de Hokkaidō, principalement par l'Association d'aide. Tout d'abord, la majorité des travailleurs qui furent déplacés dans la région de Hokkaidō, à

28. Ces chiffres sont ceux du 30 décembre 1971. Le nombre total de travailleurs qui retournèrent travailler dans une mine avait augmenté de trente-cinq personnes à la fin de mars 1972.

l'exclusion des travailleurs qui réintégrèrent des mines, s'installèrent à Sapporo, la plus grande ville de l'île. Le soutien fourni par l'association d'entraide fut ainsi développé à partir de cette ville, ce qui explique pourquoi les initiatives visant à soutenir les travailleurs licenciés après la fermeture de la mine Taiheyō à Kushiro, dans l'Est de Hokkaidō, aient été entravées par la distance même qui séparait de Sapporo cette mine, la dernière à avoir été fermée²⁹. Pour l'association, il était essentiel de créer des perspectives d'emploi, mais aussi, entre autres tâches, de développer le logement. Une attention particulière fut ainsi accordée aux problèmes liés à l'éducation des enfants de mineurs suite à leur changement d'école, en particulier de lycée. Les conseillers étaient également au courant, dès le début, des problèmes concernant les parents âgés des travailleurs et les personnes âgées « laissées pour compte » dans les bassins miniers. Des efforts furent ainsi déployés pour encourager le gouvernement local de Hokkaidō à augmenter le nombre de soignants à domicile afin de venir en aide à ces personnes.

Deuxièmement, des permanences de conseil destinées aux anciens mineurs vivant à Sapporo furent assurées en continu, et ceux-ci demandèrent des conseils sur tous les aspects de leur vie quotidienne. Comme le siège régional du Syndicat des mineurs de charbon japonais l'avait proposé lors de la création de l'Association d'aide, les conseillers cherchaient à fournir aux travailleurs « un soutien sérieux et sincère, en les comprenant réellement par le biais de séances de conseil en face à face, lors desquelles ils pourraient partager leurs préoccupations, problèmes et heureux événements³⁰ ». À partir de la fin des années 1970, la récession économique entraîna une augmentation du nombre de femmes au foyer sollicitant des conseils en matière d'emploi. Un traitement adéquat de ces demandes fut rendu possible, au cours des années fiscales 1978 et 1979, par l'affectation d'un conseiller aux questions concernant spécifiquement les femmes³¹. Ces populations de travailleurs purent également s'appuyer sur la collaboration de groupes formés par des anciens mineurs vivant à Sapporo, connus sous le nom d'« Associations

29. Entretien avec un ancien cadre supérieur de l'Association d'aide à l'emploi pour les travailleurs sans emploi des mines de charbon de Hokkaidō.

30. HOKKAIDŌ SEKITAN RISHOKUSHA KOYŌ ENGO KYŌKAI, 2006, p. 2.

31. HOKKAIDŌ SEKITAN RISHOKUSHA KOYŌ ENGO KYŌKAI, 1988, p. 67.

de la mine » (*Yama no kai* ヤマの会). À leur apogée, Sapporo compta jusqu' à vingt-et-une *Yama no kai*, cependant toutes dissoutes en 2012, du fait du vieillissement de leurs membres. Le rôle central accompli par les *Yama no kai* dans le maintien du fort sentiment de solidarité qui liait entre eux les mineurs, et qui s'étendait jusqu' à leurs confrères restés dans les zones charbonnières, a contribué à compléter efficacement le soutien apporté par l'Association d'aide.

Troisièmement, des enquêtes auprès des travailleurs demeurés dans les zones minières (et autres enquêtes de suivi) furent également menées à intervalles régulières chaque année à partir de 1970, selon les archives. Afin d'étudier leurs conditions de vie réelles, 2 000 individus furent sélectionnés parmi l'ensemble des travailleurs déplacés pour une enquête sur leur réemploi dans toutes les branches de l'industrie, principalement à Sapporo, dans un premier temps. Ces enquêtes s'attachèrent ensuite à suivre les travailleurs déplacés d'une mine spécifique, mais ne purent être menées à terme comme initialement prévu. Les archives révèlent par ailleurs qu'une enquête à propos des travailleurs résidant dans les logements de la Société de promotion de l'emploi fut conduite chaque année.

Un examen attentif de ces archives montre enfin que l'Association d'aide assumait des responsabilités considérables, mais qui finirent par rencontrer leurs limites. Suite au grave accident qui entraîna en 1982 la fermeture par le gouvernement de la mine Yūbari Shinkō 夕張新鉱, la plus prometteuse des « mines à développer », il lui apparut en effet difficile de fournir au nombre croissant de travailleurs demeurés dans leur région d'origine un soutien pour le retour au travail minier. Même si l'Association d'aide avait été formée par la collaboration entre employeurs et syndicats, il convient de préciser que le travail proprement dit fut effectué par le siège régional du Syndicat des mineurs de charbon japonais, sis à Hokkaidō.

Conclusion : les effets et défis de l'aide à la réinsertion

Au Japon, les processus de restructuration de l'industrie houillère se déroulèrent ainsi sur une longue période, durant laquelle un grand nombre de travailleurs des mines de charbon furent déplacés. Le gouvernement japonais reconnut que la réinsertion de ces travailleurs au sein de la société – y compris ceux qui commençaient une nouvelle carrière dans une industrie différente – était un

problème pour l'ensemble du pays, par opposition aux problèmes spécifiques des entreprises privées et de chaque zone d'extraction du charbon. Il adopta ainsi une approche globale comprenant non seulement des mesures de réinsertion, mais aussi de réinstallation, de logement et de formation professionnelle. Il s'agissait de mesures et de systèmes de soutien substantiels, qui n'existaient pas dans les autres industries. Les problèmes fondamentaux des chômeurs restèrent cependant sans solution. Comme le montre la présente étude, l'aide officielle aux travailleurs licenciés reposait en réalité sur la capacité de mobilisation des entreprises individuelles et des collectivités locales, et présentait des caractéristiques particulières. Les insuffisances des systèmes de soutien officiels furent compensées par un soutien associatif reposant à la fois sur les relations interpersonnelles et le fort sentiment de solidarité entre collègues mineurs propres à la culture de l'extraction du charbon.

Divers éléments démontrent le rôle-clé joué par le soutien associatif, que nous pouvons résumer de la façon suivante : lorsque confrontée à une décision de fermeture, chaque mine bénéficiait non seulement d'un soutien financier gouvernemental, mais aussi d'un dispositif de soutien personnel individuel sous forme de conseils et d'une aide au placement des travailleurs qui changeaient d'industrie. Le fonctionnement de ce dispositif reposait sur les organes de placement professionnel publics, les associations, ainsi que des conseillers connaissant bien le terrain. Comme le montre clairement le cas de l'Association d'aide à l'emploi pour les travailleurs des mines de charbon déplacées à Hokkaidō, le syndicalisme joua un rôle central dans la mise en œuvre de ces mesures. Il faut néanmoins préciser que si le Syndicat des mineurs de charbon japonais, qui avait influencé le déroulement des conflits liés à la rationalisation, put lui aussi jouer un rôle de premier plan dans le soutien aux travailleurs licenciés, ce fut en raison de la défaite des syndicats d'entreprise dans les conflits ayant accompagné la fermeture des mines à Hokkaidō. Et c'est par le biais de cette fédération nationale que l'Association d'aide assumait à son tour un rôle central.

Le soutien à chaque travailleur déplacé prenait en compte les caractéristiques spécifiques de ces derniers. Il s'agissait en effet de remédier au manque de compétences socioculturelles des travailleurs miniers déplacés comme aux difficultés qu'ils rencontraient pour s'adapter à la vie en ville. Un moyen efficace de s'attaquer à ces problèmes consistait à mettre à profit la mentalité

de « camaraderie entre mineurs » développée dans les conditions de travail difficiles et parfois dangereuses des houillères³². Aussi pouvons-nous affirmer que les systèmes de soutien, principalement ceux de l'Association d'aide, réussirent à s'accorder avec la culture ouvrière générée par les communautés minières.

Naturellement, les mesures et le soutien fournis aux travailleurs se heurtèrent à des problèmes et des limites, à commencer par la hiérarchie appliquée à la recevabilité du soutien. Les travailleurs déplacés ayant fait l'objet de cet article étaient des travailleurs miniers réguliers, directement employés, qui constituaient la majorité de la communauté minière. Il existait toutefois trois catégories de travailleurs dans ces mines de charbon : les employés « cols blancs », les mineurs réguliers, et le groupe de mineurs le plus faible au sein de cette hiérarchie : les journaliers (ou salariés sous-traitants). La condition de ces derniers était particulièrement médiocre par rapport à celle des mineurs directement employés, ce qui se vérifia également lors de la fermeture des mines. De nombreux journaliers ne pouvaient pas recevoir de « carnet noir » pour le système d'assurance chômage, et beaucoup n'étaient pas habilités à recevoir de prestations compensatoires du fonds de pension des mines de charbon. Ces travailleurs ne reçurent aucun des types de soutien décrits *supra*. En ce sens, les problèmes de chômage et de pauvreté qui avaient été constatés à Kyūshū avant l'adoption de la « Loi sur les mesures temporaires en faveur des travailleurs des mines de charbon déplacés » ne furent pas davantage résolus à Hokkaidō.

Les nouvelles possibilités d'emploi offertes aux cols blancs déplacés à la suite de fermetures étaient de surcroît généralement limitées, alors que ceux-ci jouissaient de conditions relativement favorables lorsqu'ils travaillaient encore dans les houillères. Dans le cas des conglomérats issus d'anciens *zaibatsu*, ces employés furent absorbés dans d'autres sociétés du groupe, voire parfois réembauchés avec d'anciens mineurs de charbon par le biais de processus de recrutements collectifs.

Le deuxième problème se situait au niveau de la durée d'accompagnement, garanti jusqu'au moment de la réembauche des mineurs, mais qui ne pouvait se

32. De plus amples informations à propos du sens de la solidarité et des caractéristiques particulières des mineurs de charbon au Japon peuvent être trouvées chez ALLEN, 1994.

prolonger que de douze mois maximum après leur retour à l'emploi. Le soutien accordé aux travailleurs par la suite congédiés de leur nouvel emploi se montra en outre insuffisant. Ne serait-ce qu'évaluer la situation professionnelle et personnelle des anciens mineurs de charbon déplacés se montrait même difficile une fois l'aide échu.

Enfin, la troisième difficulté provenait du fait que les mesures d'aide aux travailleurs déplacés avaient généralement été conçues à partir des entreprises qui licenciaient les travailleurs ; or, celles qui leur offraient un réemploi n'avaient pas établi de cadres de suivi et de soutien. Il était donc ardu pour certains travailleurs déplacés, qui avaient à la fois changé d'industrie et déménagé dans une nouvelle région, de s'intégrer à leur nouvelle communauté. Ceux qui avaient migré en nombre suite à une embauche collective – et commencé à vivre ensemble dans des logements de la Société de promotion de l'emploi avant de se disperser dans la population – risquaient tout particulièrement de se retrouver isolés.

Comme nous l'avons montré tout au long de cet article, le soutien apporté aux travailleurs et les mesures mises en place au cours de la longue restructuration de l'industrie houillère japonaise ont consisté en une aide à la fois globale et individuelle. Naturellement, il convient de noter que ce soutien et ces mesures furent réalisables dans le cadre très solidement enraciné de la négociation collective, doublé de la société centrée sur l'entreprise qui caractérisent le Japon de la seconde moitié du ^{xx}e siècle. Des mesures telles que celles-ci pourront même sembler incongrues dans le Japon d'aujourd'hui, où la flexibilité et la liberté du marché du travail se sont développées, et où les relations entre patronat et syndicats s'inscrivent davantage dans un mode individuel. Alors que nous sommes aujourd'hui confrontés à une période de transition structurelle de l'industrie, l'histoire exposée ici doit néanmoins nous rappeler que les travailleurs contraints de changer d'industrie n'ont pas seulement besoin de mesures temporaires contre le chômage, mais aussi de mesures globales offertes sur une période de temps raisonnable. Il est important de reconnaître la nécessité de telles mesures et de continuer à les développer.

Bibliographie indicative

ALLEN Matthew, 1994, *Undermining the Japanese Miracle. Work and Conflict in a Coalmining Community*, Cambridge University Press, Cambridge, 290 p.

CULTER Suzanne, 1999, *Managing Decline: Japan's Coal Industry Restructuring and Community Response*, University of Hawai'i Press, Honolulu.

HAMA Tamio 浜民夫, 2004, *Ikeshima tankō rishokusha no shūrō seikatsu jittai : Ikejima tankō rishokusha oyobi kazoku no shūrō seikatsu jittai ni kan suru chōsa bunseki heizan ninen o hete* 池島炭鉱離職者の就労生活実態：池島炭鉱離職者及び家族の就労・生活実態に関する調査分析 閉山2年を経て [Les conditions réelles de vie au travail des travailleurs sans emploi de la mine d'Ikeshima : analyse des enquêtes sur les conditions de vie et de travail des anciens travailleurs de la mine d'Ikeshima et de leurs familles, deux ans après la fermeture], Nagasaki daigaku kankyō kagakubu rōdō kankyō kenkyūshitsu 長崎大学環境科学部労働環境研究室 [Centre de recherches de l'université de Nagasaki sur l'environnement du travail], Nagasaki.

HOKKAIDŌ SEKITAN RISHOKUSHA KOYŌ ENGO KYŌKAI 北海道炭鉱離職者雇用援護協会 [Association d'aide à l'emploi pour les travailleurs sans emploi des mines de charbon de Hokkaidō], 1988, *Engo kyōkai nijūnen no ayumi kaisan resepushon* 援護協会二十年の歩み解散レセプション [Réception commémorative de l'Association d'aide : vingt ans de vie associative].

HOKKAIDŌ SEKITAN RISHOKUSHA KOYŌ ENGO KYŌKAI 北海道炭鉱離職者雇用援護協会 [Association d'aide à l'emploi pour les travailleurs sans emploi des mines de charbon de Hokkaidō], 2006, *Engo kyōkai jūnen no ayumi kaisan resepushon* 援護協会十年の歩み解散レセプション [Réception commémorative de la dissolution de l'Association d'entraide : dix ans de vie associative].

HOKKAIDŌ SEKITAN RISHOKUSHA KOYŌ ENGO KYŌKAI 北海道炭鉱離職者雇用援護協会 [Association d'aide à l'emploi pour les travailleurs sans

emploi des mines de charbon de Hokkaidō], 2006, *Engo kyōkai sanjūhachinen no ayumi kaisan resepushon* 援護協会三十八年の歩み解散レセプション [Réception commémorative de la dissolution de l'Association d'entraide : trente-huit ans de vie associative].

ICHIHARA Hiroshi 市原博, 1997, *Tankō no rōdō shakai-shi – Nihon no dentōteki rōdō shakai to chitsujo kanri* 炭鉱の労働社会史—日本の伝統的労働社会と秩序管理 [Une histoire sociale du travail dans les mines de charbon], Taga shuppan 多賀出版, Tōkyō.

KOYŌ SOKUSHIN JIGYŌDAN 雇用促進事業団 [Société de promotion de l'emploi], 1992, *Koyō sokushin jigyōdan sanjūnenshi* 雇用促進事業団三十年史 [Trente ans d'histoire de la Société de promotion de l'emploi], Tōkyō.

KUSUDA SEKITAN KŌGYŌ 楠田石炭鉱業, 1952, « Rōdōsha no seikatsu jitai » in *Rōdō tōkei chōsa geppō* 労働統計調査月報, n° 4, vol. 4.

OKUDA Haruo 奥田春男, 1992, « Tankō rishokusha taisaku ni omou » 炭鉱離職者対策に思う [Réflexions sur les mesures pour les travailleurs des mines de charbon ayant perdu leur emploi], in *Tanrō : Gekitō ano hi ano toki* 炭労—激闘あの日あの日 [Le syndicat des mineurs de charbon du Japon : chronique d'une lutte acharnée], Nihon tankō rōdō kumiai, Tōkyō.

SAGAWA Kyōhei 佐川享平, 2015, « 1920 nendai no tankōgyō ni okeru gijutsu kakushin to rōdōryoku kōsei – Mitsubishi kōgyō chikuhō kōgyōjo ni okeru chōsenjin kōfū no shiyō kakudai o megutte » in *Ōhara shakai mondai kenkyūjo zasshi* 大原社会問題研究所雑誌, n° 677.

SHIMANASHI Tomoki 島西智輝, 2011, *Nihon sekitan sangyō no sengoshi : Shijō kōzō henka to kigyō kōdō* 日本石炭産業の戦後史 : 市場構造変化と企業行動 [Histoire de l'industrie charbonnière japonaise après la Seconde Guerre mondiale : les évolutions de la structure du marché et de l'activité des entreprises], Keiō gijuku daigaku shuppankai 慶應義塾大学出版会, Tōkyō.

- SHIMAZAKI Naoko 嶋崎尚子, 2004, « Tankō rishokusha no saishūshoku kettei katei – Shōwa yonjūrokunen Jōban tankō KK daiheizanji no mikuro dēta bunseki » in *Waseda Daigaku Daigakuin Bungaku kenkyūka kiyō* 早稲田大学大学院文学研究科紀要, n° 49, pp. 43-56.
- SHIMAZAKI Naoko 嶋崎尚子, 2010, “Community and Workers in the Face of Coal Industry Decline” in actes de la conférence “Collective Memories of Coal Mining in Japan and Wales”, université de Waseda.
- SHIMAZAKI Naoko 嶋崎尚子, 2011, “History and Regeneration of Former Coal Mining Community, JOBAN in Japan” in actes de la conférence CTCC “On the Surface: The Heritage of Mines and Mining”, université d’Innsbruck.
- SHIMAZAKI Naoko 嶋崎尚子, 2011 actes de la conférence “Comparing Coalfields in Britain and Japan Symposium”, Gregynog, North Wales.
- SHIMAZAKI Naoko 嶋崎尚子, 2012, « Santan chiiki kontekusuto to heizan rishokusha no saishūshoku katei: Chikuhō-Jōban-Kushiro » 産炭地域コンテクストと閉山離職者の再就職過程<筑豊・常磐・釧路> [Contextes et processus de réemploi des travailleurs ayant perdu leur emploi suite aux fermetures de mines de charbon dans le Chikuhō, à Jōban et à Kushiro] in *Daihachijūkai Nihon shakai gakkai taikai hōkoku* 第85回日本社会学会大会報告 [Rapport de la 85^e conférence de l’Association japonaise de sociologie].
- SHIRAI Chiaki 白井千晶, 2001, « Shūshoku taisaku honbu no taisaku to saishūshoku no suii » 就職対策本部の対策と再就職の推移 [Les mesures du Bureau d’action en faveur de l’emploi et les tendances en matière de réemploi], in MASAOKA Kanji 正岡寛司 (et al.) *Tankō rōdōsha no heizan rishoku to kyaria no saikeisei* 炭砒労働者の閉山離職とキャリアの再形成—旧常磐炭砒KK砒員の縦断調査研究, Part III [Le déplacement des travailleurs des mines de charbon suite à la fermeture des mines et à la reconstruction des carrières : une étude longitudinale sur les mineurs de

charbon de l'ancienne compagnie minière Jōban, 3^e partie], Waseda daigaku Jōban tankō ākaibu kenkyū 早稲田大学常磐炭砒アーカイブ研究 [Groupe de recherches de l'université de Waseda sur les archives de la mine Jōban], Tōkyō, pp. 87-129.

SMITH Donald W., 2005, "Gender and Ethnicity in Japan's Chikuhō Coalfield", in BERGER Stefan, CROLL Andy & LAPORTE Norman (eds.), *Towards a Comparative History of Coalfielded Societies*, Ashgate, Farnham, pp. 204-218.

SONE Sachiko, 2007, "The Reversible World of Japanese Coalmining Women" in *The Australian Journal of Anthropology*, vol. 18, pp. 207-222.

SUGANUMA Takashi 菅沼隆, 1997, « Tankō rishokusha taisaku » in *Nihon rodō kenkyū zasshi* 日本労働研究雑誌, n° 443.

TAKAGAWA Masamichi 高川正通 & TAKAHASHI Shin'ichi 高橋伸一, 1987, « Sekitan kōgyō no seisui to rishokusha taisaku : Chikuhō, Kaijima tankō no jirei kenkyū » 石炭鉱業の盛衰と離職者対策 - 筑豊・貝島炭礦の事例研究 [L'évolution de l'industrie houillère et les mesures en faveur des mineurs sans emploi : le cas de l'entreprise minière Kaijima dans le bassin de Chikuhō] in *Bukkyō daigaku shakaigaku kenkyūjo kiyō* 佛教大学社会学研究所紀要 [Annales du Centre de recherches en sociologie de l'université Bukkyō], n° 8, pp. 81-109.

YAMAGUCHI Asuka 山口明日香, 2012, « Senji tōseiki no sekitan zōsan to shizai mondai », in SUGIYAMA Shinya 杉山伸也 & USHIJIMA Toshiaki 牛島利明 (eds.), *Nihon sekitan sangyō no suitai* 日本石炭産業の衰退, Keiō daigaku shuppankai 慶応大学出版会, Tōkyō.

YOSHIMURA Sakuo 吉村朔夫, 1984, *Nihon tankōshi shichū* 日本炭鉱史私注 [Commentaires sur l'histoire des mines de charbon japonaises], Ochanomizu shobō 御茶の水書房, Tōkyō.

Résumé : l'industrie houillère japonaise connut un déclin irréversible suite à de multiples vagues de restructuration. Ces mesures de restructuration résultèrent essentiellement de politiques réagissant à l'évolution de la structure de l'offre énergétique. À partir de 1955, 928 mines fermèrent, et plus de 200 000 mineurs perdirent leur emploi. Les mesures en faveur de ces travailleurs licenciés, envisagées au niveau national, répondaient à des enjeux sociaux considérables. Ceci conduisit à la mise en place de systèmes de soutien substantiels qui n'existaient pas dans d'autres industries, pour prendre en compte non seulement le réemploi, mais aussi la relocalisation, le logement et la formation professionnelle. Les insuffisances des mécanismes de soutien institutionnel tendirent à être compensées par un soutien associatif fondé sur les relations interpersonnelles et le fort sentiment de solidarité entre collègues mineurs, caractéristiques de la culture ouvrière liée à l'extraction du charbon. L'aide aux travailleurs déplacés comprenait en effet non seulement une aide financière, mais aussi un soutien individuel, fournis par d'anciens travailleurs des mines agissant comme conseillers. Les syndicats jouèrent un rôle central dans l'élaboration de ces mesures.

Mots clés : mines de charbon, fermeture de mines, chômage, politique d'emploi, réemploi

Abstract: The Japanese coal industry experienced an irreversible decline following multiple waves of restructuring. These restructuring measures were mainly the result of policies responding to the changing energy supply structure. From 1955, 928 mines closed, and more than 200,000 miners lost their jobs. The measures in favor of these dismissed workers, considered at a national level, responded to considerable social challenges. This led to the establishment of substantial support systems which did not exist in other industries, to take into account not only re-employment, but also relocation, housing and vocational training. The inadequacies of the institutional

support mechanisms tended to be compensated by associative support based on interpersonal relations and the strong feeling of solidarity among mining colleagues, characteristic of the workers' culture linked to coal mining. Assistance to displaced workers included not only financial assistance, but also individual support provided by former miners acting as advisors. Trade unions played a central role in the development of these measures.

Keywords: coal mining, shutting down of mines, unemployment, employment policy, reemployment

キーワード：石炭産業，炭鉱閉山，失業、雇用政策、再就職

La Commission d'enquête sur la pollution minière d'Ashio de 1897 et ses enjeux : du laissez-faire à la prise en main étatique d'une crise environnementale

*The Ashio Pollution Investigation Commission
of 1897: from Laissez-Faire to the Governmental
Control of an Environmental Crisis*

Cyrian PITTELOUD
Université de Genève

La ville minière d'Ashio, dans les montagnes du département de Tochigi, a donné son nom à l'un des premiers cas de pollution industrielle du Japon¹. À la fin

1. L'« affaire de pollution de la mine de cuivre d'Ashio » (*Ashio dōzan kōdoku jiken* 足尾銅山鉍毒事件), ou « affaire de pollution minière d'Ashio » (*Ashio kōdoku jiken* 足尾鉍毒事件), que nous choisissons de raccourcir par « affaire d'Ashio », a été abondamment étudiée dès les années 1970. Pour les ouvrages japonais, citons principalement KANO, 1974 ; SHŌJI & SUGAI, 2014 [1984]. Certains articles en anglais, bien que datés, fournissent une synthèse toujours utile, notamment NOTEHELPER, 1975. On dispose enfin de riches compilations de sources, parmi lesquelles UCHIMIZU, 1971 ; TOCHIGI-KENSHI HENSAN IINKAI, 1980.

du XIX^e siècle, la modernisation technologique et l'exploitation intensive de son gisement de cuivre² provoquèrent de graves dégâts sur l'environnement du nord-est du pays : déforestation, fumées toxiques, empoisonnement des cours d'eau et, à travers ceux-ci, contamination des terres agricoles. Au plus fort de la crise, jusqu'à cinq départements furent touchés. À partir de 1890, la population de la région organisa un mouvement de protestation, qui atteignit son pic au tournant du siècle et se poursuivit jusqu'à la veille des années 1910, avec une intensité variable³. La durée de cette lutte, son caractère pluriel, la dimension stratégique du gisement d'Ashio – devenu l'un des premiers fournisseurs de cuivre du pays – et la gravité des dégâts, dont les conséquences persistent encore à l'heure actuelle, en font une des crises écologiques et sociales majeures du Japon moderne.

À rebours d'une historiographie en grande partie axée sur le mouvement de contestation, nous prenons le parti de nous intéresser à l'un des autres acteurs fondamentaux du conflit, à savoir le gouvernement. Le rôle de ce dernier, en effet, a peu été étudié, notamment en ce qui concerne les années 1896 et 1897⁴, durant lesquelles le pouvoir central décida de s'impliquer davantage après une décennie de laissez-faire. Nous essayerons de comprendre de quelle façon celui-ci négocia la poursuite des activités minières, malgré le degré élevé de conflictualité qui présida à ce moment où le désastre atteignait des proportions qu'il n'était plus possible d'ignorer. À cet égard, la mise sur pied en mars 1897 d'une Commission d'enquête sur la pollution minière d'Ashio (tableau 1) représente une étape décisive.

Si les travaux de cette Commission de 1897 sont effectivement retenus par les historiens comme le début de l'action gouvernementale – voire parfois, dans une perspective plus large, comme une avancée notable dans l'histoire de la protection de l'environnement –, ils n'ont paradoxalement suscité que de rares études, et

2. Sur la mine, voir entre autres MURAKAMI, 2006. Quant aux aspects propres aux conflits du travail à Ashio : NIMURA, 1988. L'ouvrage a été partiellement traduit en anglais : NIMURA, 1997.

3. Partie d'une protestation locale, la mobilisation s'étendra à la métropole et impliquera des milieux socioculturels fort variés.

4. Ce constat a amené Konishi Tokuō à produire, entre 1989 et 1990, trois articles fondamentaux sur cette période : KONISHI, 1989, 1990a & 1990b.

sont généralement traités en termes peu nuancés⁵. Les dispositions adoptées par le gouvernement à la suite des délibérations de la Commission ne réglèrent pas le problème : elles ne furent essentiellement qu'un moyen de garantir la poursuite des activités minières tout en donnant le change au mouvement de protestation⁶, même si elles sont encore souvent présentées comme une prise de mesures fermes à l'encontre de l'exploitant⁷. Dès lors, il nous paraît essentiel de revenir sur ce moment charnière, qui s'étend de la fin de l'année 1896 au milieu de l'année 1897, et plus particulièrement sur les discussions entre les commissaires. Tout en étant un organe interministériel, temporaire et limité à un rôle consultatif, la Commission apparaît, à la lecture de ses procès-verbaux⁸, traversée par des tensions et des affrontements qui révèlent des enjeux bien plus larges ; ceux-là même auxquels fut confronté le tout nouvel État centralisé, alors en train de mettre en place sa structure administrative et d'industrialiser le pays à marche forcée aux dépens de l'environnement, et par conséquent, de l'agriculture. Si des nuisances existaient déjà avant l'ère Meiji⁹, la pollution prit cependant une ampleur encore non égalée avec le développement de l'industrie, en même temps qu'elle devint plus médiatisée, notamment par le biais de l'affaire qui nous intéresse ici.

5. La recherche n'a été que peu renouvelée depuis les travaux de Konishi, bien que d'autres éditions de sources aient été publiées autour des années 2000 : KŌDOKUSHI HENSAN IINKAI, 2006-2013 ; ANZAI *et al.*, 2009.

6. Ce point de vue, auquel nous adhérons, est défendu par des chercheurs comme Shōji et Sugai, mais ce sont surtout les articles de Konishi qui le démontrent de façon convaincante.

7. Dernier exemple en date : MIURA, 2017. L'auteur de cet ouvrage, pourtant soigneusement documenté, évoque brièvement les divergences des commissaires, mais s'attarde principalement sur l'arrêté émis à la suite des délibérations de la Commission, essentiellement pour en souligner la sévérité.

8. Les minutes sont publiées dans « Ashio dōzan kōdoku jiken chōsa iinkai sokkiroku (shō) » 足尾銅山鉍毒事件調査委員会速記録 (抄) [Procès-verbaux de la commission d'enquête sur la pollution minière d'Ashio. Extraits], ci-après « Ashio chōsa sokkiroku », in TOCHIGI-KENSHI HENSAN IINKAI, 1980, p. 641-813. Bien que légèrement abrégée par endroits, cette version offre l'avantage d'une retranscription. Les minutes complètes, manuscrites, sont librement consultables *via* le site des Archives nationales du Japon : <https://www.digital.archives.go.jp/>.

9. ANDŌ, 1992.

Les incidents de ce genre ne se limitèrent pas au seul cas d'Ashio¹⁰, et analyser l'action du gouvernement dans ce cas précis révèle à la fois comment la pollution industrielle fut abordée à l'époque moderne, et de quelle manière une expertise se forma sur les questions environnementales.

1896 – le conflit s'aggrave et l'État est contraint d'intervenir

En 1896, une suite d'événements force le gouvernement à s'impliquer davantage. Le 21 juillet, le 17 août et le 8 septembre, de graves inondations frappent les départements de Tochigi et de Gunma. La contamination des eaux amplifie les dégâts et se propage aux départements de Saitama, Ibaraki, Chiba, ainsi qu'au bassin du fleuve Edo, sur le territoire de Tōkyō. La population, qui s'était déjà soulevée en 1890, se mobilise à nouveau. Devant l'inaction des autorités locales, celle-ci organise des « marches » (*oshidashi* 押出し) à destination de la capitale afin de remettre directement ses requêtes aux autorités centrales.

Contrairement aux années précédentes, le gouvernement ne peut cette fois rester inactif. Le 11 novembre 1896, le deuxième cabinet de Matsukata Masayoshi 松方正義 (1835-1924) détache l'ingénieur agronome Sakano Hatsujirō 坂野初次郎 (1867-1903)¹¹ pour des inspections dans les zones contaminées de Gunma et de Tochigi, ainsi qu'à la mine. Le gouvernement demande de surcroît aux autorités des deux départements précités des rapports d'enquête. Au vu des informations récoltées, une première « Commission spéciale d'enquête sur la pollution minière d'Ashio » (*Ashio dōzan kōdoku tokubetsu chōsa iin-kai* 足尾銅山鉍毒特別調査委員会) est instaurée le 22 décembre au sein du ministère de l'Agriculture et

10. Voir par exemple SHIMIZU, 1995. Peu d'écrits sont disponibles en anglais sur les autres cas de pollution. Pour une introduction, voir MORRIS-SUZUKI, 1998.

11. Diplômé de la section de chimie agricole de la Faculté d'agronomie de l'université impériale (Tōkyō) en 1890. D'abord chargé par le ministère de l'Agriculture et du Commerce d'améliorer la technologie de l'industrie sucrière du département de Kagoshima, en 1891 et 1892, il est détaché au laboratoire expérimental d'agriculture du même ministère pour réaliser des analyses dans le cadre de l'affaire d'Ashio. Pour les membres de la Commission, voir le tableau 1.

du Commerce¹². Le 25 décembre, elle remet au ministre Enomoto Takeaki 榎本武明 (1836-1908) un rapport (*tōshinsho* 答申書) faisant état du déversement de « substances nocives » (*yūgai bussbitsu* 有害物質) dans la rivière Watarase, et de dégâts portés aux terres agricoles. Jusqu'alors, les mesures adoptées par l'exploitant de la mine Furukawa Ichibē 古河市兵衛 (1832-1903)¹³ s'étaient limitées à l'installation, en 1893, d'extracteurs de poussières de minerai¹⁴ et de bassins de précipitation. Reconnaisant l'insuffisance de ces précautions, le rapport préconise d'améliorer le traitement des eaux usées de la mine et le stockage des déblais, du sable et des stériles, pour éviter qu'ils ne se déversent dans les cours d'eau.

12. MURAKAMI, 2006, p. 201 ; SHŌJI & SUGAI, 2014 [1984], p. 56.

13. Furukawa eut d'abord un certain succès dans le négoce de soie grège au sein du groupe Ono (*Onogumi* 小野組). En 1871, il maria sa fille au second fils de Mutsu Munemitsu 陸奥宗光 (1844-1897) et en fit son héritier légal. Mutsu fut notamment gouverneur de Hyōgo, puis de Kanagawa ou encore ministre de l'Agriculture et du Commerce en 1890. Bénéficiant de nombreux appuis, Furukawa fit rapidement fortune dans le secteur minier. Il acheta plusieurs gisements, comme ceux d'Innai 院内 et d'Ani 阿仁, qu'il développa et exploita adroitement. À la fin du siècle, il dirigeait un véritable empire, essentiellement basé dans l'Est et le Nord-Est du pays. Il possédait en 1897 douze mines de cuivre (fournissant environ 40 % de la production domestique), huit mines d'argent, une mine d'or, ainsi que de nombreuses autres entreprises. Dans les décennies suivantes, les activités du groupe, qui devint un véritable conglomérat (*zaibatsu* 財閥), s'étendirent à l'industrie lourde, la chimie et la machinerie.

14. Dans le cadre d'« arrangements à l'amiable » (*jidān keiyaku* 示談契約) qu'il conclut avec une partie des habitants dès 1892, Furukawa présenta ces équipements comme un moyen de lutter contre la pollution. En échange de modiques sommes d'argent et de sa promesse de réduire les nuisances grâce à ces extracteurs, les signataires s'engageaient à ne plus se plaindre pendant une période d'essai de quatre ans. En réalité, l'appellation d'« extracteurs de poussière » (*funtō saishūki* 粉鉋採集器) regroupait diverses installations de tri et d'élimination de la boue, des résidus et du sable, dans le but principal d'accroître la production. Selon l'historien Nimura Kazuo, des documents de 1897 montrent clairement l'efficacité limitée de ces appareils en termes de taux de récupération. Cette mesure avait bien peu à voir avec une quelconque diminution des rejets toxiques. NIMURA, 1988, p. 214-215.

On ne considère pas qu'une interruption des opérations de la mine soit pour autant nécessaire¹⁵. Officiellement, celle-ci ne changerait rien à la contamination, notamment aux dépôts au fond du fleuve. La solution préconisée est essentiellement technique, et à deux reprises, il est affirmé que des travaux préventifs permettront d'éviter de nouveaux dégâts. La Commission spéciale suggère plusieurs contremesures telles la désinfection à la chaux, ou le retranchement de la terre contaminée, pour tenter de sauver les terrains cultivables. Elle prescrit en outre le reboisement ainsi qu'une meilleure gestion fluviale, reconnaissant ainsi un lien entre la déforestation pratiquée pour alimenter la mine et les inondations. C'est donc un exposé très complet, qui a non seulement le mérite de soulever les principales difficultés relatives à la pollution, mais qui aborde en outre la question des réparations financières : en plus de couvrir les frais de construction des ouvrages de prévention, l'exploitant devrait en effet indemniser les victimes. La Commission propose enfin de charger les autorités locales de servir d'intermédiaire entre la population et Furukawa, notamment pour établir le montant des dédommagements. Son rapport prouve qu'en 1896, les autorités n'ignoraient pas l'étendue et les détails du problème.

Pourquoi le gouvernement est-il réticent à intervenir ? Il faut d'abord rappeler l'importance du secteur minier qui, après la Révolution de Meiji, fait l'objet d'une attention particulière, alors qu'une grande partie des mines devient propriété étatique. Entre 1870 et 1885, il s'agit en effet du deuxième poste de dépenses ordinaires du ministère de l'Industrie après les chemins de fer (respectivement 31,5 % et 49,9 %) ¹⁶. Le gouvernement ne se contente pas de développer le secteur minier : il encourage la formation dans ce domaine à travers des écoles professionnelles, importe des machines, engage des ingénieurs étrangers, et promeut plus généralement le renouvellement technologique. Durant les décennies suivantes, la production va considérablement augmenter : entre 1874 et 1908, elle est multipliée par 20 pour le cuivre, par 45 pour l'argent, par 54 pour l'or et par 72 pour le charbon ¹⁷. À partir des

15. « Ashio dōzan kōdoku tokubetsu chōsa iin-kai tōshin-sho » 足尾銅山鉍毒特別調査委員会答申書 (Rapport de la Commission spéciale d'enquête sur la pollution minière d'Ashio), in TOCHIGI-KENSHI HENSAN IINKAI, 1980, p. 629.

16. SIPPEL, 2006, p. 16.

17. *Ibid.*, p. 10.

années 1880, le gouvernement procède à une large privatisation des sites, notamment dans le but de réduire ses frais de fonctionnement. À titre d'exemple, entre 1882 et 1886, les mines d'État fournissent 47,2 % de la production d'or, 30,9 % de celle d'argent, 21,1 % de celle de charbon et seulement 2,9 % de celle de cuivre¹⁸. Les principales mines de cuivre sont donc dirigées par des acteurs privés.

L'entreprise de Furukawa s'affirme rapidement comme un poids lourd parmi les grands groupes qui bâtissent leur richesse sur des ressources minérales fortement demandées. La mine d'Ashio, dont elle acquiert les droits d'exploitation, s'illustre par sa productivité, s'imposant comme l'un des piliers de l'approvisionnement en cuivre du Japon. Ashio, exploitée officiellement depuis le XVII^e siècle, produisait en 1876 environ trente tonnes de cuivre annuelles pour un déficit estimé à 6 000 yens¹⁹. Une année après le changement d'opérateur, la production se monte déjà à quarante-six tonnes, mais la mine fonctionne toujours à perte. Une pleine rentabilité sera atteinte seulement en 1883. Cette année-là, la quantité de minerai dépasse légèrement les 645 tonnes. La découverte de riches filons entre 1882 et 1884 marque une nouvelle étape, et en 1885, la production avoisine les 4 090 tonnes, soit près de 90 fois la quantité de 1877. Elle passera à 7 500 tonnes en 1891. Par la suite, les quantités se maintiendront entre cinq et six mille tonnes annuelles²⁰. Ainsi, dès 1884, et jusque vers 1904, Furukawa fournit à lui seul entre 35 à 40 % de la production nationale de cuivre, dont l'essentiel provient d'Ashio (entre 75 % et 85 % pour cette même période)²¹. Si le cuivre est indispensable à l'électrification du pays (câbles, fils télégraphiques) ainsi qu'à la fabrication de munitions²², il est principalement exporté : entre 1877 et 1897, la part dédiée à l'exportation est d'environ 67,5 % et ne descend jamais au-dessous de 30 %, à la fois afin d'équilibrer la balance commerciale, mais aussi

18. TAKAGI, 1974, p. 10.

19. ITSUKA-KAI, 1926, p. 99.

20. Ces chiffres sont tirés de SŌGYŌ HYAKUNENSHI HENSAN IINKAI, 1976, p. 82.

21. SHŌJI & SUGAI, 2014 [1984], p. 1315.

22. Il faut rappeler que l'affaire d'Ashio se déroule entre deux conflits d'importance pour le pays : la première guerre sino-japonaise de 1894-1895 et la guerre russo-japonaise de 1904-1905.

d'obtenir des devises étrangères qui serviront à leur tour à l'achat de technologies occidentales²³. En tant que troisième produit-phare d'exportation dont il représente 5 % de la valeur totale, après la soie grège et le thé²⁴, le cuivre acquiert une valeur stratégique dans le processus de développement de l'État moderne et du capitalisme japonais.

Furukawa, qui n'avait jamais été inquiété directement, reçoit toutefois en décembre 1896 un « arrêté » (*meirei* 命令) du ministère de l'Agriculture et du Commerce, qui lui enjoint la construction d'ouvrages de prévention sans pour autant fixer de délai à leur réalisation. Quels seront les effets de cette décision, finalement très modérée au regard des nombreux aspects problématiques relevés dans le rapport de la Commission spéciale ? À en croire les mémoires de Furukawa, l'industrie minière se serait immédiatement attelée à la tâche²⁵, réalisant rapidement des bassins de sédimentation supplémentaires et des espaces de stockage des terrils. Ces mémoires, néanmoins, ne précisent pas à quel moment les ouvrages furent achevés. La véritable efficacité de ce premier train de mesures demeure inconnue, et l'on ignore de surcroît si les autorités procédèrent à un suivi, ce qui ne semble pas avoir été le cas. Plusieurs mois après, les investigations de la deuxième Commission attesteront de nombreuses négligences de la part de la mine. Ce premier arrêté du ministère ne donna donc que des résultats extrêmement limités.

Quelques semaines plus tard, la Diète se penche à nouveau sur la question. Le 26 février, le député de Tochigi Tanaka Shōzō 田中正造 (1841-1913)²⁶ présente une interpellation : les extracteurs de poussière sont inefficaces et la pollution

23. Estimation basée sur les chiffres fournis par TAKAGI, 1974, p. 7.

24. Entre 1886 et 1895. Pour la même période, le charbon représente 6 % des exportations. SIPPEL, 2006, p. 10-12.

25. ITSUKA-KAI, 1926, p. 232.

26. Notable de la région, il avait été élu dès la première Diète (1890), et sera réélu à six reprises successives jusqu'en 1901. L'essentiel de son activité parlementaire se concentre sur le sort de la population affectée par la pollution. Les ouvrages consacrés à l'affaire d'Ashio, dont il fut une figure majeure, lui réservent en général une place de choix. Voir ainsi KOMATSU, 2001. En français, on lira SOUYRI, 2016, p. 343-363.

touche à présent cinq départements, ainsi qu'une partie du territoire de Tōkyō²⁷. Que compte faire le gouvernement ? Tanaka, dans l'un de ces réquisitoires dont il est coutumier, critique les autorités locales, qu'il accuse de favoriser Furukawa, et demande des mesures, en appelant au droit des citoyens à la « protection de la vie et des biens » (*seimei zaisan kenri* 生命財産権利). Une nouvelle fois, Tanaka invoque la défense de la propriété privée, garantie par la Constitution, pour réclamer une aide aux citoyens spoliés de leurs revenus agricoles. Il conclut en se référant à l'article 19 de la « Loi sur les activités minières » (*kōgyō jōrei* 鉱業条例) du 1^{er} juin 1892 :

Lorsque les opérations de prospection ou d'extraction portent préjudice à l'intérêt général, il est possible d'annuler les autorisations et concessions relevant des juridictions respectives de l'inspecteur en chef des mines pour la prospection, et du ministère de l'Agriculture et du Commerce pour l'extraction.

第一九条:試掘若ハ採掘ノ事業公益ニ害アルトキハ試掘ニ就テハ所轄鉱山監督署長採掘ニ就テハ農商務大臣既ニ與ヘタル認可若ハ特許ヲ取消スコトヲ得²⁸.

Qu'attend donc le gouvernement pour réagir devant la gravité d'une situation où les activités d'un individu portent préjudice à l'intérêt général (*kōeki* 公益) ? La réponse à cette interrogation de Tanaka, qu'il devra d'ailleurs solliciter par deux fois, n'arrive que le 18 mars 1897²⁹, signée d'Enomoto et du ministre de l'Intérieur Kabayama Sukenori 樺山資紀 (1837-1922). Rappelons que des arrangements à l'amiable d'une durée de quatre ans ont déjà été négociés en 1892 entre Furukawa et les victimes de la pollution, qui avaient alors renoncé à toute

27. Cette interpellation s'intitule « *Kōeki ni yūgai no kōgyō o teishi sezarū gi ni tsuki shitsumon-sho* » 公益ニ有害ノ鉱業ヲ停止セザル儀ニ付質問書 (Question sur la nécessité d'interrompre les activités minières portant préjudice à l'intérêt général), in TANAKA, 1989, pp. 53-58.

28. Le texte est cité dans SHŌJI & SUGAI 2014 [1984], p. 50.

29. ENOMOTO & KABAYAMA, 1971 [1938].

forme de protestation en échange d'une indemnisation financière. S'agissant d'accords de droit civil (*minji* 民事), ni le gouvernement, ni les autorités du département, ni celles du district n'en sont partie prenante. Il conviendra de noter l'insistance des deux ministres sur la dimension privée dans laquelle la résolution du conflit a jusqu'alors été laissée. Pas un mot de leur part, toutefois, quant à la durée limitée de ces arrangements à l'amiable, en l'occurrence échus depuis 1896. Par ailleurs, les ministres affirment que la pollution est un phénomène récurrent, qui dépasse le seul cas d'Ashio, et que ces désagréments ne manqueront pas de se reproduire ailleurs. Ils soulignent l'importance du développement de l'industrie minière pour l'économie du pays, et concluent que « des mesures appropriées devront être prises afin d'adopter des politiques tenant compte des confrontations ultérieures entre industrie minière et agriculture³⁰. » Une remarque qui prouve en soi la reconnaissance par le gouvernement d'une divergence d'intérêts entre les deux secteurs. La problématique d'Ashio se voit ainsi relativisé par les enjeux, bien plus larges, du développement industriel du pays.

Dans leur missive, les deux ministres évoquent également les travaux préventifs entrepris par Furukawa suite à l'arrêté de décembre, ce qui leur permet d'éviter de se prononcer sur l'éventuelle violation de l'article 19 de la loi sur les activités minières, puisqu'il leur faut officiellement attendre la mise en service des installations afin de juger de leur efficacité. Cette « réponse » (*tōben* 答辯) ne déroge finalement pas au refus d'implication manifesté jusque-là par le gouvernement. Les dispositions prises par ses soins à la fin du mois de décembre 1896 lui auront donc aussi bien permis de gagner du temps que d'apaiser momentanément la colère des victimes et de l'opinion publique. Mais la situation commence à évoluer.

30. *Ibid.*, p. 178.

La Commission d'enquête de 1897

Le gouvernement institue en effet une nouvelle Commission d'enquête le 24 mars³¹, quelques jours seulement après sa réponse à la Diète. La protestation est à présent suffisamment organisée pour maintenir une pression sur les autorités, notamment grâce à une « stratégie personnelle³² » faisant directement appel à des personnalités proches des cercles du pouvoir. Le conservateur et ancien ministre de l'Agriculture Tani Tateki 谷干城 (1837-1911) visitera la région, y entraînant le ministre en charge Enomoto, qui se rend sur place le 23 mars. Ce dernier, frappé par la gravité et l'étendue des dommages, bien plus lourds que décrit dans les rapports officiels, rentre immédiatement à la capitale et persuade le ministre des Affaires étrangères, Ōkuma Shigenobu 大隈重信 (1838-1922), de la nécessité d'une intervention. Les événements se précipitent : une deuxième marche de protestation est organisée le même jour. Plusieurs milliers de manifestants se dirigent vers Tōkyō ; leur destination, toutefois, n'est pas le ministère de l'Agriculture et du Commerce, mais le siège du ministère de la Maison impériale³³, qu'ils ne parviendront pas à atteindre. La perspective d'une implication de la famille impériale contribue aussi certainement à faire réagir le gouvernement : le 24 mars 1897, soit le lendemain de la visite d'Enomoto, le Cabinet se réunit en séance extraordinaire et institue la Commission d'enquête, conformément à la promesse faite à la population locale. Après la démission d'Enomoto, le 29 mars de la même année, c'est Ōkuma qui lui succède à la tête du ministère de l'Agriculture et du Commerce, cumulant ainsi deux portefeuilles.

31. Autrement nommée « Première commission d'enquête sur la pollution minière » (*Daiichiji kōdoku chōsa iinkai* 第一次鉱毒調査会委員). Nous avons toutefois évoqué *supra* l'existence d'une précédente Commission, spéciale, qui ne dura que trois jours (instituée le 22 décembre 1896, elle remit son rapport le 25). Cette Commission spéciale de 1896 était interne au ministère de l'Agriculture et du Commerce, tandis que celle de 1897 est interministérielle.

32. L'expression est de NOTEHELPER, 1975, p. 372.

33. Le *Kunaishō* 宮内省, instauré en 1869 afin d'administrer les affaires de la maison impériale et de l'aristocratie.

La Commission, dont le rôle demeure consultatif, se compose aussi bien de spécialistes que des directeurs des bureaux concernés par l'affaire : on retrouve ainsi Gotō Shinpei³⁴, responsable du bureau de l'Hygiène du ministère de l'Intérieur, et Megata Tanetarō, à la tête du bureau des Impôts du ministère des Finances, sous la présidence de Kōmuchi Tomotsune, lui-même directeur du bureau législatif du Cabinet³⁵. Sur les quatorze membres désignés entre le 24 et le 26 mars, bon nombre sont spécialisés dans l'agronomie, tels Sakano Hatsujirō, qui avait été dépêché sur place à l'hiver 1896, ou Nagaoka Muneyoshi. La Commission s'élargit une première fois le 12 avril avec l'intégration de Koizuka Ryū, directeur du bureau des Mines. Elle est complétée le 10 mai par un expert supplémentaire, Irisawa Tatsukichi³⁶, alors professeur assistant à la Faculté de médecine de l'université impériale de Tōkyō, pour comprendre au final seize membres³⁷.

34. Médecin de formation, à la tête du bureau de l'Hygiène depuis 1892, il sera ensuite directeur du bureau des Affaires civiles du gouvernement colonial à Taïwan (1898) et occupera ultérieurement plusieurs postes de ministre.

35. Le Hōseikyoku 法制局, qui dépend directement du Premier ministre, rédige des rapports sur les délibérations du gouvernement, des projets et des enquêtes concernant les fonctionnaires et les organismes administratifs. Il s'exprime sur l'élaboration des lois ou des décrets, ainsi que sur leur mise en vigueur, leur application, leur abrogation ou leur révision. Selon la Constitution de 1889, le directeur du bureau appartient à l'état-major du Cabinet, au même titre que le secrétaire en chef, et joue un rôle prééminent en tant que haut responsable des questions juridiques.

36. Spécialiste de médecine interne et historien de cette discipline. Diplômé de l'université impériale (Tōkyō) en 1889, il étudie à Strasbourg et Berlin de 1890 à 1894. À son retour au Japon, il ouvre sa propre clinique. Dès 1895, il est professeur assistant à la Faculté de médecine de son université d'origine et passera professeur en 1901. Il sera à plusieurs reprises médecin attitré du ministère de la Maison impériale avant d'en devenir le médecin en chef en 1924.

37. Le total diffère selon les sources. Dix-neuf est le nombre maximal qui inclut encore Shiga Shigetaka 志賀重昂 (1863-1927), Shiga Taizan 志賀泰山 (1854-1934) et Shirasawa Yasumi 白沢保美 (1868-1947). Tous trois sont nommés le 13 octobre 1897. Voir KONISHI, 1989.

TABLEAU 1. LA COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE DE 1897

COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE (24 mars-27 novembre 1897) Ashio dōzan kōdoku jiken chōsa iinkai 足尾銅山鉍毒事件調査委員会		
Commissaire	Date de nomination	Fonction
FURUICHI Kōi/ Kimitake 古市公威 (1854-1934)	24 mars	Ingénieur en chef des Travaux publics (<i>Doboku gikan</i> 土木技監) du ministère de l'Intérieur (Naimushō 内務省)
GOTŌ Shinpei 後藤新平 (1857-1929)	24 mars	Directeur du bureau de l'Hygiène (<i>Eisei kyokuchō</i> 衛生局長) du ministère de l'Intérieur
HAYAKAWA Tetsuji 早川鉄治 (?-1941)	24 mars	Secrétaire (<i>daijin hishokan</i> 大臣秘書 官) du ministère de l'Agriculture et du Commerce (Nōshōmushō 農商務省)
HOSOI Iwaya 細井岩弥 (1862-1937)	24 mars	Ingénieur (<i>gishi</i> 技師) du ministère de l'Agriculture et du Commerce
IRISAWA Tatsukichi 入沢達吉 (1865-1938)	10 mai	Professeur assistant (<i>jokyōjū</i> 助教授) de la faculté de médecine (Ika daigaku 医科大学)
KODERA Fujisarō 小寺房次郎 (1870-1949)	24 mars	Ingénieur du ministère de l'Agriculture et du Commerce
KOIZUKA Ryū 肥塚龍 (1848-1920)	12 avril	Directeur du bureau des Mines (<i>Kōzan kyokuchō</i> 鉍山局長) du ministère de l'Agriculture et du Commerce
KŌMUCHI Tomotsune 神鞭知常 (1848-1905)	24 mars (Président)	Directeur du bureau législatif du Cabinet (<i>Hōsei-kyoku chōkan</i> 法制局長官)
KOTŌ Bunjirō 小藤文次郎 (1856-1935)	26 mars	Professeur (<i>kyōjū</i> 教授) à la faculté de sciences naturelles (Rika daigaku 理科大学)

MEGATA Tanetarō 目賀田種太郎 (1853-1926)	24 mars	Directeur du bureau des Impôts (<i>Shuzei kyokuchō</i> 主税局長) du ministère des Finances (<i>Ōkurashō</i> 大蔵省)
NAGAOKA Muneyoshi 長岡宗好 (1866-1907)	26 mars	Professeur assistant à la Faculté d'agronomie (<i>Nōka daigaku</i> 農科大学)
ODA Makoto 織田一 (1864-1914)	26 mars	Conseiller (<i>sanjikan</i> 参事官) du ministère de l'Agriculture et du Commerce
SAKANO Hatsujirō 坂野初次郎 (1867-1903)	24 mars	Ingénieur du laboratoire expérimental d'agriculture (<i>Nōji jikenjō</i> 農事試験場)
TSUBOI Jirō 坪井次郎 (1863-1903)	26 mars	Professeur de la faculté de médecine
WADA Kunijirō 和田国次郎 (1866-1941)	24 mars	Ingénieur du ministère de l'Agriculture et du Commerce
WATANABE Wataru 渡辺渡 (1857-1919)	26 mars	Ingénieur affilié au bureau des Affaires impériales (<i>Hishoku gōryō kyoku</i> 非職御料局)

Fermer la mine ? L'enjeu au cœur des débats

Après plusieurs inspections, la Commission commence à délibérer le 13 avril en vue de remettre ses recommandations au gouvernement. Le président Kōmuchi suggère d'emblée la possibilité d'interrompre en partie ou totalement les activités de la mine et de ne les reprendre qu'à condition de réaliser des travaux de prévention, puisqu'il s'agit tout de même d'une « production nationale d'importance » (*taisetsu na kokusan* 大切十国産)³⁸. Ce point attise les oppositions. Voici le texte proposé : « une interruption temporaire de tout

38. « Ashio chōsa sokkiroku », 1980, p. 656.

ou partie des activités de la mine d'Ashio [et] l'étude d'un moyen garantissant la maintenance complète et durable des ouvrages préventifs contre la pollution³⁹. » Mais faut-il commencer par suspendre l'exploitation, ou exiger en premier lieu de l'opérateur qu'il prenne des dispositions ? La suspension, voire la fermeture, sont loin de faire l'unanimité. Un débat s'engage autour de la loi sur les activités minières, et notamment de son article 59. Celui-ci stipule :

En cas de risque ou lorsqu'un préjudice à l'intérêt général est constaté, le chef de la surveillance des mines ordonne à l'exploitant d'y parer ou d'interrompre les activités minières.

第五九条:鉱業上ニ危険ノ虞レアリ又ハ公益ヲ害スコ
認ムルトキハ所轄鉱山監督署長ハ鉱業人ニ其ノ予防ヲ命
シ又ハ鉱業ヲ停止スヘシ⁴⁰。

L'article ne précise pas exactement laquelle des deux mesures envisagées est prioritaire, offrant une marge à l'interprétation. Watanabe Wataru défend la première et suggère d'établir une date butoir pour les travaux ; si l'exploitant n'a pas observé les directives passé ce délai, les activités pourront être interrompues⁴¹. Des mesures ayant déjà été lancées suite à l'arrêté de décembre 1896⁴², il considère qu'une interruption serait « punitive » (*chōbatsuteki* 懲罰的)⁴³, et insiste sur la nécessité de ne plus songer uniquement à l'agriculture, mais de prendre par ailleurs en considération les besoins de l'industrie minière, à l'image de l'Europe : « De nos jours, on ne peut plus dire que l'agriculture constitue la base de la nation⁴⁴. » Une critique de l'agrarisme visant clairement Kōmuchi, proche de ce courant, et qui lui répond : « L'agriculture japonaise est probablement très

39. *Ibid.*, p. 692.

40. Cité dans SHŌJI & SUGAI, 2014 [1984], p. 50.

41. « Ashio chōsa sokkiroku », 1980, p. 693.

42. *Ibid.*, p. 694.

43. *Ibid.*, p. 694-695.

44. *Ibid.*, p. 695.

différente de l'européenne. Vous affirmez que l'agriculture n'est plus la base de la nation, mais dans les faits, c'est largement le cas⁴⁵. » Se dévoile ainsi, d'emblée, une profonde fracture idéologique au sein de la Commission. Lors de la troisième séance, le 15 avril, Nagaoka rappelle les inquiétudes de la population et propose des interventions techniques, notamment des améliorations quant au lavage du minerai, phase des plus polluantes. Celles-ci, toutefois, n'influenceraient que peu le fonctionnement de la mine. Furuichi, de son côté, est convaincu qu'il est possible de se prémunir suffisamment contre la pollution sans fermer la mine⁴⁶. Sakano partage pour sa part le point de vue de Nagaoka, et insiste :

[L]aisser la situation en l'état jusqu'à la réalisation des travaux préventifs serait manquer de bienveillance et de sens de la justice. À plus forte raison si le poison continue à se déverser, quand bien même il n'y aurait aucun lien [entre les rejets toxiques et les dégâts sur les cultures]⁴⁷.

Nagaoka renchérit : « Watanabe ne parle que de la mine, sans la moindre considération pour l'agriculture⁴⁸ », mais au moment du vote, c'est finalement la ligne prônée par Watanabe, avec le soutien de Gotō et Furuichi, qui est acceptée à la majorité (par huit voix sur les douze membres présents ce jour-là). Koizuka, pourtant compagnon de parti de Tanaka et signataire de l'interpellation présentée à la Diète le 26 février 1897, s'y est rallié. Le passage débattu prend finalement la forme suivante :

1. Déterminer une date pour l'étude et la mise en application de moyens garantissant la maintenance complète et durable des ouvrages préventifs contre la pollution minière et les fumées toxiques. En outre, si nécessaire, ordonner des inspections directes par les autorités, dont les coûts seront à la charge de l'exploitant de l'exploitation, ou interrompre les activités minières.

45. *Ibid.*, p. 696.

46. *Ibid.*, p. 705.

47. *Ibid.*, p. 711.

48. *Ibid.*, p. 713.

一 期日ヲ指定シテ鉱毒及煙害ノ防備ヲ完全ニ且永久ニ保持スベキ方法ヲ講究実施セシムルコト、且必要ナル場合ニ於テハ官ニ於テ直ニ之ヲ実檢シ其費用ヲ鉱業人ニ負担セシメ若ハ鉱業ヲ停止セシムルコト⁴⁹。

Dès le 15 avril, la possibilité de fermer la mine comme le demandent les protestataires s'éloigne donc considérablement. Cet enjeu essentiel sera à nouveau débattu dans un deuxième temps. Le 12 mai, lors de l'avant-dernière séance, Sakano et Nagaoka présentent une « motion d'urgence » (*kinkyū dōgi* 緊急動議) motivée par de nouvelles analyses qui les ont confrontés « à une vérité impossible à taire⁵⁰ ». Lors d'analyses complémentaires effectuées sur place, les deux commissaires ont en effet constaté plusieurs complications : les eaux qui s'échappent des galeries abandonnées sont peu abondantes et faiblement acides, contrairement à celles provenant des galeries en activité. Les terrils, dont la quantité est bien supérieure aux estimations, sont en outre massivement déversés dans la rivière, au point d'en obscurcir complètement le fond. Comme la boue sablonneuse des étangs de sédimentation est jetée sur les berges, les éléments toxiques⁵¹ s'écoulent dans la rivière en cas de pluie. Les eaux en aval de la station d'affinage de Kodaki 小滝 sont contaminées et fortement chargées de cuivre⁵². Tous ces faits ont été cachés par les responsables de la mine : Nagaoka et Sakano affirment s'être heurtés sur place à de flagrants signes d'obstruction et de dissimulation de leur part. Lorsqu'ils ont tenté de récolter des échantillons, « les salariés de la mine ont volontairement caché l'endroit d'où ils évacuent l'eau et en ont drastiquement réduit le débit⁵³. » Au demeurant, l'injection de chaux dans l'évacuation des eaux usées, procédure pourtant préconisée dans l'arrêté

49. *Ibid.*, p. 717.

50. *Ibid.*, p. 758.

51. On utilise pour traiter le minerai plusieurs substances (arsenic, chlore, sulfate de cuivre, soufre), de même que des métaux lourds (cadmium, plomb, mercure, zinc).

52. Komatsu résume toutes ces observations ; nous avons retenu les plus saillantes. KOMATSU, 2001, p. 346.

53. « Ashio chōsa sokkiroku », 1980, p. 779.

de 1896, n'a nullement été appliquée. Puisque le manque de rigueur de l'exploitant est désormais évident, Nagaoka et Sakano demandent en conséquence l'interruption, partielle ou complète, des activités minières jusqu'à l'achèvement des installations de prévention.

Leur motion est violemment attaquée : Wada Kunijirō accuse Sakano de donner des exemples exagérés et ridicules⁵⁴, Koizuka persiste à vanter l'efficacité des travaux de prévention, et Gotō considère qu'arrêter l'exploitation sur la base de simples suppositions serait injustifié⁵⁵. La discussion s'emballe, mais lors du vote final, la résolution de Sakano et Nagaoka ne recueille que quatre voix favorables sur les douze membres présents. Si cette ultime tentative d'interrompre les activités minières échoue, bien que fondée sur des analyses récentes, elle déclenche néanmoins une réaction : au lendemain de cette réunion houleuse, soit le 13 mai, un deuxième arrêté est adressé à Furukawa. Ce dernier est sommé de prendre une série de dispositions concernant à la fois l'évacuation des débris, les appareils de dispersion automatique de chaux, le transfert et le stockage des déblais et sédiments, avec des indications précises sur les sites concernés et les différentes interventions à mener⁵⁶. Puisque cet arrêté prend très exactement en compte les éléments soulevés la veille par Sakano et Nagaoka, on pourrait croire que le gouvernement en vient enfin à des mesures plus strictes. Ce texte est cependant très court (il ne compte que quatre points) et peu contraignant, analogue en ceci au premier arrêté de décembre 1896. Il faut, pour bien comprendre les enjeux du 12 mai, rappeler que l'arrivée dans la Commission du professeur Irisawa deux jours plus tôt ne doit rien au hasard. La dernière nomination, celle de Koizuka, remonte au mois précédent, plus exactement au 13 avril. Informé de la présence de Sakano et Nagaoka sur le terrain, le ministère de l'Agriculture et du Commerce manœuvre alors pour que la Commission ne rouvre pas la discussion sur la fermeture de la mine, et nomme Irisawa en urgence. Épaulé par Gotō, ce dernier jouera en effet un rôle déterminant lors de la dernière séance, qui entérine l'adoption de dispositions peu rigoureuses à l'encontre de Furukawa.

54. *Ibid.*, p. 784.

55. *Ibid.*, p. 778.

56. SŌGYŌ HYAKUNENSHI HENSAN IINKAI, 1976, p. 167.

Ainsi, le 18 mai, Irisawa, Gotō et Tsuboi Jirō, les trois commissaires avec une formation de médecin, présentent le compte-rendu de leurs recherches. À leur avis, la pollution n'a aucun effet direct sur le corps humain. Le même jour, ils adressent au Cabinet un rapport écrit (*jōshinsho* 上申書), dans lequel ils proposent de trouver un moyen pour prévenir la pollution des cours d'eau, tout en se montrant très réservés sur la nécessité de travaux de prévention. À plusieurs reprises, Gotō avait déjà exprimé sa ferme opposition à l'interruption de l'exploitation, et il confirme cette position lors de la séance du 12 mai. Le compte rendu (*fukumeisho* 復命書) qu'il remettra au Cabinet quelques mois plus tard, le 14 octobre 1897, reprend en partie son exposé du 18 mai.

Rappelons que les commissaires ne sont pas des experts indépendants, mais pour la plupart, des fonctionnaires, d'où l'importance de reconstituer l'argumentaire des défenseurs de la mine et de se pencher sur les éléments de preuve qu'ils fournissent. Prenons donc le « rapport d'enquête » personnel (*chōsa hōkokusho* 調査報告書) que Gotō joint à son compte-rendu d'octobre : les résultats qu'il y présente posent au moins deux problèmes⁵⁷. Le premier concerne les échantillons prélevés pour les analyses (urine et selles, eau de puits). Ceux-ci avaient d'ailleurs déjà été remis en question par un article du *Yomiuri shinbun* 讀賣新聞 du mois d'avril. Intitulé « Les échantillons du directeur du bureau de l'Hygiène Gotō ne valent rien⁵⁸ », cet article rapporte l'opinion d'un médecin diligentant des études sur les terres contaminées : les échantillons en question proviendraient selon lui de paysans des couches supérieures, qui se nourriraient d'aliments produits ailleurs ; leur état de santé ne serait donc pas représentatif. De même pour l'eau des puits, qui serait filtrée et purifiée avant consommation. Alors qu'il ne peut ignorer ces réserves, Gotō ne fournit pas de réponse, ni dans son exposé du 18 mai, ni dans le rapport remis en octobre.

Le second problème concerne l'affirmation selon laquelle la pollution ne porte pas d'atteinte directe à la santé humaine. Une donnée statistique vient

57. Ces contradictions sont soulevées par Konishi, qui démontre bien comment la question médicale est utilisée pour éviter la fermeture de la mine. KONISHI, 1989, p. 773-776.

58. *Yomiuri shinbun*, 14 avril 1897.

cependant contredire ce propos : le pourcentage de jeunes hommes des départements de Tochigi et de Gunma recalés à l'examen médical pour le service militaire. Comparés à la moyenne nationale, le taux d'échec des deux départements est pratiquement identique, voire légèrement inférieur au reste du pays. Mais si l'on observe la situation au niveau des districts et des villes, on remarque une nette différence dans les zones sinistrées, lesquelles présentent un taux plus élevé de refus. Lors de la dernière séance, le 18 mai, Gotō annonce être en train de rassembler du matériel afin d'élucider les raisons de cet échec à l'examen militaire, mais ne fournit pas de réponse claire.

Gotō s'appuie sur les recherches menées par Irisawa, qui fut détaché sur place suite au signalement des inspections de Sakano et Nagaoka⁵⁹. Les résultats de l'assistant universitaire prennent donc un poids considérable. Il se trouve qu'Irisawa n'est pas dépourvu de liens avec la mine d'Ashio, puisqu'il est proche de Konda Bunjiro 昆田文次郎 (1862-1927), un ancien conseiller juridique engagé par la mine depuis le début de l'année 1897 en tant que vice-manager et chargé des relations avec les milieux politiques⁶⁰. En choisissant Irisawa pour mener des analyses, le ministère de l'Agriculture et du Commerce sait d'ores et déjà qu'il ne recevra probablement pas de rapport accablant pour la mine.

Le ministère s'active aussi à d'autres niveaux. Le 26 avril, il institue en son sein une Commission restreinte réunissant six de ses fonctionnaires⁶¹ : le vice-ministre Ōishi Masami, président, Takahashi Takuya et Fujita Shirō, respectivement directeurs du bureau des Forêts et des Affaires agricoles, auxquels s'ajoutent trois membres de la Commission interministérielle (Koizuka, Oda Makoto et Hayakawa Tetsuji)⁶². Le même jour, le ministère charge l'un de

59. Avant même sa nomination, Irisawa, qui a été approché dès la fin du mois d'avril, est détaché dans les terres contaminées, où il mène des analyses du 3 au 5 mai. *Ibid.*, p. 777.

60. *Ibid.*

61. *Kōdoku chōsa iinkai* 鉱毒調査委員会 (« Commission d'enquête sur la pollution minière », ci-après « Commission restreinte »). Voir le tableau 2.

62. KONISHI, 1989, p. 785-786. Le fait que les trois membres siégeant dans les deux commissions soient tous favorables à la mine en dit long sur le véritable rôle joué par la Commission restreinte. Konishi revient sur cette question dans KONISHI, 1990b.

ses fonctionnaires, Hotta Rentarō 堀田連太郎 (1857-1915), de rédiger un projet de mesures à l'encontre de la mine. Ce texte deviendra le troisième arrêté, daté du 27 mai 1897. S'ils sont au courant de l'existence d'une Commission restreinte depuis le 28 avril⁶³, les membres de la Commission n'ont pas l'air de savoir que quelqu'un d'autre travaille parallèlement à la rédaction du futur arrêté. Hotta assiste à la dernière séance, celle du 18 mai, durant laquelle les commissaires l'interrogent pour savoir si sa version tient bien compte de leurs recommandations. Celui-ci se défend en affirmant que son texte « a été composé en fonction des décisions récentes de la Commission, en observe les grandes lignes et a été préparé sur leur modèle ; le détail des modalités relève déjà du ressort du ministre⁶⁴ », signifiant aux membres de la Commission que la rédaction de l'arrêté ne relève pas (ou plus) de leur compétence. Le président Kōmuchi, en tout cas, ne semble pas apprécier ce changement : « si l'ébauche n'avait pas dû passer devant une réunion du Cabinet ou si elle n'était pas parvenue entre mes mains, j'aurais pu ne pas en avoir connaissance⁶⁵ », remarque-t-il, estimant souhaitable de réunir en urgence les membres de la Commission.

63. Koizuka l'annonce le 28 avril. « Ashio chōsa sokkiroku », 1980, p. 729.

64. *Ibid.*, p. 810.

65. *Ibid.*, p. 810.

TABLEAU 2. LA COMMISSION RESTREINTE D'AVRIL 1897

COMMISSION RESTREINTE (26 avril 1897) <i>Kōdoku chōsa iinkai</i> 鈹毒調査委員会			
Commissaire	Date de nomination	Fonction	Notes
FUJITA Shirō 藤田四郎 (1861-1934)	26 avril	Directeur du bureau des Affaires agricoles (<i>Nōmu kyokuchō</i> 農務局長) du ministère de l'Agriculture et du Commerce	
HAYAKAWA Tetsuji	24 mars	Voir tableau 1	Membre de la Commission interministérielle
KOIZUKA Ryū	12 avril	Voir tableau 1	Membre de la Commission interministérielle
ODA Makoto	26 mars	Voir tableau 1	Membre de la Commission interministérielle
ŌISHI Masami 大石正巳 (1855-1935)	26 avril	Vice-ministre (<i>jikan</i> 次官) du ministère de l'Agriculture et du Commerce	Président de la Commission restreinte
TAKAHASHI Takuya 高橋琢也 (1848-1935)	26 avril	Directeur du bureau des Forêts (<i>Sanrin kyokuchō</i> 山林局長) du ministère de l'Agriculture et du Commerce	

En fin de compte, l'arrêté du gouvernement ne sera donc pas rédigé par la Commission interministérielle. Si les membres de la Commission ont ne serait-ce qu'eu la possibilité de le lire, c'est bien parce que Kōmuchi avait eu l'ébauche entre les mains à titre de directeur du bureau législatif, et surtout parce qu'il décida d'en discuter durant la séance. On ne pourra que s'étonner du fait que la Commission

spécialement mise sur pied n'ait pas eu de rôle à jouer dans l'élaboration d'un tel document, ni au moins son mot à dire. Non content de créer une Commission restreinte faisant doublon avec la Commission interministérielle, le ministère de l'Agriculture et du Commerce dépossède celle-ci de son pouvoir d'action et la maintient dans l'ignorance des dispositions finales.

Des dédommagements à la charge de l'État

En sus de l'éventuelle fermeture de la mine, la seconde grande question discutée par la Commission est celle des dédommagements, thème essentiel sur lequel porteront les sessions à partir du 26 avril⁶⁶. Quelques jours auparavant, le 21 avril, une partie des protestataires s'était réunie et avait fait savoir sa détermination à obtenir justice. Ils déclarent ainsi au Journal de Tochigi (*Tochigi shinbun* 栃木新聞) : « Si les discussions de la Commission d'enquête devaient par hasard, comme le prétendent les rumeurs, ne pas aboutir à la fermeture de la mine, alors toutes les victimes tenteront de monter à la capitale, bien résolues à mourir⁶⁷. » Selon le journal, les volontaires du district d'Ōra 邑楽 (Gunma) avaient d'ores et déjà constitué un « commando de choc » (*kesshitai* 決死隊) de plus de cinquante personnes, tandis que des mouvements similaires se dessinaient à Ashikaga 足利 et Aso 安蘇 (Tochigi). C'est soumis à cette pression que les membres de la Commission discutent des éventuelles réparations à accorder, envisageant assez rapidement des « exemptions fiscales » (*menso shobun* 免租処分), possibilité prévue par la « législation sur l'impôt foncier » (*chiso jōrei* 地租条例)⁶⁸.

66. Ce sujet occupe une bonne partie des quatrième à septième séances, celles du 26, 28 avril, 3 et 7 mai. Il est relativement peu traité dans la littérature secondaire, sauf par Komatsu, qui fournit quelques indications à ce propos. KOMATSU, 2001, p. 344-345,

67. Dans l'édition du 25 avril : « *kōdoku chōsa iin no kekka ni shite mangaichi uwasa no gotoku hiteishi to keshitavan ni wa higaimin ichidō shukkyō shite kesshi no daiundō o kokoroshimuru koto* » 「鉍毒調査委員の結果にして万一噂の如く非停止と決したらんには被害民一同出京して決死の大運動を試むる事」, p. 344.

68. La « Loi sur l'impôt foncier » (*chiso jōrei* 地租条例) avait succédé en 1884 à celle de 1873 (*chiso kaisei* 地租改正), parfois aussi appelée *chiso kaisei jōrei* 地租改正条例.

Megata, directeur du bureau des Impôts, rappelle que le ministère des Finances entre en matière pour des allégements fiscaux lorsque des terrains agricoles deviennent soit « terres incultivables » (*arechi* 荒地) suite à un désastre naturel, soit impropres à la culture et/ou stériles⁶⁹. Ainsi, pour qu'un propriétaire puisse bénéficier d'exemptions, il faut que son terrain soit reconnu comme tel. Est alors appliqué l'article 20 de la loi sur l'impôt foncier, lequel stipule : « À partir de l'année du sinistre et pendant dix ans, les terres incultivables bénéficient d'une exemption fiscale. À la fin de cette période, la valeur originelle de la terre sera restaurée⁷⁰. » Le débat se concentre sur la question du déclassement des terrains. Selon les explications de Megata, « on considère impropre à la culture un terrain modifié par un désastre naturel, dont la surface a par exemple diminué, ou a été recouverte par des pierres et du sable⁷¹. »

Kōmuchi résume comme suit les deux conditions *sine qua non* pour qu'un terrain soit déclassé : il faut « que les dommages soient provoqués par un désastre d'origine naturelle et que la configuration du sol ait été modifiée⁷². » Or, selon Megata, ces critères ne sont pas remplis en l'espèce⁷³. Plusieurs membres s'alignent sur cette position, puisque la loi sur l'impôt foncier ne prévoit des exemptions que pour les dégâts d'origine naturelle, ce qui n'est pas le cas de la pollution qui les préoccupe.

Lors de la séance suivante, le 28 avril, Oda propose d'étendre le champ d'application de la loi : puisqu'on accorde des exemptions fiscales lorsque des pierres se déposent dans les rizières, pourquoi ne pas faire la même chose lorsque la pollution minière empêche en l'occurrence la récolte⁷⁴ ? Dans ce passage, la posture d'Oda est ambiguë : aimerait-il que la pollution minière soit considérée

69. Dans un autre registre, le terme *arechi* désigne également les terres en friche.

70. « *Arechi wa sono higai no toshi yori jūnen inai menso nenki o sadame nenkigatsu ni itari genchika o fukusu* » 「荒地ハ其被害ノ年ヨリ十年以内免租年期ヲ定メ年期月ニ至リ原地価ニ復ス」, cité dans AKAIISHI, 2009, p. 11.

71. « *Ashio chōsa sokkiroku* », 1980, p. 718.

72. *Ibid.*, p. 733.

73. *Ibid.*, p. 720

74. *Ibid.*, p. 732.

comme une catastrophe naturelle – ce qui évacuerait en quelque sorte la question de l'origine du sinistre – ou demande-t-il à ce que les terres contaminées soient simplement déclassées et bénéficient ainsi d'une exemption fiscale ? Plus loin, celui-ci invite expressément à modifier la loi sur l'impôt foncier⁷⁵, orientant à nouveau le débat vers cette possibilité, qui avait déjà été balayée par Megata⁷⁶. Le 3 mai, la modification est remise à l'ordre du jour, cette fois par Nagaoka, dont l'argumentation est très simple : la loi sur l'impôt foncier ne pouvait pas prévoir les conséquences d'une éventuelle pollution pour avoir été promulguée *avant* l'apparition d'un phénomène de cette ampleur⁷⁷. Il propose même d'aller plus loin et d'adopter, compte tenu des circonstances exceptionnelles, un « décret impérial urgent » (*kinkyū chokurei* 緊急勅令). Le secours aux zones contaminées pourra ainsi être plus rapide, tandis que la procédure de modification de la loi sur l'impôt foncier suivra son rythme et sera présentée à la Diète lors de la session de novembre⁷⁸. Même si Oda souscrit à cette proposition, Megata continue de considérer que l'affaire en cours n'entre pas dans le champ d'application de la loi⁷⁹. Koizuka, de son côté, s'oppose aussi à une modification, tout en précisant :

Quant à savoir s'il s'agit d'une action humaine inévitable, la pollution minière se distingue de ce qui jaillit des vallées ou des montagnes à l'improviste, si l'on en croit les explications des spécialistes. La pollution qui provient des exploitations minières est d'origine humaine, et comme le confirment les progrès de l'enquête ces derniers jours, on doit pouvoir s'en prémunir.

75. *Ibid.*, p. 732-733.

76. *Ibid.*, p. 723.

77. *Ibid.*, p. 737.

78. *Ibid.*, p. 737-738. Les similitudes entre le point de vue de Nagaoka et celui défendu par Tanaka à la Diète ne manquent pas d'étonner : pour Komatsu, Tanaka se serait inspiré de Nagaoka. KOMATSU, 2001, p. 345.

79. « Ashio chōsa sokkiroku », 1980, p. 740.

鉱誌ト云フ事ハ専門家ノ此問中カラノ説ヲ聴イテ見ル
ノ二人為デ防ギ得ベカラザルモノデアルト云フ事ニ就
テハ不意ニ山カラ噴キ出ス谿カラ噴キ出スト云フコトハ
別段ニシテ、鉱業ヲ営ンデ居ルト云フ場所ノ鉱毒ト云フ
モノハ人為デ防ギ得ベキモノデアルト云フコトヲバ此問
中カラノ調査ノ進行ニ依ツテ私ハモウ認メテ居ルデゴザ
イマス⁸⁰。

Megata, revenant sur l'origine de la pollution, suggère de procéder différemment : « Je pense que si les dommages causés à la nature ont une origine, il n'y a d'autre solution que d'identifier cette origine et de porter plainte⁸¹. » S'il est possible de déterminer l'origine des dégâts causés aux terres agricoles et de les expliquer par la pollution minière, la question relève en d'autres termes du droit civil, et la voie à suivre pour régler la dispute, de l'action en justice.

On pourra certes s'étonner que la responsabilité de l'industrie minière ne soit pratiquement pas abordée. Elle fut, en réalité, précédemment évacuée. Le 14 avril, la Commission avait discuté de l'origine des dégâts et des nuisances : était-ce le site en général (vieilles galeries désaffectées comprises) et, par là même, le fait des exploitants précédents ? Ou l'exploitation une fois prise en main par Furukawa ? La mine d'Ashio était-elle exclusivement concernée, ou se trouvait-il d'autres sources éventuelles, à l'instar des rejets de l'industrie textile du district de Kiryū 桐生 ? Bien que les analyses de Nagaoka aient démontré qu'aucune autre source potentielle ne contenait de cuivre, la majorité des commissaires accepte de ne pas imputer les dégâts à la seule mine.

On constate une grande prudence, pour ne pas dire de la complaisance, à l'endroit du responsable. Dans les procès-verbaux, le nom de l'entreprise minière est soigneusement tu. Le but semble bien être de relativiser, voire de contester, la responsabilité de Furukawa dans l'affaire. Cette tendance à minimiser l'implication de la mine est perceptible dès le début, par exemple chez Gotō. Interrogé le 4 avril à son retour d'une tournée d'inspection dans les zones

80. *Ibid.*, p. 748.

81. *Ibid.*, p. 720.

contaminées, il avait estimé très prématuré d'attribuer aux seules activités minières la cause du spectacle désolant auquel il avait été confronté⁸². Quand Megata, refusant la modification de la loi sur l'impôt foncier pour soulager les propriétaires des terres contaminées (et indirectement, les dédommager), affirme qu'il leur faut trouver les responsables et porter plainte, ce n'est pas sans une certaine hypocrisie de sa part, puisque la majorité de la Commission s'est déjà prononcée en faveur d'une formulation minimisant la responsabilité de l'exploitant.

Cet aspect mériterait qu'on s'y attarde. Il ne nous est pas clairement apparu pour quelles raisons les opposants à la mine n'avaient pas fait le choix d'une poursuite judiciaire. La difficulté à faire établir de manière définitive la responsabilité directe de l'industrie Furukawa, et ce en dépit de multiples analyses scientifiques, les en a très probablement dissuadés. En outre, en admettant qu'il ait pu fournir une base juridique suffisante, le Code civil venait tout juste d'être promulgué, au début de 1896, et n'entrera en vigueur que le 16 juillet 1898.

Nagaoka réagit vivement contre ce qu'il considère être une démission vis-à-vis de la population : « Il faudrait vraiment manquer de considération pour se limiter à dire qu'il n'existe pas de législation, reléguer le problème au droit civil, les laisser se débrouiller, s'en débarrasser. » Et de demander : « Cela ne signifie-t-il pas abandonner une partie de la population⁸³ ? »

Bien que cet avis soit partagé par Kōmuchi, la proposition faite par Oda d'accorder des exemptions fiscales pour les terres contaminées ne parvient pas à réunir la majorité ; elle est finalement rejetée le 3 mai. Ce point est cependant réexaminé lors de la séance du 7 mai, où l'on adopte, à la majorité de cinq membres sur les huit présents, un « projet de résolution spéciale » (*tokubetsu shobun hōan* 特別処分法案) distinguant trois sortes de terres affectées par la pollution :

1. les terres touchées par l'effondrement des digues dû aux inondations ;
2. les terres qui ont été inondées ;
3. les terres affectées par l'eau d'irrigation.

82. Journal Mainichi (*Mainichi shinbun* 毎日新聞) du 7 avril 1897, cité par KONISHI, 1989, p. 770.

83. « Ashio chōsa sokkiroku », 1980, p. 750.

Les premières et deuxièmes sont considérées comme des « terres incultivables », et exemptées selon l'article 20 de la loi sur l'impôt foncier. Pour le troisième type, la solution devra être trouvée sur le plan civil. Les procès-verbaux précisent toutefois que les avis divergent quant à ce dernier point : certains commissaires pensent qu'il faudrait trouver une solution analogue, mais au niveau de la législation fiscale⁸⁴.

La majorité de la Commission a ainsi privilégié l'adoption d'une résolution spéciale à une modification plus profonde de la législation en vigueur, pourtant lacunaire. On peut considérer que le rapport de force entre défenseurs de la mine et partisans de strictes mesures à son encontre se solde par une victoire en demi-teinte pour ces derniers. Comparé à la question de l'éventuelle fermeture de la mine, celle des dédommagements ne semble pas susciter une guerre de positions aussi forte. S'il est vrai que la proposition d'Oda a permis de déclasser en « terres incultivables » une partie des surfaces contaminées, ce compromis ne peut vraiment être considéré comme un progrès pour les victimes. Cette solution aura en réalité des conséquences dramatiques, puisque les exemptions fiscales n'équivalent pas pour autant à des compensations financières. Au lendemain du 18 mai, dernier jour de discussion pour la Commission, le gouvernement annonce qu'il ne se joindra pas aux éventuelles négociations entre l'industrie minière et la population.

L'arrêté du 27 mai 1897

À la fin des travaux de la Commission, le gouvernement prend des dispositions : le 27 mai 1897, le ministère de l'Agriculture et du Commerce adresse une première « directive administrative » (*kunrei* 訓令) au bureau des Forêts, une seconde aux départements de Tochigi et Gunma, et un arrêté à l'exploitant de la mine, le troisième après ceux de décembre 1896 et du 13 mai 1897. Fort de trente-huit points, ce dernier document précise les travaux à entreprendre : bassins de sédimentation et de filtrage des eaux usées, équipements de contrôle des émissions de la raffinerie (sulfure), et espaces sécurisés de stockage pour les débris de minerai

84. *Ibid.*, p. 635-636.

et déblais, en prévention des éboulements comme de la contamination du réseau hydrique. Le délai imposé à Furukawa est strict : les opérations doivent débiter dans les sept jours pour être achevées sous trente à cent cinquante jours selon les ouvrages, sous peine de fermeture immédiate de l'exploitation. Cette décision est généralement considérée comme drastique, notamment en raison des dates butoir rapprochées et de la menace de fermeture pesant sur les travaux⁸⁵. À la lumière des discussions sommairement retracées plus haut, on reste toutefois perplexe : le gouvernement aurait-il voulu se montrer plus sévère que ce que préconisaient les commissaires ? On peut raisonnablement en douter, surtout devant la comparaison détaillée que Konishi établit entre la première version de l'arrêté et le texte finalement signé par le Cabinet. Les travaux complexes envisagés au début se transforment à plusieurs reprises en interventions bien plus simples ; quant au texte en lui-même, il demeure suffisamment vague pour ne pas représenter de véritable contrainte, laissant incidemment à Furukawa une marge de manœuvre appréciable. Le point 32, qui spécifie les délais, a certes été durci et accompagné d'une menace de suspension immédiate, mais l'impression de grande fermeté qui s'en dégage est somme toute trompeuse. Furukawa dépensa des montants considérables – près de la moitié de la valeur totale de sa production annuelle de cuivre – pour réaliser une partie de ces travaux, qui donneront d'ailleurs lieu à des innovations technologiques substantielles⁸⁶. Les autorités n'exerceront néanmoins aucune surveillance ni sur l'exécution des mesures, ni sur leur efficacité, ni même sur le respect des délais⁸⁷. L'ampleur du programme et des sommes investies marquèrent peut-être les esprits, mais n'aidèrent pas à combattre efficacement la pollution, qui ne disparut pas pour autant.

Parallèlement, toujours le 27 mai, le ministère des Finances adresse aux « fonctionnaires fiscaux » (*zeimu kanri* 税務官吏) des directives concernant l'exonération d'une partie des terrains contaminés. L'application de cette

85. Konishi recense les différentes interprétations de ce point proposées dans les années 1970 et 1980. KONISHI, 1989, p. 747-754,

86. Sur ces questions, voir notamment MURAKAMI, 2006, p. 210-216.

87. Sur la mise en place des travaux préventifs ainsi que sur les délais, voir KONISHI, 1990a.

mesure, toutefois, s'avère extrêmement compliquée, puisque les enquêtes sur les dégâts ne progressent que lentement. Non seulement les propriétaires et les fonctionnaires ne s'accordent pas sur la désignation des parcelles déclassées, mais la communication entre les autorités départementales et centrales est difficile, ainsi qu'entre le ministère de l'Agriculture et du Commerce et celui des Finances. Les premières exonérations, qui ne seront décidées que le 2 mai 1898⁸⁸, comportent un écueil supplémentaire : dans un système où le droit de vote est censitaire, elles équivalent à une perte de droits pour les bénéficiaires, ainsi privés de la possibilité d'élire leurs représentants, seuls à même de plaider leur cause. Les impôts locaux étant de surcroît associés à l'impôt national, les exonérations assèchent les recettes fiscales régionales (villes, villages, hameaux) et amoindrissent les ressources dont disposent les communautés pour soutenir leurs administrés dans le besoin. Par ailleurs, l'absence d'indemnités financières (une solution pourtant suggérée dans le rapport de décembre 1896, et qui continuera à faire débat⁸⁹) laisse la population dans le dénuement.

Les mesures du gouvernement n'apaisent que brièvement la colère des protestataires avant que les troubles ne reprennent. Le 26 septembre 1898, une nouvelle marche est organisée. Elle sera suivie d'une quatrième le 13 février 1900, qui donnera lieu à de violents affrontements avec la police au lieu-dit de Kawamata 川俣, et se soldera par une centaine d'arrestations et des poursuites judiciaires. Les conséquences des décisions prises par le gouvernement en 1897 alimenteront le conflit pendant encore de nombreuses années.

Conclusion

Étudier en détail la période 1896-1897 permet de mieux comprendre la position des autorités centrales confrontées à l'affaire d'Ashio. Non interventionnistes durant la première décennie du conflit, puis mises sous pression par une résistance

88. SHŌJI & SUGAI 2014 [1984], p. 76-81.

89. Des députés demandent au gouvernement d'arbitrer des négociations entre l'industrie Furukawa et la population en vue de dédommagements, mais sans succès. *Ibid.*, p. 77-78.

grandissante, elles finissent par s'impliquer graduellement. L'instauration d'une Commission d'enquête interministérielle, et surtout la prise de dispositions, sont les signes tangibles de cette évolution. En suivant au jour le jour les débats entre les commissaires, on peut apprécier les forces en présence et les rapports entre les différentes tendances, mais surtout mettre en lumière les enjeux bien plus larges qui entourent cette crise : l'opposition entre les intérêts de l'agriculture et ceux d'une industrie en pleine expansion, mais sans véritables garde-fous ; la mise en place d'un État centralisé et d'un système juridique moderne faisant ses premiers pas face à des questions de responsabilité civile ; le rôle de l'expertise scientifique dans les décisions politiques. À ce titre, les explications déployées par Gotō, convaincu que la pollution minière n'est pas un danger pour la santé, sont d'autant plus édifiantes que celui-ci assure une fonction centrale dans les politiques de santé publique et la création de l'hygiène industrielle⁹⁰. Face aux intérêts d'un secteur extractif tenu pour vital dans le développement du pays, le sort des habitants des terres contaminées passe au second plan. Gotō joue ainsi pleinement le rôle du technocrate dans ce dossier où pouvoir étatique et expertise scientifique s'imbriquent de façon complexe.

Comme on a pu le constater, l'intervention de l'État dans l'affaire d'Ashio n'a pas eu les mêmes implications pour tous les acteurs. Pour Furukawa, l'exécution des travaux exigés ne comportait finalement pas de grands désavantages. Au prix d'investissements certes massifs, il parvint à protéger son exploitation et ne fut pas obligé d'indemniser les victimes. Ce fut l'État, à travers les exemptions fiscales, qui se chargea d'une partie des dégâts causés aux terres cultivables. L'arrêté du 27 mai 1897 scella ainsi une sorte d'accord tacite entre Furukawa et des autorités acquises à la cause de l'industrialisation – qu'elles encadraient quelque peu, mais ne remettaient certainement pas en question malgré son coût humain et environnemental. Pour la population des zones contaminées, les décisions des autorités centrales eurent en revanche des suites très graves : la pollution persista, les exemptions fiscales privèrent leurs bénéficiaires de droits de vote, et appauvrirent les communautés susceptibles de les soutenir. Des conséquences qui expliquent en partie la poursuite de la lutte au-delà de 1897. L'intervention

90. Sur ces questions, se référer à THOMANN, 2015.

étatique croissante se traduit davantage par une répression du mouvement de protestation que par une régulation de l'industrie, notamment à la suite de l'incident de Kawamata, ainsi que par le recours à des moyens radicaux. Pour parer à la colère populaire, le gouvernement instaura en 1902 une nouvelle Commission d'enquête, qui suggéra dès l'année suivante un vaste plan d'aménagement territorial avec la canalisation de la rivière Watarase, du fleuve Tone, et la destruction du village de Yanaka pour faire place à un bassin de sédimentation⁹¹. Les antagonismes se durcirent davantage à cette occasion, mais le gouvernement ne craignit pas d'être plus coercitif et procéda à des expulsions forcées. Au lieu d'intervenir sur la mine, on canalisa le réseau hydrique, considéré comme la cause première des dégâts, passant ainsi à une échelle d'action supérieure, avec un véritable remodelage du territoire.

En définitive, le gouvernement finit par jouer un rôle prépondérant dans l'affaire d'Ashio, contrairement à des cas analogues de la même période où la négociation s'engagea directement entre les protestataires et l'exploitant, débouchant parfois sur des arrangements plus favorables aux premiers. Le conflit qui débuta dans les années 1890 autour des activités minières de la compagnie Sumitomo, dans le Shikoku, est généralement cité en exemple⁹² : la raffinerie installée près de Niihama, puis déplacée vers la mer Intérieure du Japon, à Shisakajima (département d'Ehime), suscita l'opposition des habitants de la région. Dès 1910, la compagnie accepta finalement d'adapter sa production et de verser des réparations. Indépendamment de leur médiatisation, d'autres conflits environnementaux survinrent dans l'archipel tout au long de la période moderne, avant que le débat ne s'impose à nouveau à partir des décennies 1950-1960⁹³. De fait, les protestations continuèrent de manière

91. Cette phase est plus étudiée que la période 1896-1897. Voir notamment MIURA, 2017, p. 184-226.

92. MORRIS-SUZUKI, 1998, p. 764-768 ; WATANABE, 2013.

93. On retient pour cette période quatre grandes maladies qui donnèrent lieu à des actions en justice : la maladie dite de Minamata (empoisonnement au mercure), qui se déclara dans la ville du même nom ainsi que dans le département de Niigata (maladie de Minamata à Niigata), celle appelée *itai itai* (« aïe aïe », infection au cadmium), et l'asthme lié à la pollution atmosphérique de la ville de Yokkaichi.

sporadique à Ashio, y compris pendant les années 1910-1920 et la Guerre de l'Asie et du Pacifique, tandis que l'opposition à la pollution se manifesta plus largement à travers le pays. Par exemple, la situation japonaise interne et externe n'empêche pas les pêcheurs de Taiji de porter plainte en 1942 contre l'usine Ajinomoto de l'entreprise Suzuki à Kawasaki⁹⁴. On peut donc considérer que les questions environnementales sont indissociables du développement industriel de l'archipel, et que leur régulation – aboutie ou manquée – contribue à définir les contours de l'État moderne. Quand Carol Gluck revient sur la question de la « modernité » et de ces différentes déclinaisons à travers le monde, l'affaire d'Ashio lui sert à illustrer les « changements cumulatifs en contexte » qui ont fait en sorte qu'un certain type de modernité politique et technologique émerge de l'expérience japonaise⁹⁵. Par l'étude de cet épisode de l'histoire de Meiji, et avec ses différentes implications, nous espérons avoir fourni une pièce supplémentaire pour analyser le rôle de l'État japonais à l'égard des questions industrielles, écologiques et sociales des dernières décennies du XIX^e siècle. Ceci, dans la double finalité d'intégrer ce cas à l'histoire mondiale de la pollution industrielle durant l'époque moderne⁹⁶, et de mettre en regard la réponse du gouvernement japonais avec celle des autres puissances industrialisées.

Bibliographie

AKAISHI Naomi 赤石直美, 2009, « Tochi daichō ni shirusareta kindai no shizen saigai e no taiō » 土地台帳に記された近代の自然災害への対応 [Les réponses aux désastres naturels de l'époque moderne telles qu'enregistrées dans les cadastres], in *Kyōto rekishi saigai kenkyū* 京都歴史災害研究 [Études

94. MORRIS-SUZUKI, 1998, p. 768-771.

95. Que ce soit au plan micro (la situation spécifique des campagnes de Tochigi, la modification du système administratif local et de perception des impôts) ou macro (l'industrialisation du pays, le rôle stratégique de la production de cuivre, l'adoption d'une constitution). GLUCK, 2011.

96. Sur le cas français, on se référera entre autres à LE ROUX, 2011.

des désastres historiques à Kyōto], n° 10, Ritsumeikan daigaku rekishi toshi bōsai kenkyūjo 立命館大学歴史都市防災研究所, Kyōto, pp. 7-12.

ANDŌ Seiichi 安藤精一, 1992, *Kinsei kōgaishi no kenkyū* 近世公害史の研究 [Étude sur l'histoire de la pollution à l'époque pré-moderne], Yoshikawa kōbunkan 吉川弘文館, Tōkyō, 402 p.

ANZAI Kunio 安在邦夫, HORIGUCHI Osamu 堀口修 & FUKUI Atsushi 福井淳 (ed.), 2009, *Ashio dōzan kōdoku jiken kankei shiryō : Kokuritsu kōbun shokan shozō eiinbon* 足尾銅山鉍毒事件関係資料 : 国立公文書館所蔵影印本 [Matériaux relatifs à l'affaire de pollution de la mine de cuivre d'Ashio : fac-similés des documents détenus par les Archives nationales du Japon], Tōkyō daigaku shuppan-kai 東京大学出版会, Tōkyō, 30 vol.

ENOMOTO Takeaki 榎本武明 & KABAYAMA Sukenori 樺山資紀, 1938, « Shūgiin giin Tanaka Shōzō-kun hoka yonjūrokumei teishutsu kōeki ni yūgai no kōgyō o teishi sezarū gi ni kan shi shitsumon ni tai suru tōbensho » 衆議院議員田中正造君外四十六名提出公益に有害の鉍業を停止せざる義に関し質問に対する答弁書 [Réponse à la question du député à la Chambre des Représentants Tanaka Shōzō et de quarante-six confrères sur la nécessité d'interrompre les activités minières portant préjudice à l'intérêt général], in NAGASHIMA Yohachi 永島与八 (ed.), *Kōdoku jiken no shinsō to Tanaka Shōzō ō* 鉍毒事件の真相と田中正造翁 [Le vieux Tanaka Shōzō et la vérité sur la pollution minière], Meiji bunken 明治文献, Tōkyō, pp. 173-178.

GLUCK Carol, 2011, "The End of Elsewhere: Writing Modernity Now" in *American Historical Review*, n° 3, vol. 116, pp. 676-687.

ITSUKA-KAI 五日会 (ed.), 1926, *Furukawa Ichibē ōden* 古河市兵衛翁伝 [Mémoires du vieux Furukawa Ichibē], Itsuka-kai 五日会, Tōkyō, 289 p.

- KANO Masanao 鹿野政直 (ed.), 1974, *Ashio kōdoku jiken kenkyū* 足尾鉍毒事件研究 [Études sur l'incident de pollution minière d'Ashio], San.ichi shobō 三一書房, Tōkyō, 502 p.
- KŌDOKUSHI HENSAN INKAI 鉍毒史編纂委員会 [Comité d'édition de l'histoire minière] (ed.), 2006-2013, *Kōdokushi* 鉍毒史 [Histoire de la pollution minière], Ōta 太田, 1475 p. & 3015 p.
- KOMATSU Hiroshi 小松裕, 2001, *Tanaka Shōzō no kindai* 田中正造の近代 [La modernité de Tanaka Shōzō], Gendai kikakushitsu 現代企画室, Tōkyō, 836 p.
- KONISHI Tokuō 小西徳應, 1989, « Ashio dōzan onzon no kōzō : daisankai kōdoku yobō kōji meirei o chūshin ni » 足尾銅山温存の構造—第3回鉍毒予防工事命令を中心に [Comment on sauvegarda la mine de cuivre d'Ashio : autour de la troisième série de travaux préventifs], in *Seikei ronsō* 政経論叢 [Collection d'essais en politique et en économie], vol. 58, n° 3 et 4, Meiji daigaku seiji keizai kenkyūjo 明治大学政治経済研究所, Tōkyō, pp. 741-798.
- KONISHI Tokuō 小西徳應, 1990a, « Ashio dōzan kōdoku jiken kenkyū : daisankai kōdoku yobō kōji no jisshi to meireisho no kaizan » 足尾銅山鉍毒事件研究—第3回鉍毒予防工事の実施と命令書の改ざん [Recherches sur l'affaire de pollution au cuivre de la mine d'Ashio : la mise en œuvre du troisième plan de travaux préventifs et la falsification de l'arrêté], in *Seikei ronsō* 政経論叢 [Collection d'essais en politique et en économie], vol. 58, Meiji daigaku seiji keizai kenkyūjo 明治大学政治経済研究所, Tōkyō, pp. 935-987.
- KONISHI Tokuō 小西徳應, 1990b, « Ashio kōdoku jiken to seifu : maboroshi no kōgyō-hō to daiichiji kōdoku chōsa iinkai o chūshin ni » 足尾鉍毒事件と政府—幻の鉍業法と第1次鉍毒調査委員会を中心に [L'affaire d'Ashio et le gouvernement : sur la chimère des lois minières et la première Commission d'enquête sur la pollution minière], in *Meiji daigaku shakai*

kagaku kenkyūjo kiyō 明治大学社会科学研究所紀要 [Annales de l'Institut des Sciences sociales de l'université Meiji], vol. 28, n° 2, Meiji daigaku seiji keizai kenkyūjo 明治大学政治経済研究所, Tōkyō, pp. 49-77.

LE ROUX Thomas, 2011, *Laboratoire des pollutions industrielles. Paris, 1770-1830*, Albin Michel, Paris, 552 p.

MIURA Ken.ichirō 三浦顕一郎, 2017, *Tanaka Shōzō to Ashio kōdoku mondai : tsuchi kara umareta riberaru demokurashī* 田中正造と足尾鉍毒問題 : 土から生まれたリベラル・デモクラシー [Tanaka Shōzō et le problème de pollution minière d'Ashio : la démocratie libérale née du sol], Yūshisha 有志舎, Tōkyō, 312 p.

MORRIS-SUZUKI Tessa, 1998, "Environmental Problems and Perceptions in Early Industrial Japan", in ELVIN Mark & Ts'UI-JUNG Liu (eds.), *Sediments of Time. Environmental Society in Chinese History*, Cambridge University Press, New York, pp. 756-780.

MURAKAMI Yasumasa 村上安正, 2006, *Ashio dōzan-shi* 足尾銅山史 [Histoire de la mine d'Ashio], Zuisōsha 随想舎, Utsunomiya 宇都宮, 654 p.

NIMURA Kazuo 二村一夫, 1988, *Ashio bōdō no shiteki bunseki : kōzan rōdōsha no shakaishi* 足尾暴動の史的分析 : 鉍山労働者の社会史 [Analyse historique de l'émeute d'Ashio. Histoire sociale des ouvriers de la mine], Tōkyō daigaku shuppankai 東京大学出版会, Tōkyō, 366 p.

NIMURA Kazuo 二村一夫, 1997, *The Ashio Riot of 1907. A Social History of Mining in Japan*, transl. BOARDMAN Terry & GORDON Andrew, Duke University Press, Durham & London, 275 p.

NOTEHELPER Fred G., 1975, "Japan's First Pollution Incident" in *Journal of Japanese Studies*, n° 2, vol. 1, pp. 351-383.

- SHIMIZU Miyuki 清水みゆき, 1995, *Kindai Nihon no han kōgai undō shiron* 近代日本の反公害運動史論 [Essai historique sur les mouvements contre la pollution dans le Japon moderne], Nihon keizai hyōronsha 日本経済評論社, Tōkyō, 215 p.
- SHŌJI Kichirō 東海林吉郎 & SUGAI Masurō 菅井益郎, 1984, *Tsūshi Ashio kōdoku jiken* 通史・足尾鉍毒事件：1877~1984 [Histoire de l'affaire de pollution minière d'Ashio, 1877-1984], Seori shobō 世織書房, Yokohama, 323 p.
- SIPPEL Patricia, 2006, "Technology and Change in Japan's Modern Copper Mining Industry", in HUNTER Janet & STORZ Cornelia (eds.), *Institutional and Technological Change in Japan's Economy. Past and Present*, Routledge, London & New York, pp. 10-26.
- SŌGYŌ HYAKUNENSHI HENSAN IINKAI 創業100年史編纂委員会 [Comité, 1976, *Sōgyō hyakunenshi* 創業100年史 [Histoire du centenaire de la fondation], Furukawa kōgyō 古河鉍業 [Industrie minière Furukawa], Tōkyō, 768 p.
- SOUYRI Pierre-François, 2016, *Moderne sans être occidentale. Aux origines du Japon d'aujourd'hui*, Gallimard, Paris, 490 p.
- TAKAGI Kiyoshi 高木潔, 1974, « Dō to Nihon shihon shugi » 銅と日本資本主義 [Le cuivre et le capitalisme japonais], in KANO Masanao 鹿野政直 (dir.), 1974, *Ashio kōdoku jiken kenkyū* 足尾鉍毒事件研究 [Études sur l'incident de pollution minière d'Ashio], San.ichi shobō 三一書房, Tōkyō, pp. 6-41.
- TANAKA Shōzō 田中正造, 1989, « Kōeki ni yūgai no kōgyō o teishi sezarū gi ni tsuki shitsumon sho » 公益ニ有害ノ鉍業ヲ停止セザル儀ニ付質問書 [Question sur la nécessité d'interrompre les activités minières portant préjudice à l'intérêt général], in *Tanaka Shōzō senshū* 田中正造選集 [Œuvres choisies de Tanaka Shōzō], Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō, pp. 53-58.

THOMANN Bernard, 2015, *La Naissance de l'État social japonais. Biopolitique, travail et citoyenneté dans le Japon impérial (1868-1945)*, Presses de Sciences Po, Paris, 450 p.

TOCHIGI-KENSHI HENSAN IINKAI 栃木県史編さん委員会 [Comité d'édition de l'histoire du département de Tochigi] (ed.), 1980, *Tochigikenshi, shiryō-ben kingendai* 栃木県史. 史料編近現代 [Histoire du département de Tochigi. Édition de sources de la période moderne et contemporaine], vol. 9, Ashio 足尾, 1123 p.

UCHIMIZU Mamoru 内水護 (ed.), 1971, *Shiryō Ashio kōdoku jiken* 資料足尾 鉍毒事件 [Documents sur l'affaire d'Ashio], Aki shobō 亜紀書房, Tōkyō, 500 p.

WATANABE Takehiro, 2013, "Talking Sulfur Dioxide. Air Pollution and the Politics of Science in Late Meiji Japan", in MILLER Ian Jared, THOMAS Julia Adeney & WALKER Brett L. (eds.), *Japan at Nature's Edge. The Environmental Context of a Global Power*, University of Hawai'i Press, Honolulu, pp. 73-89.

Yomiuri shinbun, 14 avril 1897, « Gotō eisei-kyokuchō no sankōhin wa mukō nari » 後藤衛生局長の参考品は無効なり [Les échantillons du directeur du bureau de l'Hygiène Gotō ne valent rien], édition de Tōkyō.

Résumé : l'affaire d'Ashio constitua l'une des crises écologiques et sociales majeures du Japon moderne. À partir de 1896, les problèmes environnementaux et la contestation avaient pris une ampleur telle que les autorités centrales furent obligées de s'impliquer, après une décennie de laissez-faire. Le 24 mars 1897 une Commission d'enquête sur la pollution minière d'Ashio fut instituée par le ministère de l'Agriculture et du Commerce, en charge du dossier. Si les mesures prises par le gouvernement représentèrent une étape dans l'encadrement des activités minières, elles avaient surtout pour but la protection de cette industrie.

L'analyse des procès-verbaux de cette Commission ainsi que des décisions gouvernementales nous renseigne sur la façon dont les autorités de l'époque entendent gérer une crise environnementale, de même que sur les enjeux de l'exploitation d'une ressource naturelle.

Mots-clés : Ashio, Commission d'enquête, pollution, mine de cuivre, environnement

Abstract: The Ashio copper mine case was one of the most important ecological and social crisis of modern Japan. Due to the scale of the environmental issues and of the protest movement, in 1896, the central authorities were forced to get involved, after a decade of laissez-faire. On March 24, 1897, an Ashio pollution investigation Commission was established by the Ministry of Agriculture and Commerce, in charge of this matter. If the measures taken by the Government represented a step towards the supervision of mining activities, the initial purpose was to protect this industry. The analysis of the minutes of the Commission and of the governmental decisions tells us a great deal about how the authorities back then handled an environmental crisis, as well as what was at stake in the exploitation of a natural resource.

Keywords: Ashio, investigation Commission, pollution, copper mine, environment

キーワード：足尾，調査委員会，銅山，公害，環境，鉍毒事件

VARIA



La critique de la modernisation du Japon chez Maruyama Masao : assistance au *tennō*, ultranationalisme et fascisme dans les essais des années 1946-1949

*Maruyama Masao's Modernization Process Criticism:
Imperial Aid, Fascism and Ultra-nationalism
in 1946-1949 Essays*

Brice FAUCONNIER
CEJ, Inalco

Introduction

La critique de la modernisation du Japon est une pratique répandue parmi les intellectuels japonais au xx^e siècle. Dans l'immédiat après-guerre, elle constitue généralement l'occasion de l'analyse des travers ou des défauts de la modernité japonaise. Les essais sur le fascisme et l'ultranationalisme des années 1946-1949 de Maruyama Masao s'inscrivent pleinement dans cette tendance. Ils entendent établir un bilan du processus de modernisation du Japon depuis l'ère Meiji (1868-1912) et de ses conséquences dans les années 1930 jusqu'à la guerre en Asie-Pacifique.

Les titres des trois essais que nous nous proposons de présenter ici indiquent que la question globale de la modernisation, de ses effets catastrophiques sur la société japonaise et l'Asie de l'Est, est abordée sous l'angle des mentalités.

- . « Logique et psychologie de l'ultranationalisme » (Chōkokkashugi no ronri to shinri 超国家主義の論理と心理), 1^{re} publication dans Sekai 世界 (Monde), mai 1946.
- . « Pensée et mouvements du fascisme japonais » (Nihon fashizumu no shisō to undō 日本ファシズムの思想と運動), série de cours donnés à l'université de Tōkyō, rassemblés dans Sonnō shisō to zettaishugi 尊王思想と絶対主義 (La pensée de la souveraineté du tennō et l'absolutisme), juin 1947 ;
- . « Formes de la mentalité des leaders militaires » (Gunkoku shihai-sha no seishin keitai 軍国支配者の精神形態), 1^{re} publication dans Chōryū 潮流 (Tendances du temps), mai 1949¹.

Maruyama ne conteste pas que la modernisation matérielle lancée durant l'ère Meiji fût la condition *sine qua non* pour entrer en concurrence avec les puissances occidentales, ni qu'elle permît la militarisation de la société et la guerre. Il entend démontrer qu'elle n'est pas la cause principale de l'échec du développement japonais. Celle-ci est plutôt à trouver dans une modernisation des consciences abandonnée à mi-chemin, qui a compromis la formation d'une véritable démocratie, tout particulièrement dans l'absence d'un espace public d'expression entre dirigeants et dirigés. Les pratiques sociales s'en trouvent alors déséquilibrées et laissent place à plusieurs types de manifestations non démocratiques au sein du Japon ainsi que dans les relations entretenues pas le Japon avec l'extérieur².

1. Ces trois essais figurent dans le recueil classique *Gendai seiji no shisō to kōdō*, MARUYAMA, 2005 [1965], noté plus bas *GSSK*. Ces essais se trouvent aussi dans MARUYAMA, 1997, noté plus bas *MMS*, suivi du volume en chiffres romains et de la pagination.

2. Sur la mise en place déséquilibrée, durant l'ère Meiji, de la relation entre la sphère de l'État (notamment les droits publics et de police) et celle de l'individu (droits privés et

Ces manifestations figurent dans les titres des trois essais, suivant les termes d'« ultranationalisme », de « fascisme » et de « militaire » (c'est-à-dire de militarisme), mais les développements de chacun des essais recouvrent des phénomènes plus complexes.

L'ultranationalisme désigne de manière générale un discours patriotique centré sur la prééminence du *tennō* dans la politique nationale, par opposition à la politique menée par les élites « libérales » ou les militaires hauts gradés. Chez Maruyama, il s'exprime sous deux formes : d'une part le principe d'assistance au trône (*taisei yokusan* 大政翼賛³, c'est-à-dire au *tennō* ou à sa famille) auquel doivent se plier l'ensemble des sujets du *tennō* ; d'autre part, les revendications populaires, allant jusqu'au terrorisme et aux tentatives de coups d'État, qui en

de la personne), voir « Logique et psychologie de l'ultranationalisme », *GSSK*, p. 13-16 & *MMS*, III, p. 19-22.

3. Le terme *yokusan* 翼賛, traduit généralement par « assistance (au prince/au *tennō*) », se décompose ainsi : le premier caractère signifie d'abord « aile » mais aussi « aider », « protéger », « servir » (une personne), « offrir » (un présent, un service), « recevoir » ; le second « rencontrer » (modestement), « aider », « servir » (*idem*), « féliciter ». *Yokusan*, associé au terme « sujets » (*shinmin* 臣民) dans « soutien/assistance de nos sujets » (*shinmin yokusan* 臣民翼賛), n'apparaît qu'à deux reprises dans la « déclaration du *tennō* » (*kōmon* 告文) préliminaire au texte de la Constitution du grand empire du Japon (Dai nippon teikoku kenpō 大日本帝国憲法 ou Constitution de Meiji, promulguée le 11 février 1889). Source de la Constitution de Meiji : <http://www.ndl.go.jp/constitution/etc/j02.html> (lien vérifié le 09/12/2017 à 20h30). Le syntagme *taisei yokusan* 大政翼賛 (litt. « assistance à la politique de l'État »), traduit couramment par « assistance au trône », est devenu, avec celui d'« essence nationale » (*kokutai* 国体, cf. note 11), l'enjeu de débats et de luttes concernant les fonctions politique et symbolique du *tennō* dans les années 1930. Les crises à répétition et l'incapacité des gouvernements successifs à les régler aboutirent à une tentative de création d'une structure politique unique au sein de laquelle les partis politiques se sont auto-dissous le 12 octobre 1940 : l'Association du soutien au trône (Taisei yokusan-kai 大政翼賛会), sous l'égide du noble Konoe Fumimaro. Elle fut renommée Association politique du soutien au trône (Yokusan seiji-kai 翼賛政治会) le 20 mai 1942. Le recyclage du terme confirme la place centrale de la redéfinition de la relation des sujets au *tennō* dans la politique de l'époque autant que sa fonction d'unification de la Nation.

appellent invariablement au *tennō* sans autre projet politique réel⁴. L'assistance au *tennō* constitue le ciment idéologique de la Nation, mais il peut servir, soit à justifier une position hégémonique et autoritaire dans la société (les dirigeants) ; soit d'argument pour contester cette hégémonie (une partie des dirigés les plus revendicatifs). En l'absence d'échanges démocratiques, l'espace public des interactions entre ces deux groupes se trouve, chez Maruyama, régulé par le principe d'assistance au *tennō*.

Le « fascisme à la japonaise » (*nihonteki fashizumu* 日本的ファシズム) est d'abord assimilé de manière générale à l'autoritarisme et au militarisme par Maruyama. Il désigne également l'ensemble de ces tendances contestataires hétéroclites et incohérentes qui se greffent sur l'ultranationalisme, dont les lignes oscillent entre archaïsme et modernité, par exemple : le familialisme est contredit par le travail des femmes lors de la mobilisation générale ; le repli communautaire et régional traditionnel s'oppose à la nécessité d'un État centralisé fort ; l'idée de panasiatisme fraternel est démentie par l'hégémonie militaire japonaise en Asie de l'Est, etc. Mais le fascisme, en tant que symptôme de la semi-modernisation de l'espace public, produit une classe sociale particulière qui contribue à la fois à reproduire l'autoritarisme au nom du *tennō* et le déformer en le reprenant à son propre compte. Maruyama l'appelle les « petits *tennō* » (*shō tennō* 小天皇) dont nous verrons en détail les caractéristiques⁵.

4. Les termes japonais utilisés par Maruyama pour désigner cette tendance sont : « sans logique » (*hi ronri teki* 非論理的) et « chimérique » (*kūsō teki* 空想的). Voir « Pensée et mouvements du fascisme japonais », *GSSK*, p. 49, 59, 63, 74 ou 75 & *MMS*, III, p. 281, 292, 296, 309. L'ultranationalisme et le fascisme à la japonaise ont pour points communs cette irrationalité et cette incohérence.

5. Voir « Pensée et mouvements du fascisme japonais ». Maruyama y utilise aussi le terme anglais « *small masters* » (*sumōru masutaazu* スモールマスターズ), *GSSK*, p. 70 & *MMS*, III, p. 303. Le syntagme complet est « autorité de petits *tennō* » (*shō tennō teki ken.i* 小天皇的權威), *ibid.*, *GSSK*, p. 66 & *MMS*, III, p. 299. Insistons ici sur le fait que Maruyama n'utilise pas le terme « légitimité » (*seitōsei* 正当性) pour qualifier la position de domination relative de ces « petits *tennō* », mais bien « autorité » (*ken.i* 權威). Si cet usage lexical n'est pas explicité par Maruyama, il implique néanmoins une idée de captage, voire d'usurpation de la légitimité du mandat public officiel et reconnu par

Si l'assistance au *tennō*, l'ultranationalisme et le fascisme ont des origines différentes, les deux premiers remontant à l'ère Meiji, le troisième s'imposant dans les années 1930, ils convergent tous dans une même dynamique liberticide et agressive subsumée sous le terme générique « fascisme ».

Nous nous attacherons d'abord à montrer, dans le présent travail, comment Maruyama explique cette convergence. Nous verrons dans la première partie qu'elle se comprend, dans les essais précités, selon trois niveaux d'analyse qui se répondent et s'entremêlent. D'abord un niveau historique avec la fonction du *tennō* en tant que symbole unique de cohésion de l'État. Ensuite sociologique, à travers la délimitation du rôle des véritables porteurs du fascisme que sont les « petits *tennō* ». Enfin psychanalytique, à partir de la détermination des causes profondes de la violence et de l'agression. Le point commun de cette triple approche est le déséquilibre des échanges entre dirigeants et dirigés évoqué juste avant. Ce déséquilibre est à la fois le produit de la semi-modernisation du Japon et la cause des débordements des années 1930.

Sur ce dernier point, Maruyama note que l'absence de véritable espace public d'expression, les contestations des dominés s'y manifestent non pas selon des débats ou des polémiques, mais sous la forme d'explosions de violences dont l'enjeu patriotique est invariablement la fonction du *tennō* dans la Nation et son instrumentalisation par les élites. Les déstabilisations et le terrorisme des ultranationalistes opèrent, dans ce cas, une pression sur les supérieurs hiérarchiques. La réponse des dirigeants japonais (politiques et hauts gradés de l'armée) n'est pourtant pas seulement autoritaire et répressive. Ils récupèrent, au nom de la légitimité du *tennō*, une partie des revendications nationalistes extrêmes venues des groupes ultras et les intègrent dans les politiques nationale et internationale sous diverses formes : exaltation de la Nation à travers le *tennō*, diplomatie agressive, invasion de pays étrangers. D'où le transfert de l'agressivité de l'intérieur vers l'extérieur. D'où aussi ce que Maruyama appelle, dans le troisième essai, le système d'« aresponsabilité » (*mu sekinin* 無責任) des *leaders* japonais, à savoir

la population dans un cadre d'élections démocratiques. Du moins, il dénonce la présence d'une incapacité à la pratiquer dûment dans l'espace public.

leur incapacité à assumer des décisions en accord avec la population et leur déni de responsabilité de la guerre après la défaite⁶.

C'est l'ensemble de cette dynamique, qualifiée par Maruyama de « pathologique » pour les débordements du peuple et d'« irresponsable » concernant les élites, que nous détaillerons dans la première partie.

La deuxième partie sera consacrée aux raisons de l'influence qu'eurent ces essais pour le moins complexes et techniques. On verra que la pérennité de la critique du fascisme (donc celle de la modernisation du Japon) doit plus à la simplicité de son découpage chronologique qu'à la sophistication de l'analyse de la dynamique exposée brièvement plus haut. L'originalité du traitement de questions autant historiques que politiques ou sociales tient aussi et surtout dans la capacité de Maruyama à réutiliser des lieux communs et des catégories pour en faire une théorie globale (ou holistique), en lien avec sa critique de la modernisation. Cette approche inclut enfin des éléments de l'actualité (le Procès de Tōkyō) pour les intégrer dans l'exposé de la logique de militaires, ce qui fait office de confirmation des analyses antérieures.

Nous finirons par un bref aperçu des difficultés et des problèmes non résolus par les trois essais. Le fait que les critiques adressées soient nombreuses indique d'abord que Maruyama reste incontournable. Les deux intellectuels que nous retenons le montrent.

Le premier point touche au statut de l'intellectuel par rapport aux « masses », décrites comme anonymes, violentes et irresponsables par Maruyama. Le long essai de Yoshimoto Takaaki 吉本隆明 (1924-2012) consacré à la représentation du peuple chez Maruyama nous montrera que ce point de vue est bien entendu difficile à maintenir sans faire de l'intellectuel la mesure de tout. Il nous fournira aussi des pistes pour le relativiser et en comprendre les origines.

Le second point concerne les difficultés posées par l'adaptabilité du terme « fascisme » au cas japonais à partir de deux exemples analysés par l'historien Tsutsui Kiyotada 筒井清忠 (1948) :

6. Ce point est détaillé dans l'ensemble de l'essai « Formes de la mentalité des *leaders* militaires ». Voir, en particulier, *GSSK*, p. 88-130 & *MMS*, IV, p. 97-142.

1. le « nanisme » (*waisbōsei* 矮小性) du fascisme des militaires japonais avancé par Maruyama à l'occasion de la comparaison entre les procès de Nuremberg et de Tōkyō⁷ ;
2. l'absence supposée d'objectif politique précis chez les ultranationalistes et les « fascistes » japonais.

Nous constaterons que, confrontées à la série de contre-exemples proposés par Tsutsui, les catégories utilisées par Maruyama laissent nombre de questions en suspens, auxquelles seules des recherches historiques (ou empiriques, suivant la terminologie anglo-saxonne) peuvent répondre⁸.

Les raisons et les manifestations d'une modernisation manquée

L'enjeu principal des essais de 1946 à 1949 n'est donc pas la définition de l'ultranationalisme et du fascisme, mais plutôt de détailler les mécanismes profonds de trois phénomènes : les rapports dirigeants/dirigés, la diffusion de l'autoritarisme dans la société et l'agression. Dans ce cadre, chaque niveau présenté plus haut se trouve en interrelation pour former une construction théorique à la cohérence interne remarquable.

Le déséquilibre des relations dirigeants/dirigés met en lumière l'incurie des premiers (leur tendance à éviter toute responsabilité). L'autoritarisme n'est toutefois pas une simple oppression hiérarchique qui repose sur le principe d'assistance au *tennō* pour tous les sujets impériaux. Il est diffusé et déformé par ce que Maruyama appelle les « petits *tennō* » mentionnés en introduction. Il s'agit d'une partie des classes moyennes et des véritables porteurs du fascisme. Ils constituent, par leur autorité relative de dominés exerçant une autorité, les vecteurs de contestations et de violences qui remontent les chaînes hiérarchiques.

7. *Ibid.*

8. Maruyama utilise une analogie géométrique afin de montrer le mécanisme du principe d'assistance au *tennō* en tant que centre de toute valeur et de toute vertu. Faute de place, nous renvoyons à « Logique et psychologie de l'ultranationalisme », *GSSK*, p. 27-28 (éd. revue et augmentée) & *MMS*, III, p. 35-36.

Ces pressions sont l'origine des explosions de violence dirigées vers les dirigeants évoquées plus haut, qui les canalisent et les reprennent à leur compte au nom du principe patriotique que représente l'assistance au *tennō*. Cette chaîne logique explique la violence refoulée entre Japonais et sa libération brutale au sein de la société japonaise ainsi que vers l'extérieur. Le principe d'assistance au *tennō* fonctionne donc autant pour générer et justifier le sentiment patriotique que pour légitimer l'expansionnisme⁹. Ce point est en fin de compte confirmé par l'analyse psychanalytique des racines de la violence de Maruyama¹⁰.

Nous allons voir plus précisément les trois éléments centraux de l'argumentation de Maruyama qui sous-tendent son interprétation de la modernisation manquée au Japon : l'assistance au *tennō*, les « petits *tennō* » et le mécanisme de la violence qui conditionne les relations dirigeants/dirigés.

***Le principe d'assistance au tennō :
cohésion de l'État et logique de l'ultranationalisme à travers l'histoire***

Maruyama souligne d'abord que les préalables indispensables à la définition de l'État de Droit – les droits naturels et le contrat d'association entre hommes –, ne furent pas discutés comme tels lors de la période dite de la Restauration de Meiji (de 1868 à 1889, année de la promulgation de la Constitution du grand empire du Japon). Ils furent remplacés par la définition de l'essence nationale (*kokutai* 国体) et, nous l'avons vu, des fonctions du *tennō*¹¹. De ce fait, il n'y a pas d'espace public équilibré où des échanges de type démocratique peuvent se tenir.

9. *Ibid.*, *GSSK*, p. 28 & *MMS*, III, p. 36.

10. Cet aspect est développé dans « Logique et psychologie de l'ultranationalisme » et « Formes de la mentalité des leaders militaires ».

11. Le terme « essence nationale » (*kokutai* 国体), n'apparaît pas dans la Constitution de Meiji, mais est présent dans le Rescrit impérial sur l'éducation (*Kyōiku ni kansuru chokugo* 教育ニ関スル勅語, promulgué le 30 octobre 1890). Il fut l'objet de nombreuses publications dès les années 1870, dont la plus citée est sans doute *Kokutai shinron* 国体新論 (Nouvelle interprétation de l'essence nationale), publiée en 1875 par Katō Hiroyuki 加藤弘之 (1836-1916). Incorporée dans les théories du Droit de l'État vers la fin des années 1910, la définition de cette « essence nationale » constitua le

En lieu et place on assiste à une prééminence de l'État formulée de la manière suivante :

Le résultat du monopole, par la souveraineté de l'État, de l'autorité spirituelle et du pouvoir politique réunis, c'est que l'action de l'État porte le critère du contenu de la légitimité de son action en lui-même « en tant qu'essence nationale ». L'action intérieure et extérieure de l'État ne se plie, par conséquent, à aucun critère moral le *dépassant*.

国家主権が精神的權威と政治的權力を一元的に占有する結果は、国家活動はその内容的正当性の規準を自らのうちに〈国体として〉持っており、従って国家の対内及び対外活動はなんら国家を超えた一つの道義的規準には服しないということになる¹²。

cœur des revendications ultranationalistes et des élites militaristes dans les années 1930. Elle fut l'occasion, à partir de février 1935, de la remise en cause de son interprétation « libérale » et d'attaques violentes contre le constitutionnaliste Minobe Tatsukichi 美濃部達吉 (1873-1948), professeur de l'université de Tōkyō et membre de la chambre des Pairs. Cette affaire entraîna sa radiation de la chambre, la censure de ses ouvrages, sa démission du poste universitaire ainsi que de deux « déclarations [du gouvernement] pour la clarification de l'essence nationale » (*kokutai meichō seimei* 国体明徴声明) en août et octobre 1935. Ces questions prirent une autre ampleur lors de la tentative de coup d'État du 26 février 1936 par une frange ultranationaliste de l'armée, qui fit appel à un retour et à une implication directe du *tennō* sur la scène politique (contre les politiques « libéraux » et l'état-major). Suite à son silence, l'armée rebelle, qui avait investi la Diète, se rendit. Des purges furent menées dans l'armée de Terre et le ministère de l'Éducation émit, en mars 1937, une publication de 150 pages intitulée *Kokutai no hongi* 国体の本義 (Les points cardinaux de l'essence nationale), dont l'objectif était de répondre à l'ensemble des objections et des contestations concernant la définition de l'essence nationale, son rôle historique et ses relations avec le statut du *tennō*.

12. « Logique et psychologie de l'ultranationalisme », *GSSK*, p. 17 & *MMS*, III, p. 23-24. Souligné par l'auteur.

L'ensemble des organes et des positions sociales des sujets impériaux tourne invariablement autour de cette essence nationale, la Constitution de Meiji (1889), le code de la maison impériale, les rescrits, dont le centre de toute légitimité a été accordé à la fonction du *tennō*. Les compétitions parmi les élites pour un accès direct à sa personne physique ainsi que pour la réforme de son rôle au sein de l'État prennent, lors des crises des années 1930 qui nous intéressent, non pas la forme d'une remise en cause de sa fonction, mais celle d'une « assistance au *tennō* » de tous ses sujets sans distinction de classe (hormis les nobles). Par conséquent, d'après Maruyama, c'est précisément suivant la proximité vis-à-vis du *tennō* que se constitue la norme de la hiérarchie sociale et non à partir d'un quelconque principe de légitimité du Droit¹³. Les mouvements ultranationalistes et fascistes violents des années 1930 n'échappent pas à cette logique. Ils remettaient juste en question, violemment et de manière désordonnée, aux yeux de Maruyama, l'instrumentalisation du *tennō* par les membres des cabinets successifs et les hauts gradés de l'armée.

Par contraste, l'assistance au *tennō* fonctionne chez ces élites comme une immense structure d'« aresponsabilité » et non d'irresponsabilité, car ce dernier terme impliquerait une inviolabilité légale ou une déficience mentale que Maruyama n'accorde pas aux dirigeants. Auditionnés lors du procès de Tōkyō (1946-1948), leurs déclarations reviennent encore et toujours à l'assistance au *tennō* et à la défense de l'essence nationale, reprenant ainsi le discours officiel de la mobilisation générale et la légitimation de l'action militaire japonaise en Asie-Pacifique. Qualifiée, nous l'avons vu, de « nanisme » par Maruyama, cette expression particulière du fascisme japonais révèle précisément un autoritarisme liberticide caractéristique des pratiques politiques semi-modernisées¹⁴. L'image du *mikoshi* 興, autel portatif sorti des sanctuaires en période sacrée, symbolise ce

13. *Ibid.*, *GSSK*, p. 13 & *MMS*, III, p 19-20.

14. Cette caractéristique est détaillée dans deux chapitres aux titres explicites de l'essai « Formes de la mentalité des *leaders* militaires » : « Nihon fashizumu no waishō-sei » 日本ファシズムの矮小性 (Le nanisme du fascisme japonais), n° 1 et 2, *GSSK*, respectivement p. 106-116, 116-128 & *MMS*, IV, p. 116127, 127140. Elle apparaît aussi dans « Logique et psychologie de l'ultranationalisme », *GSSK*, p. 19 & *MMS*, III, p. 26-27.

mode de pensée¹⁵. Porté successivement par plusieurs personnes sans responsable prédéfini, il est ainsi censé montrer l'ambiguïté, voire une conscience incomplète de la responsabilité politique dans le Japon moderne. En ce sens, précise Maruyama, on ne peut assimiler le fascisme des dirigeants japonais au monisme du sujet politique du parti nazi ou à l'idée occidentale de dictature, puisqu'ils présupposent la prise de conscience de cette responsabilité par un sujet attiré¹⁶.

Issue des demi-mesures de la modernisation, l'assistance au *tennō* fonctionne donc autant comme un principe continu de l'État que comme une logique globale du patriotisme propre au Japon. Elle se manifeste plus particulièrement à travers l'attitude et le discours des dirigeants les plus proches de la personne du *tennō* car ce dernier est, selon les termes de Maruyama, « créateur de valeur » (*kachi no sōzō-sha* 価値の創造者)¹⁷. Dans ce cadre, le principe d'assistance au *tennō* s'articule en deux volets indissociables dans la hiérarchie sociale ainsi comprise par Maruyama. D'un côté, il permet aux élites de faire valoir, en tant que sujets impériaux, leur proximité vis-à-vis du *tennō* afin de légitimer leur propre autorité par rapport aux autres sujets en position inférieure¹⁸ ; de l'autre, il donne à une certaine partie de la population, appelée « petits *tennō* » et dominée par ces élites, la possibilité d'exercer, au nom de cette assistance au trône, une forme d'autorité sur leur entourage et les classes qui leur sont subordonnées. C'est ce mécanisme des interactions dirigeants/dirigés, en l'absence d'un espace public démocratisé digne de ce nom, que nous nous proposons d'exposer ici.

15. Cf. « Formes de la mentalité des *leaders* militaires », *GSSK*, p. 129 & *MMS*, IV, p. 140-141.

16. Ces remarques sur l'« irresponsabilité » proviennent d'un autre texte postérieur aux premiers essais sur le fascisme et l'ultranationalisme : « Nihon shihaisō no sensō sekinin » 日本支配層の戦争責任 (Responsabilité de la guerre dans les classes dominantes japonaises), publié en 1956 et repris dans *MMS*, vol. annexe, p. 3-17 (1997). Certains points, notamment le rôle de la bourgeoisie et des classes moyennes, y sont considérablement résumés ou laissés de côté.

17. « Logique et psychologie de l'ultranationalisme », *GSSK*, p. 27 & *MMS*, III, p. 34.

18. *Ibid.*, *GSSK*, p. 27-28 (éd. revue et augmentée) & *MMS*, III, p. 35-36.

Les « petits tennō », vecteurs de l'autoritarisme et du fascisme dans un tissu social semi-modernisé

Maruyama ne nie pas que certains groupes bien définis participent de la fascisation et de la militarisation du Japon. Parmi les nombreux acteurs identifiables durant les années 1930, et hormis l'armée, il cite d'abord les ultranationalistes terroristes civils, alliés à de nombreux militaires de grades intermédiaires déjà évoqués. Ensuite, l'influence du clientélisme des partis politiques « libéraux » dans cette fascisation, car il dessert la représentation démocratique et empêche par là même la création d'un espace public de discussion. Enfin, les organes d'État, principalement la bureaucratie et le grand capital, parce qu'ils jouent un rôle essentiel dans la mobilisation, la guerre et la restriction de l'expression publique¹⁹.

Maruyama détaille néanmoins deux types de population présents dans les « classes moyennes²⁰ », répartis par activités professionnelles et, dans une moindre mesure, par occupation géographique, afin de déterminer les véritables porteurs du fascisme.

Le premier type regroupe des classes sociales comme : les propriétaires de petites usines, les contremaîtres d'usine de quartiers ; les artisans et entrepreneurs de construction ; les petits commerçants ; les maîtres charpentiers ; les petits propriétaires terriens ou fermiers indépendants ; les instituteurs, en particulier les enseignants du primaire et des collèges professionnels ; puis les petits fonctionnaires ; les moines bouddhistes et les prêtres *shintō*.

第一には、たとえば、小工場主、町工場の親分、土建請負業者、小売商店、大工棟梁、小地主、自作農上層、

19. Sur le rôle des partis politiques, voir « Pensée et mouvements du fascisme japonais », *GSSK*, p. 71 & *MMS*, III, p. 305. Sur le grand capital, *ibid.*, *GSSK*, p. 30, 76 & *MMS*, III, p. 260, 310. *Ibid.*, *GSSK*, p. 33-35 & *MMS*, III, p. 263-267. Pour les considérations sur le rôle de la bureaucratie, *ibid.*, *GSSK*, p. 31-40 & *MMS*, III, p. 262-271.

20. « Pensée et mouvements du fascisme japonais », *GSSK*, p. 63-67 & *MMS*, III, p. 296-301. Maruyama utilise les termes *chūkansō* 中間層 et *chūkan kaikyū* 中間階級.

学校教員、特に小学校・青年学校教員、その他一般の下級官吏、僧侶、神官というような社会層²¹。

Parmi le second type, on trouve les employés de bureau en milieu urbain ; ceux qu'on nomme des personnes cultivées ou des journalistes ; les intellectuels indépendants (professeurs ou avocats) ou les étudiants, bien que ces derniers offrent un cas particulièrement complexe et peuvent appartenir aux deux types. Je vous inclus provisoirement dans le second.

第二の種類としては都市におけるサラリーマン階級、いわゆる文化人乃至ジャーナリスト、その他自由知識人業者（教授とか弁護士とか）及び学生層——学生非常に複雑でありまして第一と第二と両方に分かれますが、まず皆さん方は第二類型に入れるでしょう²²。

C'est cependant une partie de la population politiquement moins influente, toujours intégrée dans la classe moyenne, qui constitue la cheville ouvrière du fascisme. Malgré sa longueur, la citation suivante montre bien les distinctions opérées par Maruyama afin d'isoler sa fonction toute particulière :

Par contraste [avec le second type, le premier] forme réellement la classe moyenne de la population et [il] est de loin plus pratique et actif que le premier. En outre, ses membres occupent une position de direction au sein de petits groupes régionaux et dans leur lieu de travail : magasin, mairie, groupes de travaux agricoles²³ ou écoles. Ce sont ces personnes (employés de boutique, commis, travailleurs,

21. *Ibid.*, GSSK, p. 63 & MMS, III, p. 296-297.

22. *Ibid.*, GSSK, p. 63-64 & MMS, III, p. 297. À noter que la version anglaise, revue par l'auteur, ne comporte pas la dernière précision concernant les étudiants, voir *Thought and Behaviour in Modern Japan*, p. 57-58.

23. Ces groupes de travaux agricoles sont appelés *nōgyō-kai* 農業会. Ils furent créés comme structure légale de remplacement et d'encadrement des syndicats et des associations agricoles en 1943, donc tardifs dans l'encadrement de la population.

artisans, terrassiers, employeurs, métayers, etc.) qui, sur la base de la composition patriarcale de la société japonaise, contrôlent effectivement les idées et la personnalité de leur « peuple », grâce à cette autorité de père face au petit fonctionnaire moyen. Du point de vue des appareils politiques et sociaux japonais dans leur ensemble, ils appartiennent clairement aux dominés et ne diffèrent guère de leurs « subordonnés » au regard du niveau peu élevé de leurs revenus et de leur mode vie. Pourtant, dans leur « petit univers », ils constituent sans aucun doute un type de dominant doté d'une autorité de petit *tennō*.

[第一のタイプ] に対して、[そのタイプ] は実質的に国民の中間層を形成し、はるかに実践的行動的であります。しかも彼らはそれぞれ自身の属する仕事場、或は商店、或は役場、農業会、学校等、地方的な小集団において指導的地位を占めている。日本の社会の家父長的な構成によって、こういう人達こそは、そのグループのメンバー——店員、番頭、労働者、職人、土方、傭人、小作人等一般の下僚に対して家長的な権威をもって臨み、彼ら本来の「大衆」の思想と人格とを統制している。こういう人達は全体の日本の政治＝社会機構からいえば明らかに被支配層に属している、生活程度もそんなに高くなく生活様式においては自分の「配下」と殆ど変わらない。にもかかわらず彼らの「小宇宙」においてはまぎれもなく、小天皇の権威をもった一固の支配者である²⁴。

Par contraste avec l'autorité de ces « dominés-dominants » du second type, si l'on peut dire, la partie la plus éduquée et minoritaire de la classe moyenne est appelée « intelligentsia proprement dite » (*honrai no interigencha* 本来のインテリゲンチヤ). Face à la montée du fascisme, elle adopta dans les années 1930

24. « Pensée et mouvements du fascisme japonais », *GSSK*, p. 65-66 & *MMS*, III, p. 298-299.

une attitude de « résistance passive » (*shōkyoku teki teikō* 消極的抵抗), selon les termes de Maruyama²⁵. À l’opposé, le caractère dynamique (c’est-à-dire revendicatif) des « petits *tennō* » et leur répartition dans la société japonaise en font la « base sociale » (*shakai teki jiban* 社会的地盤) du fascisme²⁶. Comment Maruyama explique-t-il à ce stade leurs interrelations apparemment simplifiées par sa schématisation ? Ces « petits *tennō* » remplissent en fait deux fonctions inséparables dans la mécanique du fascisme.

1. Dans un système fondé sur le principe d’assistance au *tennō*, la position de chaque individu se mesure à la valeur ultime que représente le symbole du *tennō*. Les rapports sociaux sont de type autoritaire. Les seuls à maintenir une forme d’indépendance, ce sont les intellectuels rétifs à l’égard du nationalisme, quelles que soient ses formes. Les « petits *tennō* » s’intègrent en revanche activement dans les rapports sociaux en tant que maillons hiérarchiques, en transmettant les consignes venues des supérieurs vers les inférieurs, en particulier si elles peuvent être énoncées comme « service/assistance au trône ».
2. Mais leur action ne se limite pas à une simple reproduction de l’autoritarisme ou des ordres de l’administration. Elle déforme aussi les consignes reçues et les diffuse grâce à leur position d’autorité relative, y compris à l’encontre des fonctionnaires chargés de transmettre lesdites consignes telles quelles. Ils constituent ainsi une sorte de parasitage des effets du centralisme étatique tout en se référant au *tennō* comme autorité de leurs contestations.

L’effet de cette répartition sociale de l’autorité est double pour Maruyama. Elle assure d’une part la cohésion patriotique de la population et sa participation active à la politique officielle toujours au nom du *tennō*. Mais de l’autre, elle court-

25. *Ibid.*, *GSSK*, p. 64 & *MMS*, III, p. 297. Maruyama se range explicitement dans le second groupe. À signaler que cette prise de position n’est plus présente dans la version anglaise.

26. Cf. citation note 24.

circuite la chaîne d'autorité en devenant le vecteur de contestations, notamment en temps de crise, lorsque les pressions provenant de la hiérarchie s'accroissent.

La violence a pour agents actifs ces classes moyennes subalternes sans réelle possibilité d'intervenir dans un espace public d'expression réduit ou quasi inexistant selon les périodes. Les raisons de leur implication dans le fascisme et le militarisme sont cependant plus profondes et leur échappent, car elles touchent aux racines psychanalytiques inséparables de l'état de semi-modernisation du Japon chez Maruyama.

Les racines de la violence et la nature de l'oppression

Résultats des déséquilibres issus du processus de modernisation, les modes de pensée des élites japonaises sont qualifiés à la fois d'aresponsables (en tant que simples sujets du *tennō*) et d'autoritaires (car usant de leur proximité vis-à-vis du *tennō* pour imposer leur politique). En face, les « petits *tennō* » ne sont pas entièrement passifs mais, sans *leader* unique comme chez les nazis. De quelle manière remplissent-ils la double fonction vue plus haut ? Mais comment gardent-ils une certaine marge de manœuvre par rapport aux supérieurs ? Maruyama répond à ces questions en deux étapes. En premier lieu la cohésion sociale est assurée par un mécanisme psychanalytique autoritaire dans la chaîne hiérarchique de la société :

À partir de l'absence de conscience de la liberté du sujet, sans dépendre pour limitation de ses propres actes de son âme et conscience, et si l'on se trouve conditionné par l'existence de son supérieur hiérarchique direct [...], en lieu et place de la notion de despotisme, se produit un phénomène qu'il est possible de nommer *conservation de l'équilibre psychique par transfert du refoulement*. Il s'agit d'un système qui préserve l'intégralité de son équilibre en transférant à tour de rôle le déploiement arbitraire, vers le bas, du sentiment d'oppression venu d'en haut.

さて又、こうした自由なる主体的意識が存せず各人が行動の制約を自らの良心のうちに持たずして、より上級

の者 [...] の存在によって規定されていることからして、独裁権念にかわって抑圧の移譲による精神的均衡の保持とでもいふべき現象が発生する。上からの圧迫感を下への恣意の發揮によって順次に移譲して行く事によって全体のバランスを維持されている体系である。²⁷

Les « petits *tennō* » n'abusent donc pas sans raison de leur autorité. Ils font partie d'une chaîne d'oppression du haut vers le bas qui leur échappe et qui parcourt la société japonaise, chaîne sans laquelle l'organisation sociale ne pourrait se maintenir.

En second lieu, la capacité des « petits *tennō* » à réagir contre ce mécanisme éclaire sous un autre angle l'arresponsabilité et le nanisme des élites, à savoir leur inaptitude à organiser des échanges équilibrés entre dirigeants et dirigés.

Le « renversement de l'ordre subalterne/supérieur » est l'envers de la médaille du transfert du refoulement, son *phénomène pathologique*. Ce que j'appelle renversement de l'ordre subalterne/supérieur, c'est, en fin de compte, *l'explosion irrationnelle d'une force irresponsable et anonyme*, qui ne survient que dans une société où les forces provenant d'en bas ne sont pas organisées publiquement. [... D]ans une société exclusivement gouvernée par une autorité venant du haut, le nanisme de dirigeants qui, par peur, sont attentifs aux tendances des subalternes ou des couches dominées, a pour conséquence une dépendance *par essence* envers les intentions des hors-la-loi ou des hommes de la rue irresponsables parmi ces classes inférieures. Dans un monde où le principe de transfert du refoulement existe, l'insatisfaction de la population qui se trouve au plus bas de la hiérarchie n'ayant plus d'espace où la transférer, se tourne inévitablement vers *l'extérieur*. Voilà pourquoi la population d'un pays non démocratique devient facilement captive du chauvinisme fanatique.

27. « Logique et psychologie de l'ultranationalisme », *GSSK*, p. 25 & *MMS*, III, p. 32-33. Toutes les occurrences sont soulignées par l'auteur.

「下剋上」は抑圧移譲の盾の半面であり、抑圧移譲の病理現象である。下剋上とは畢竟匿名の無責任な力の非合理的爆発であり、それは下からの力が公然と組織化されない社会においてのみ起こる。[...] もっぱら上からの権威によって統治されている社会は統治者が矮小化した場合には、むしろ競々として部下の、あるいはその他被治層の動向に神経をつかい、下位者のうちの無法者あるいは無責任な街頭人の意向に実質的にひきずられる結果となるのである。抑圧移譲原理の行われている世界ではヒエラルヒーの最下位に位置する民衆の不満はもはや委譲すべき場所がないから必然に外に向かれる。非民主主義国の民衆が狂熱的な排外主義のとりこになり易いゆえんである²⁸。

Le mécanisme du refoulement et son explosion violente sont autant la source de l'évolution du fascisme japonais que de la violence entre Japonais, avant tout par manque d'espace public d'expression. L'agression vers l'étranger obéit au même fonctionnement²⁹. L'assistance au *tennō* ne constitue pas pour autant un simple prétexte pour les dirigeants dans la théorie de Maruyama. Elle demeure l'ancrage patriotique de la Nation par excellence. Mais surtout, elle canalise l'agressivité des masses, récupérée par les dirigeants, phénomène des années 1930 appelé par Maruyama passage du « fascisme par le bas » (contestataire) au « fascisme par le haut » (institutionnalisé)³⁰.

28. « Formes de la mentalité des *leaders* militaires », *GSSK*, p. 113-114 & *MMS*, IV, p. 124-125. Toutes les occurrences sont soulignées par l'auteur.

29. « Logique et psychologie de l'ultranationalisme », *GSSK*, p. 20 & *MMS*, III, p. 27. Voir aussi les témoignages sur le massacre de Nankin et les prérogatives limitées des fonctionnaires comme contournement de la responsabilité dans « Formes de la mentalité des *leaders* militaires », *GSSK*, p. 118-120 & *MMS*, IV, p. 129-132.

30. « Pensée et mouvements du fascisme japonais », *GSSK*, p. 31-40 & *MMS*, III, p. 262-271.

Si la logique de l'autoritarisme et de l'agression a pour origine un problème politique et social non résolu, c'est-à-dire avant tout l'échec de la création d'une relation équilibrée entre dirigeants et dirigés (ou un espace public d'échange démocratique), elle révèle ce qu'on pourrait appeler le bricolage institutionnel mis en place dans l'urgence durant les années 1880-1890. Bien que ce point ne soit pas explicité par Maruyama en tant que cause directe du fascisme, on peut dire que la place très réduite réservée à la majorité de la population dans le système constitutionnel et légal de l'ère Meiji est le facteur principal des débordements et des violences des années 1930. Les manifestations des colères populaires n'auraient en effet pas pris la forme particulière au Japon sans la fonction symbolique et politique du *tennō*, telle qu'elle a été définie par la constitution de l'Empire en 1889.

Les tensions économiques et politiques induites par l'environnement international, dont la Première Guerre mondiale accentua les effets, ont exacerbé les revendications populaires et les intérêts autour de la fonction d'unification de la nation du *tennō*. Les crises des années 1930 eurent pour effet de révéler plus encore les fragilités de ce bricolage. La « solution » des dirigeants revenait alors à une sorte de fuite en avant : la militarisation et la mobilisation de la société vers l'invasion en Asie de l'Est et la Guerre Asie-Pacifique³¹.

Les causes de ce processus de modernisation inachevée sont effectivement appréhendées globalement par Maruyama dans les essais de 1946 à 1949 : en tant qu'histoire politique, fonctionnement social et mode de pensée collectif. Cette approche holistique ne manqua pas d'impressionner à l'époque³². Ce n'est pourtant pas l'argument psychanalytique lui-même qui exerça le plus d'influence

31. « Formes de la mentalité des *leaders* militaires », *GSSK*, p. 111 & *MMS*, IV, p. 121. Maruyama insiste sur le fait que les complots et les tentatives de déstabilisation furent acceptés ou confirmés après coup (le terme est *tsui.nin suru* 追認する) comme des « faits accomplis » (*kisei jijitsu* 既成事実), notamment par la hiérarchie militaire, afin d'influer par la suite sur la politique nationale.

32. C'est le cas, par exemple, de Tsurumi Shunsuke et de Kuno Osamu. Voir KUNO & TSURUMI, 2003 [1956]. Les deux auteurs soulignent, en citant les travaux de Maruyama, le fait que le fascisme n'est pas uniquement un phénomène sous-tendu par des conditions matérielles, mais qu'il couvre aussi les questions de mode de pensée.

dans la littérature critique sur la modernisation du Japon. On peut le comprendre pour deux raisons principales. Premièrement, les conclusions de Maruyama concernant les motifs des manifestations populaires, souvent considérées comme base potentielle de la démocratie en science politique, sont pour le moins négatives. Deuxièmement, le mécanisme psychanalytique de l'agression semble figer la nature même des échanges entre dirigeants et dirigés dans un cercle vicieux dont rien ne puisse les sortir, le Procès de Tōkyō servant de confirmation de ce mécanisme.

C'est plutôt la description de l'évolution du « fascisme » chez Maruyama, et tout particulièrement sa périodisation, qui séduisirent les commentateurs.

L'influence des thèses de Maruyama

Les mécanismes de la semi-modernisation du Japon exposés jusqu'ici représentent indéniablement le cœur des thèses de Maruyama. Pourtant, si l'influence d'un auteur se mesure aux éléments repris et commentés, ce ne sont pas les passages les plus utiles à la compréhension de son argumentation qui sont retenus, mais bien la périodisation du fascisme, sans doute parce qu'elle imprime une dynamique à la logique profonde du comportement des Japonais difficile à cerner de prime abord.

Nous nous limiterons à voir, dans cette section, comment la dimension historique s'articule avec les concepts vus jusqu'ici (assistance au *tennō*, refoulement, irresponsabilité, subversion de l'ordre dirigeants/subalternes), et de quelle façon le découpage chronologique s'intègre dans les trois essais. L'importance de la périodisation dans la critique du fascisme nous permettra dans un deuxième temps d'isoler quelques éléments propres, selon nous, à expliquer le succès et l'influence de ces trois essais.

Une périodisation du fascisme au Japon

Si, entre 1946 et 1949, l'originalité de Maruyama tient indéniablement dans son analyse des mécanismes psychanalytiques de l'agression, la périodisation des stades de développement du « fascisme à la japonaise » contribue pour une part essentielle à la cohérence de sa pensée, selon plusieurs niveaux qui, comme à son habitude, se répondent et s'entremêlent.

La périodisation du fascisme fournit d'abord une série d'événements qui illustrent ses propos et surtout donnent sens à l'évolution même d'un « fascisme » issu de la convergence d'éléments hétéroclites. Elle permet, dans ce cadre, de montrer que les premières manifestations du « fascisme » telles que les nomme Maruyama, sont postérieures à l'ère Meiji (elles remontent à la fin de la Première Guerre mondiale)³³. Ainsi, bien que les institutions mises en place à la fin du XIX^e siècle soient indéniablement à l'origine de l'impossibilité des échanges démocratiques, elles ne portent pas en elle le « fascisme » tel qu'il prit forme par la suite.

Afin de maintenir la logique de sa critique globale de la modernisation du Japon, Maruyama se doit de situer le « fascisme » dans un processus international au sein duquel le Japon se trouve intégré : industrialisation lourde ; essor du « Grand Capital » ; expansionnisme en Asie de l'Est ; création de protectorats ; annexions de territoires, etc. Ces étapes ne sont de fait pas spécifiques au Japon. Parallèlement, les réponses japonaises à cette intégration apparaissent dans les particularités profondes qui ont été exposées dans la première partie de la présente étude. Mais, il s'agit sans doute du point le plus important car il renforce la cohérence de la critique de Maruyama, les éléments internationaux présents dans le découpage chronologique s'articulent avec deux des principes qui sous-tendent les relations sociales dans le Japon semi-modernisé :

1. le principe d'aresponsabilité des dirigeants constaté dans l'actualité du Procès de Tôkyô ;
2. celui de renversement de l'ordre supérieur/subalterne.

En effet, le passage du « fascisme par le bas » au « fascisme par le haut » évoqué plus haut, constitue non seulement une stratégie propre à la mentalité des dirigeants confrontés aux actions des subalternes : la récupération d'une partie de leurs revendications. Ce passage trouve aussi une signification proprement historique dans l'année 1936, comme transition entre les deux manifestations

33. « Pensée et mouvements du fascisme japonais », *GSSK*, p. 31-40 & *MMS*, III, p. 262-271.

du fascisme. L'environnement mondial et les difficiles réponses du Japon ne font qu'un dans la linéarité chronologique.

Le résumé des stades du fascisme détaillés dans « Pensée et mouvements du fascisme japonais » (1947)³⁴, montre ainsi le souci de Maruyama d'ancrer ses schémas logiques dans une suite d'événements, autrement dit de donner un cadre au vécu de nombreux Japonais ayant survécu dans l'immédiat après-guerre. Il définit trois stades dont l'évolution voit autant la montée d'un mouvement fasciste que sa convergence avec l'ultranationalisme.

- . **Stade 1.** De 1918-1919 à septembre 1931 : période dite préparatoire, de la fin de la Première Guerre mondiale à l'« Incident de Mandchourie Manshū jihen 満州事変 » (invasion de la Mandchourie par l'armée japonaise du Kantō, Kantō-gun 関東軍). Elle est caractérisée par des mouvements civils dits de droite « *uyoku/uha* » (右翼/右派). Souvent de tendance anticapitaliste, ils sont sensibles aux questions de pauvreté, leurs revendications demandent plus d'intervention de l'État dans le secteur industriel ou d'aide pour les milieux ruraux.
- . **Stade 2.** De 1931 au 26 février 1936 : période dite de maturité, de l'incident de Mandchourie à l'« Incident du 2 février » (*ni ni roku jiken* 二・二六事件, tentative de coup d'État par des officiers de l'armée de terre et environ 1 500 soldats qui en appelèrent au *tennō*). Les mouvements civils se trouvent liés à des groupes militaires qui deviennent la véritable dynamique du fascisme et s'étendent lentement au cœur de la politique nationale par des actions terroristes, des déstabilisations des gouvernements successifs, des attaques contre les interprétations « libérales » (*jiyūshugi teki* 自由主義的) de la fonction du *tennō*. C'est la période des tentatives de coups d'État ou d'actions violentes du « fascisme radical » (*kyūshin teki fashizumu* 急進的ファシズム), aux revendications hétéroclites et « chimériques » (*kūsōteki* 空想的) jusqu'à sa version la plus organisée de février 1936.
- . **Stade 3.** De février 1936 au 15 août 1945 : période dite d'achèvement (15 août 1945, déclaration radiodiffusée du *tennō* annonçant la fin des

34. *Ibid.*

combats). Après les purges menées dans l'armée à la suite de février 1936, on assiste à la mise en place d'un fascisme par le haut caractérisé par une alliance instable de la partie non radicale de l'armée, de la bureaucratie, des dirigeants de l'exécutif d'une part, et du grand capital lié aux partis politiques de l'autre. Le fascisme aboutit alors à sa forme finale comme structure d'État.

La sélection des événements le montre, Maruyama ne dissocie pas la dynamique interne au Japon en réaction au milieu international et ses effets à l'étranger, ce qui correspond à la logique d'agression vue plus haut. La guerre totale en Chine (août 1937) et Pearl Harbor (décembre 1941), bien que non mentionnés, sont implicitement inclus dans le stade 3. Ceci ne signifie pas que ces deux événements ont une place secondaire, mais qu'ils ne purent voir le jour que lorsque la récupération complète du fascisme radical dans les structures de l'État permit la mobilisation générale et la guerre totale (années 1937-1938). Bien que non explicité, l'enchaînement des événements semble porter en lui une causalité confirmée par la logique des échanges entre Japonais vue en première partie.

À cet égard, le choix de ces événements est hautement significatif. Le 2 février 1936 est facile à identifier comme jalon de la phase dite de maturité, puisqu'il représente la tentative de coup d'État militaire la plus importante et la plus structurée des années 1930, contre la politique dite « libérale » et les abus du capitalisme, avec prise de la Diète par l'armée rebelle et un appel solennel au *tennō*. Le statut particulier attribué à septembre 1931, par exemple, peut sembler moins évident. En tant qu'invasion de la Mandchourie commandée par une partie de l'état-major de l'armée japonaise stationnée dans le Nord de la Chine³⁵, septembre 1931 illustre néanmoins parfaitement le principe de renversement dirigeants/subalternes : les initiatives des officiers de grades intermédiaires auxquelles doivent répondre positivement, en tant que faits accomplis, les dirigeants (haut état-major et gouvernement). En ce sens, l'agression vers l'extérieur peut être interprétée comme une réaction de libération violente à une

35. On désigne cette partie de l'armée japonaise stationnée en Chine du Nord par le terme : « armée du Kantō » (*kantō-gun* 關東軍), en anglais Kwantung.

situation de refoulement dans les rapports hiérarchiques internes au Japon, sans que les causes directes soient identifiables à première vue.

Le découpage chronologique détaillé dans l'essai de 1947 (« Pensée et mouvements du fascisme japonais »), correspond donc aux priorités fixées par Maruyama dès son article de 1946 sur la logique de l'ultranationalisme (la fonction du refoulement dans l'équilibre social, l'assistance au *tennō* et l'aresponsabilité des dirigeants). Il n'y a en outre pas de contradiction avec les développements ultérieurs sur le renversement de l'ordre dirigeants/subalternes de l'article de 1949 (« Formes de la mentalité des *leaders* militaires »). De ce fait, la périodisation du fascisme rempli, à notre sens, deux fonctions inséparables.

1. En mobilisant des éléments connus et vécus, elle représente certainement la partie la plus abordable de la théorie de Maruyama pour le lecteur.
2. En historicisant les facteurs psychologiques et les formes de mentalité plus profondes, elle demeure la partie plus exploitable pour le chercheur car, au sein de la logique interne de Maruyama de 1946 à 1949, elle fait à la fois office de facteur de cohésion et de pivot entre deux essais aux conclusions plus abstraites.

Une théorie holistique

Parallèlement à l'importance de cette périodisation dans la critique du fascisme chez Maruyama, il est possible d'identifier plusieurs facteurs qui contribuent à la longévité des trois essais considérés ici. Le premier facteur concerne le vécu des Japonais et le traitement de l'actualité ; le deuxième, la reprise de thèmes et de lieux communs des critiques du fascisme ; le troisième, le positionnement de Maruyama comme alternative au marxisme.

1) Sans doute le succès et la pérennité de textes pour le moins complexes sont avant tout attribuables à l'effervescence et la soif de savoir de l'immédiat après-guerre au Japon. Les thèses de Maruyama répondaient à l'époque à un besoin de comprendre de manière globale « ce qui s'est passé » afin d'intégrer son vécu personnel dans une critique de la période vécue collectivement. L'essai de 1949, « Formes de la mentalité des *leaders* militaires », répond parfaitement à cette

attente, car il exploite des éléments de l'actualité la plus directe, les dépositions des hauts gradés de l'armée lors du Procès de Tōkyō (1946-1948), pour les intégrer dans une réflexion sur les modes de pensée des dirigeants japonais en général : nanisme et aresponsabilité.

La simple constatation des dérobades des militaires japonais concernant leurs responsabilités durant la guerre, pour déroutante et scandaleuse qu'elle soit, nécessite un décryptage. Nous l'avons vu, elles se trouvent expliquées comme une véritable structure aux racines historiques (l'ère Meiji), mais aux formes contingentes (les années 1930 et 1940 jusqu'à la défaite). Une telle interprétation satisfait, selon nous, trois conditions minimales pour son succès :

1. elle offre une lisibilité à des comportements évasifs, voire suspectés de malhonnêteté, brouillés par le manque d'informations ou la désinformation des années de mobilisation générale ;
2. elle transforme le sentiment de rejet pur et simple des élites, patent depuis au moins la fin du premier conflit mondial au Japon, en une critique permettant d'interpréter le fonctionnement de ces élites donc, à terme, d'en changer ;
3. elle ne dédouane pourtant pas la population de ses travers, ce qui permet d'intégrer son propre voisinage parmi les zéloteurs de la guerre après la défaite.

Le statut des intellectuels est, quant à lui, préservé. Il reste le garant d'une attitude critique et indépendante, si ce n'est d'une « résistance », dont les caractéristiques restent toutefois à préciser.

Grâce au traitement de l'actualité du jugement de la période de la guerre, le troisième essai de Maruyama se situe à la croisée de deux questions cruciales, à l'époque, pour qui veut comprendre le dérapage du cas japonais des années 1930 à la défaite : la comparaison avec le Procès de Nuremberg (1945-1946) et la dimension du témoignage. Le premier point est facilement intégré dans le schéma global de Maruyama puisque ce dernier est d'emblée comparatiste : le nanisme du fascisme japonais montre que, par contraste avec l'Allemagne nazie, et à cause de son état de semi-modernisation, la forme politique du Japon impérial donna un fascisme incomplet. Le second point est plus délicat car Maruyama n'a pas pour

habitude de citer des témoignages. Pourtant, l'introduction d'extraits des minutes du Procès de Tōkyō dans l'essai de 1949 confirme d'emblée son diagnostic des manques du sujet politique japonais, tout en humanisant et naturalisant, en quelque sorte, ses schémas explicatifs. Les témoignages des militaires font non seulement figures, en tant qu'incarnations vivantes, de symptômes du nanisme et de l'aresponsabilité, ils confirment par la même occasion les analyses antérieures de Maruyama lors de leurs déclarations. De cette façon, Maruyama découvre la preuve de ses propres évaluations et intervient sur des sujets à première vue éloignés des questions d'histoire politique ou de psychanalyse collective de la violence. Grâce à son analyse, l'intellectuel demeure par la même occasion le révélateur des mécanismes des mentalités cachés sous les tergiversations des inculpés et le flou des motivations. D'où, certainement, la pérennité de ce terme de « nanisme » (*waishōsei* 矮小性) pour qualifier le fascisme japonais dès 1949.

2) Mais la durée et l'ampleur de l'influence des essais de 1946-1949 ne peuvent se trouver uniquement dans leur implication du moment. Que ce soit la périodisation ou les conclusions de 1949 sur le Procès de Tōkyō, l'influence de Maruyama sur quantité d'études postérieures tient aussi dans l'utilisation de lieux communs déjà présents dans les critiques du fascisme des années 1930. On peut par exemple citer : les différentes formes du militarisme ; le terrorisme, les assassinats et les déstabilisations des gouvernements successifs par les ultras ; le rôle des grands conglomérats dans l'expansionnisme ; le clientélisme des partis politiques ; les manœuvres des cliques de hauts fonctionnaires ; le rejet des valeurs « libérales » par la population, etc. Ces éléments, présents dans les essais de 1946 à 1949, parcourent les critiques de la militarisation du Japon entre 1931 et 1941 par de nombreux « libéraux *jiyūshugi-sha* » (自由主義者), dont les plus connus sont sans doute Kawai Eijirō 河合榮治郎 (1891-1944), Hasegawa Nyozeikan 長谷川如是閑 (1875-1969) et Kinoshita Hanji 木下半治 (1900-1989)³⁶. Maruyama se positionne explicitement dans ce courant, particulièrement par ses

36. On trouve ces lieux communs dès le début des années 1930 parmi les intellectuels les plus critiques de la situation intérieure au Japon et de la politique étrangère des cabinets successifs. L'exercice de la critique du fascisme devient courant à l'époque, en premier lieu chez les marxistes, mais aussi chez certains « libéraux ». Pour ces derniers on peut citer : HASEGAWA, 1932 ; KAWAI, 1934 ; KINOSHITA, 1936 & 1939. Parmi les marxistes,

thèses sur le rôle des intellectuels dans la résistance au fascisme et sa critique des militaires. S'il évolue sur un terrain déjà connu, il ne se contente pourtant pas de remettre au goût du jour des thèmes et des questions rebattus.

L'essentiel de l'originalité et de l'influence qu'eurent les essais sur le fascisme de Maruyama tient à cet égard en deux points : 1) la présentation, dans une théorie cohérente et holistique, de contenus et d'arguments préexistants, mais encore dispersés dans les études sur le fascisme japonais depuis le début des années 1930. 2) L'utilisation (limitée) de vocabulaire marxiste (capital, classes, peuple), déjà présent, par exemple, chez Hasegawa, mais justement pour se positionner contre les interprétations marxistes du fascisme des années 1930 et leur retour après la défaite³⁷.

Le premier point contribue à renforcer le courant « libéral » d'après 1945 contre les thèses marxistes, précisément parce qu'il constitue une interprétation globale de la modernisation du Japon et de ses manques, grâce entre autres aux dimensions politique et psychanalytique du sujet japonais négligées par la plupart des marxistes. Si Maruyama se range explicitement dans ce courant issu de la période dite de la « démocratie de Taishō³⁸ », il s'en démarque par la méthode

dont la bibliographie sur le fascisme et le « système impérial » (*tennō-sei* 天皇制) est pléthorique, citons juste un classique : TOSAKA, 1935.

37. La dénonciation des abus du « grand capital » et de son rôle dans l'institutionnalisation du fascisme, déjà présente chez Hasegawa, réapparaît presque inchangée chez Maruyama. Voir « Pensée et mouvements du fascisme japonais », *GSSK*, p. 30, 76 & *MMS*, III, p. 260, 310. *Ibid.*, *GSSK*, p. 33-35 & *MMS*, III, p. 263-267.

38. L'ère impériale Taishō est délimitée officiellement par les dates suivantes : 30 juillet 1912-25 décembre 1926. Le phénomène appelé « démocratie de Taishō » (*Taishō demokurashī* 大正デモクラシー) désigne une période moins précise, souvent circonscrite par deux conflits de grande ampleur chez les historiens d'aujourd'hui : la guerre russo-japonaise (1904-1905) et l'invasion de la Mandchourie par l'armée japonaise (1931). La « démocratie de Taishō » représente généralement une époque de libéralisation relative de la société japonaise avant la reprise en main autoritaire des années 1930 : l'émergence d'une culture populaire, l'urbanisation, le développement d'une presse indépendante et de mouvements contestataires dans un cadre institutionnel inchangé. Maruyama, dont le père était journaliste et proche de Hasegawa à cette époque, a hérité de cette culture d'intellectuel urbain.

et la systématique de sa critique du fascisme japonais. Autrement dit, il parvient à donner une cohérence à un phénomène apparemment incohérent ou jusque-là présenté par de simples études empiriques ou factuelles chez les non-marxistes.

Le second point montre que Maruyama, dès 1946-1949, se pose comme alternative possible aux théories marxistes de la modernisation, très en vogue à l'époque, en choisissant leur thème privilégié depuis la fin des années 1920 : le « fascisme ». Sa capacité à élaborer une critique globale le positionne comme rival privilégié des thèses marxistes sur les particularités japonaises au sein du développement historique mondial. Tout en reconnaissant, voire en empruntant, certains concepts marxistes (Grand Capital, dictature, masses), Maruyama développe une analyse totalement différente. Les défauts intrinsèques à la modernisation du Japon n'ont pas pour base les irrégularités du développement matériel : plutôt qu'économiques, nous l'avons vu, ces défauts dépendent d'un déséquilibre des relations politiques et de ses effets sur la psychologie des dirigeants et des masses. Sur ce point précis, la chronologie des stades de développement du « fascisme » qu'il propose représente clairement une interprétation concurrente des stades de développement de la base économique supposés applicables, avec ajustements, à de nombreuses situations de développement capitaliste ou précapitaliste³⁹. En ce sens, la périodisation n'est pas uniquement un moyen de relier les mentalités, l'histoire et l'actualité en tant que maillon essentiel à la

39. À titre d'exemple, l'aspect du développement industriel n'est pas détaillé dans les trois essais, mais il n'échappe pas à Maruyama. Il considère l'importance du secteur des petites et moyennes entreprises de moins de cinq salariés comme un caractère de la « période féodale » (*hōken jidai* 封建時代), désignant sans doute par-là l'époque d'Edo, puisqu'il s'agit du type même de la « manufacture ». Le stade de développement manufacturier provoqua justement des débats houleux parmi les marxistes dans les années 1930. Couplé à la concentration capitaliste de l'industrie, il aurait été, pour Maruyama, un facteur décisif de blocage du développement démocratique à la fin du XIX^e siècle, en partie lié à l'absence de véritable prolétariat. Cette idée emprunte autant aux thèses marxistes qu'elle entend s'en démarquer, parce que cette absence est précisément l'un des facteurs qui poussent à revoir la primauté des recherches sur les conditions matérielles (ou infrastructures) pour s'engager dans une approche centrée sur les mentalités. Sur la « période féodale », voir « Pensée et mouvements du fascisme japonais », *GSSK*, p. 82 & *MMS*, III, p. 316-318.

cohérence argumentative de Maruyama. Sa dimension holistique parvient également à contester les modèles marxistes centrés sur le développement économique du Japon et donc à reconsidérer la signification même du « fascisme ».

C'est, à notre sens, ce positionnement autant académique que politique, qui a fait de Maruyama l'alternative « libérale » par excellence, par rapport au marxisme dans l'immédiat après-guerre au Japon, autant que le passage incontournable des recherches sur le Japon moderne, que ce soit pour le critiquer partiellement ou le réfuter entièrement.

Limites et critiques : les failles de l'« intellectuel libéral » et du comparatisme historique

Le meilleur indicateur du statut d'intellectuel de Maruyama tient certainement dans le nombre d'études qui lui sont consacrées. Pourtant, tout comme son succès est massivement attribuable à la périodisation plus qu'à l'argument psychanalytique, la plupart des critiques ne portent guère sur la cohérence des trois essais de 1946-1949. On assiste plutôt à un dégradé allant du rejet pur et simple du terme « fascisme » à une analyse méticuleuse circonscrite à un point précis d'un des trois essais détaillés dans la première partie de la présente étude⁴⁰. Cette tendance a eu pour effet de reléguer au second plan la description de la mécanique de l'agression, centrale dans la critique du fascisme chez Maruyama, au profit d'autres éléments plus facilement critiquables : encore et toujours le découpage chronologie, mais aussi le principe d'assistance au *tennō*, les notions de « masses » (*taishū* 大衆) de « classes moyennes » (*chūkan kaikyū* 中間階級) ou celle de dictature.

40. Le rejet, sans analyse critique, qui eut le plus d'influence est certainement : ITŌ, 1983a, p. 530. Parmi les nombreuses études sur Maruyama on peut citer en anglais : KERSTEN, 1996. Kersten fait une synthèse précieuse des idéologies et de la périodisation du fascisme de Maruyama et souligne, par-là même, certaines faiblesses de sa thèse concernant les masses. En japonais, citons juste : *Gendai no shisō*, 1994. Ce numéro contient de nombreux commentaires précieux pour comprendre la pensée de Maruyama sur le long terme, notamment le concept de « modernisme » (*kindaishugi* 近代主義), qui sous-tend, sans être explicité, les essais de 1946-1949, y est interrogé.

Néanmoins, parmi la pléthore de références aux thèses sur le fascisme de Maruyama, deux grands thèmes se démarquent parmi les commentateurs, car ils touchent aux aspects les plus délicats de son argumentation : le rapport des élites (intellectuels inclus) à la population et le comparatisme historique. Le premier point concerne ce que nous avons appelé le « statut préservé des intellectuels » (voir *supra*), en tant qu'unique garant d'une critique indépendante et la définition des véritables porteurs du fascisme japonais. Le second point est apparemment contingent, puisqu'il repose sur les dépositions des dirigeants japonais lors du Procès de Tōkyō. Cependant, puisqu'il repose précisément sur un comparatisme non explicité entre Allemagne et Japon, il dépend des thèses sur le degré supposé de modernisation atteint par le Japon et, par conséquent, de la nature du « fascisme à la japonaise ».

Deux intellectuels ont, à nos yeux, saisi ces difficultés avec le plus de lucidité : Yoshimoto Takaaki (ou Ryūmei) et Tsutsui Kiyotada. Non seulement, ils se sont intéressés à la logique de Maruyama présente dans les trois essais, mais ils ont tenté, assez précocement par rapport aux autres interprètes, d'élaborer une critique de ses présupposés.

Yoshimoto s'inscrit tout à fait dans le premier grand thème. Connu surtout pour ses poèmes et son activité de critique littéraire, il développe très tôt après la guerre, en tant qu'essayiste, des thèses sur les particularités de la modernisation du Japon, à travers des thèmes comme l'importance de la « culture populaire » (*taishū bunka* 大衆文化), le nationalisme et la fonction du « système-*tennō* » (*tennō-sei* 天皇制) ou le statut des intellectuels japonais. Autant à visée politique que théorique, son discours entend, de manière générale, se démarquer du marxisme et du libéralisme tels qu'ils furent adaptés au Japon. Ses essais sur Maruyama, publiés entre 1962-1963, interviennent sans aucun doute dans cette perspective de remise en question des non-dits des thèses libérales d'après-guerre sur le rôle des masses dans le fascisme⁴¹.

En tant qu'historien, Tsutsui réagit naturellement à un tout autre contexte. Son intérêt pour les essais de Maruyama a pour origine le rejet du terme

41. Cet intérêt de Yoshimoto pour les questions théoriques se poursuit avec un long essai sur Marx en 1964. Voir YOSHIMOTO, 1969a.

« fascisme » parmi certains historiens vers la fin des années 1970. Stimulé par l'absence d'études d'histoire événementielle (ou empiriques) sur ce thème, Tsutsui commence sa réflexion par une lecture systématique des essais de Maruyama en 1976. Ses conclusions sur l'insuffisance de ses catégories l'incite à poursuivre une grande partie de ses recherches sur plusieurs niveaux : une sociologie des arguments des ultranationalistes des années 1930-1940 (particulièrement lors des minutes des procès des soldats et gradés intermédiaires de la tentative de coup d'État du 2 février 1936) ; une typologie des courants et dissensions internes au sein de l'armée ; une histoire des effets de la mobilisation générale sur la société et le monde politique de la même période. Son interprétation plus globale du processus ayant mené à la guerre prit forme dans les années 1980⁴². Elle constitue certainement une réponse argumentée à deux types de thèses courantes jusque-là :

1. celles qui se contentent de souligner l'inadaptabilité du terme « fascisme » dans le cas du Japon ;
2. celles qui uniformisent sous la catégorie « fascisme », quelles que soient la logique ou l'argumentation, la diversité des orientations politiques et des réactions populaires de l'époque.

L'ensemble des travaux de Tsutsui représentent certainement une remise au point en vue d'un comparatisme plus équilibré entre Japon et Allemagne.

Bien que les lectures de Yoshimoto et de Tsutsui mériteraient de longs développements, nous nous limiterons ici à exposer brièvement l'essentiel de leur argumentation à partir des deux grands thèmes évoqués plus haut. Chez Yoshimoto, on verra que le rapport élites/population se trouve analysé à partir de la nature tronquée de la vision des « masses » chez l'intellectuel Maruyama, vision péjorative essentiellement présente dans des textes sur son expérience de l'incorporation. Tsutsui nous intéressera, quant à lui, pour ses éclaircissements concernant deux points essentiels à la comparaison des cas allemand et japonais :

42. Voir la postface de Tsutsui, datée de 1984, ainsi que la liste des premières publications de chaque essai rassemblé dans le volume : TSUTSUI, 2006 [1996], p. 409-414, 418.

le parallèle entre les procès de Nuremberg et de Tōkyō, les simplifications induites par la catégorie « fascisme » pour décrire l'évolution des années 1935-1936.

***La position aveugle de l'intellectuel libéral chez Maruyama :
le vécu et le « peuple » comme réalité extérieure à la théorie***

Un des problèmes soulevés par ce que nous avons appelé le « diagnostic » de Maruyama est précisément le statut préservé de l'Intellectuel évoqué rapidement *supra*. Intellectuel avec un grand « I » parce que, dans la classification de Maruyama, cette minorité désignée comme « hommes de culture » (*bunkajin* 文化人) ou « intellectuels indépendants » (*jīyū chishikijin gyōsha* 自由知識人業者) se distingue des autres activités « intellectuelles » des petits *tennō*. La typologie des classes moyennes véhicules du fascisme montre que ces « intellectuels indépendants » représentent une frange extrêmement restreinte de la société japonaise, seule détentrice, à cause de son isolement du mécanisme socio-psychologique de la majorité, d'une forme de « résistance » au fascisme. « Homme de culture » et le reste de la population ne semblent alors guère pouvoir se rencontrer.

Yoshimoto Takaaki entend démontrer le caractère artificiel de cette distinction à partir de ce qu'il appelle l'« histoire quotidienne de la vie » (*seikatsu-shi* 生活史) de Maruyama. Ses sources, encore éparses à l'époque, se trouvent dans des déclarations de Maruyama portant sur ses contacts avec la partie de la population la moins éduquée lors de son incorporation dans l'armée de Terre⁴³. Ce choix n'est pas anodin. Il permet en premier lieu d'établir un lien entre la fonction des véritables porteurs du fascisme dans la théorie de Maruyama (la liste des « petits *tennō* ») et ses témoignages sur son propre vécu.

La défense du groupe auquel se rattache explicitement Maruyama, notamment la justification d'une « résistance passive » présente dans son analyse des véritables porteurs du « fascisme », tend bien sûr à éluder la complexité des changements de positions politiques et idéologiques du début des années 1930 à la défaite, sans parler des recompositions d'après-guerre. Yoshimoto avait déjà traité de cette

43. YOSHIMOTO, 1969b, p. 16.

question en 1958 dans « Essai sur le *tenkō*⁴⁴ ». Son analyse de la notion de *tenkō*, en tant qu'abandon du credo révolutionnaire et des revirements idéologiques des marxistes, avait aussi été l'occasion d'une critique de l'intelligentsia japonaise en général⁴⁵. Un des arguments central de Yoshimoto pour expliquer le retournement de certains *leaders* communistes dans les années 1930 tenait dans le fait qu'« ils n'avaient pas pu supporter leur isolement des masses » (*taishū kara no koritsu ni taenakatta* 大衆からの孤立に耐え得なかつた), entendu comme isolement intellectuel et psychologique des aspirations des masses⁴⁶.

Pour explicites que fussent les cas de la majorité des marxistes, celui des « libéraux » était plus ambigu.

Les remarques de Yoshimoto sur ce point, dans ses essais consacrés spécialement à Maruyama, nous renseignent sur l'importance du trajet d'un intellectuel non révolutionnaire durant la période de crise des années de mobilisation générale (1938-1945). En reliant le vécu de l'incorporation et la théorisation des masses chez Maruyama, Yoshimoto confirme non seulement que l'expérience personnelle de l'incorporation sous-tend sa vision encore non explicitée de l'Intellectuel, il replace aussi la thèse de Maruyama sur les porteurs du fascisme au sein d'une interprétation plus large de la position des intellectuels « libéraux » de la guerre à l'après-guerre (Yoshimoto parle de *riberaru* リベラル). Dès 1958, Yoshimoto avait fait remarquer que la notion de *tenkō*, comme abandon explicite d'un engagement révolutionnaire, n'était pas adaptée à ces « libéraux », pour la simple raison que, leurs conditions de vie préservées, ils se contentaient en fin de compte de suivre les variations de la société⁴⁷. On retrouve l'argument du changement brutal de conditions ou de cadre de vie qu'est l'incorporation dans les essais de 1962. En ce sens, le vécu de Maruyama ne sert pas uniquement à montrer comment son aversion pour le peuple sert de base plus ou moins explicite à sa théorie. Il constitue, pour Yoshimoto, la condition même de sa position théorique et dénonce son appartenance au groupe des « libéraux »,

44. YOSHIMOTO, 1969c.

45. *Ibid.*, p. 17.

46. *Ibid.*, p. 16.

47. *Ibid.*, p. 19.

c'est-à-dire à une tendance plus large et stable de l'avant à l'après-guerre. En quelque sorte une continuité dans la bonne conscience et de la confiance en son propre statut. Et la caractéristique majeure de ce groupe par rapport au peuple tient dans une idée élitiste de la démocratie⁴⁸. De ce fait, grâce et à cause de sa sophistication, Maruyama devient l'objet privilégié de Yoshimoto. Il représente le cas typique d'une autre forme moins explicite d'isolement des masses, formulée en 1962 comme la « dualité » (*nijūsei* 二重性) desdits libéraux dans leur rapport à la période de la guerre⁴⁹. La supposée « résistance passive » des véritables intellectuels avancée par Maruyama n'est, en fait, qu'une autre forme de rejet du peuple par les intellectuels libéraux (*riberaru na chibikijin* リベラルな知識人). Par contraste avec les marxistes, la position qualifiée de « ni implications complètes dans la guerre, ni résistance directe à la guerre » (戦争そのものへのめりこみもしないが、それに抵抗することもしない) reste associée, pour Yoshimoto, à une interprétation étrangère à la réalité incarnée par le peuple⁵⁰. Une réalité construite par le discours libéral bourgeois.

Le terme « peuple/masses », s'il n'est guère défini dans les essais sur Maruyama, remplit incontestablement la fonction de critère de comparaison par excellence. Quelles que soient ses réactions (ultranationalisme, révérence au *tennō*, militarisme, soumission ou désœuvrement après la défaite), « le peuple, pour Yoshimoto, vit *par lui-même* » (大衆はそれ自体として生きている)⁵¹. À cette évidence, base de l'existence et de la vitalité du Japon, Yoshimoto oppose la vision dominatrice et hiérarchique imposée par le haut avant et après-guerre, c'est-à-dire le système *tennō* utilisé par les militaires autant que la démocratie bourgeoise imposée par l'occupant américain en collaboration avec les dirigeants japonais⁵². Si Maruyama qualifie son expérience auprès des soldats comme, tout

48. YOSHIMOTO, 1969b, p. 19.

49. *Ibid.* p. 17-18.

50. *Ibid.*, p. 17.

51. *Ibid.*, p. 26.

52. *Ibid.*, p. 26.

au plus, d'« insignifiante » (*toriviaru* トリヴァイアル)⁵³, c'est qu'une telle expérience, comparée aux dangers et au stress auxquels sont soumis les soldats, parfois contre leur volonté, est tout à fait représentative de la position de l'intellectuel citadin observant de loin les appelés (le terme utilisé par Yoshimoto est *nagameru* 眺める)⁵⁴. On comprend alors mieux le terme « histoire de la vie » utilisé par Yoshimoto à propos de Maruyama. L'« histoire de la vie » présentée par Maruyama n'est que le contre-point de sa représentation du peuple. Négligeant entièrement le mode de vie du peuple japonais (*taishū no seikatsu yōshiki* 大衆の生活様式), Maruyama ne l'évalue qu'au prisme de principes ou d'idées (*rinēn* 理念) qui proviennent de sa culture d'intellectuel citadin. Les concepts de démocratie, de liberté ou de dictature s'apparentent ainsi à des « représentations fictives » (*kakō no imēji* 仮構のイメージ)⁵⁵.

En fin de compte, la seule particularité que Yoshimoto reconnaît à Maruyama par rapport aux autres « libéraux », réside dans le fait qu'il est hautement conscient des implications de sa vision du peuple. On le constate dans les relations entre ses propres expériences et sa théorisation des véritables porteurs du fascisme. Maruyama a donc intégré son vécu dans ses thèses en toute connaissance de cause⁵⁶. D'où, certainement, l'attention tout particulière apportée par Yoshimoto. Bien que radical, ce jugement sur la psychologie des élites intellectuelles de Yoshimoto touche effectivement le problème de ce qu'on pourrait appeler l'« Intellectuel-docteur », ou l'intellectuel auto-référent, seul à même d'évaluer correctement les symptômes du sujet qu'il s'est choisi.

Nombreuses sont les implications de cette critique, en particulier concernant la continuité des élites « libérales », au sens large, de l'avant à l'après-guerre, la reproduction d'un mode de pensée autoritaire de ces « libéraux » vis-à-vis des subalternes ou les changements de ce « peuple » aune de toute évaluation. Une étude séparée devrait être menée sur les réponses de Maruyama à ces questions.

53. *Ibid.*, p. 22.

54. *Ibid.*, p. 26-27.

55. *Ibid.*, p. 26-28.

56. *Ibid.*, p. 19.

*Exemples et contre-exemples de l'aresponsabilité :
les dangers du comparatisme dans l'histoire*

Yoshimoto aborde bien d'autres aspects de la méthode et du contenu des trois essais sur le fascisme de Maruyama mais, en tant qu'essayiste, son style est souvent polémique voire proche du pamphlet. Le trajet de chercheur de Tsutsui Kiyotada, entre histoire et sociologie, nous permet de comprendre d'une manière plus académique, et plus documentée, les problèmes non résolus par Maruyama.

Nous l'avons dit en introduction de cette partie, Tsutsui débuta ses recherches sous l'impulsion du rejet du terme « fascisme » chez des historiens japonais. Il est important de préciser que la remise en cause de la dénomination « fascisme » ne provenait pas, vers la fin des années 1970, de « révisionnistes historiques » qui réfutaient, par exemple, l'agression et les massacres de l'armée japonaise en Asie-Pacifique⁵⁷. Il s'agissait, à l'époque, de professeurs occupant des postes universitaires, dont le plus connu est Itō Takashi, de l'université nationale de Tōkyō⁵⁸. L'insatisfaction liée aux abus et aux simplifications du terme « fascisme » dans l'analyse des années 1930-1940 au Japon a poussé Itō Takashi à rejeter, sans autre analyse, les thèses de Maruyama comme inutiles pour une enquête historique portant sur l'interaction des forces en présence dans les mondes politique et militaire de cette période. Pour légitime, et utile, que fût la réaction d'Itō, elle évolua vers la seconde moitié des années 1980 en une justification implicite de l'action militaire japonaise et révéla, par la même occasion, sa position nationalo-centrée. Dans ce contexte, l'intérêt de Tsutsui Kiyotada est pour nous double.

57. Le syntagme « révisionnisme historique » a été utilisé dans le cas du Japon par Arnaud Nanta. Cf. NANTA, 2001, 2002a & 2002b.

58. Cf. ITŌ, 1983a, p. 530. Itō se contente effectivement de remarquer l'inadaptabilité de la notion de fascisme, dont le meilleur représentant est Maruyama dans l'ouvrage précité. Il faut néanmoins préciser qu'il proposa dans plusieurs études des alternatives à l'utilisation du terme fascisme pour décrire l'évolution des années 1931-1945. En ce sens, il ne peut être assimilé à un simple « révisionniste historique », en dépit de son travail de « naturalisation » de la période de la guerre. Pour un schéma des forces en concurrence pour l'exercice politique entre 1936 et 1939 au Japon, voir ITŌ, 1983b, p. 17.

1. Contrairement à certains disciples d'Itō, qui firent un travail d'archives considérable des sources officielles tout en naturalisant le processus ayant mené à la guerre en Asie-Pacifique, Tsutsui maintint une position neutre concernant les implications politiques de l'abandon du terme « fascisme »⁵⁹.
2. Grâce à son intérêt pour les mouvements sociaux ultranationalistes et ses emprunts à la sociologie, il put échapper à une histoire des élites par le haut, dont la tendance est d'ignorer les effets des décisions politiques sur la population.

La relecture systématique des essais de Maruyama sur le fascisme constituait donc, pour Tsutsui, le préalable à une forme de bilan des catégories utilisées par les historiens japonais. Il s'agissait aussi de construire un cadre conceptuel général à même de répondre aux rejets ou aux critiques des historiens adressées à Maruyama. Ses réflexions l'ont mené à désigner le processus des années 1930-1940 comme une « normalisation » (*heijunka* 平準化) de la société, lancée par le haut après l'échec du coup d'état de février 1936. Elle s'effectue principalement au moyen de purges au sein de l'armée, du lancement de la mobilisation générale et de l'invasion militaire de la Chine en 1937⁶⁰. Cette « normalisation » est restée, dans certains domaines, incomplète : les dissensions dans l'armée sont multiples, certains groupes d'ultranationalistes demeurent et se réorganisent, les critiques du militarisme par certains politiques tentent de contrecarrer le vote du budget de l'armée, les contestations populaires ne sont pas inexistantes, etc. Ces thèmes, essentiels à une meilleure compréhension de cette période, ont été largement

59. Le travail d'archives considérable des disciples d'Itō comporte la même tendance à présenter la guerre comme une pratique légale et normale car basée sur des procédures dûment votées. Le sérieux des recherches s'accompagne par là même d'une relativisation des responsabilités et d'une édulcoration de la critique du processus ayant mené à l'invasion de la Chine et à l'attaque de Pearl Harbor. Parmi les plus brillants de ces disciples, il faut citer : MORIYAMA, 1998 ; FURUKAWA, 2005.

60. « Dai ni shō Senkanki Nihon ni okeru heijunka purosesu » 第二章 戦間期日本における平準化プロセス (Chapitre II. Le processus de normalisation au Japon durant la période de guerre) ; TSUTSUI, 2006 [1996], p. 65-114.

examinés par Tsutsui jusqu'à nos jours⁶¹. Ils touchent directement au problème central de l'évolution de la société japonaise des années 1930 à la défaite et la comparaison avec le nazisme ou le fascisme italien.

Nous nous limiterons ici aux deux questions évoquées plus haut concernant la critique des essais de Maruyama. Elles apparaissent en filigranes chez Yoshimoto et d'autres commentateurs, mais Tsutsui nous semble les avoir résumées avec le plus de précision : le comparatisme historique à travers les procès de Nuremberg et de Tōkyō ; les contre-exemples qui révèlent les simplifications de la catégorie « fasciste ».

1) Le parallèle entre les deux grands procès de l'après-guerre concerne principalement le troisième essai : « Formes de la mentalité des *leaders* militaires ». Il comporte certains dangers bien isolés par Tsutsui. Les dérobades des dirigeants, principalement militaires, lors des audiences à Tōkyō, semblent avérer le « nanisme » du fascisme japonais et, par là même, confirmer l'ensemble du système d'irresponsabilité qui permet de formuler ses propres responsabilités pour de l'assistance au *tennō*. Cette tendance est inconsciente au Japon selon Maruyama, par contraste avec l'attitude d'Hermann Wilhelm Göring, qu'il prend pour exemple⁶². La représentativité de Göring n'est pas à remettre en cause et elle sert, dans la logique de Maruyama, à marquer les différences entre nazis et militaires japonais tout en confirmant l'absence de dictature dans le Japon impérial. C'est toutefois négliger d'autres dépositions, Tsutsui le souligne, comme celle de Ribbentrop ou de Wilhelm Keitel⁶³, identiques aux Japonais

61. On le constate dans son étude sur le personnage de Konoe Fumimaro 近衛文麿 (1891-1945), noble, chef de trois cabinets entre 1937 et 1941, promoteur du mouvement pour un ordre nouveau et *leader* de l'Association du soutien au trône en 1940, il se suicida après avoir été classé criminel de guerre classe A par les forces d'occupation. TSUTSUI, 2009.

62. Sur Göring, voir « Logique et mentalité de l'ultranationalisme », *GSSK*, p. 20 & *MMS*, III, p. 28. Concernant les comparaisons entre Allemagne et Japon, voir « Pensée et mouvements du fascisme japonais », *GSSK*, p. 57 & *MMS*, III, p. 289-290.

63. Nom complet : Wilhelm Bodewin Johann Gustav Keitel (1882-1946). Chef du grand état-major de la Wehrmacht, il s'opposa à plusieurs reprises à Hitler (notamment concernant l'invasion de la Pologne), mais parapha tous les ordres jusqu'à la défaite.

dans leur rejet de toute responsabilité personnelle, dont l'objectif était avant tout d'éviter la peine de mort. À cet égard, Tsutsui remarque que le fait d'éluder sa propre responsabilité, quand il ne revient pas simplement à incriminer une personne décédée (Hitler), passe souvent par l'argument de ce que nous pourrions appeler la « délimitation d'une mission », que ce soit au service de l'État, du *führer*, du *tennō*, de la chaîne de commandement de l'armée ou d'une fonction administrative⁶⁴.

Il ne s'agit plus, à ce stade, de la comparaison des différences entre régimes, mais de la validité des témoignages évoqués plus haut, ainsi que des stratégies de défense mise en place en face d'un tribunal. Tsutsui fait remarquer que ces stratégies étant, à l'exception de Göring, entièrement communes au Japon et en Allemagne, en conséquence, le principe d'aresponsabilité et le « nanisme » qui l'illustre dans la théorie de Maruyama, sont à revoir⁶⁵.

Outre les « représentations fictives » dénoncées par Yoshimoto, cette propension à vouloir faire plier des faits avérés pour les intégrer dans une théorie est souvent due à la pratique d'une sorte d'histoire immédiate et à l'influence de l'actualité sur la sélection des exemples illustrant la théorie.

2) Le second point touche une question plus complexe, à savoir l'utilisation du terme « fascisme ». Il est clair que Maruyama n'a pas pour programme de redéfinir le concept de fascisme. Comme nous l'avons vu, il utilise un terme galvaudé et riche en lieux communs, mais en les réorganisant dans une interprétation holistique et cohérente. Plusieurs questions ne sont pourtant guère explicitées. D'abord, il n'y a pas de distinction claire entre « fascisme » et « ultranationalisme » chez

Condamné à mort par le tribunal de Nuremberg, il avait plaidé non coupable, puis avança l'argument d'une obéissance sans limite après avoir reconnu ses erreurs. Son cas est, pour Tsutsui, bien plus représentatif que celui de Göring.

64. « Dai issō "Nihon fashizumu"-ron no saikōsatsu – Maruyama-ron e no ichi hihan 2. "Gunkoku shihaisha no seishin keitai" » 第一章「日本ファシズム」論の再考察—丸山理論への一批判 2 「軍国支配者の精神形態」(Chapitre I. Reconsidérer les interprétations du « Fascisme japonais » : une critique de la théorie de Maruyama 2. « Formes de la mentalité des leaders militaires ») ; TSUTSUI, 2006 [1996], p. 19-20.

65. *Ibid.*, p. 22-24.

le Maruyama de 1946-1949. Si l'on se réfère à sa périodisation vue plus haut, le fascisme est postérieur à l'ultranationalisme, dans la mesure où le stade 2, dit de maturité, commence en 1931. La logique de Maruyama semble confirmer cette différence, puisque le principe d'assistance au *tennō* précède et sert de base aux dérives terroristes des années 1930.

Tsutsui le souligne clairement : plusieurs problèmes non résolus demeurent dans l'interprétation de Maruyama « historien » et non dans la cohérence de sa théorie. Le premier point illustrant la méthode de l'« historien » Maruyama concerne la convergence supposée entre ultranationalismes. Tsutsui souligne à raison que le fascisme ne repose pas sur une analyse du discours des acteurs des années 1930. Le caractère prétendument « chimérique » des écrits et des déclarations des « fascistes » est infirmé par les dépositions des « terroristes » lors de leurs procès en 1936 ainsi que leurs notes de prison⁶⁶. Le travail de reconstitution des « faits » historiques de Tsutsui montre la constance des critiques du capitalisme et des dirigeants (hauts gradés compris) parmi les prévenus jugés pour actes terroristes (militaires et civils compris). L'appel au *tennō* (ou dans certains cas à la famille impériale) n'est, dans ce cas précis, pas simplement le fait de quelques illuminés ou un prétexte pour éviter une quelconque responsabilité, mais l'argument clé pour invoquer la mise en place d'une autre organisation politique au sein de laquelle le contact direct avec le symbole de la Nation serait rétabli⁶⁷. Ce discours, particulièrement bien présenté par Tsutsui, est le révélateur d'une crise de représentation politique. Mais il dénonce aussi les crises de subsistance, notamment les disettes et l'indigence qui sévissaient à l'époque dans les régions rurales du Nord (la région du Tōhoku). Tsutsui constate d'ailleurs que, d'après

66. Certains éléments sur le discours des ultranationalistes apparaissent dans les rapports des autorités et leurs propres programmes. Sur ce point, voir *ibid.*, « 4 “Nihon fashizumu” no undō keitai » 4 「日本ファシズム」の運動形態 (Les formes de mouvement du « fascisme japonais »), p. 343. Les dépositions et les notes ou carnets de prison sont détaillés dans *ibid.*, « Dai go shō Nihongata kudetā no kōsō to gakai – Ni ni roku jiken kenkyū I » 第五章 日本型クーデターの構想と瓦解一二・二六事件研究 I (Chapitre 5. Conception et effritement des coups d'État de type japonais : étude sur l'Affaire du 26 février 1936 I), p. 255-300.

67. *Ibid.*, p. 256-263.

l'examen des minutes des procès liés à la tentative de février 1936, l'écrasante majorité des prévenus provenait de cette zone du Japon⁶⁸.

Cet aspect social du problème politique est en lien avec une seconde difficulté posée par l'utilisation du terme « fascisme » chez Maruyama : le passage du « fascisme par le bas » (radical) au « fascisme par le haut » (institutionnalisé). Si l'on considère que l'impuissance des gouvernements successifs à régler la crise économique des années 1930, aggravée par la série de tentatives de coup d'État, entraîne une reprise en main par l'armée et une fuite en avant vers la mobilisation générale, ce passage semble effectivement évident. Mais, en regroupant sous la catégorie « fasciste » l'avant et l'après 1936, Tsutsui le remarque justement, il ne dit rien des nombreux aspects politiques et sociaux de ladite période : que dire de la continuité légale, constitutionnelle, et le vote de mandats électifs d'avant et d'après 1936 ? Comment identifier les modes de décision des dirigeants et les interactions des groupes en présence au sommet de l'État ? Comment qualifier les différences du régime politique japonais avant et après 1936, s'il reste dominé idéologiquement par l'assistance au *tennō*, mais devenu « fasciste » après 1931⁶⁹ ?

Ces questions ont précisément poussé Tsutsui, et les disciples d'Itō Takashi, à regarder de plus près les concurrences et les contestations au sein de l'armée, les réseaux de hauts fonctionnaires, le fonctionnement des partis politiques ou les compétitions autour et au sein du palais impérial. Autant de recherches spécialisées qu'il faudrait présenter au public français mais qui doivent, dans un sens, leurs motifs à l'insatisfaction créée par Maruyama lui-même.

Conclusion : que faire des essais des années 1946-1949 ?

Pourquoi encore appeler « fasciste » la période dont les interprétations souffrent d'autant de questions non résolues ? Sans doute parce qu'aucun autre terme n'eut à la fois une connotation aussi péjorative et une polysémie équivalente. Mais il ne s'agit pas uniquement d'une question de sémantique et de déictique. Nous avons

68. *Ibid.*, p. 257-262.

69. Tsutsui offre des réponses très documentées qu'il est impossible de développer ici. Nous invitons à se reporter aux chapitres 2, 3 & 4 de TSUTSUI, 2006 [1996].

à plusieurs reprises insisté sur ce point, les thèses de 1946-1949 de Maruyama ont gardé une partie de leur intérêt grâce à la cohérence de leur complexité théorique, alors même que c'est la périodisation tout à fait problématique qui eut le plus de succès. Cependant, ce qui n'apparaît guère dans les essais de 1946-1949, c'est que l'usage du terme « fascisme » chez Maruyama, comme pour de nombreux chercheurs de sa génération (y compris les intellectuels classés « marxistes »), repose sur la nécessité d'un stade « fasciste » dans le développement de certaines nations au sein du processus de modernisation supposé comme tardif dans l'histoire mondiale, tels le Japon, l'Italie, l'Allemagne. Cette représentation de l'Histoire a été justement critiquée comme une aporie de l'idée de progrès chez Maruyama⁷⁰.

C'est précisément contre cette tendance que Yoshimoto et Tsutsui se sont insurgés. Le premier, en classant Maruyama parmi les « intellectuels libéraux citadins », fait référence à une forme de continuité dans la représentation hiérarchique que la « bourgeoisie » a du peuple depuis les années de la « démocratie de Taishō » (1910-1925) jusqu'après la guerre. Éclairée ou non, cette bourgeoisie entend maintenir son rôle d'éducateur. Le « progrès » qui doit passer par cette mission se trouverait plutôt assimilé à une répétition des mêmes schémas de domination pour Yoshimoto. Tsutsui, en insistant sur la cohérence du discours des ultranationalistes issus du peuple dans les années 1930, souligne l'existence d'une conscience politique centrée non pas sur l'assistance au trône avancée par les élites, mais sur un appel à une intervention directe du *tennō* dans les affaires politiques. Tsutsui montre que, si progrès il y a à l'époque, il a déjà atteint le discours des couches les moins éduquées de la population, quelle que soit leur réelle compréhension des questions politiques ou internationales.

À cet égard, si l'assistance au trône, c'est-à-dire au *tennō*, fonctionne comme le ciment du patriotisme dans les thèses de Maruyama, ce mécanisme repose sur l'absence de la personne de Hirohito, vers lequel tout converge pourtant⁷¹. La

70. YAMAGUCHI, 2000.

71. Ce point sera corrigé en partie en 1956 dans « Sensō sekinin no mōten » 戦争責任の盲点 (Les points aveugles des responsabilités de la guerre), dans MARUYAMA, 1976, p. 596-602.

logique même de l'assistance n'a pas besoin de l'individu. Le rejet quasi complet des responsabilités de la guerre sur les militaires, admis majoritairement à l'époque du procès de Tōkyō, permettait de maintenir la cohérence de la critique du fascisme à tous les niveaux pour les intellectuels japonais. Concernant Maruyama, le passage du « fascisme par le bas » au « fascisme par le haut », central dans sa périodisation, dépendait effectivement du rôle central joué par l'armée dans le processus d'institutionnalisation du fascisme. Cette logique était en accord presque total avec le Procès de Tōkyō, duquel Hirohito avait été écarté après une période d'hésitation parmi les autorités d'occupation.

Ces questions ne semblent guère avoir motivé Maruyama à répondre point par point à ces critiques, malgré sa longévité remarquable (né en 1914, il décède en 1996). Ce point a été souligné par Rikki Kersten et semble confirmer une nouvelle fois le statut de l'Intellectuel à partir duquel Maruyama a poursuivi ses recherches⁷².

Abréviations

GSSK : MARUYAMA Masao, *Gendai seiji no shisō to kōdō* 現代政治の思想と行動 (Pensée et comportements dans la politique contemporaine).

MMS : *Maruyama Masao shū* 丸山真男集 (Œuvres de Maruyama Masao).

Liste des références citées

FURUKAWA Takahisa 古川隆久, 2005, *Shōwa senchūki no gikai to gyōsei* 昭和戦中期の議会と行政 [Parlement et exécutif pendant la guerre de l'ère Shōwa], Yoshikawa kōbun-kan 吉川弘文館, Tōkyō, 300 p.

72. KERSTEN, 1996, p. 162.

- Gendai no shisō tokushū Maruyama masao « seiji no kōzō »*, 1994, 現代の思想 特集丸山眞男「政事の構造」 [La pensée d'aujourd'hui, n° spécial « Maruyama Masao “la structure des affaires politiques” »], vol. 22, Seidosha 青土社, Tōkyō, 56-238 p.
- HASEGAWA Nyozeikan 長谷川如是閑, 1932, *Nihon fashizumu hiban* 日本ファシズム批判 [Critique du fascisme japonais], Ōbatake shoten 大畑書店, Tōkyō, 411 p.
- ITŌ Takashi 伊藤隆, 1983a, *Shōwaki no seiji* 昭和期の政治 [La politique durant l'ère Shōwa], Yamakawa shuppansha 山川出版社, Tōkyō, 400 p.
- ITŌ Takashi 伊藤隆, 1983b, *Konoeshintaisei, taisei yokusan-kai e no michi* 近衛新体制・大政翼賛会への道 [Le nouveau régime de Konoe, le chemin vers l'Association de soutien au trône], Chūō shinsho 中央新書, Tōkyō, 234 p.
- KAWAI Eijirō 河合栄治郎, 1934, *Fashizumu hiban* ファシズム批判 [Critique du fascisme], Nihon hyōronsha 日本評論社, Tōkyō, 524 p.
- KERSTEN Rikki, 1996, *Democracy in Postwar Japan, Maruyama Masao and the search for autonomy*, Routledge, London & New York, p. 137-163.
- KINOSHITA Hanji 木下半治, 1936, *Nihon fashizumu* 日本ファシズム [Le fascisme japonais], Naukasha ナウカ社, Tōkyō, 267 p.
- KINOSHITA Hanji 木下半治, 1939, *Nihon kokkashugi undō-shi* 日本国家主義運動史 [Histoire des mouvements nationalistes japonais], Keiō shobō 慶應書房, Tōkyō, 556 p.
- KUNO Osamu 久野収 & TSURUMI Shunsuke 鶴見俊輔, 1956, *Gendai Nihon no shisō – Sono itsutsu no uzu* 現代日本の思想—その五つの渦 [La pensée du Japon contemporain : cinq de ses maelströms], Iwanami shinsho 岩波新書, Tōkyō, p. 126-128.

MARUYAMA Masao 丸山真男, 1946, « Chōkokkashugi no ronri to shinri » *in* 超国家主義の論理と心理 [Logique et psychologie de l'ultranationalisme], 1^{re} publication dans *Sekai* 世界 [Monde].

MARUYAMA Masao 丸山真男, 1947, « Nihon fashizumu no shisō to undo » *in* 日本ファシズムの思想と運動 [Pensée et mouvements du fascisme japonais], série de cours donnés à l'université de Tōkyō, rassemblés dans *Sonnō shisō to zettaishugi* 尊王思想と絶対主義 [La pensée de la souveraineté du *tennō* et l'absolutisme].

MARUYAMA Masao 丸山真男, 1949, « Gunkoku shihai-sha no seishin keitai » *in* 軍国支配者の精神形態 [Formes de la mentalité des *leaders* militaires], 1^{re} publication dans *Chōryū* 潮流 [Tendances du temps].

MARUYAMA Masao 丸山真男 *et al.*, 1963, *Thought and Behaviour in Modern Japan*, transl. MORRIS Ivan, Oxford University Press, Tōkyō, Oxford & New York, 407 p.

MARUYAMA Masao 丸山真男, 1976, *Senchū to sengo no aida 1936-1957* 戦中と戦争の間 1936-1957 [Entre la guerre et l'après-guerre 1936-1957], Misuzu shobō みすず書房, Tōkyō, 635 p.

MARUYAMA Masao 丸山真男, 1997, *Maruyama Masao shū* 丸山真男集 [Œuvres de Maruyama Masao], vol. 3, 4, 5 & annexe, Iwanami shoten 岩波書店, Tōkyō.

MARUYAMA Masao 丸山真男, 2005 [1965], *Gendai seiji no shisō to kōdō* 現代政治の思想と行動 [Pensée et comportements dans la politique contemporaine], Miraisha 未来社, Tōkyō, 585 p.

MORIYAMA Atsushi 森山優, 1998, *Nichibei kaisen no seiji katei* 日米開戦の政治過程 [Le processus de décision politique vers la guerre nippo-américaine], Yoshikawa kōbun-kan 吉川弘文館, Tōkyō, 272 p.

NANTA Arnaud, 2001, « L'actualité du révisionnisme historique au Japon » in *Ebisu*, n° 26, p. 127-153.

NANTA Arnaud, 2002, « L'actualité du révisionnisme historique au Japon (2) » in *Ebisu*, n° 27, p. 129-138.

NANTA Arnaud, 2002, « L'actualité du révisionnisme historique au Japon (3) » in *Ebisu*, n° 28, p. 185-195.

TOSAKA Jun 戸坂潤, 1935, *Nihon ideorogī-ron – Gendai Nihon ni okeru nihonshugi, fashizumu, jiyūshugi, shisō no hihan* 日本イデオロギー論—現代日本に於ける日本主義・ファシズム・自由主義・思想の批判 [Essai sur l'idéologie japonaise : critique des idées du nipponisme, du fascisme et du libéralisme dans le Japon contemporain], réédition en 1936 et augmentée en 1937, Hakuyōsha 白揚社, Tōkyō, 350 p.

TSUTSUI Kiyotada 筒井清忠, 2006 [1996], *Ni ni roku jiken to sono jidai Shōwaki Nihon no kōzō* 二・二六事件とその時代—昭和期日本の構造 [L'Affaire du 26 février 1936 et son époque : structure du Japon de l'ère Shōwa], Chikuma gakugei bunko ちくま学芸文庫, Tōkyō, 418 p.

TSUTSUI Kiyotada 筒井清忠, 2009, *Konoe Fumimaro kyōyōshugi teki popyurisuto no bigegi* 近衛文麿教養主義的ポピュリストの悲劇 [Konoe Fumimaro la tragédie d'un populiste issu du culturalisme], Iwanami gendai bunko 岩波現代文庫 & Gakujutsu 学術, Tōkyō, 366 p.

YAMAGUCHI Yasushi 山口定, 2000, « Maruyama Masao to rekishi no mikata – Watakushi no mondai teiki » 丸山真男と歴史の見方—私の問題提起 [Maruyama Masao et la vision de l'histoire : ma formulation de la question] in *Seisaku kagaku* 政策科学 [Études politiques], n° 3, vol. 7, pp. 273-290.

YOSHIMOTO Takaaki 吉本隆明, 1969a, « Kāru marukusu カール・マルクス [Karl Marx] », in *Yoshimoto Takaaki zen chosaku-shū* 吉本隆明全著作集, vol. 12, Keisō shobō 勁草書房, Tōkyō, pp. 97-268.

YOSHIMOTO Takaaki 吉本隆明, 1969b, « Maruyama Masao-ron » 丸山真男論 (Essais sur Maruyama Masao), in *Yoshimoto Takaaki zen chosaku-shū* 吉本隆明全著作集 [Recueil de l'ensemble des écrits de Yoshimoto Takaaki], vol. 12, Keisō shobō 勁草書房, Tōkyō, pp. 89-91.

YOSHIMOTO Takaaki 吉本隆明, 1969c, « Tenkō-ron » 転向論 (Essai sur le *tenkō*), in *Yoshimoto Takaaki zen chosaku-shū* 吉本隆明全著作集 [Recueil de l'ensemble des écrits de Yoshimoto Takaaki], vol. 13, Keisō shobō 勁草書房, Tōkyō, pp. 3-27.

Résumé : à partir de l'analyse du mécanisme exposé dans trois essais de Maruyama Masao sur la logique de l'ultranationalisme, les mouvements fascistes et la mentalité de *leaders* militaires japonais, trois grands principes ont pu être isolés dans notre étude : 1) l'assistance au *tennō* comme ciment patriotique de la Nation et manifestation d'un système d'aresponsabilité chez les élites ; 2) le rôle social central d'une partie des classes moyennes (les « petits *tennō* ») dans la diffusion du fascisme ; 3) les sources psychanalytiques de la violence de masse formulées en tant que « conservation de l'équilibre psychique par transfert du refoulement » de la violence entre Japonais et vers l'extérieur. Les raisons du succès des thèses de Maruyama présentées ensuite doivent cependant plus à sa capacité de synthétiser efficacement des lieux-communs préexistants et à sa périodisation originale du fascisme japonais qu'à ces trois principes. De nombreux intellectuels ont noté les limites de ces thèses. Nous avons finalement retenu Yoshimoto Takaaki pour sa critique précoce de la représentation négative du peuple chez Maruyama, ainsi que Tsutsui Kiyotada, parce qu'il remarqua avec le plus de justesse les défauts du comparatisme Allemagne nazie/ Japon impérial et le caractère politique du discours des ultranationalistes négligé par Maruyama.

Mots-clés : essais sur le fascisme de Maruyama Masao, *tennō*, assistance au trône, ultranationalisme, périodisation du fascisme, semi-modernisation du Japon, comparatisme historique, Yoshimoto Takaaki, peuple, Tsutsui Kiyotada

Abstract: This article brings to light three underlying principles in Maruyama Masao's three well-known essays about ultra-nationalism logic, fascist movements and Japanese leaders mentality : 1) support to the emperor as a patriotic building block to the Nation national and as a manifestation of Japanese elites' "a-responsibility", 2) The key role of a part of the middle class, Maruyama named "small tennō", in the spread of fascism through society; 3) The psychanalytic sources of mass violence "maintaining a mental balance through the transferring of the repression [of violence]", which is first aimed at the Japanese themselves, before being expanded onto others countries. The origins of the success of Maruyama's theses are not to be found in these principles, however, but rather in the efficient synthesis of pre-existing commonplace loci and in an original Japanese fascism "periodization" framework. Many intellectuals point out the limits in Maruyama's theses, but this article chooses to focus on two among them: 1) Yoshimoto Taka.aki for his early critic of Maruyama Masao's negative view of the masses; 2) Tsutsui Kiyotada for his accuracy in pointing out the flaws of a Nazi/Imperial Japan comparative analysis, and more precisely in pointing out the political dimension of ultranationalists arguments, overlooked by Maruyama.

Keywords: Maruyama Masao's fascism thesis, tennō, Imperial aid, ultra-nationalism, fascism evolution framework, half-modernized Japan, comparative historical studies, Yoshimoto Taka.aki, Masses, Tsutsui Kiyotada

キーワード：丸山真男の初期ファシズム論批判、大政翼賛、超国家主義、日本ファシズムの時代区切り、日本の近代化批判、歴史比較研究、吉本隆明、筒井清忠

Le trousseau à Nagoya : réévaluer l'importance de la dot dans le Japon du xx^e siècle

Signification du trousseau

*The Economic Aspect of Marriage in Japan: the
Importance of the Trousseau in the Nagoya Area*

Garance DUCROS

Chercheuse associée à la Maison franco-japonaise et au LISST

Dans les *Structures élémentaires de la parenté*, Claude Lévi-Strauss écrivait que le cadeau le plus important dans le mariage était la femme elle-même. Certes, mais le mariage est aussi l'occasion de divers échanges économiques. Selon l'*Anthropologie de la famille et de la parenté*, la terminologie anglo-saxonne serait plus explicite pour décrire les transactions engendrées par le mariage puisqu'elle opérerait une distinction entre les termes de *dowry* et de *brideprice* ou *bridewealth*. Le premier de ces mots que l'on peut traduire par *dot* « désigne le paiement effectué lors d'un mariage par les parents de la jeune fille¹ », tandis que le second, *le prix de la fiancée*, caractérise « la pratique selon laquelle les parents d'un garçon doivent donner une compensation matrimoniale aux parents de la jeune fille². »

1. DELIÈGE, 2009 [1996], p. 13.

2. *Ibid.*, p. 13.

Dans leur ouvrage *Bridewealth and Dowry*, Jack Goody et S. J. Tambiah expliquent que la dot se rencontrerait essentiellement dans les sociétés européennes et asiatiques, là où la terre peut être possédée individuellement et où elle peut être exploitée de manière intensive. Ces deux conditions permettent en effet d'engranger des surplus à l'origine de la forte stratification sociale qui se rencontre dans ces sociétés.

On s'attend à trouver ce type de disposition au Japon. Pourtant, dans l'*Histoire de la famille*, Patrick Beillevaire rappelle qu'au Japon le mariage « par prise de la bru » qui supposait que la femme quitte sa famille pour aller s'installer chez son époux ne devint la norme qu'aux environs du xv^e siècle. Il indique toutefois, dans une partie sur la condition des femmes à l'époque antique et au Moyen Âge, que « de tous temps la notion de dot proprement dite est demeurée étrangère au système familial japonais³. » Il explique aussi un peu plus loin, à propos des mariages à l'époque d'Edo, que si « les considérations économiques n'étaient pas absentes du mariage au Japon⁴ », « les transferts de biens auxquels il donnait lieu [n'avaient] cependant jamais été très importants et revêtaient plutôt un caractère symbolique⁵. » François et Mieko Macé abondent dans ce sens dans leur ouvrage sur le Japon d'Edo où on peut lire que « le mariage n'était guère accompagné de prestation financière significative » et que « le Japon a ignoré l'institution de la dot » même si les auteurs concèdent que les jeunes filles se devaient d'apporter des « vêtements dans des armoires qui étaient transportées aux yeux de tous⁶. »

Les vêtements et les armoires dont il est question ici correspondent aux *yomeiri dōgu* 嫁入り道具, terme qui recouvre ce que l'on appelle le « trousseau » en français. Bien que les mots « dot » et « trousseau » soient différents, on peut dire que le deuxième (le trousseau) entre tout simplement dans le premier (la dot), c'est-à-dire que le trousseau peut être une forme de dot. Or, ce trousseau, présenté comme modique dans les travaux sur l'histoire de la famille japonaise, a gagné en

3. BEILLEVAIRE, 1986a, p. 300.

4. *Ibid.*, p. 321.

5. *Ibid.*

6. MACÉ & MACÉ, 2009 [2006], p. 263.

importance avec le temps et il est encore réputé dans certaines régions pour l'effort financier qu'il représente lors du mariage des filles.

C'est le cas par exemple du département d'Aichi, produit de l'amalgame des anciennes provinces d'Owari, où se trouve la ville de Nagoya, et de Mikawa⁷, où l'on dit que⁸ « si tu as trois filles, le faite du toit tombera » (*musume sannin moteba, yanemune ochiru* 娘三人持てば屋根棟落ちる). Dans ce département, les *yomeiri dōgu* servent d'ailleurs souvent d'illustration dans les manuels d'ethnologie tant ils sont célèbres. « Même de nos jours, la région allant du département de Toyama au département d'Aichi est connue pour le fait que l'on y apporte autant de *yomeiri dōgu* que possible », peut-on lire dans le chapitre consacré aux biens des femmes dans *L'Ethnologie du point de vue des femmes*⁹.

Le but de cet article est de réévaluer l'importance de la dot dans les mariages au Japon en se concentrant sur cette pratique du XX^e siècle à aujourd'hui. La première partie montrera la complexité du sujet à travers le contenu du trousseau et la manière dont il a évolué, en prenant en compte les variables régionales, sociales et historiques. Elle s'appuiera sur deux mariages ayant eu lieu avant (dans les années 1930) et après la fin de la Seconde Guerre mondiale (fin des années 1960) dans la région de Nagoya. Dans une deuxième partie, nous analyserons la fonction de ces trousseaux en les comparant notamment aux pratiques qui se rencontraient en France dans les Pyrénées afin de montrer l'importance qu'il convient de leur accorder à l'époque contemporaine. Enfin, on montrera que la question de l'existence de la dot n'est pas nécessairement obsolète de nos jours et reste pertinente notamment à travers le financement des études.

Pour ce faire, on se fondera essentiellement sur la littérature folklorique locale ainsi que sur les résultats d'une enquête de terrain menée entre 2005 et 2008 pour la rédaction d'une thèse sur le sens du mariage dans la société japonaise actuelle. Cette enquête comprenait un peu plus de quatre-vingt études de cas qui ont été complétées par des entretiens supplémentaires impliquant une dizaine de

7. La rivière Sakai 境川 est considérée comme la ligne de démarcation entre les deux.

8. Propos recueillis par l'auteur de l'article que l'on retrouve dans les ethnographies du département d'Aichi de Hattori Makoto 服部誠. HATTORI, 2001b, p. 208.

9. KURAISHI, 1999, p. 118.

personnes réalisés en 2015 dans le but d'approfondir certains points de l'enquête initiale.

Les trousseaux dans la région de Nagoya

L'histoire d'I. T.

I. et T. sont les initiales du nom et du prénom d'une interlocutrice née en 1943 qui s'est mariée en 1969¹⁰. Son histoire permettra au lecteur de se forger une image de ce que les trousseaux sont dans la région de Nagoya.

I. T. est l'avant dernière d'une fratrie de neuf enfants. Ses parents avaient une boutique de riz à Jimokuji 甚目寺 (commune située à l'ouest de Nagoya ayant fusionné avec celles de Miwa 美和 et de Shippō 七宝 pour former la ville d'Ama あま). Comme ses parents étaient très occupés par leur travail, elle fut chargée très jeune de s'occuper de la cuisine et c'est avec fierté qu'elle déclare pouvoir préparer de la soupe Tonjiru 豚汁¹¹ pour cent personnes.

Son époux, lui, habitait à Miwa où il était photographe. Leur mariage fut le résultat de l'intervention d'un entremetteur qui n'était pas un proche. Il fut l'œuvre d'un paysan qui ne manquait pas de montrer la photo de jeunes personnes à marier lors de ses déplacements :

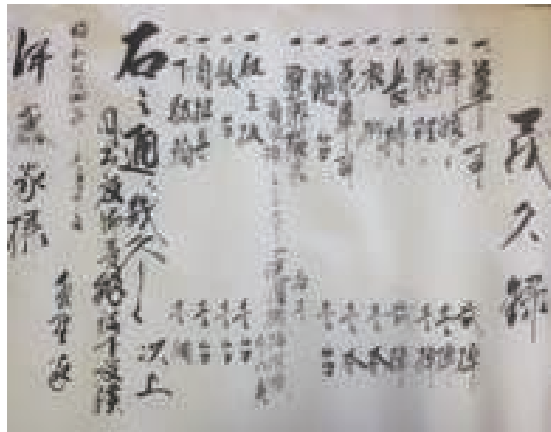
Jadis, il y avait de telles personnes. Mon entremetteur était une personne qui montrait des photos dans divers endroits. Il n'avait pas de lien particulier avec moi. [...] C'était un paysan.

昔、そういう人がいたわ。仲人さんはいろんなところで写真を持って歩いていました。別に特別関係がない人でした。(…) 農家でした。

10. Les personnes ayant contribué à l'enquête par leur témoignage seront désignées par leurs initiales afin de protéger leur anonymat.

11. Soupe à base de porc et de légumes mijotés avec du *miso*.

Sur la liste (*mokuroku* 目録) de son trousseau, on peut lire qu'I. T. amena pour son mariage deux armoires (*tansu* 箆笥), une armoire pour les vêtements occidentaux (*yō-dansu* 洋箆笥), une commode à tiroirs pour le rangement (*seiri dansu* 整理箆笥), deux bahuts (*nagamochi* 長持ち), un porte kimono (*ikō* 衣桁), une armoire pour mettre les ustensiles à thé ou la vaisselle (*chadansu* 茶箆笥), une coiffeuse (*kyōdai* 鏡台), de l'électroménager dont notamment un ventilateur, une machine à coudre, un radiateur, une machine à laver et un aspirateur, ainsi qu'une planche pour la confection de vêtements (*shitate-ita* 仕立て板), une table basse (*handai* 飯台), un vélo (*jitensha* 自転車) et enfin un meuble à chaussures (*getabako* 下駄箱). Le tout fut monté sur un camion décoré d'un tissu à larges raies verticales rouges et blanches et le chargement fut fixé grâce à d'imposantes bandes de tissus de la même couleur. L'ensemble de son trousseau put être installé sur un seul camion, mais le plus fastueux qu'il lui ait été donné de voir mobilisa sept véhicules. Normalement, ces camions n'ont pas le droit de faire marche arrière et on indemnise les automobilistes qui pourraient obstruer leur passage pour qu'ils les laissent passer.



LISTE DES AFFAIRES LES PLUS IMPORTANTES APPORTÉES PAR I. T.



PAGE UNE DE LA LISTE DÉTAILLÉE DES AFFAIRES DE SA BELLE-MÈRE.

La liste présentée ci-dessus ne concerne que les éléments les plus importants du trousseau d'I. T. Il lui semble qu'il en existait une deuxième détaillant le contenu des différents meubles qu'elle apporta avec elle pour emménager chez son époux, mais on ne sait pas où le document se trouve actuellement. I. T. avait cependant en sa possession un document faisant état du menu détail du trousseau de sa belle-mère lors de son mariage en 1932 avec le père de son époux jadis directeur d'école, liste qu'elle avait confiée aux archives de Jimokuji. Sur les sept pages manuscrites qui la constituent, chaque type d'objet est minutieusement consigné : cent dix-huit entrées en tout.

On peut y apprendre que la mère de son époux apporta de très nombreux kimonos : trente-sept kimonos doublés (*awase kimono* 袷着物) dont trois au bas décoré marqués de blasons en haut (*suso moyō montsuki* 裾模様紋付), deux kimonos habillés à motifs continus (*hōmongi* 訪問着, littéralement « kimonos de visite »), trois kimonos en crêpe de qualité (*omeshi* 御召), ainsi que trente kimonos légers (*hitoemono* 単物), vingt-sept manteaux de kimono (*haori* 羽織), trois manteaux de kimono d'été (*natsubaori* 夏羽織), au moins vingt-et-une ceintures (*obi* 帯). Le souci de minutie va jusqu'à indiquer que le trousseau comprenait aussi vingt-trois hauts de sous-vêtements de kimono

(*hanjuban* 半襦袢), vingt-sept bas de sous-vêtements de kimono (*koshimaki* 腰卷), trente-neuf paires de chaussettes japonaises (*tabi* 足袋), vingt-sept tabliers (*maekake* 前掛), quinze essuie-mains (*tenugui* 手拭), vingt-huit articles de maquillage (*keshōhin* 化粧品), huit peignes en buis (*tsuge kushi* ツゲ櫛), vingt-deux ornements de coiffure (*kami kazari* 髪飾) ou encore deux savons (*sekken* 石鹸).

La belle-mère d'I. T. venait d'une famille de Nagoya qui s'occupait d'un bureau de poste (il s'agissait d'un commerce privé à l'époque). Le mariage s'était noué lorsque le père de son mari avait dû se rendre dans cette grande ville avant d'exercer à Miwa. Le détail du trousseau montre aussi qu'elle apporta un nombre de pièces de mobilier assez important : deux braseros d'intérieur (*hibachi* 火鉢), une bonbonnière (*kashiki* 菓子器), une corbeille à fleurs (*hanakago* 花籠), des boîtes de cinq étages pour servir les mets propres au Nouvel An (*godanjū* 五段重), des plateaux sur lesquels les invités mangent leur repas (*kaisekizen* 会席膳), des paniers pour mettre les vêtements avant d'entrer dans le bain (*midare kago* ミダレ籠), etc. Cela s'explique par le fait que le couple s'installa dans une maison indépendante et non pas avec la famille du mari qui gérait une affaire de cactus. Enfin, on trouve dans la liste détaillée de ce trousseau divers accessoires de koto, si bien qu'il n'est pas insensé de supposer que le trousseau en comprenait un.

Cet exemple est bien documenté mais il ne s'agit cependant que d'un seul cas à un certain moment de l'histoire dans une localité et un milieu particuliers. Il est donc nécessaire de le mettre en perspective d'un point de vue régional, historique et social.

Variable régionale

Jimokuji et Miwa se trouvent juste à l'ouest de Nagoya dans la partie occidentale de l'ancienne province d'Owari. Il y avait cependant de multiples disparités à l'intérieur du département où se trouve cette agglomération. Cela est perceptible dans les travaux de Hattori Makoto 服部誠, qui a sillonné le département d'Aichi pour en recueillir les anciennes coutumes matrimoniales.

La narratrice I. T. mentionna, par exemple, que les personnes à l'origine de son mariage n'étaient pas des parents mais des agriculteurs qui montraient des photos et proposaient des partis. Les entremetteurs qui arrangent les mariages

sont normalement appelés *nakōdo* 仲人, c'est-à-dire la personne qui s'entremet, mais on parle plutôt d'*ochūnin* dans le département d'Aichi, une lecture différente des idéogrammes utilisés pour écrire *nakōdo* auxquels un « o » de déférence a été ajouté.

Dans la partie ouest du département, il arrivait que ce rôle incombe à des parents, mais on avait aussi beaucoup recours à des « spécialistes » de la question qui aimaient s'occuper des autres, qui étaient amenés à sillonner la région pour leurs affaires, ou qui avaient beaucoup de relations. Ces entremetteurs recevaient normalement environ dix pour cent de l'argent des fiançailles que la famille du futur marié remettait à celle de la jeune fille dont elle demandait la main¹². Cette somme était liée à celle dépensée pour la constitution du trousseau. En effet, l'argent des fiançailles n'avait pas vocation à être conservé par les parents de la jeune fille. La norme était qu'ils le redonnent à leur fille et qu'ils y ajoutent une contribution équivalente¹³.

On peut penser que les intermédiaires qui recevaient un pourcentage indexé sur l'argent des fiançailles aient eu intérêt à recommander aux familles de dépenser un peu plus que nécessaire pour que leur commission soit plus substantielle et les trousseaux s'en soient trouvés grossis¹⁴.

Il en allait autrement dans la partie est du département correspondant à l'ancienne province de Mikawa où les entremetteurs avaient une autre particularité : ils étaient doubles. Chaque famille en avait un pour le représenter alors que d'habitude les deux maisons partageaient le même. Les entremetteurs dans cette zone géographique étaient normalement recrutés dans la parenté. Dans le Nord du Mikawa montagneux, on demandait donc à une personne influente du village ou à une personne du réseau de maison-mère (*honke* 本家)/maison-branches (*bunke* 分家) auquel on appartenait de s'en occuper¹⁵. Dans le reste du Mikawa (en dehors de la péninsule d'Atsumi), on s'adressait à des parents proches

12. HATTORI, 2001b, p. 213.

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*

15. HATTORI, 2005, p. 558.

même s'ils n'habitaient pas dans la même commune : les liens de sang primaient sur la proximité géographique¹⁶.

Hattori évoque aussi le rôle du textile dans la constitution des trousseaux. La plaine fertile de l'Ouest de l'Owari, Okazaki ou encore Toyohashi bénéficiaient de ce type d'industrie légère. Cela dépendait sûrement des employeurs, mais les jeunes filles qui travaillaient dans des manufactures de textile pouvaient gagner plus d'argent que les jeunes femmes qui étaient domestiques. Une femme originaire de Bisai 尾西, née en 1915, donna les chiffres suivants à Hattori alors qu'elle expliquait pourquoi elle avait choisi de travailler dans une manufacture :

C'est parce que, dans le cas des manufactures de textile, on pouvait se faire environ 170 yens en six mois, alors que le salaire annuel d'une domestique était de l'ordre de 100 yens.

女中の給金が年に100円程度であったのに対し、機屋の場合は半期170円くらいをもらうことができたためであるという。¹⁷

Les jeunes apprenties dans les manufactures de textiles bénéficiaient aussi d'un autre avantage non négligeable : elles avaient droit à des bonus. Il pouvait s'agir d'argent ou de coupons. Au bout d'un an, on leur donnait par exemple une commode, puis des *futon*, etc. Cela soulageait leurs parents de certaines dépenses et concourait à rendre les trousseaux particulièrement volumineux¹⁸.

Les travaux de Hattori¹⁹ révèlent par ailleurs que dans la partie est de l'Owari (propos recueillis dans la ville d'Owari Asahi 尾張旭), le trousseau des jeunes mariées issues d'une famille de paysans comportait une réserve de riz correspondant à la quantité nécessaire pour se nourrir pendant une année, période au bout de laquelle la jeune épouse était alors considérée comme un membre de la famille de

16. *Ibid.*, p. 560.

17. HATTORI, 2001b, p. 217.

18. *Ibid.*, p. 217-218.

19. HATTORI, 2002, p. 132.

son époux²⁰. Signalons à ce propos qu'il y avait des endroits où le trousseau était différé à cause du type de mariage qui s'y pratiquait. C'est le cas par exemple à Shinojima 篠島, où on parle encore de mariage « par visites » (*kayoi-kon* 力ヨイ婚). Dans ce type de mariage, la cérémonie de mariage n'est pas suivie par une résidence virilocale du couple. L'épouse retourne chez ses parents où son époux vient lui rendre visite et passer la nuit. Ce n'est que bien plus tard (généralement une à trois années) que l'épouse s'installe dans la maison de son mari²¹.

La lecture des travaux de Hattori donne à penser que la géographie (plaine ou montagne, terres fertiles ou pas), l'économie (présence ou absence d'une industrie légère) et l'organisation sociale et familiale qui en découle (entremetteurs venant de la parenté ou semi-spécialistes, agrégation directe ou différée de la future épouse) variaient d'un bout à l'autre du département. Tous ces éléments avaient un impact sur les trousseaux et peuvent expliquer que, par exemple, les jeunes filles de la partie ouest de l'Aichi où se trouve Jimokuji aient pu éventuellement bénéficier d'un trousseau plus important que dans le reste du département. Il n'y a cependant pas de raison de penser que la diversité régionale observable dans ce département ne se retrouve pas à l'échelle nationale. De plus, même dans la partie ouest du département, les trousseaux des jeunes filles n'ont pas toujours été aussi conséquents. Les variables historique et sociale rendent aussi l'appréciation de la dot complexe.

Variables historiques et sociales

Les témoignages recueillis dans l'ancienne commune de Fujioka 藤岡 (actuellement intégrée à Toyota) auprès des plus anciens ont révélé qu'il arrivait de leur temps qu'une jeune fille se rende chez son futur époux avec, en tout et pour tout, un simple baluchon. C'est ce que l'on appelait les « mariées au baluchon » (*furoshiki-yome* 風呂敷嫁). Elles étaient présentes dans tout le département.

20. Une pratique similaire est signalée après la guerre dans le Sud-Est du département où il arrivait aussi que l'on donne un peu de terre à la jeune mariée pour qu'elle l'exploite. Voir HATTORI, 2003, p. 156.

21. HATTORI, 1998, p. 130-131.

Hattori se réfère d'ailleurs à des documents venant de la ville de Jimokuji où habite I. T. pour montrer le caractère relativement récent des trousseaux dans la région :

Jadis, dans les fermes ordinaires, les baluchons étaient nombreux. Une jeune bru venait sans qu'on le sache et le lendemain on appelait le voisinage pour [le rituel des] *botamochi*²². Les vrais mariages par prise de la bru, il n'y avait que dans les classes au-dessus des propriétaires terriens que l'on en faisait.

昔は、普通の農家では風呂敷包みが多く、知らぬ間に嫁さんが来ているという有様で、翌日、牡丹餅（の儀礼）で近所を招くくらいで、嫁入りらしいのは少なくとも地主以上であった²³。

À Jimokuji, les trousseaux n'étaient pas fastueux avant le début de l'ère Taishō (1912-1926), commente Hattori. On lit aussi sous sa plume, dans *La Nouvelle Rédaction de l'histoire de la ville de Nagoya* (*Shinshū Nagoyashi-shi* 新修名古屋史), que c'est à partir du début de l'ère Shōwa (1926-1989) qu'il est généralement devenu rare de ne pas donner d'armoires aux jeunes filles au moment de leur mariage, même si cela représentait un effort financier important pour les parents²⁴. Tout cela indique que le trousseau a une existence ancienne au Japon, mais qu'il a été limité aux classes sociales les plus élevées pendant un certain temps. Le fait que le trousseau ait longtemps été l'apanage de l'élite contribue sûrement à expliquer pourquoi la dot a tendance à être considérée comme insignifiante d'une manière générale.

La vulgarisation de la pratique du trousseau ne semble cependant pas s'être déroulée de la même façon en zone rurale et en zone urbaine. Hattori opère une distinction entre les deux car c'est en ville qu'il a observé les plus grands écarts de richesse entre les familles et donc une plus grande hétérogénéité dans la pratique du trousseau. Dans les campagnes, la norme était d'apporter une armoire et un

22. *Mochi* fait avec du riz gluant recouvert de pâte de haricots rouges.

23. HATTORI, 2008, p. 555.

24. HATTORI, 2001a, p. 518.

bahut, les plus riches allant jusqu'à trois meubles²⁵. Dans les annexes de l'ouvrage où figure l'essentiel des différents entretiens ayant servi de base à *La Nouvelle Rédaction de l'histoire de la ville de Nagoya*, on constate par contre des écarts plus impressionnants en ville. Une femme y expliquait que :

Mes parents n'ont apporté que des vêtements deux ou trois jours avant car je n'en avais pas beaucoup. Nous ne l'avons pas montré au voisinage non plus. Il n'y avait vraiment que les riches qui faisaient cela.

着るもののみであり、そんなになかったので二〜三日前に親が持ってきた。エリカザリなどもしなかった。これはよほどの金持ちしかやらないものである²⁶。

Quelques lignes plus loin, une autre femme issue d'une maison de commerçants livre en revanche un témoignage bien différent :

Le trousseau que la narratrice née en 1902 apporta lors de son mariage en 1921 comprenait treize *tsuri*²⁷. Elle prépara entre autres une (ou des) armoire(s) de rangement entièrement laquée(s) de couleur marron et une (ou des) armoire(s) de salon en paulownia.

明治三五年生まれの話者が大正一〇年に結婚した際の嫁入りの荷物は十三釣りで、総塗り茶色の蔵入り箆笥、桐の座敷箆笥などを用意した²⁸。

Ces différents paramètres rendent l'étude du trousseau complexe car cette coutume n'a pas eu la même importance selon les milieux socio-économiques, même si elle s'est généralisée à partir de l'ère Taishō. On se souviendra par ailleurs

25. HATTORI, 2002, p. 132.

26. HATTORI, 2009, p. 781.

27. [NDT] Unité pour compter les meubles les plus importants du trousseau tels que les armoires ou les bahuts.

28. HATTORI, 2009, p. 781.

que le contenu des trousseaux des deux générations de femmes de la même famille détaillés au début de cette partie a évolué.

Les trousseaux se sont tout d'abord enrichis d'appareils électroménagers à partir des années 1960 : aspirateurs, machines à laver, réfrigérateurs, fours, autocuiseurs, etc. La grand-mère d'une famille de trois générations (famille O.) de Kamiyahagi 上矢作 (commune absorbée par la ville d'Ena 恵那 située dans le département voisin de Gifu) racontait l'admiration que suscita l'arrivée de ses affaires lorsqu'elle s'installa dans la maison de son mari. Le mariage avait eu lieu un 1^{er} février au début des années 1960 (1961 ou 1962) et la vieille dame se souvenait qu'il y avait beaucoup de neige ce jour-là. Comme ses parents tenaient un magasin d'électroménager, ils lui avaient donné des appareils encore rares dans le village de son époux : « Ce qui était exceptionnel, d'abord, c'était la machine à laver. Et puis, l'aspirateur aussi, c'était exceptionnel. » Cet aspirateur suscita d'ailleurs beaucoup de curiosité. Comme les gens du village n'avaient jamais vu d'aspirateur, tout le monde est venu le voir en disant « prête-le-moi s'il te plaît. » En plus de l'électroménager, d'autres types d'objet firent leur apparition parmi les affaires apportées par les mariées : les machines à coudre ou les vélos. Cette pratique est indiquée dans la *Nouvelle Rédaction de l'histoire de la ville de Nagoya* :

Après la guerre, il y a eu des gens qui apportaient une machine à coudre ou un vélo. Par ailleurs, souvent les armoires traditionnelles ont été remplacées par des armoires occidentales, les coffres sont devenus des commodes pour les *futon*, etc.

戦後では、ミシンや自転車を持ってゆく人もあり、また、箆笥が洋服ダンスになったり長持が縦長持（布団箆笥）になったりする²⁹。

Aujourd'hui, on parle plutôt d'automobile. Une femme (A. T., mariée en 1997) originaire de Nagoya, mais installée avec son mari à Miwa 美和 (commune située à l'ouest de Nagoya), commentait les photos de son mariage ainsi :

29. HATTORI, 2001a, p. 518.

Il y avait aussi une voiture. Les gens qui ne conduisent pas n'en ont pas besoin mais, la voiture, si on veut se déplacer par soi-même... Pour aller chez ses parents, pour aller faire des courses...

車もあった。乗らない人はいらないけど、車は自分で移動したいとね。実家へいくためとか、買い物へ行くためとか。

Tel fut aussi le cas de F. Y., née en 1975 et mariée en 2006. La mère de son époux habitait Owari Asahi 尾張旭, une ville de campagne située au nord-est de Nagoya. Elle pria sa bru d'acheter une voiture pour que la jeune femme puisse venir lui rendre visite et se déplacer dans les environs, car il était question que le couple s'installe chez elle ou fasse construire à côté ultérieurement.

L'évolution du contenu du trousseau contribue aussi à rendre son étude complexe. On retiendra que les vêtements et les armoires en constituaient l'essentiel, mais qu'ils ont suivi le développement économique du pays. Dans la partie suivante, on se demandera quelles étaient les fonctions des trousseaux composés d'armoires et de kimonos, lorsqu'il est devenu normal d'en fournir un aux filles à l'occasion de leur mariage.

Une fortune en étoffe

Il convient de se rappeler que les étoffes avaient jadis une grande valeur. Elles ont été un moyen d'échange privilégié dans certaines cultures, une sorte de monnaie. Notons à ce sujet qu'au Japon aussi le tissu fut autrefois un moyen privilégié d'effectuer des transactions d'ordre financier. Cela se constate de manière évidente dans l'Antiquité. Le Japon commence à se doter vers le VII^e siècle de codes administratif (*ritsu* 律) et pénal (*ryō* 令) sur le modèle chinois. Ceux-ci fixent trois sortes d'impôts. Tout d'abord un impôt en riz (*so* 租). Ensuite, les corvées (*yō* 庸) qui consistaient à travailler 10 jours ou à s'acquitter de cette charge en sel, en riz, en tissu ou en coton. Enfin, le tribut (*chō* 調) qui était essentiellement en pièces de tissu, mais qui pouvait aussi être réglé sous la forme de produits régionaux. On tenta à plusieurs reprises de mettre aussi en circulation de la monnaie, mais

cette unité de compte ne parvint pas à remplacer celles du riz ou du tissu plus couramment utilisées :

La première émission (de la monnaie) eut lieu en 708 et d'autres ont suivi jusqu'au milieu du x^e. Mais, malgré les incitations officielles qui allèrent jusqu'à vendre des rangs à ceux qui accumulaient la monnaie, elle a peu circulé, s'est rapidement dévaluée et n'a pas remplacé, tant s'en faut, le système du troc. Boisseaux de riz ou pièces de tissu sont restés des unités de compte plus utilisées que la monnaie. Il n'existait en effet qu'un mince courant d'échanges, nécessaire car les fonctionnaires payés en riz, tissu ou houes devaient bien les troquer contre d'autres produits³⁰.

Chacun de ces différents moyens d'échange présentait des avantages et des inconvénients différents. En ce qui concerne la monnaie de tissu³¹, considérons tout d'abord qu'elle pouvait être utilisée pour remplir un besoin fondamental, celui de protéger le corps. Ensuite, elle était assez facilement transportable, ce qui n'était pas négligeable lorsque l'on souhaitait procéder à des échanges. Elle était aussi ajustable puisqu'il est possible de couper le tissu. De plus, il était facile de l'accumuler et de la conserver car les étoffes durent longtemps. Enfin, dans le cas de tissus teints ou décorés, on peut dire que chaque unité de compte était identifiable car elle se distinguait des autres, contrairement aux pièces qui ont toutes la même forme ou aux grains de riz tous semblables. Les kimonos du trousseau de la mariée faits de tissu présentent les mêmes avantages. Il semblerait donc justifié de les considérer comme des unités de compte représentant une petite fortune personnalisée contenue dans les coffres forts que sont les armoires.

La valeur de ces armoires peut par ailleurs notoirement varier selon le bois utilisé. Dans la région de Nagoya, le paulownia est symbole de qualité, car ce bois est réputé en tant que moyen de protéger naturellement les kimonos de l'humidité. Nagoya est d'ailleurs un centre de production de ce type d'armoires. D'après

30. HÉRAIL, 1990, p. 75.

31. Voir le travail de SHIMADA, 2003, p. 98. Dans cet ouvrage, l'auteur disserte entre autres sur les avantages des monnaies de tissu.

l'ouvrage *Traditions du département d'Aichi pays natal* (*Aichiken furusato no dentō* 愛知県ふるさとの伝統), l'histoire de cette industrie locale remonterait à la construction du château de Nagoya et à l'afflux d'artisans charpentiers que les travaux entraînent³². Toutes les armoires de ce type ne se valent cependant pas. On trouve, dans les documents de la *Nouvelle Rédaction de l'histoire de la ville de Nagoya*, que l'on établissait une différence entre les armoires dont seuls la façade et les côtés étaient en paulownia et celles entièrement faites en cette noble matière³³. Le bois utilisé ou encore la finition (on nous parla lors d'une rencontre visant à recueillir différents entretiens de l'utilisation de clous en bois ou ordinaires) avaient leur importance dans l'appréciation de la valeur du trousseau.

Il a été souligné que les kimonos et les armoires étaient une forme de fortune. Notons aussi que certains kimonos étaient frappés d'un blason. Il s'agissait alors de celui de la famille natale de la jeune épouse. Pour Hattori Makoto, le but était de rendre clair aux yeux de tous que c'est la maison natale de la femme qui les avaient préparés³⁴. D'autres chercheurs vont plus loin. On peut aussi considérer qu'il s'agissait, en effet, d'un moyen de montrer que ces kimonos appartenaient à la famille de la bru et non pas à celle de l'époux. Les affaires de la mariée étaient d'ailleurs normalement restituées dans le cas où le lien marital était rompu. C'est sûrement pour cette raison qu'elles étaient consignées avec autant de minutie. On retrouve cette explication dans l'entrée rédigée par Nakagomi Mutsuko 中込睦子 sur les biens dotaux (*jisan zaisan* 持参財産) du *Dictionnaire de la famille* (*Kazoku-jiten* 家族—事典) :

En principe, les biens dotaux appartiennent à la bru et ne rentrent donc pas dans le patrimoine de la maison de son époux. C'est pour cela que l'on trouve les blasons de la famille de la maison natale ou le blason de la femme sur les kimonos pour les grandes

32. FŪDOSHA, 1987, p. 219.

33. HATTORI, 2009, p. 780.

34. « Pour ce qui est du blason, on mettait celui de la maison natale ; on montrait aux yeux de tous que [ces kimonos] avaient été mis à disposition par la maison natale [de la jeune épouse] 紋付には在所の家紋を入れ、在所で用意したものであることを明らかにした。 » (HATTORI, 2001a, p. 518).

occasions ou sur les meubles. En cas de divorce, toutes les affaires de la mariée seront retournées à sa maison natale³⁵.

持参財は原則として嫁個人に帰属するものであり、婚家の財産に組み入れられるわけではない。晴れ着や調度品に実家の家紋や女紋をつけるのはこのためであり、離婚に際しては嫁入り道具はすべて実家に返される。

Non seulement ces biens restaient sous le contrôle de la famille de l'épouse, mais cette dernière pouvait en faire l'usage qu'elle souhaitait. Elle pouvait les vendre si bon lui semblait. C'est en effet ce que fit H. T. (octogénaire en 2008) juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale, quand le pays manquait de tout pour acheter de la nourriture, ce qui provoqua bien du dépit à sa mère : « j'ai vendu les kimonos que ma mère s'était donné tant de mal à me procurer et j'ai acheté du riz avec cet argent. » Les kimonos avaient plus de valeur que du numéraire en ce temps-là³⁶.

Les femmes pouvaient aussi décider de les thésauriser. Certes, les vêtements pour la vie quotidienne se déchirent à cause de l'usure. Les pièces d'apparat, par contre, ne sont que rarement sorties des tiroirs. Il est donc possible de les transmettre à la génération suivante. Cela est particulièrement facile à faire dans le cadre du Japon car, contrairement aux robes occidentales, les vêtements japonais ne sont pas faits sur mesure. De ce fait, une mère peut donner ses kimonos à ses filles sans problème, pour peu qu'elles aient à peu près la même taille. Une femme que l'on appellera K. K. (née en 1939) nous expliqua qu'elle a porté le kimono de mariage de sa mère lors de ses propres noces dans les années 1960. Il s'agissait d'un kimono noir avec de grands motifs dans le bas. La mère de K. K. le lui donna car les noces de K. K. eurent lieu à Paris et que sa mère ne pouvait pas faire le voyage. Cinq ans avant sa mort, la mère de K. K. entreprit de faire restaurer les meubles de son trousseau, ce qui lui revint très cher. Elle inscrivit ensuite sur son testament qu'elle désirait que ses deux armoires et sa coiffeuse reviennent à chacune de ses

35. HIKAKU KAZOKU-SHI GAKKAI, 1996, p. 392.

36. KURAIISHI, 1999, p. 129.

trois filles. Enfin, ajoutons que K. K. donna à son tour quelques kimonos à ses propres descendantes. Comme toutes les fortunes, celle des femmes pouvait être transmise à la génération suivante.

Toutes ces caractéristiques liées à la gestion du trousseau montrent que le destinataire de ce type de fortune féminine était au premier chef la femme mariée elle-même et éventuellement ses filles s'il restait encore quelques belles pièces. Alors que le Code civil de Meiji promulgué en 1898 établissait que le chef de famille devait être l'aîné, que le mariage signifiait pour la jeune fille d'entrer dans la maison de son époux, que l'épouse était incapable juridiquement, que cette incapacité « s'étendait également aux biens propres de l'épouse qui, par le mariage, passaient sous la gestion de son mari³⁷ » au nom du devoir d'obéissance qu'elle lui devait et de la pérennité de la maison, on peut supposer que les jeunes épouses gardaient cependant dans la pratique le contrôle de leur fortune personnelle qu'était le trousseau.

Une avance sur l'héritage

Selon Goody, la fonction essentielle de la dot était d'assurer une certaine dévolution intergénérationnelle, c'est-à-dire de ne pas exclure totalement les femmes de l'héritage³⁸. Pour lui, dot et héritage doivent être placés sur le même plan, la seule différence entre les deux étant que le premier type de dévolution a lieu au mariage alors que le deuxième prend place à la mort des parents.

Il a été indiqué qu'au Japon, c'est la maison natale de la future épouse qui préparait le trousseau, et on peut aussi effectivement parler d'une sorte d'avance sur héritage. I. T. dont il était question en début de première partie indique clairement que, dans son cas, le trousseau avait eu une telle fonction :

C'est mon héritage. C'est quelque chose comme cela. [...]
Maintenant, avec le droit, on ne peut pas dire qu'il n'y ait que cela.
Cela dépend des maisons, je pense, mais, avant, si une fille recevait

37. KONUMA, 2011, p. 404.

38. GOODY, 2001, p. 128.

un trousseau au moment de partir de la maison, après elle ne disait plus rien. C'est pour cela qu'on m'a prise en photo avec mes affaires !

相続ですね。そういう感じです。[...] 今は法律がありまして、そういうことばかりと言えませんね。家によって違うと思いますけど、昔、女がこれをもって家を出ていったら、後は何も言わないという感じですね。だから私と荷物が写っているでしょう。



TROUSSEAU D' I. T., JIMOKUJI, 1969.

Rappelons que la règle de la primogéniture mâle était préconisée dans le Code civil de 1898 qui allait s'appliquer à toutes les classes sociales et à toutes les régions. Cet héritage inégalitaire qui favorisait l'aîné des garçons étaient déjà pratiqué antérieurement mais pas avec la même intensité selon les classes sociales et les régions. C'est ce que Patrick Beillevaire explique dans son histoire de la famille japonaise :

[...] Cette législation restait fidèle, sur bien des aspects essentiels, aux principes qui avaient gouverné l'organisation domestiques traditionnelle, et plus particulièrement celle de l'ancienne classe militaire (l'influence *samourai* fut encore plus nette après la révision

du code en 1912). [...] Jusque-là, en effet, les mœurs paysannes avaient reposé sur des règles très variées et généralement moins astreignantes, aussi bien en ce qui concerne l'autorité paternelle que le statut de l'épouse ou les pratiques successorales³⁹.

Dans cette organisation familiale qui avantageait l'aîné des garçons, les cadets avaient plusieurs possibilités. Ils pouvaient soit rester célibataires dans la maison des aïeux pour travailler sous les ordres du maître de maison, soit recevoir des terres de la part de leur famille pour fonder leur propre maison (une maison-branche, *bunke* 分家), soit devenir apprentis ou se placer chez d'autres agriculteurs ou encore essayer de trouver un emploi en ville⁴⁰. Les filles, elles, se mariaient dans une autre maison.

Il pouvait arriver qu'une famille n'ait pas de descendant masculin. On mariait alors une des filles et on adoptait le gendre. Dans le Code de Meiji, le gendre adopté bénéficiait des mêmes droits qu'un enfant biologique. Il devenait donc légalement l'héritier de la maison de son épouse à la mort de son beau-père. Les brus, quant à elles, ne pouvaient prétendre à la succession de la maison de leur époux que si ce dernier mourait et n'avait ni frère ni soeur⁴¹. On peut donc dire que les filles étaient davantage exclues de l'héritage que leurs frères et on comprend que leur dot ait été, dans leur cas, une façon de les indemniser.

On s'étonnera cependant de la persistance de cette coutume après la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, les changements apportés par la nouvelle Constitution entrée en vigueur en 1947 ainsi que par le Code civil modifié en 1948 sapèrent les fondements de l'*ie* 家, mot dont le contenu est proche de celui de « maison ». Ce terme ne doit pas être entendu ici comme une simple habitation : il renvoyait aussi à un patrimoine et à une organisation familiale⁴². Beillevaire indique que la définition de la « maison » de Lévi-Strauss vaut aussi pour l'*ie* : « personne détentrice d'un ensemble de biens à la fois matériels et immatériels qui

39. BEILLEVAIRE, 1986b, p. 321.

40. HIKAKU KAZOKU-SHI GAKKAI, 1996, p. 394.

41. BEILLEVAIRE, 1986b, p. 320.

42. BEILLEVAIRE, 1986a, p. 309.

se perpétue par la transmission de son nom, de sa fortune et de ses titres, en ligne réelle ou fictive⁴³. » C'est pour mieux la transmettre que l'on évitait d'ailleurs de disperser les terres et que l'on avait recours à la primogéniture mâle. L'article 24 de la nouvelle Constitution qui prévoit une complète égalité entre les hommes et les femmes⁴⁴ ainsi que les nouvelles dispositions du Code civil garantissant à tous les descendants une part égale d'héritage quel que soit leur sexe ou leur rang de naissance⁴⁵ devaient alors vider l'*ie* de son essence.

Tout cela ne vint pourtant pas à bout de la coutume des trousseaux. L'histoire d'I. T. montre qu'ils étaient encore présents à l'aube des années 1970 et qu'ils étaient toujours considérés comme un héritage anticipé par une partie de la population. Même si la loi a été profondément remaniée après la Seconde Guerre mondiale, les anciennes façons de penser l'héritage ne semblent pas avoir disparu en pratique et la nouvelle règle de la dévolution égalitaire a pu être contournée par le biais d'arrangements intra-familiaux dont le trousseau a continué à faire partie.

Les autres fonctions du trousseau

Goody attribuait aussi une autre fonction à la dot : celle de maintenir le statut social des filles et de leur garantir un niveau de vie identique à celui de leur maison natale⁴⁶. Concrètement, il s'agissait de faire un mariage dans un milieu social équivalent ou supérieur au sien et il ne semble pas que le Japon fasse figure d'exception à ce sujet.

Les mariages arrangés y ont été majoritaires jusqu'à la fin des années 1960⁴⁷. Il est évident que les intermédiaires ne proposaient que des unions intéressantes pour les deux familles, sans quoi leurs services n'auraient eu aucune utilité. Hattori Makoto rappelle qu'on disait : *tsuriawanai no wa fuen no moto* 釣りの

43. *Ibid.*, p. 310.

44. BEILLEVAIRE, 1986b, p. 331.

45. *Ibid.*, p. 332.

46. *Ibid.*, p. 130.

47. Voir la troisième partie pour plus de détails.

合わないのは不縁のもと⁴⁸. Normalement, le verbe *tsuriawanai* indique le fait de ne pas s'équilibrer ou de ne pas être assorti. L'expression signifie d'une manière générale que « le déséquilibre est cause de rupture du mariage ». On se souviendra cependant qu'en ce qui concerne la région de Nagoya, le mot *tsuri* servait à désigner les meubles les plus importants du trousseau comme les armoires ou les coffres. On peut donc aussi comprendre *tsuriawanai* comme un déséquilibre portant sur les meubles du trousseau. Hattori explicite d'ailleurs que le nombre d'armoires apportées par la mariée était un symbole du rang social des maisons qui s'alliaient, et qu'il était important d'arriver à un accord à ce sujet.

C'était une manière pour les parents de gêner leur fille et ils avaient tendance à penser que cette dernière serait d'autant plus heureuse chez son époux que son trousseau était important⁴⁹. D'un point de vue pragmatique, on peut imaginer que cela pouvait adoucir la vie de la bru dans la maison de son époux où elle devait obéir à ses beaux-parents et où elle avait peu de droits au début⁵⁰. L'idée était par ailleurs que le trousseau posait socialement la jeune fille dans son nouvel environnement⁵¹. On se souviendra à ce titre de l'enthousiasme qu'avait provoqué la présence d'un aspirateur dans un trousseau alors que ce bien d'électroménager était encore rare. Un trousseau bien fourni pouvait probablement permettre à la bru de s'attirer les bons égards de son nouvel entourage.

Cela peut par ailleurs expliquer la surenchère à laquelle a pu mener la coutume *erikazari* エリカザリ⁵² qui consistait à montrer le trousseau au voisinage. Il s'agissait d'une affaire sérieuse et Hattori Makoto conte une histoire amusante montrant l'importance de gonfler les trousseaux. En effet, une personne née à Ichinomiya 一宮 (nord-ouest de Nagoya) en 1911 lui raconta que :

48. HATTORI, 2001a, p. 518.

49. HATTORI, 2001b, p. 226-227.

50. TADENUMA, 1999, p. 48-49.

51. HATTORI, 2001b, p. 227.

52. Le travail de Hattori ne mentionne pas les caractères utilisés pour écrire le nom de cette coutume. On peut cependant supposer que cela s'écrit 襟飾り, littéralement « la décoration du col » qui désigne un collier ou une broche que l'on met sur le col d'un vêtement occidental.

Là-bas, le nombre de kimonos apportés faisait vite le tour des maisons, donc on se saignait autrefois aux quatre veines. C'était comme une sorte de compétition. Dans le cas où la fille aînée et sa cadette se mariaient en même temps, il y en a qui mettaient aussi la part de la cadette dans le trousseau que la fille aînée prenait pour la cérémonie de mariage afin de pouvoir se vanter d'avoir apporté beaucoup de choses. Le lendemain du mariage, les affaires étaient disposées, on appelait les voisines, puis quand la noce était finie, la cadette retirait sa part⁵³.

あそこは何枚持ってきたといって噂になるので、昔は無理をしてでかしたものであった。競争のようにしていた。たくさん持ってきたことを自慢したいので、姉と妹と一緒に話が決まったような場合、一緒に荷物をでかして妹の分も姉の結婚式の時に持って行き、婚礼翌日に積んでトナリを呼んで見てもらい、嫁入り過ぎると妹の分を引き上げるような人もあった。

Enfin, Goody évoque une autre fonction de la dot, après celles de compensation et d'obstacle à une mésalliance : elle pouvait aussi servir à protéger la jeune épouse en cas de problème⁵⁴. Il a été mentionné plus haut que la famille de l'époux se devait de restituer le trousseau en cas de divorce. On peut penser qu'au Japon aussi, la perspective de récupérer des biens sortis du patrimoine de la maison pouvait inciter les parents de l'épouse à la récupérer.

Dans le Japon du XX^e siècle, les biens donnés au moment du mariage n'étaient probablement pas que symboliques ; ils avaient une utilité réelle qui concorde jusqu'ici avec les fonctions généralement attribuées à la dot. On se demandera cependant ce qu'il en est des terres ou des espèces.

53. HATTORI, 2001b, p. 227.

54. GOODY, 2001, p. 143.

Propriétés terriennes et argent

De la période des guerres intestines⁵⁵ à l'époque moderne, il existait ce que l'on appelait les « frais de maquillage » (*keshōryō* 化粧料). On en trouve trace dans le *Recueil des coutumes civiles du pays entier* (*Zenkoku minji kanrei ruishū* 全国民事慣例類集), compilation des différentes coutumes locales entreprise pour munir le Japon d'une constitution et d'un code civil au début de l'ère Meiji. Le recueil connut deux versions : une première en 1877 et une seconde en 1880.

S'agissant des « frais de maquillage », le recueil nous laisse des informations intéressantes. Par exemple, dans le district d'Atsumi 渥美郡 situé dans l'ancien pays de Mikawa, les biens des jeunes mariées étaient considérés de la façon suivante :

Des biens mobiliers et immobiliers appelés « frais de maquillage » constituent la dot. L'argent est enregistré sur la liste du trousseau et, en ce qui concerne les terres, on change le nom sur les registres chez le chef du village. Lors d'un divorce, le tout est en général restitué sauf en cas d'adultère de la femme. En dehors de cela, les droits et les obligations ne font l'objet d'aucune réglementation.

化粧料ト號シ動産不動産ヲ嫁資トスル事アリ。金圓ハ嫁具目錄ニ記列シ田畑ハ庄屋ニ於イテ名寄帳ヲ書改ムル事ナリ。若シ離縁ノトキ婦姦罪等ノ事アルヲ除クノ外ハ皆差戻ス例ナリ。別ニ權義の定ナシ⁵⁶。

Le recueil ne permet pas de savoir ce qu'il en était dans l'ancienne province d'Owari car les façons de traiter les biens apportés par les femmes pouvaient varier d'une région à l'autre. On retiendra toutefois de ce corpus que les terres et l'argent pouvaient connaître des traitements différents, qu'ils passaient parfois sous le contrôle de la famille de l'époux mais pas toujours, et qu'ils pouvaient aussi être attribués pour une seule génération, c'est-à-dire qu'ils retournaient dans le giron

55. 戦国時代 (fin XV^e siècle – fin XVI^e siècle).

56. SHIHŌSHŌ, 1976 [1880], p. 53.

de la maison de l'épouse lorsque le mariage prenait fin. Dans le cas où le droit de propriété n'était pas donné à l'époux, ces biens pouvaient être mis au nom de la jeune épouse mais, en général, la maison natale se réservait le droit de propriété⁵⁷.

On ne peut pas conclure que les propriétés foncières et l'argent n'aient jamais fait part des biens donnés aux filles qui se mariaient. Tout comme pour le trousseau, il semble qu'un ensemble de précautions aient pu être prises pour que ce type de biens aussi serve à la bru elle-même et non à la famille de son époux.

On remarquera cependant qu'il n'a pas été question de propriétés terriennes ou d'argent dans les documents fournis par I. T. Le fait est que les femmes ayant contribué à l'enquête n'ont jamais mentionné de propriétés terriennes. Peut-être ont-elles cessé d'être économiquement intéressantes. En ce qui concerne l'argent, c'est une question assez délicate à cause notamment de ce que l'on appelle les *hesokurikin* 臍繰金 dont les caractères signifient littéralement « l'argent enroulé du nombril ». Ce terme désigne aujourd'hui des économies privées dont la nature secrète rend difficile l'identification de leur étendue, leur provenance ou encore leur utilisation.

Il est par ailleurs intéressant d'apprécier l'importance de ces biens en comparant le Japon à d'autres sociétés « à maisons » ayant pratiqué un héritage inégalitaire en faveur de l'aîné des garçons. C'est le cas en France, dans les Pyrénées par exemple, où se rencontrait la coutume de la dot. Les travaux de Frédéric Le Play au XIX^e siècle sur l'organisation familiale de cette région dont il déplore la disparition progressive ont ouvert la voie à de nombreuses recherches ultérieures. La maison pyrénéenne est donc bien documentée et l'on sait que les coutumes pouvaient sensiblement varier d'un bout à l'autre de la chaîne des Pyrénées.

Agnès Fine, qui a travaillé sur la dot dans le Pays-de-Sault (Pyrénées audoises) où s'est pratiqué un droit dotal jusque dans les années 1940, souligne en tout cas la même volonté des parents de ne pas diviser le patrimoine de la maison. Elle indique par ailleurs que le don d'une dot entraînait un renoncement à la succession de la part de la jeune fille qui la recevait, car cette dot était là aussi considérée comme une sorte d'avance sur l'héritage. Il en résulte que la dot était souvent composée de biens meubles (argent, bétail, trousseau). Elle consistait parfois en biens fonciers,

57. KONDŌ, 1991, p. 66.

mais ces derniers n'étaient normalement que prêtés par la maison natale afin que la jeune épouse puisse les cultiver et disposer de leur récolte⁵⁸. Enfin, si la femme était propriétaire de sa dot, c'est son époux qui en avait l'usufruit. Jusqu'ici, ces différentes caractéristiques de la dot dans les Pyrénées audoises se retrouvent aussi au Japon.

Agnès Fine indique cependant que la somme d'argent reçue ou promise à l'occasion de l'entrée d'une bru dans une maison pouvait être utilisée pour financer celle des frères et des sœurs de l'époux⁵⁹. Pierre Bourdieu donnait un exemple concret de cette interdépendance des mariages dans *Le Bal des célibataires*, ouvrage dans lequel il revient sur les stratégies matrimoniales dans une autre région des Pyrénées, celle du Béarn⁶⁰ :

Chez Tr., il y avait cinq cadettes. [...] Quand vint le moment de marier l'aîné, trois cadettes étaient déjà mariées. Le garçon aimait une fille de La. qui n'avait pas un sou. Le père lui dit : « tu veux te marier ? J'ai payé (pour) les cadettes, il faut que tu ramènes des sous pour payer (pour) les autres [...] »⁶¹.

Ce dernier point montre que le numéraire pouvait être un élément décisif dans la conclusion d'un mariage, car il n'engageait pas seulement le destin d'un membre de la famille mais aussi celui de la fratrie. À l'inverse, une dot trop importante pouvait mettre en danger l'ensemble de la famille si cette dernière était amenée à devoir la restituer.

Derrière un même mot peuvent se cacher des réalités différentes. Ce genre de situation ne semble pas avoir été courant au Japon, où les biens donnés à l'occasion du mariage servaient surtout au bien-être de la bru. Il en allait de même pour l'argent que l'on gardait secret afin qu'il échappe au contrôle du chef de la maison de l'époux dans le cas où il régissait les finances de la maison. Le but

58. FINE & LEDUC, 1998, p. 33.

59. *Ibid.*, p. 36.

60. Agnès Fine indique que l'analyse de Bourdieu vaut aussi pour le Pays-de-Sault.

61. BOURDIEU, 2002, p. 188. Le mariage de l'aîné avait eu lieu en 1910.

était bien entendu que la bru puisse l'utiliser plus librement⁶². Les biens dotaux qui restaient sous le contrôle de la jeune épouse et de sa maison natale n'avaient pas nécessairement vocation à être transmis à la descendance ou à jouer un rôle dans les stratégies matrimoniales futures. On ne peut pas dire que la dot était inconnue ou uniquement symbolique dans le Japon contemporain, mais elle n'y était pas déterminante. « D'une manière générale, les biens offerts à l'occasion d'un mariage n'étaient pas en eux-mêmes un prérequis à l'établissement d'un mariage » (一般に言えば、持参財そのものが婚姻成立の要件となるわけではない), peut-on lire dans le *Grand dictionnaire de la famille*⁶³.

De nos jours, les trousseaux n'ont cependant plus la même image. Qu'en est-il de la dot à l'heure actuelle ?

Nouvelles formes de dot

Disparition du trousseau ?

Lorsque la règle de l'héritage en faveur de l'aîné des garçons s'est imposée au Japon, on comprend que des systèmes de compensation aient pu se développer afin d'indemniser les enfants exclus. En ce qui concerne les filles, elles étaient normalement destinées à partir comme épouse (嫁に行く). Cela impliquait concrètement qu'elles étaient appelées à ne plus faire partie de leur maison natale après leur mariage et à ne plus avoir de droits en son sein. On a montré que le trousseau qu'elles recevaient était une forme d'indemnisation. La famille japonaise allait cependant connaître d'importantes transformations aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale.

D'un point de vue juridique, les changements imposés au droit japonais devaient mettre fin à la notion de maison. On a vu précédemment que des arrangements ont sûrement permis de contourner les nouvelles lois, notamment celles relatives à l'héritage. Les changements juridiques ne sont cependant pas les seuls à avoir eu une influence sur l'organisation familiale du Japon.

62. HIKAKU KAZOKUSHI GAKKAI, 1996, p. 391.

63. *Ibid.*, p. 393.

Au niveau économique, l'entrée du pays dans ce que l'on appelle la « haute croissance économique » à partir du milieu des années 1950 eut aussi une incidence sur la famille. Cette nouvelle prospérité devait en effet marcher de pair avec un exode rural entraînant un éparpillement des familles et une augmentation du nombre de personnes tirant leurs revenus d'un travail salarié (60 % en 1965 contre 49 % en 1955⁶⁴) au détriment du secteur agricole. Le boom économique allait concrètement permettre aux cadets de se faire une place bien plus facilement et, paradoxalement, ce sont les héritiers de propriétés agricoles qui ont commencé à connaître des difficultés⁶⁵. La taille moyenne des foyers allait par ailleurs se réduire, passant de 4,95 personnes pendant la décennie qui a suivi la guerre à 3,69 en 1970, à 3,33 en 1980, puis à 3 en 1990⁶⁶.

Par ailleurs, la famille conjugale allait être érigée en modèle, notamment par les médias. C'est donc la relation de couple qui prit le pas sur les liens parents-enfants et les intérêts de la « maison ». Alors que les mariages dits « sur rencontres » (*omiaï kekkon* お見合い結婚) sont restés majoritaires après la Seconde Guerre mondiale, ils devinrent *ex aequo* avec les mariages dits d'amour (*ren.ai kekkon* 恋愛結婚) à la fin des années 1960. Ces derniers ne firent qu'augmenter par la suite si bien que l'on peut dire que l'on se marie essentiellement par inclination dans la société japonaise contemporaine⁶⁷. Les sentiments étant par définition gratuits, il est logique que leur prédominance dans la conclusion des mariages ait éclipsé les considérations économiques dont la dot était une des composantes.

En ce qui concerne les modes de vie, les jeunes Japonaises d'aujourd'hui ont tendance à vouloir un trousseau de plus en plus réduit quand elles se marient. Cela est vrai à Nagoya comme sur l'ensemble du territoire. Les objets traditionnellement apportés par la mariée sont souvent perçus comme encombrants, car la taille et l'agencement des logements ont considérablement évolué :

64. *Ibid.*, p. 338.

65. *Ibid.*, p. 394.

66. *Ibid.*, p. 334.

67. TACHIBANAKI, 2008, p. 134.

[...] On peut constater une certaine tendance à ne plus accorder d'importance à ce que l'on appelle les affaires de la mariée. Bien que l'on dépense une somme importante pour la bague de fiançailles ou la bague de mariage, les meubles tels que les commodes qui constituaient les affaires de la mariée jadis ou les kimonos qu'elles contiennent, en arrivent même à être plutôt considérés comme étant encombrants en ville.

[...] 嫁入り道具といったものはほとんど重視されなくなる傾向が見られる。婚約指輪結婚指輪にはかなりの金をかけても、かつてのように嫁入り道具としてのタンスなどの家具類やその中に入れる着物などは、都会などではむしろ邪魔な存在と考えるような事態さえ現れるようになった⁶⁸。

Le fait est que beaucoup de jeunes couples vivent dans des appartements, que ces derniers sont normalement équipés de placards et que les occasions de porter des kimonos se font rares, car ils ne font plus partie de la vie quotidienne. Beaucoup de jeunes femmes mariées après 1990 – période coïncidant avec la fin de la bulle économique – ont indiqué lors des entretiens, qu'elles préféreraient avoir de l'argent pour acheter ce dont elles avaient besoin.

Enfin, il faut aussi tenir compte du fait que l'on estime que c'est le *curriculum* scolaire (renommée de l'université, diplôme) qui façonne la hiérarchie sociale dans le Japon contemporain industriel⁶⁹. Dans une telle société, les femmes font de plus en plus d'études et cela a une incidence sur la nécessité d'avoir un trousseau. Est-il devenu complètement obsolète pour autant ? Peut-être sous-estimons-nous un peu l'importance des facteurs économiques dans les mariages actuels et ne cherchons-nous pas dot et trousseau au bon endroit.

68. KURAICHI, 1999, p. 116.

69. TACHIBANAKI, 2008, p. 93.

Les études

Une informatrice de Nagoya (T. C., née en 1932) mariée en 1954 expliquait qu'elle n'avait pas apporté un grand trousseau lors de son emménagement avec son époux dans une maison appartenant aux parents de ce dernier. Elle n'y apporta concrètement qu'une boîte pour ranger les socques et des armoires avec quelques kimonos, mais pas beaucoup. Le peu de splendeur de ses affaires de mariée n'avait cependant aucune importance à ses yeux, car elle possédait quelque chose de plus important : un métier. Bien que ses parents aient eu huit enfants, ils n'ont pas rechigné à sortir l'argent nécessaire à ses études de coiffeuse. C'est une somme qu'ils ont cependant retirée du patrimoine de la *maison*. Elle ne s'est donc pas sentie lésée lorsqu'ils ne lui ont donné qu'un trousseau réduit et qu'ils ont expliqué à leurs enfants qu'ils voulaient que tous renoncent à leur héritage pour que les terres puissent être transmises à l'aîné des garçons⁷⁰.

L'histoire plus récente d'une informatrice qui était en train d'organiser son mariage au moment de l'enquête de terrain réalisée entre 2005 et 2008 attestait, elle aussi, de ce que les études sont considérées comme une sorte d'avance sur l'héritage équivalente à celle que peut engendrer la constitution d'un trousseau conséquent. Bien que la mère de l'informatrice lui ait donné en secret une petite somme d'argent et que sa grand-mère se soit arrangée pour lui donner des *futon*, sa famille lui avait annoncé qu'elle ne pensait pas contribuer davantage à ses noces. Lorsque son unique sœur aînée s'était mariée, leur attitude avait cependant été très différente. Ils n'avaient pas hésité à dépenser sans compter. Ses parents ont cependant expliqué à l'informatrice que, contrairement à elle, sa sœur aînée n'était pas allée à l'université. Or, la somme qu'ils ont dépensée pour le mariage de leur fille aînée et celle qu'ils ont investie pour l'éducation de notre informatrice qui est allée à Tōkyō étudier l'archéologie étaient d'un montant approximativement similaire d'après eux :

Lorsque ma sœur s'est mariée, elle avait 18 ans. C'était il y a 14 ans. Mes parents se sont occupés de tout, par exemple d'acheter

70. Ce qui revenait à privilégier un seul héritier comme cela se faisait avant la réforme successorale d'après-guerre pour garder intacte l'*ie* en indemnisant les autres descendants.

des meubles et plein de trucs, tout de A à Z. Dans mon cas, ils ne lèvent pas le petit doigt. Ils ne me donnent pas d'argent non plus. Ils nous disent de le [l'achat de ce qui est nécessaire pour la vie conjugale] faire nous-mêmes. Moi, je suis allée à l'université mais ma sœur n'y est pas allée. L'argent utilisé pour ses noces et l'argent utilisé pour que je puisse aller à l'université sont à peu près de la même importance. C'est comme ça.

家のお姉ちゃんは結婚した時十八歳であった。十四年前だね。例えば家具を買ったりいろいろ買ったりするけれども何から何まで親が口を出すという。私の場合は何もしてくれない。お金も出してくれない。自分たちでやりなさいといわれている。私は大学を出ましたが、姉は大学を出ていない。姉の結婚式に掛かったお金と私を大学に行かせたお金が同じぐらいですね。そういう風になっている。

Constitution d'un trousseau et financement de diplômes sont ici placés au même niveau. Dans les deux cas, il s'agit d'avances sur l'héritage familial mais de natures différentes. L'une est cependant plus populaire que l'autre, et les filles sont aujourd'hui aussi nombreuses à faire des études que les garçons.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le nombre de jeunes qui poursuivent des études supérieures a notoirement augmenté. Si, dans un premier temps, la majorité de ces jeunes était essentiellement des garçons, cela n'est plus le cas. Le nombre de jeunes filles faisant des études supérieures a en effet significativement augmenté à partir des années 1960 selon les chiffres communiqués par le White Paper on Gender Equality⁷¹. Le même document montre aussi que 56,2 % des jeunes filles ont continué leurs études après le lycée en 2011, un pourcentage très légèrement supérieur à celui des garçons (56 %). On peut alors dire que le financement d'études supérieures pour les filles est

71. DANJO KYŌDŌ SANKAKU-KYOKU, 2012, p. 112.

devenu plus important que le fait de leur constituer un trousseau consistant en des armoires et des kimonos.

Les filles font par ailleurs des études de plus en plus longues. Le pourcentage de filles ayant choisi de continuer leurs études dans le supérieur mentionné dans le paragraphe précédent regroupe en réalité deux chiffres : celui des jeunes filles ayant choisi d'aller dans des universités à cycle court (deux ans) et celui des jeunes filles ayant choisi d'aller dans une université à cycle long (quatre ans). Pendant longtemps, la plupart des jeunes filles entrait dans les universités à cycle court. Cela n'est plus le cas depuis le milieu des années 1990. Bien que, en 2011, encore 10,4 % des 56,2 % de jeunes filles ayant décidé de faire des études supérieures aient choisi une université à cycle court (soit une sur cinq environ), la longueur des études des deux sexes tend à se rapprocher.

Comme les parents financent les études de tous leurs enfants et que les formations tendent à devenir de plus en plus identiques, on peut penser que l'héritage est effectivement devenu égalitaire entre les deux sexes et que la notion de dot est devenue totalement caduque. Il n'en reste pas moins que l'investissement académique réalisé par la famille n'a cependant pas nécessairement la même consistance ni le même but selon le sexe des enfants.

Les diplômes ne seraient-ils pas une forme de dot ?

Notons, tout d'abord, qu'il existe encore des différences dans les disciplines choisies selon les sexes. En 2011, ce sont les sciences sociales (26,2 %) qui prévalaient parmi les étudiantes, suivies par la littérature (23,3 %). Les sciences sociales sont aussi la filière la plus populaire parmi les jeunes hommes (40,1 %). Ils sont cependant peu présents dans la filière littéraire. Ce sont les études en génie (23,7 %) qui viennent en deuxième position dans leur cas⁷².

Les carrières professionnelles ne sont pas non plus les mêmes selon le genre. En ce qui concerne l'entrée des jeunes femmes sur le marché du travail, il est indéniable que leur taux d'activité est globalement de plus en plus élevé, même si elles commencent à travailler de plus en plus tardivement. L'activité des femmes

72. TACHIBANAKI, 2008, p. 93.

est par ailleurs plus stable tout au long de leur vie : la fameuse courbe en M qui caractérisait le travail féminin (les femmes arrêtaient de travailler quand elles fondaient une famille et elles ne reprenaient une activité qu'une fois les enfants grands) tend à s'estomper⁷³. Malgré ces progrès, l'emploi féminin est cependant encore relativement fragile à plusieurs égards.

En 2011, 80,1 % des hommes actifs avaient un emploi à temps complet contre seulement 45,3 % chez les femmes (42,1 % des femmes actives travaillent à temps partiel contre 9,7 % chez les hommes)⁷⁴. La surreprésentation des femmes dans les emplois les plus précaires se retrouve à tous les âges, mais devient plus criante après 25 ans. En 2011, 41 % des jeunes femmes âgées de 25 à 34 ans ne bénéficiaient pas d'un emploi standard alors que seulement 15,2 % de leurs collègues masculins se trouvaient dans cette situation⁷⁵. Ensuite, on remarquera aussi une différence notoire de taux d'activité entre les femmes mariées et celles qui ne le sont pas, les premières travaillant bien moins que les secondes : en 2011 environ 90 % des femmes âgées de 25 à 34 ans non mariées travaillaient contre 55 % chez leurs consœurs mariées⁷⁶. Enfin, la naissance d'un enfant rime encore avec cessation d'activité. Sur la période allant de 2005 à 2013, 62 % des femmes qui étaient actives lorsqu'elles sont tombées enceintes étaient encore sans emploi un an après la naissance de leur premier enfant⁷⁷. Le constat est sans appel : bien que les filles fassent des études de plus en plus poussées, leurs carrières professionnelles sont bien plus erratiques que celles des garçons, surtout lorsqu'elles fondent une famille.

En réalité, le but des études que l'on fait faire aux filles n'est donc peut-être pas exclusivement de s'insérer et de réussir dans le monde du travail. Les perspectives de mariage ne sont d'ailleurs pas absentes des raisons poussant les jeunes à étudier. Comme l'indique Tachibanaki Toshiaki 橘木俊詔 dans *Les Différences entre les femmes*, la cinquième raison pour laquelle les jeunes souhaitent faire des études

73. DANJO KYŌDŌ SANKAKU KYOKU, 2012, p. 58.

74. *Ibid.*, p. 71.

75. *Ibid.*, p. 72.

76. *Ibid.*, p. 75.

77. *Ibid.*, p. 81.

est qu'ils considèrent cela comme un avantage lorsque l'on cherche un partenaire pour se marier⁷⁸.

Le sexe des personnes interrogées au sujet de leur motivation à faire des études n'est pas clairement indiqué dans le travail de Tachibanaki. Quoiqu'il en soit, l'ouvrage révèle par ailleurs que la formation est évidemment un moyen d'avoir une bonne profession rémunérée en conséquence, mais que ce point est plus important pour les garçons que pour les filles. Malgré l'importance des sentiments dans les mariages actuels, le revenu des hommes est toujours un élément pris en compte dans leur conclusion. Un bon prétendant doit aujourd'hui réunir les trois C, à savoir qu'il doit être *communicative*, *cooperative* mais aussi *comfortable*, c'est-à-dire disposer d'une certaine aisance financière⁷⁹. Cette dernière condition est encore importante pour les filles car cela leur permet de s'arrêter de travailler pour se dédier à leur famille sans trop de pression financière.

Les parents se montrent d'ailleurs bien plus regardants en ce qui concerne le *curriculum* du partenaire dans le cadre du mariage d'une fille que dans celui d'un garçon. Leur désapprobation est la troisième raison invoquée parmi les obstacles au mariage chez les femmes (17%)⁸⁰. Pourquoi ? Tachibanaki nous explique qu'ils pensent que leur fille sera éventuellement femme au foyer un jour, ce qui implique qu'elle vivra alors du salaire de son époux. Le niveau du revenu de ce dernier déterminera la vie quotidienne du couple⁸¹. Or, plus les filles font des études, plus elles augmentent leurs chances de se marier avec une personne ayant un niveau de qualification élevé et donc un avenir prometteur.

Même si les diplômes perdent de leur valeur dans le sens où la progression professionnelle des individus est de plus en plus fonction de leur performance au travail plutôt que de leur palmarès académique lorsqu'ils ne sont pas dans des secteurs très spécialisés⁸², l'homogamie scolaire au sein des couples reste la norme. Les études permettent aux femmes de se marier avec un homme d'un niveau

78. 結婚相手を探す時に有利 (TACHIBANAKI, 2008, p. 76).

79. *Ibid.*, p. 119.

80. *Ibid.*, p. 128-129.

81. *Ibid.*, p. 130.

82. *Ibid.*, p. 97-98.

identique ou supérieur. En 2005, 44,1 % des couples avait le même niveau scolaire et, dans 35,1 % des cas, le mari avait un niveau supérieur à celui de son épouse. Une étude plus fine montre toutefois que ces mariages hypergamiques ne le sont que légèrement : rares sont les hommes diplômés d'une université qui se marient avec une femme s'étant arrêtée à la fin du collège. Certes, les études protègent les femmes car elles leur permettent de subvenir à leurs besoins sans avoir à dépendre d'un homme, mais ce n'est pas tout. Les années passées dans l'enseignement supérieur s'avèrent aussi être un moyen de faire un bon mariage leur permettant d'arrêter de travailler si elles le souhaitent.

Ce sont d'ailleurs les femmes les plus qualifiées qui s'arrêtent le plus fréquemment lorsqu'elles ont une famille. Ce sont aussi celles qui reprennent le moins une activité professionnelle une fois l'éducation des enfants terminée. En 2002, 89,6 % des femmes âgées de 20 à 24 ans ayant été dans une université à cycle long et éventuellement dans une école doctorale travaillaient. Ce pourcentage chute à 63,6 % chez les femmes de 30 à 34 ans, puis remonte à 68,9 % entre 40 et 44 ans. Pour la même année, les femmes âgées de 20 à 24 ans diplômées du lycée étaient 73,5 % à travailler. Ce chiffre descend à 55,7 % chez les femmes âgées de 30 à 34 ans, puis augmente et culmine à 73,1 % chez les femmes âgées de 45 à 49 ans.

Pour Tachibanaki, cela est dû au fait que les femmes ayant un niveau d'éducation élevé se marient avec des hommes comme elles, qui gagnent des salaires suffisamment confortables pour qu'elles n'aient pas à travailler. Il évoque par ailleurs la déception qu'elles peuvent éprouver lorsqu'elles envisagent de reprendre une activité professionnelle : ayant perdu leur métier lorsqu'elles se sont arrêtées, elles ne peuvent pas trouver de postes aussi intéressants que ceux qu'elles ont quittés lors de leur retour sur le marché de l'emploi.

Enfin, on peut penser que les études peuvent être synonymes d'excellence intellectuelle et que cela peut aider les jeunes femmes à gagner le respect de l'entourage de leur époux. Même si le savoir de la bru n'est pas utilisé dans le cadre d'une activité professionnelle, on peut le voir comme un moyen de mieux s'acquitter du rôle d'épouse puis de mère en secondant le mari ou en prenant en main l'éducation de la génération suivante de façon plus efficace. Pour finir, l'argent qu'elles auront économisé grâce à leur salaire avant d'arrêter de travailler pourra leur servir d'économies mobilisables pour leurs loisirs. En toute logique, cela améliorera leur vie quotidienne de femme au foyer.

Conclusion

Selon le fonctionnement juridique de la maison (*ie*), l'essentiel des biens familiaux passait à l'aîné des garçons. On ne se désintéressait pas pour autant du sort des autres enfants. Selon leur sexe, les façons de leur assurer un moyen de subsistance variaient. Les filles étaient normalement destinées au mariage. Il est devenu incongru de ne pas leur donner un trousseau à cette occasion à partir de l'ère Shōwa et il a été démontré que ces biens remplissaient les principales fonctions qu'on connaît à la dot.

En effet, le contenu du trousseau devait s'accorder au rang social de la maison de l'époux et il permettait à la jeune femme d'entrer dans une maison d'un niveau social au moins équivalent au sien. De plus, le trousseau était essentiellement constitué de kimonos qui représentaient une vraie fortune féminine d'étoffe, tandis que les propriétés foncières et l'argent étaient plus rares. Le trousseau était donc aussi un moyen d'indemniser les filles que l'on écartait de l'héritage sans mettre la maison en danger. Enfin, les jeunes épouses gardaient le contrôle de leur trousseau. Elles pouvaient transmettre ce qui en restait, mais les kimonos ne sont pas éternels et les propriétés foncières pouvaient n'être données que pour une génération. Le destinataire final de la dot n'était pas la belle-famille ou la descendance. Elle servait surtout à rendre la vie de la jeune épouse chez son mari plus confortable.

La dot dans les Pyrénées audoises partage de nombreux points avec ce que l'on a observé au Japon, mais l'argent y était beaucoup plus présent. Les sommes que l'on donnait aux filles lors de leur mariage étaient consignées et pouvaient servir au financement de la dot des sœurs de l'époux, c'est-à-dire qu'elles étaient la condition d'autres mariages. L'absence ou la restitution d'une dot pouvait prendre de terribles proportions qui ne semblent pas se rencontrer au Japon. S'il existait bien une dot au Japon, celle-ci n'était pas une condition *sine qua non*.

La dernière question soulevée par l'article concerne la période contemporaine. Les changements apportés à la Constitution et au Code civil après 1945 ont obligé la société japonaise à traiter les hommes et les femmes de manière égale et à adopter le principe de la dévolution égalitaire de l'héritage. Il serait cependant précipité de conclure à la disparition de la dot. Les jeunes femmes ont d'ailleurs continué à apporter des trousseaux avec elles au moment de leur mariage. Ils ne sont pas devenus obsolètes, mais ont évolué au fur et à mesure du développement économique du pays.

Il est toutefois indéniable que les biens du trousseau sont considérés comme encombrants de nos jours. Les parents préfèrent investir dans l'éducation des filles. Comme ils financent les études de leurs enfants des deux sexes, on pourrait conclure que la société est parfaitement égalitaire et que la dot est enfin devenue obsolète. L'article propose de considérer que les études que l'on fait faire aux enfants n'ont cependant pas nécessairement le même but selon leur sexe. Pour les filles, il s'agit aussi d'un moyen de conclure un mariage intéressant et de s'assurer un niveau de vie confortable chez leur époux comme le faisaient les dots d'antan. Il nous semble donc que les études des filles doivent être considérées comme un moyen d'émancipation, mais qu'elles peuvent aussi être paradoxalement vues comme une sorte de « dot scolaire⁸³ ».

Bibliographie

BEILLEVAIRE Patrick, 1986a, « Le Japon, une société de la maison », *in* BURGUIÈRE André, KLAPISCH-ZUBER Christiane, SEGALEN Martine & ZONABEND Françoise (dir.), *Histoire de la famille, tome 2*, Armand Colin, Paris, p. 237-340.

BEILLEVAIRE Patrick, 1986b, « La famille, instrument et modèle de la nation japonaise », *in* BURGUIÈRE André, KLAPISCH-ZUBER Christiane, SEGALEN Martine & ZONABEND Françoise (dir.), *Histoire de la famille, tome 3*, Armand Colin, Paris, p. 315-350.

BOURDIEU Pierre, 2002, *Le Bal des célibataires*, Seuil, Paris, 266 p.

DANJO KYÔDÔ SANKAKU-KYOKU 男女共同参画局 [Gender Equality Bureau Cabinet Office], 2006, *Danjo kyôdô sankaku hakusho* 男女共同参画白書

83. Expression empruntée à François de Singly qui constatait à la fin des années 1980 que plus les femmes étaient diplômées, plus elles avaient de chances d'épouser un homme de valeur socioprofessionnelle supérieure à celle de leur père. SINGLY, 2002 [1993], p. 24.

[White Paper on Gender Equality], Kokuritsu insatsukyoku 国立印刷局, Tōkyō.

DANJO KYŌDŌ SANKAKU-KYOKU 男女共同参画局 [Gender Equality Bureau Cabinet Office], 2012, *Danjo kyōdō sankaku hakusho* 男女共同参画白書, Kokuritsu insatsukyoku 国立印刷局, Tōkyō.

DELIÈGE Robert, 2009 [1996], *Anthropologie de la famille et de la parenté*, Armand Colin, Paris, 233 p.

FINE Agnès, 1997, « Au fil de la recherche : le trousseau de la mariée », in BOUCHARD Gérard & SEGALIN Martine (dir.), *Une Langue, deux cultures : rites et symboles en France et au Québec*, Presses de l'université de Laval & Éditions la Découverte, Laval & Paris, p. 335-351.

FINE Agnès & LEDUC Claudine, 1998, « La dot, anthropologie et histoire » in *Clio – Femmes, dot et patrimoines*, n° 7, p. 19-50.

FŪDOSHA 風土社, 1987, *Aichiken furusato no dentō* 愛知県ふるさとの伝統 [Traditions du département d'Aichi pays natal], Aichiken kyōkasho tokuyaku kyōkyūjo 愛知県教科書特約供給所.

FUKUTA Ajiō 福田アジオ *et al.* (dir.), 1999, *Nihon minzoku daijiten, jō* 日本民俗大辞典 上 [Le grand dictionnaire des coutumes du Japon, tome 1], Yoshikawa Kōbunkan 吉川弘文館, Tōkyō.

GOODY Jack, 2001, *La Famille en Europe*, Éditions du Seuil, Paris, 283 p.

GOODY Jack & TAMBIAH Stanley Jeyaraja, 1973, *Bridewealth and Dowry*, Cambridge University Press, Cambridge, 169 p.

HATTORI Makoto 服部誠, 1998, « Kayoi-kon to nenbutsu bāsan » カヨイ婚と念仏婆さん [Le mariage « par visites » et les vieilles qui récitent les invocations au bouddha Amida], in AICHIKEN-SHI HENSAN SENMON IINKAI MINZOKU BUKAIHEN 愛知県史編さん専門委員会民俗部会編 [Section

ethnologique du comité spécialisé pour la rédaction de l'histoire du département d'Aichi] (ed.), *Aichiken-shi minzoku chōsa hōkoku-sho 1 Shinojima* 愛知県史民俗調査報告書1 篠島 [Compte-rendu de l'enquête ethnologique et historique du département d'Aichi 1 Shinojima], Aichiken sōmubu 愛知県総務部 [Service des affaires générales du département], Nagoya, pp. 123-155.

HATTORI Makoto 服部誠, 2000, « Higashi Mikawa no tsūka girei » 東三河の通過儀礼 [Rites de passage de l'est de Mikawa], in AICHIKEN-SHI HENSAN SENMON IINKAI MINZOKU BUKAIHEN 愛知県史編さん専門委員会民俗部会編 [Section ethnologique du comité spécialisé pour la rédaction de l'histoire du département d'Aichi] (ed.), *Aichiken-shi minzoku chōsa hōkokusho 3 Tōei Okumikawa* 愛知県史民俗調査報告書3 東栄 奥三河 [Compte-rendu de l'enquête ethnologique et historique du département d'Aichi 3 Tōei et fond du Mikawa], Aichiken sōmubu 愛知県総務部 [Service des affaires générales du département], Nagoya, pp. 149-179.

HATTORI Makoto 服部誠, 2001a, « Yomeiri dōgu » 嫁入り道具 (Trousseau), in SHINSHŪ NAGOYASHI-SHI HENSŪ IINKAI 新修名古屋市史編集委員会 [Comité pour la nouvelle rédaction de l'histoire de la ville de Nagoya] (ed.), *Shinshū Nagoyashi-shi dai-kyūkan minzoku-ben* 新修名古屋市 第九卷 民俗編 [La nouvelle rédaction de l'histoire de la ville de Nagoya, Tome 9, Ethnologie], Nagoyashi, Nagoya, pp. 517-521.

HATTORI Makoto 服部誠, 2001b, « Owari no Yomeiri » 尾張の嫁入り [L'entrée de la bru dans l'Owari], in AICHIKEN-SHI HENSAN SENMON IINKAI MINZOKU BUKAIHEN 愛知県史編さん専門委員会民俗部会編 [Section ethnologique du comité spécialisé pour la rédaction de l'histoire du département d'Aichi] (ed.), *Shinshū Nagoyashi-shi dai-kyūkan minzoku-ben* 新修名古屋市 第九卷 民俗編 [Compte-rendu de l'enquête ethnologique et historique du département d'Aichi 4 Tsushima et ouest de l'Owari], Aichiken sōmubu 愛知県総務部 [Service des affaires générales du département], Nagoya, pp. 208-235.

HATTORI Makoto 服部誠, 2002, « Bitō, bihoku chiiki no tsūka girei » 尾東尾北地域の通過儀礼 [Rites de passage dans les régions du nord et de l'est de l'Owari], in AICHIKEN-SHI HENSAN SENMON IINKAI

MINZOKU BUKAIHEN 愛知県史編さん専門委員会民俗部会編 [Section ethnologique du comité spécialisé pour la rédaction de l'histoire du département d'Aichi] (ed.), *Aichiken-shi minzoku chōsa hōkokusho 5 Inuyama, Owari Tōbu* 愛知県史民俗調査報告書 5 犬山・尾張東部 [Compte-rendu de l'enquête ethnologique et historique du département d'Aichi 5 Inuyama et l'est de l'Owari], Aichiken sōmubu 愛知県総務部 [Service des affaires générales du département], Nagoya, pp. 128-157.

HATTORI Makoto 服部誠, 2003, « Ubuya to jidori, mushō mairi » ウブヤと地取り・ムシヨウ参り [Maison d'accouchement, creusement de la tombe et visite au cimetière], in AICHIKEN-SHI HENSAN SENMON IINKAI MINZOKU BUKAIHEN 愛知県史編さん専門委員会民俗部会編 [Section ethnologique du comité spécialisé pour la rédaction de l'histoire du département d'Aichi] (ed.), *Aichiken-shi minzoku chōsa hōkoku-sho 6 Atsumi, bigashi mikawa* 愛知県史民俗調査報告書 6 握美 東三河 [Compte-rendu de l'enquête ethnologique et historique du département d'Aichi 6 Atsumi et est de Mikawa], Aichiken sōmubu 愛知県総務部 [Service des affaires générales du département], Nagoya, pp. 125-164.

HATTORI Makoto 服部誠, 2005, « Dai-issetsu, Deai to kekkon » 第一節 出会いと結婚 [Section 1, la rencontre et le mariage], in AICHIKEN-SHI HENSAN IINKAI 愛知県史編さん委員会 [Comité pour la rédaction de l'histoire du département d'Aichi] (ed.), *Aichiken-shi Minzoku 3 Mikawa* 愛知県史 民俗 3 三河 [Histoire du département d'Aichi, Ethnologie 3 Mikawa], Aichiken 愛知県 [Département d'Aichi], pp. 552-591.

HATTORI Makoto 服部誠, 2008, « Dai-issetsu, Deai to kekkon » 第一節 出会いと結婚 (Section 1, la rencontre et le mariage), in AICHIKEN-SHI HENSAN IINKAI 愛知県史編さん委員会 [Comité pour la rédaction de l'histoire du département d'Aichi] (ed.), *Aichiken-shi Minzoku 2 Owari* 愛知県史 民俗 2 尾張 [Histoire du département d'Aichi, Ethnologie 3 Owari], Aichiken 愛知県 [Département d'Aichi], pp. 544-573.

HATTORI Makoto 服部誠, 2009, « Yomeiri dōgu » 嫁入り道具 [Trousseau], in SHINSHŪ NAGOYASHI-SHI SHIRYŌHEN HENSHŪ IINKAI 新修名古屋市

史資料編編集委員会 [Comité pour la nouvelle rédaction des documents de l'histoire de la ville de Nagoya] (ed.), *Shinshū Nagoyashi-shi shiryōben minzoku* 新修名古屋市史資料編 民俗 [La nouvelle rédaction de l'histoire de la ville de Nagoya, Documents, Ethnologie], Nagoyashi, Nagoya, pp. 779-782.

HÉRAIL Francine, 1990, « Nara, fonctionnaires et moines à la cour », in ESMEIN Jean, MACÉ François, NINOMURA Hiroyuki & SOUYRI Pierre (dir.), *Histoire du Japon*, Horvath, Genève, p. 71-79.

HIKAKU KAZOKU-SHI GAKKAI 比較家族史学会 [Société, 1996, *Jiten – kazoku* 事典—家族 [Dictionnaire de la famille], Kōbundō 弘文堂, Tōkyō.

KOMATSU Kazuhiko 小松和彦, KURAISHI Atsuko 倉石あつ子 & MIYATA Noboru 宮田登 (dir.), 2000, *Jinsei girei jiten* 人生儀礼事典 [Dictionnaire des rites de la vie], Shōgakukan 小学館, Tōkyō.

KONDŌ Kayoko 近藤佳代子, 1991, « Meiji zenki no fūfu zaisan kankai » 明治前期の夫婦財産関係 [Les relations au patrimoine dans le couple au début de Meiji] in *Hikaku kazokushi kenkyū – Josei to zaisan* 比較家族史研究—女性と財産 [Recherche sur l'histoire de la famille comparée : femmes et patrimoine], n° 6, pp. 65-75.

KONUMA Isabelle, 2007, « La “crise familiale” au prisme du droit : réformes juridiques et conflits de normes », in *Japon pluriel* 7, Éditions Picquier, Arles, p. 391-409.

KURAISHI Atsuko 倉石あつ子, 1999, « Onna no zaisan » 女の財産 [Les biens des femmes], in KURAISHI Atsuko 倉石あつ子, ASANO Hisae 浅野久枝, TADENUMA Yasuko 蓼沼康子 & FURUIE Harumi 古家晴美 (eds.), *Onna no me de miru minzokugaku* 女の眼でみる民俗学 [L'ethnologie du point de vue des femmes], Kōbunken 高文研, Tōkyō, pp. 116-141.

LE PLAY Frédéric, 1994, *Les Mèlouga : une famille pyrénéenne au XIX^e siècle*, Nathan, Paris, 240 p.

LÉVI-STRAUSS Claude, 2002, *Les Structures élémentaires de la parenté*, réédition de la deuxième édition, Mouton de Gruyter, Berlin & New York, 591 p.

MACÉ François & MACÉ Mieko, 2009 [2006], *Le Japon d'Edo*, les Belles Lettres, Paris, 319 p.

SHIHŌSHŌ 司法省 [ministère des Affaires, 1976 [1880], *Zenkoku minji kanrei ruishū* 全国民事慣例類集 [Recueil des coutumes civiles du pays entier], Seishisha 青史社, Tōkyō.

SHIMADA Yoshihito, 2003, *Royaumes peul, islamiques et super-ethniques dans le Nord-Cameroun : Autour de Rey-Bouba*, African Kingdoms Collection III, Nagoya University, Nagoya, 199 p.

SINGLY François de, 2002 [1993], *Sociologie de la famille contemporaine*, Colin, Paris, 128 p.

TACHIBANAKI Toshiaki 橘木俊詔, 2008, *Jojo kakusa* 女女格差, Tōyō keizai shinpōsha 東洋経済新報社, Tōkyō.

TADENUMA Yasuko 蓼沼康子, 1999, « Samazama na kon.in » さまざまな婚姻 [Mariages divers], in NAKAMURA Hiroko 中村ひろ子, KURAISHI Atsuko 倉石あつ子, ASANO Hisae 浅野久枝, TADENUMA Yasuko 蓼沼康子, FURUIE Harumi 古家晴美 & MIYATA Noboru 宮田登 (eds.), *Onna no me de miru minzokugaku* 女の眼でみる民俗学 [L'ethnologie du point de vue des femmes], Kōbunken 高文研, pp. 23-52.

Résumé : dans le tome deux de *L'Histoire de la famille*, Patrick Beillevaire écrivait que « de tout temps la notion de dot proprement dite est demeurée étrangère au système familial japonais ». Pourtant, certaines régions sont réputées pour l'effort financier que représente le mariage d'une fille à cause de ce que les parents devront lui donner. C'est le cas de Nagoya

et de ses environs où l'on dit que « si tu as trois filles, le faîte du toit tombera ». L'importance de la dot n'aurait-elle pas été sous-estimée ? Cet article se propose de montrer dans quelle mesure on peut parler de dot au Japon et d'en apprécier l'importance à partir de l'analyse d'un travail de terrain réalisé dans le département d'Aichi et de la littérature ethnologique locale. L'article reviendra sur la notion de dot dans l'introduction, puis, dans une première partie, il détaillera la coutume des trousseaux dans la région pour en montrer ensuite l'importance économique en deuxième partie, ainsi que ses nouvelles formes dans un dernier volet.

Mots-clés : famille, femme, mariage, dot, trousseau

Abstract: In the second volume of The History of the Family, Patrick Beillevoire wrote that "the notion of dowry itself has been a stranger to the Japanese family system from time immemorial". However, some regions are famous for the great expense that parents bear when marrying their daughter. That is the case in Nagoya and its surroundings where it is said that "if you have three daughters, the ridge beam of the roof will fall". Has the importance of the dowry thus been underestimated? The aim of this article is to understand to what extent it is possible to speak of dowry in Japan and to evaluate its scale, by analyzing the results of fieldwork conducted in Aichi prefecture as well as documents pertaining to the area. The notion of dowry is presented in the introduction. Secondly, I explain the main features of the custom of the trousseau (a form of dowry) in this area and discuss its economic aspect. Finally, the article considers the possible new forms that dowry might take in present-day Japan.

Keywords: family, women, marriage, dowry, trousseau

キーワード : 家族、女性、婚姻、持参財産、嫁入り道具

NOTES DE LECTURE

LUCKEN Michael, 2016, *Nakai Masakazu : naissance de la théorie critique au Japon*, Les Presses du réel, Dijon, 264 p.

À l'intersection entre la critique de l'essentialisme et l'histoire de la pensée moderne, *Nakai Masakazu : naissance de la théorie critique au Japon* est un ouvrage riche, qui s'ancre dans plusieurs disciplines. Partant du constat de la méconnaissance en Europe des intellectuels japonais, Michael Lucken propose de nous faire découvrir le philosophe spécialiste d'esthétique Nakai Masakazu (1900-1952), et à travers lui un panorama de penseurs japonais du début du xx^e siècle. D'un point de vue général, il prend le parti de présenter ce travail sous la forme d'un ouvrage biographique en trois chapitres, organisés de manière chronologique et correspondant chacun à une période de la vie du philosophe.

La première période, qui s'étend d'environ 1910 à 1930, traite de la jeunesse de Nakai, de sa situation familiale, de son parcours scolaire, religieux, et pose les jalons de sa pensée. Michael Lucken décrit le contexte intellectuel de l'époque, en mettant notamment en parallèle l'évolution du bouddhisme et la façon de le concevoir d'une part, et l'émergence d'une pensée romantique d'autre part. Il souligne ainsi le doute à l'égard de la religion et le sentiment de rupture, intrinsèques à toutes les modernités, qui sont à l'origine de ces phénomènes, puis décrypte dans la pensée de Nakai les éléments qui le placent en opposition avec ceux-ci. Il insiste sur son recours à l'étude des productions mécaniques comme moyen de saisir les sciences vivantes, ainsi que ses théories sur le reflet (qui renvoient au cinéma et à la photographie) et sur le sport. Ce chapitre est également l'occasion de dresser une liste des intellectuels occidentaux auxquels Nakai fait référence dans ses travaux, et de mettre en lumière l'ouverture active des intellectuels japonais vers le monde,

de même que le nombre conséquent de traductions d'ouvrages européens, en particulier allemands.

Le second chapitre, qui parcourt les années 1920 et 1930, s'organise autour de deux thématiques principales : la construction de l'image essentialisée d'une esthétique japonaise, puis, en opposition à celle-ci, les idées de Nakai et leurs similitudes avec celles des penseurs de l'École de Francfort. Sur la question de l'« esthétique japonaise », Michael Lucken présente le séisme du Kantō de 1923 comme l'élément déclencheur d'un sentiment de désillusion vis-à-vis de la science et du progrès et d'une recherche de tradition. Il évoque la diffusion à l'époque, en Occident comme au Japon, de concepts supposés définir une esthétique spécifique au Japon et insiste sur les paradoxes qui les sous-tendent (par exemple, le fait de définir comme cadre l'absence de cadre). Ensuite, il s'intéresse au concept de *ma* 間 comme définition d'un espace national, et à ce même concept dans la pensée de Nakai. Le rapprochement avec l'école de Francfort et la théorie critique s'illustre, quant à lui, par les travaux de Nakai sur l'authenticité dans l'art (rappelant ceux de Walter Benjamin), par l'intérêt de celui-ci pour les écrits de jeunesse de Marx – on apprend qu'il fut l'un des premiers en dehors de la Russie et de l'Allemagne à intégrer les *Manuscrits de 1844* à sa pensée –, et par sa compréhension du concept d'aliénation dans laquelle se remarque son héritage kantien.

Le troisième et dernier chapitre est consacré à la Seconde Guerre mondiale et à l'après-guerre qui, d'un point de vue biographique, constituent des événements majeurs à l'origine de tournants dans la pensée de Nakai. Michael Lucken aborde dans un premier temps la question de la répression des intellectuels, et revient sur le phénomène du *tenkō* 転向 ; il relate les méthodes policières employées, le sentiment de traumatisme engendré par ces retournements idéologiques et les différents types de réponses apportés par les intellectuels, du rejet total des idéaux à l'autocritique, et passant généralement par une redéfinition de la notion de « sujet » et de celle de liberté, y compris chez Nakai. Il présente également les recherches de Nakai pendant la guerre sur la notion de *ki* 気, puis ses différentes actions après 1945 – de la création d'universités d'été à Hiroshima, à la mise en place de techniques pédagogiques innovantes répondant au besoin des Japonais de retrouver un rôle actif et non plus dominé, en passant par la rédaction de la loi sur les Bibliothèques. Michael Lucken s'intéresse par la suite à la naissance des mouvements pacifistes, ainsi qu'au silence de nombreux intellectuels quant

aux bombardements nucléaires ; il remarque la différence de temporalité entre les Européens, loin du drame, et les Japonais pour qui il ne s'agit « pas d'envisager des solutions pour éviter le drame, mais de réfléchir à la manière de se relever » (p. 193), tout en notant que Nakai, comme d'autres à la même époque et malgré la catastrophe, a évoqué la maîtrise du nucléaire comme un fait prometteur. Le chapitre se termine sur les apports de Nakai au fonctionnement des bibliothèques au Japon, destinées à donner accès à la culture autant qu'à conserver les documents, ainsi que sur l'héritage de la pensée de Nakai dans les travaux de plusieurs intellectuels des années 1960.

Si l'aspect biographique et l'analyse des théories du philosophe demeurent les fils conducteurs de l'ouvrage, ils ne sont toutefois que l'une des facettes de celui-ci, dont on peut dire qu'il présente en parallèle deux autres perspectives.

En effet, bien que Nakai Masakazu reste le personnage central du développement, sa biographie donne l'occasion à l'auteur de présenter un riche panorama des intellectuels les plus éminents à l'époque et, par leur biais, des différents courants de pensée. Tout au long du livre, afin d'illustrer les idées du philosophe, Michael Lucken expose de manière concise mais rigoureuse les travaux et parcours d'une quinzaine d'intellectuels. Parmi eux, on pense notamment à Kamei Katsuichirō, Watsuji Tetsurō, Miki Kiyoshi, Fukuda Kōsan ou encore Hani Gorō. Il accorde aussi une place importante aux différents mouvements intellectuels et en particulier aux revues (*Shisō*, *Sekai Bunka*, ou *Doyōbi*), évoquant leur ligne éditoriale, leur accueil et les conditions de leur création. Ce faisant, Michael Lucken dresse non seulement un portrait général permettant de se représenter les principales préoccupations des penseurs de cette période, mais dépeint également la complexité du débat et la richesse de l'activité philosophique au Japon sur la période étudiée.

Enfin, comme nous l'avons évoqué plus haut, ce travail se présente dans son ensemble comme une critique de l'essentialisme et en particulier de l'orientalisme. Michael Lucken s'attaque, du début à la fin, à démanteler les nombreux stéréotypes nourris par la recherche envers le Japon ; il démontre non seulement la pertinence des travaux des philosophes japonais, mais également leur excellente connaissance et compréhension des ouvrages européens, en remarquant que de nombreux travaux allemands ont été traduits bien plus tôt au Japon qu'en France. Il met également en lumière le fonctionnement de la dimension essentialiste dans la

manière d'aborder la philosophie japonaise en Europe, toujours sous l'angle de la différence ou de la généralisation, et fait ressortir le désir d'exotisme qui sous-tend le choix des chercheurs européens quant aux intellectuels et mouvements étudiés. Enfin, dans sa globalité, *Nakai Masakazu : naissance de la théorie critique au Japon* se présente lui-même comme la proposition d'une manière alternative, non-orientaliste, d'aborder la japonologie. Par le choix du format biographique, d'abord, qui se défend sous l'angle de la volonté de parler de l'individu plutôt que de supposer une uniformité du « cas » japonais ; mais également par la manière d'orienter le développement autant sur la similitude que sur la différence, en soulignant toujours les ressemblances entre les parcours des penseurs japonais et des cas occidentaux. « Ce livre a pour horizon une histoire du commun, du similaire » (p. 10), écrit Michael Lucken qui, sans nier la différence, propose une autre manière de l'aborder de façon contextualisée, s'opposant ainsi à la tendance qui cherche dans l'Orient une forme d'altérité.

Coline PÉPIER
Université Lyon 3

**GALAN Christian, OLIVIER Jean-Marc (dir.),
2016, *Histoire du et au Japon : de 1853 à nos jours*,
Éditions Privat, Toulouse, 351 p.**

Comme la plupart des ouvrages collectifs, le livre dirigé par Christian Galan et Jean-Marc Olivier est issu d'un colloque, organisé dans ce cas précis à Toulouse en mai 2012. Il regroupe en tout dix-huit contributions, d'une quinzaine de pages chacune, auxquelles il faut ajouter la longue mais belle introduction au volume de Carol Gluck.

Ainsi que le rappellent les directeurs du projet en avant-propos, ce livre a un objet principal : ne pas « se satisfaire du récit occidental » des choses, et donc aller voir d'un peu plus près « la face cachée de la lune » comme disait Claude Lévi-Strauss. Il participe de ce courant qui, depuis une vingtaine d'années maintenant, cherche à articuler l'histoire dans toutes ces dimensions géographiques, depuis la *global history* jusqu'à l'histoire connectée. Cette démarche ne se satisfait pas de la tentation exotique et oblige à s'enquérir des trous noirs de nos connaissances et, dans le cas du Japon plus qu'ailleurs encore, à nous frotter avec les historiens locaux. L'auteur de ces lignes ne peut que souscrire à pareille manière de voir les choses¹. La réintégration du Japon « dans le champ de la réflexion historique comme un référent possible et pertinent » pour laquelle plaident les éditeurs de l'ouvrage est un combat que tous les spécialistes du Japon devraient avoir à cœur de mener, un impératif pour toute notre profession.

1. Voir mon *Moderne sans être occidental : aux origines du Japon d'aujourd'hui*, Paris, Gallimard, 2016.

L'historienne new yorkaise Carol Gluck l'a compris sans doute très tôt, elle qui s'est toujours efforcée d'entretenir le dialogue entre historiens japonais, historiens occidentaux du Japon et historiens tout court². La chose est sans doute plus aisée aux États-Unis qu'en Europe du fait des liens historiques qui unissent – pour le meilleur et pour le pire – le Japon et l'Amérique. Et n'oublions pas que, pour de nombreux citoyens américains d'origine japonaise, la guerre d'Ōnin ne sonne pas plus exotique que la guerre de Cent Ans.

Dans la première partie de son texte qui se veut une métahistoire de l'historiographie japonaise d'après-guerre, Carol Gluck identifie des phases qui sont communes aux différentes historiographies japonaises, européennes et américaines, tout en nous rappelant à juste titre que le paysage historique n'est jamais aussi homogène que ne le prétendent les nomenclatures. Elle évoque d'abord l'histoire de la nation qui caractérise l'histoire à la fin du XIX^e siècle, puis l'histoire du changement social, commune aux historiens entre 1914 et les années 1930, et dans laquelle l'historiographie marxiste occupe une place de choix, notamment dans le cas japonais. Elle évoque pour l'après-guerre une histoire de la *late modernity* qui examine « les structures du passé afin de guérir le futur de ses pathologies sociales et politiques. » Elle range dans ces courants aussi bien le médiéviste Ishimoda Shō 石母田正 que l'historien des idées Maruyama Masao 丸山眞男 du côté japonais, mais aussi l'historien britannique E. P. Thompson ou le Français Lucien Febvre. Pour elle, les années 1970-1980 inaugurent un tournant, celui de la postmodernité qui conduit les historiens à s'intéresser à une histoire plus micro-sociale, plus culturelle et dont le médiéviste Amino Yoshihiko 網野善彦 pourrait être le chantre dans le cas japonais³.

Carol Gluck cherche aussi à identifier quelques spécificités de l'historiographie japonaise. Elle note d'abord le fort positionnement politique des historiens japonais (*mondai ishiki* 問題意識, « la conscience des problèmes ») qui ont toujours su « combiner une posture très critique avec une

2. Carol GLUCK, « Le 11 septembre, Guerre et télévision au XXI^e siècle », *Annales (Histoire, Sciences Sociales)*, janvier-février 2003, p. 135-162.

3. Voir en français AMINO Yoshihiko, « Le Moyen Âge japonais et quelques questions qu'il pose aux historiens aujourd'hui », *Cipango*, n° 3, 1994, p. 125-158.

recherche empirique de haut niveau ». C'est vrai des historiens marxistes mais aussi des « modernistes » de l'après-guerre ou encore des historiens du courant de la *minshū-shi* 民衆史 (« les gens dans l'histoire ») dans les années 1960-1970, qui, tous, plaçaient leur pratique professionnelle au service de leur vision du changement. Ces courants furent nettement hégémoniques depuis l'après-guerre jusqu'au milieu des années 1970. Et de citer une pléiade d'historiens japonais d'Ishimoda Shō à Tōyama Shigeki 遠山茂樹 ou d'Ōtsuka Hisao 大塚久雄 à Ienaga Saburō 家永三郎 qui, à l'instar d'un Braudel en France, surent développer « la véritable puissance d'une histoire de bonne facture ». Certains d'entre eux sombrèrent néanmoins dans un excès de théorie, une certaine rigidité conceptuelle, voire dans une forme d'histoire sectaire et « leur ferveur submergea souvent leur méthode. » Le reflux de ces courants laissa comme un vide en grande partie comblé au Japon par le courant de la *shakai-shi* 社会史 (« histoire de la société ») qui fut compris par certains – et sans doute à tort – comme une critique définitive du marxisme. Cette nouvelle tendance historique qui sut s'imposer dans les vingt dernières années du XX^e siècle était surtout animée par des médiévistes et se voulait plus tournée vers l'histoire de la vie quotidienne, l'étude des marges et des interstices de la société. Amino Yoshihiko et quelques autres comme Katsumata Shizuo 勝俣静雄⁴ s'imposèrent alors comme les tenants d'un renouvellement majeur assurant des passerelles avec les ethnologues, les archéologues ou les historiens de l'art et de l'architecture⁵. Mais le parcours historiographique japonais peut trouver des échos dans d'autres pays où la crise du marxisme aboutit également à des réajustements : il en alla ainsi de l'*Alltagsgeschichte* allemande, de la nouvelle histoire sociale américaine qui fut à son tour submergée par les tenants des *cultural studies* tandis qu'en Inde émergeait le courant des *subaltern studies*. Ici, les historiens cherchaient à intervenir aussi dans le champ du social et des mémoires collectives.

4. KATSUMATA Shizuo, *Ikki, Ligues, conjurations et révoltes dans le Japon d'autrefois*, Paris, Publications du CNRS, 1991 [1980].

5. Voir le numéro spécial des *Annales (Histoire, Sciences Sociales)*, « L'histoire du Japon sous le regard japonais », mars-avril 1995.

Carol Gluck s'intéresse aussi aux pratiques de la communauté historienne et explique qu'au Japon les changements paradigmatiques vinrent souvent de ceux qui étaient extérieurs au sérail universitaire. Reprenant la formule de Kano Masanao 鹿野政直, elle cite l'exemple des intellectuels *minkan* « parmi le peuple » 民間 qui, agissant en « historiens aux pieds nus », élaborèrent en dehors de l'université une histoire hétérodoxe⁶, ou influencèrent celle écrite par les générations ultérieures. Irokawa Daikichi 色川大吉 dans les années 1960 (pour le courant *minshū-shi*) ou Amino Yoshihiko (pour la *shakai-shi*) dans les années 1980 furent de ceux-là. Irokawa chercha à écrire une histoire de l'ère Meiji à partir de la réception de la modernité dans les couches moyennes des campagnes, tandis qu'Amino repensait le Moyen Âge en regardant vers les marges.

L'historienne rappelle aussi combien, à l'instar de mouvements comme *History workshop* en Grande-Bretagne, les historiens japonais durent parfois affronter le consensus conservateur de leur temps pour tenter de construire avec plus ou moins de bonheur une histoire alternative : on pense bien entendu à la tentative sans succès d'Ishimoda Shō et de son mouvement d'histoire populaire (*kokumin rekishi undō* 国民歴史運動) dans les années 1950, mais aussi aux combats d'Ienaga Saburō contre la censure gouvernementale des manuels scolaires ou encore au travail de Yoshimi Yoshiaki 吉見 義明 sur les femmes de réconfort dans les années 1990. Elle montre aussi comment au Japon, comme ailleurs, des historiens tentèrent de pratiquer la comparaison et d'intégrer l'histoire nationale dans une histoire plus large, transnationale, où l'Asie joue le rôle central au détriment de l'Occident dont le rôle a toujours été surévalué. De nombreux colloques et congrès réunissant historiens chinois, coréens et japonais montrent depuis une vingtaine d'années que les acteurs de la discipline, dépassant les frontières nationales et les réactions nationalistes épidermiques tentent de construire une histoire originale et autonome de l'Asie orientale.

6. Kano Masanao qui a inventé le concept, range parmi les plus connus des *minkan gakusha* 民間学者, (chercheurs non officiels en quelque sorte), les ethno-folkloristes comme Yanagita Kunio 柳田国男, Minagata Kumakusu 南方熊楠, Orikuchi Shinobu 折口信夫 ou encore Iha Fuyū 伊波普猷, le fondateur des études consacrées aux Ryūkyū, ou encore l'historienne féministe et autodidacte Takamura Itsue 高群逸枝 ou le critique d'art coréanophile Yanagi Muneyoshi 柳宗悦.

Les autres contributions du volume sont regroupées dans le cadre de trois rubriques chronologiques : « modernisation (1853-1889) », « empire (1889-1945) » et « reconstruction, puissance et doutes (depuis 1945) ». Dans les deux premières parties les différents intervenants, suivant d'ailleurs une partie de l'historiographie japonaise récente, cherchent à montrer que le basculement de l'histoire moderne se situe finalement plus en 1889 qu'en 1868. La période qui s'ouvre en 1853 avec l'arrivée des Occidentaux est comprise comme une période de tâtonnements, d'adaptations, de glissements progressifs au cours de laquelle le changement institutionnel représenté par la chute du shogunat est presque anecdotique, tant est désormais prégnante l'importance attribuée à l'émergence de l'État-nation qui s'affirme autour de la personne impériale dans le cadre d'un empire colonial avec une force nouvelle au tournant des années 1890 (Constitution de 1889, ouverture du parlement en 1890, rescrit impérial sur l'éducation en 1890, premières aventures militaires sur le continent en 1894, premières expériences coloniales en 1895, révision des traités inégaux dans les années qui suivent). Cette manière de voir les choses reste évidemment discutable comme tout découpage chronologique qui affirme une part de parti-pris. Mais elle a l'avantage de sortir le discours historique en Occident sur le Japon d'un faux semblant qui fait de la « restauration impériale » de 1868 le début d'un changement majeur alors que la première modernisation est le produit au Japon d'une longue histoire qui commence bien avant l'arrivée de Perry et s'achève entre 1889 et la victoire japonaise contre la Russie. La dernière partie de l'ouvrage tournée sur l'après-guerre et le début du XXI^e siècle accorde une grande importance à l'histoire des idées et aux débats intellectuels qui agitèrent le Japon de cette époque. Rédigées au lendemain du tsunami et de l'accident nucléaire de Fukushima, les contributions (notamment celles de Miura Nobutaka et de Sugizaki Taiichirō) montrent pour l'essentiel les doutes qui assaillent la société japonaise face à des défis considérables qu'elle peine à relever.

Pierre-François SOUYRI
Université de Genève

**MAUGER Léna, REMAEL Stéphane, 2014,
*Les Évaporés, enquête sur le phénomène des
disparitions volontaires du Japon*, Les Arènes,
Paris, 253 p.**

L'agencement de la police de caractères et du titre en première de couverture est un clin d'œil autorisant deux lectures : « les évaporés du Japon » et « les disparitions volontaires du Japon ». Le terme « évaporés », *jōhatsusha* 蒸発者, est bien connu des spécialistes de la sécurité routière : il désigne les piétons pris sous les feux croisés des phares de véhicules automobiles circulant dans des zones mal éclairées et qui, l'espace d'un instant, échappent à la vision des conducteurs. Il va sans dire que ce livre ne s'intéresse pas aux risques de la conduite automobile mais, comme son titre l'indique, aux disparitions dites volontaires. Chaque année, ils sont des milliers – les auteurs hasardent le chiffre de 100 000 personnes – de toute condition, de tous âges, qui décident, individuellement ou en famille, du jour au lendemain de tout quitter – logement, emploi, statut, relations – pour claquer la porte de la société sans laisser de trace, mener une vie d'errance et de clandestinité aux marges de la société japonaise, sans espoir de retour. Au bout de sept ans, selon la législation japonaise, ils pourront être considérés officiellement comme « absents », *shissō* 失踪, par les tribunaux, c'est-à-dire morts civilement : leur mariage sera dissous, leur succession ouverte. L'« évaporation » est inconnue des services de police qui lui préfèrent ce terme de *shissō*, plus vague, qui englobe les fugues, les enlèvements et les victimes de catastrophes naturelles. Encore ne s'agit-il là que des disparitions *signalées*, ce qui est loin d'être le cas des disparitions volontaires, dont les causes principales, identifiées par l'ouvrage, sont l'endettement, les investissements hasardeux, la

perte d'emploi, les ruptures familiales, l'échec scolaire pour les plus jeunes, sans parler des affranchis mafieux en rupture de ban. La question n'était pas nouvelle puisqu'elle avait déjà été évoquée par le cinéaste Imamura Shōhei 今村昌平 dans son film, *L'Évaporation de l'homme* (*Ningen jōhatsu* 人間蒸発) de juin 1967 sur la base d'un fait divers : la disparition soudaine d'un salarié d'une entreprise de fabrication de vaisselle en plastique, Ōshima Tadashi 大島裁. Elle a fait l'objet, d'autre part, d'une série télévisée, *Yonigeya honpo* 夜逃げ屋本舗 (La boutique de déménagement nocturne), diffusée par le groupe Nihon terebi 日本テレビ系 entre 1999 et 2003, d'après un roman publié en 1997 par Hatori Shō 羽鳥翔, le patron interlope, mais médiatique, d'une petite entreprise de transport qui s'était spécialisé sur un marché de niche en expansion, celui des déménagements à la cloche-de-bois, et que les auteurs ont rencontré.

Stéphane Remael est un reporter photographe qui est l'auteur des très belles photographies en clair-obscur qui parsèment ce livre et qui donnent aux personnages et aux paysages saisis une allure souvent onirique. Léna Mauger est journaliste pour la revue *XXI*, bien connue du monde des médias. Leur livre, écrit à quatre mains, d'une plume alerte et empathique, n'est pas un travail académique, mais une série de portraits glanés au gré de cinq années de pérégrination les conduisant dans les bas-fonds de Tōkyō et d'Ōsaka et dans la zone interdite de Fukushima. Selon les auteurs, deux causes, géographiques et culturelles, constitueraient le terreau favorable aux « évaporations » japonaises : l'anonymat protecteur offert par les grandes métropoles et la « culture de la honte » où l'on trouvera la référence à Ruth Benedict convoquée par les auteurs. Enquêter sur un sujet sur lequel il n'existe ni étude ni statistiques fiables était une gageure, car on comprend bien que si les gens « disparaissent », ce n'est pas pour se confier au premier journaliste venu. D'où le recours à des intermédiaires comme ces entrepreneurs de déménagement nocturne, ces détectives privés, ces anciens policiers, ces rares associations de soutien aux familles de disparus, voire à des interlocuteurs encore plus improbables tels ces compatriotes qui professent un athéisme bon teint, mais spécialisés dans les faux mariages catholiques « tendance ». Dans ces conditions, approcher les familles est difficile ; rencontrer des disparus quasiment impossible. Reste néanmoins quelques constats saisissants : le calvaire des familles qui « galèrent » pour avoir des nouvelles de leurs proches, leur solitude, parfois leur résignation, l'impuissance de la police, la très grande

fragilité de ces « évaporés » cabossés de la vie, proie facile des organisations mafieuses, guettés par l'alcoolisme, abonnés aux emplois précaires. À chaque page transpirent l'obsession de la survie, les solidarités éclatées. Mais en même temps, on sera surpris par la dignité des uns et des autres, le détachement des rares disparus qui ont accepté de témoigner : ils ne regrettent pas vraiment leur vie d'antan et, pour certains, n'ont pas vraiment rompu les amarres familiales.

Au total, il ne faut pas oublier que ce phénomène de « disparition volontaire » n'est pas propre au Japon – il y en aurait trois fois plus en Grande-Bretagne pour une population deux fois inférieure – mais on a parfois l'impression que les auteurs cultivent, à dessein, l'image d'une société japonaise « camisole de force » : il y a des digressions sur les Otaku, le suicide, une « école de redressement des cadres » (*sic*), les lolitas japonaises, les salariés brésiliens... qui n'ont pas grand-chose à voir avec le thème central de l'ouvrage, à moins de ne voir dans la disparition volontaire que la forme paroxystique de conduites déviantes pour échapper à la chape de plomb du conformisme social, et la face cachée de pratiques managériales impitoyables, surtout en période de crise. C'est là la limite de ce livre, dont il existe une traduction américaine parue en 2016 qui a contribué à faire connaître les auteurs au Japon. Il faut prendre cet ouvrage pour ce qu'il est : une série d'instantanés, au sens propre comme au sens figuré, sur des destins individuels saccagés par les aléas de l'existence. En ce sens, c'est davantage la dimension universelle de leur tragédie qui touche le lecteur que le cadre plus spécifiquement japonais du malheur qui les a emportés.

Éric SEIZELET

Professeur émérite, université Paris-Diderot

MÉMOIRES ET THÈSES

PERROUY Thomas, *Identité et mondialité dans l'œuvre de Levy Hideo*, mémoire de M2, sous la direction de Christian GALAN et FUJIWARA Dan, université de Toulouse Jean Jaurès, 2014, 211 p.

Notre travail de recherche s'intéresse à l'écrivain américain Ian Hideo Levy (« Levy Hideo », Rībi Hideo リービ英雄, né en 1950). Il s'agit du premier écrivain occidental qui produit des fictions directement en langue japonaise. Cette étude tente de montrer en quoi l'œuvre autofictionnelle symbolise une recherche d'identité engagée à la rencontre de différentes cultures, celles du Japon, des États-Unis mais aussi de la Chine et de Taïwan. Quelles incidences cet échange culturel entre plusieurs rives a-t-il sur l'écriture et la réflexion de l'auteur ?

Nous avons d'abord étudié l'œuvre au travers de la question fondamentale de la langue. Cela nous a permis de montrer que l'auteur injecte sa propre sensibilité issue de plusieurs cultures dans l'œuvre fictionnelle, et crée ainsi un langage métissé. La langue s'inscrit dans l'oral et l'authenticité, et permet de s'interroger sur la diversité sociolinguistique du monde. L'hybridation dans l'œuvre de Levy Hideo constitue un mode de représentation important de la quête identitaire de l'auteur.

Dans un second temps, nous avons tenté de montrer comment l'identité se renouvelle en permanence dans le temps. Les personnages sont rompus à eux-mêmes, éloignés de leur famille, en perte d'identité. L'écriture devient une cure censée réparer les maux de l'identité. Puis, le temps individuel se tourne progressivement vers le collectif. L'indicible des attentats du 11 septembre 2001 peut susciter chez tout individu replié sur soi un sentiment de compassion et de solidarité qui dépasse les frontières nationales. Le terroir et les minorités

ethniques dans leur extrême marginalité caractérisent une métaphore de la vie et de la condition humaine et tirent l'écriture vers une réflexion ontologique sur l'Autre. Le *mineur* devient ainsi petit à petit *majeur*.

Enfin, nous avons pu mettre en lumière une vision particulière de la langue et de la littérature japonaises dans laquelle la composante « nationale » et ses mythes idéologiques tels que le « mono-ethnisme » (*tan.itsu minzoku* 単一民族) sont constamment remis en cause. La visite de la région du Tōhoku perçue comme un espace déterritorialisé ainsi que la rencontre avec l'écrivain taïwanais Syaman Rapongan (né en 1957) permettent à l'auteur de dépasser l'idéologie du mono-ethnisme, en produisant de nouveaux modes de compréhension du monde. Plutôt qu'une mondialisation qui appauvrit et supprime les différences, l'œuvre de Levy Hideo ouvre la voie à une réflexion empreinte de mondialité qui reconnaît la diversité complexe du monde et combat tout ethnocentrisme.

CORRAL Jeremy, *Les Prémices de la musique électronique au Japon : la musique pour bande, production, techniques et dynamiques*, mémoire de M2, sous la direction de Michael LUCKEN, Inalco, 2015, 240 p.

À la faveur des effets conjugués du développement des technologies de fixation du son et de la recherche répondant au désir, conjoncturel, de renouvellement des formes musicales traditionnelles accomplies par une orchestration instrumentale classique et régies selon des modalités d'organisation tonale, apparaissent dans l'après-guerre au sein de la sphère internationale diverses propositions de formulation d'une musique dont l'élément fondamental, le son lui-même, voit sa corporalité et sa dynamique mises en avant *via* la manipulation du support physique auquel il est rattaché. En Europe, des hypothèses méthodologiques sont constituées et rationalisées, principalement et dans un premier temps, à l'intérieur des grandes institutions radiophoniques, dont le matériel et l'assistance technique permettent d'accorder la rigueur de travail que requiert l'élaboration d'un tel art destiné à réformer en profondeur les archétypes de la musique. C'est dans ces conditions qu'au tournant des années 1940 et 1950 naissent en France la musique concrète ou encore l'*elektronische Musik* en Allemagne.

Au Japon, les premiers travaux s'appliquant à explorer les particularités techniques du microphone et de la bande magnétique sont présentés de manière strictement contemporaine à la production occidentale, et se caractérisent par un ensemble de stratégies, subtiles car simultanées, d'adoption de façon synchronique des différents principes compositionnels introduits et de leur refus. En s'appuyant

sur une analyse formelle et systématique des œuvres, des techniques mises en place ainsi que des discours tenus par les compositeurs sur leur travail, il s'agit dès lors de distinguer, au sein d'une historiographie présentée en deux parties, des débuts dans les années 1950, puis de l'affirmation des formes dans les années 1960 jusqu'au pic quantitatif de productivité au commencement des années 1970, les traits saillants qui se dégagent de cette « musique pour bande » – terme retenu pour bien mettre en relief la nature plastique d'une musique qui adhère à son support référent, mais aussi, par extension, qui, contrairement à ce qui se produit les premiers temps en Europe, ne souffrirait pas du figement des formes provoqué par des cadres théoriques fortement inclusifs. De cette étude peut être distinguée, dans l'après-guerre, la place qu'occupe le Japon au sein de la circulation globale des formes relatives à la création musicale contemporaine.

GARCIN Thomas, *Récit autoritaire, thème de la pureté et place du lecteur dans Yūkoku (Patriotisme) et Honba (Chevaux échappés) de Mishima Yukio*, thèse de doctorat, sous la direction de Jean-Pierre GIRAUD, université Jean-Moulin Lyon 3, 2015, 544 p.

Présentation du sujet d'étude

Notre thèse, *Récit autoritaire, thème de la pureté et place du lecteur dans Yūkoku (Patriotisme) et Honba (Chevaux échappés) de Mishima Yukio*, interroge les rapports entre littérature et idéologie dans deux textes qui sont parmi les plus controversés de l'écrivain Mishima : la nouvelle *Yūkoku*, qui est parue pour la première fois en janvier 1961, et *Honba*, le second volume de la tétralogie *Hōjō no umi* (La mer de la fertilité, 1965-1970) publié d'abord en feuilleton entre février 1967 et août 1968, puis en un seul volume en février 1969. La première partie de notre travail est consacrée à une lecture théorique de *Yūkoku* et de *Honba* sous l'angle du « récit autoritaire », c'est-à-dire d'un récit qui, en raison de son manichéisme et de son caractère idéologique, laisse peu de marge d'interprétation au lecteur. Mettant en scène des héros mythiques dévoués à l'empereur, opposant des personnages purs à des personnages impurs, les deux textes sur lesquels nous nous sommes penché correspondent schématiquement au genre du récit à thèse tel qu'il a notamment été décrit par Susan Rubin Suleiman dans *Le Roman à thèse ou l'autorité fictive* (1983). Nombreux sont d'ailleurs les exégètes qui, au Japon comme en Occident, ont critiqué la dimension partisane (sinon sectaire) de ces récits. Les deuxième et

troisième parties de notre travail, consacrées respectivement à *Yūkoku* et à *Honba*, complètent et contrebalancent ce constat en mettant en exergue la complexité de ces textes qui offrent des réponses originales au défi propre au récit autoritaire qui consiste à concilier l'idéologie (qui implique la monosémie, le manichéisme, la redondance) avec la littérature (qui implique la polysémie et l'ambiguïté). Le recours singulier et retors aux stéréotypes, les thèmes du nihilisme et du simulacre ou encore la complexité des procédés rhétoriques et manipulatoires présents dans *Yūkoku* et *Honba* offrent des éclairages inédits et de nouveaux champs de réflexion aussi bien dans le domaine de la théorie littéraire (sur le récit autoritaire) que dans celui des études sur Mishima.

Choix du sujet et principes méthodologiques

L'interprétation de l'œuvre de Mishima pose de nombreuses difficultés, notamment en raison du brouillage des frontières entre œuvre et vie volontairement entretenu par l'écrivain (le texte de *Yūkoku* offre sur ce point un exemple symptomatique). De nombreux exégètes adoptent un raisonnement circulaire en expliquant les textes par la biographie et la biographie par les textes. Mais les difficultés propres à l'œuvre de Mishima ne se limitent pas à l'emprise de la figure de l'auteur dans le champ interprétatif. La dimension très structurée de ses fictions, les paradoxes qui les travaillent ainsi que les tactiques de séduction ou de manipulation qu'elles engagent sont autant d'embûches qui amènent souvent les critiques à réitérer un sens ou une organisation du sens qui semblent avoir été préalablement pensés par le romancier. Notre ambition était d'échapper aux pièges de l'œuvre et d'offrir ainsi de nouvelles pistes de réflexions à son sujet. D'où le choix d'un angle théorique qui nous a permis d'inscrire notre recherche dans un débat plus large et de prendre une certaine distance avec les textes. La question du récit autoritaire est évidemment légitimée par le caractère politiquement orienté des œuvres que nous avons choisies. Elle fait sens aussi dans le cadre spécifique des études sur Mishima, auteur qui exerce toujours un étroit contrôle sur ses œuvres dont il cherche à cadenasser l'interprétation.

Notre réflexion sur le genre du récit autoritaire s'articule avec une analyse du thème de la pureté, incontournable chez Mishima. Impliquant une opposition

binaire, l'idée d'un centre transcendant, le refus de toute forme de compromission et de scepticisme, cette notion se retrouve sans surprise dans de nombreux discours doctrinaires. Mais l'intérêt du concept tient aussi à son caractère ambigu, et surtout insaisissable : cœur de l'édifice idéologique, la pureté est simultanément le noyau absent qui le déconstruit, rendant témoignage de son irréalité ou de ses artifices. Pour bien appréhender notre sujet, il nous a donc semblé important de lire de façon approfondie les historiens, anthropologues ou philosophes ayant travaillé, au Japon comme à l'étranger, sur cette notion. Le troisième axe constitutif de nos recherches se rapporte à la place du lecteur : un texte idéologique s'adresse-t-il uniquement à des lecteurs partisans ? Quel rôle pour un destinataire qui ne partage pas les convictions de l'auteur ? Dans la première partie de notre travail, nous nous sommes surtout concentré sur la contrainte exercée par les textes de *Yūkoku* et de *Honba*. Par la suite nous avons été cependant amené à montrer que cette contrainte est aussi l'effet d'une lecture prédéterminée de l'œuvre qui mérite d'être analysée en tant que telle et peut être contestée. À cette fin, nous avons eu recours aux théories de la réception (Barthes, Iser, Eco, Jouve), qui ont été jusqu'à présent très peu utilisées dans le discours critique sur Mishima.

Conclusions

Nous ne livrerons pas ici l'ensemble de nos conclusions mais celles qui nous paraissent les plus fondamentales, dans le champ de la réflexion sur le récit autoritaire et idéologique d'une part ; dans le domaine des études sur Mishima d'autre part.

L'une de nos ambitions était de compléter et d'enrichir les analyses théoriques proposées par Susan R. Suleiman sur le récit autoritaire. Nous avons dégagé, à cet égard, un premier champ de réflexion autour des liens entre l'idéologie et l'organisation perverse. Refusant l'Autre, le manque et l'imperfection, le discours doctrinaire utilise un langage souvent très proche, sinon identique à celui de la perversion. Les récits de *Yūkoku* et *Honba* constituent à cet égard une sorte de cas d'école : l'idéologie fait ici constamment miroiter les complexes narcissiques qui la structurent et dont elle procède. Ceci tient à la fois à la nature de l'engagement du romancier (dont les mobiles pulsionnels semblent évidents) et à

une exigence littéraire propre se traduisant par un souci constant de maintenir une faille dans l'organisation narrative et sémantique de ses fictions. Ces deux textes fournissent ainsi une base intéressante pour repenser les récits autoritaires dont la monosémie est toujours relative et se déploie simultanément au discours latent qui la conteste.

Notre seconde contribution se rapporte aux tactiques rhétoriques que le récit autoritaire est susceptible de mobiliser pour séduire et persuader ses destinataires. L'analyse de *Honba* suggère à la fois une prise en compte des lecteurs qui ne partageraient pas l'idéologie du texte (prolepse, élargissement de l'auditoire) et le recours à des procédés relevant de la manipulation pour les séduire (technique d'amorçage, cadrage contraignant, cadrage manipulateur, *mirroring*). Ces stratégies textuelles permettent de complexifier le modèle de Susan Rubin Suleiman, qui reposait sur le principe d'une cooptation des lecteurs et du modèle schématique de l'*exemplum*. Dans le cadre de travaux ultérieurs, nous pourrions envisager d'examiner des tactiques comparables dans d'autres récits idéologiques afin d'offrir un panorama plus exhaustif des procédés rhétoriques des récits autoritaires.

Les nouveaux champs de recherche que nous avons défrichés dans le cadre des études sur Mishima sont variés. Le choix d'une analyse avant tout textuelle nous a tout d'abord permis d'approfondir notre compréhension du style du romancier, en nous appuyant notamment sur son œuvre d'essayiste, encore méconnue du public occidental. L'étude détaillée de la nouvelle *Yūkoku* nous a conduit à cerner un idéal d'écriture poétique propre à l'auteur, impliquant à la fois un usage intensif des conventions ou des poncifs littéraires et une volonté de les renouveler à travers des effets de surcharge et d'échos internes, des jeux autoréférentiels, des chocs entre registres métaphoriques antithétiques ou la création d'une sorte d'ancienneté factice. Nous avons ainsi dessiné les premiers linéaments d'une réflexion d'ensemble sur le travail du stéréotype chez Mishima.

La question de la manipulation, qui a été très peu traitée, nous a aussi permis d'ouvrir de nouvelles perspectives sur l'œuvre du romancier. Les exégètes n'ignorent pas les séductions et les contrats pervers qui organisent les rapports entre les personnages dans les fictions de l'auteur. La propension du romancier à se mettre en scène et à construire une image publique de sa personne est aussi

connue. Mais rares sont les critiques qui font remarquer que ces relations se réverbèrent à un niveau intermédiaire, dans le rapport qui s'établit entre l'œuvre et ses destinataires. Une lecture attentive de ses textes suggère, en l'occurrence, que l'auteur anticipe les réactions de ses lecteurs pour mieux les enfermer dans son univers sémantique. Notre travail avait pour objet de proposer des réponses à ces dispositifs. Dans notre lecture de *Honba* nous avons notamment souligné l'intérêt d'une lecture « de surplomb » qui amène à dégager dans le texte un autre texte manipulateur, moins pour y échapper et le dénoncer, que pour le regarder à distance, inopérant, structure vide offerte à la jouissance perverse du lecteur.

D'un point de vue plus général, la contribution principale de notre travail aura été de mettre en exergue les fractures internes et les écarts entre les textes de Mishima qui viennent contredire l'idée d'une homogénéité de l'œuvre défendue par l'auteur et par la majorité des critiques. Au moment précis où il met en scène, dans *Yūkoku*, le suicide solennel d'un couple exemplaire, Mishima publie sous pseudonyme dans un hors-série tiré à quelques exemplaires de la revue gay *Adonis*, le texte *Ai no shokei* (Exécution d'amour, 1960), récit délirant d'un *seppuku* homoérotique et burlesque. Alors qu'il fait l'apologie, dans *Yūkoku* et *Honba*, de l'action sacrificielle, il décrit, dans *Utsukushii hoshi* (Belle étoile, 1962) cette soif d'absolu sous un jour profondément ironique, attribuant une telle ambition au narcissisme mégalomane d'une famille nucléaire lambda dont les membres se persuadent qu'ils sont des extraterrestres envoyés sur terre pour sauver les humains de la destruction atomique. En complétant notre analyse de *Yūkoku* et de *Honba* par la lecture de tels textes, nous avons cherché à nous éloigner de l'esprit de sérieux que l'on projette souvent sur les textes de Mishima et rappeler à quel point son œuvre, comme toute œuvre digne de ce nom, est aussi ouverte à une forme de dissémination.

DOR Laïli, *L'Évolution de la calligraphie japonaise à l'ère moderne (1880-1948) et la figure du « calligraphe non calligraphe » (bishoka no nōsho 非書家の能書)*, thèse de doctorat, sous la direction de Michael LUCKEN, Inalco, 2015.

Quels sont les jalons chronologiques de la période moderne ? Plus que la Restauration de Meiji elle-même, l'événement qui fit date est l'arrivée au Japon, en 1880, de l'épigraphiste chinois Yang Shoujing 楊守敬 (jap. Yō Shukei) (1839-1915). Même si l'importance de cet événement précis peut, nous le verrons, être remise en question, les années 1880 n'en restent pas moins la décennie de tous les bouleversements. Ainsi, peu de temps après, en 1882, la controverse qui opposa le peintre Koyama Shōtarō 小山正太郎 (1857-1916) à Okakura Kakuzō 岡倉覺三, dit Tenshin 天心 (1862-1913), vint à son tour marquer un autre changement radical, où la calligraphie fut pour la première fois considérée au prisme des théories esthétiques de l'Occident.

Les dernières décennies du XIX^e siècle marquèrent pour la calligraphie une ère de profonds bouleversements, auxquels les calligraphes réagirent par une logique de regroupement, et cela reste perceptible jusque dans les années 1930. C'est à ce moment que naquit la calligraphie telle que nous la connaissons actuellement, structurée par les associations et orientée vers l'organisation d'expositions.

En 1943-1944, toutes les revues et les associations de calligraphie furent supprimées ou refondues. Cette rupture fut certes temporaire, mais lorsque l'activité reprit en 1945, la donne avait changé. Parmi les associations supprimées en 1943, presque aucune ne se reforma. Celles qui leur succédèrent

étaient désormais des institutions géantes et prestigieuses, dont les membres se comptaient par dizaines de milliers, et qui jouissaient d'une reconnaissance nouvelle. En 1948, l'admission de la calligraphie au Nitten vint clore une traversée du désert de plus de quarante ans, qui avait débuté avec l'exclusion de la calligraphie lors du tout premier Salon officiel, le Monbushō bijutsu tenran-kai 文部省美術展覧会 (Exposition des Beaux-Arts du ministère de l'Instruction publique), ou en abrégé Bunten 文展, organisé pour la première fois en 1907.

À cette reconnaissance nationale s'ajouta – fait nouveau – une reconnaissance de la calligraphie en Occident, où plusieurs calligraphes de l'après-guerre rencontrèrent un succès considérable dans les expositions internationales et les biennales. On peut citer le premier prix remporté par Teshima Yūkei 手島右卿 (1901-1987) lors de l'Exposition universelle de Bruxelles en 1958, ou les expositions énumérées par Hirayama Mitsuki¹, pour la période comprise entre 1954 et 1968, qui se déroulèrent dans des pays aussi divers que les États-Unis, la Chine, Taïwan, la Thaïlande, la France et l'Allemagne. Entre 1880 et 1943 était née la scène calligraphique telle qu'elle existe encore actuellement, structurée par les associations et orientée vers l'organisation d'expositions.

Dans cette étude du contexte et des hommes, notre ligne directrice fut la notion de réseau, à savoir non pas tant les artistes eux-mêmes que la manière dont ils interagissent². La constitution de groupes est en effet un aspect crucial de l'activité calligraphique à l'ère Meiji, celui qui marque l'entrée de la discipline dans l'ère moderne. Cela ne signifie pas qu'il n'existait pas de réseaux avant, mais que ceux-ci changent radicalement de forme vers la fin du XIX^e siècle.

Notre problématique concerne la structuration de la scène calligraphique entre les années 1880 et la fin de la Seconde Guerre mondiale, et porte sur un questionnement triple : comment les bouleversements de l'ère Meiji affectèrent-ils la calligraphie ? Quelles structures les calligraphes mirent-ils en place pour

1. Hirayama Mitsuki 平山観月, *Shin Nihon shodō-shi* 新日本書道史 (Nouvelle histoire de la calligraphie du Japon), Tōkyō, Yūhōdō 有朋堂, 1961.

2. Cette importance des interactions entre acteurs du monde de l'art est mise en évidence par Ōmuka Toshiharu dans *Kanshū no seiritsu : bijutsu-ten, bijutsu zasshi, bijutsu-shi* 観衆の成立 : 美術展・美術雑誌・美術史, Tōkyō, Tōkyō daigaku shuppankai, 2008.

y répondre ? Quelle place restait-il dès lors à ceux qui souhaitaient pratiquer la calligraphie en dehors de ces structures ?

L'horizon de notre réflexion est l'étude d'une catégorie que Haruna Yoshishige identifie comme celle des « calligraphes non calligraphes » (*hishoka no nōsho* 非書家の能書), dont il postule la spécificité précisément pour la période allant de l'ère Meiji à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Notre réflexion suit trois étapes. La première partie est axée sur le contexte, avec un accent sur le début de la période envisagée (soit de 1880 à 1900 ou 1910 environ), afin de répertorier les changements survenus et leur impact sur la calligraphie. Nous nous concentrons sur deux domaines en particulier, qui nous ont paru avoir une influence particulièrement importante : l'évolution de la langue et de l'écriture, et les bouleversements dans le monde des arts.

Dans le cadre de la deuxième partie, nous montrons comment la communauté des calligraphes s'est organisée pour réagir à ces changements. Notre point de départ est la professionnalisation de la scène calligraphique, et l'émergence d'une structure nouvelle, celle de l'association. Nous examinons ensuite les deux principaux champs d'activité de ces associations : la publication de revues et l'organisation d'expositions.

Enfin, la troisième partie se concentre sur les artistes-calligraphes actifs en marge de cette scène professionnelle. Nous abordons deux grandes catégories : la peinture, et les arts du volume (sculpture, céramique, gravure), le but étant de voir les points de convergence des différents artistes évoqués, mais aussi la façon dont leur activité s'est distinguée de celle des calligraphes professionnels.

Achévé d'imprimer en mars 2020 par